

Antoine Viallet
➤ Acteur en Immobilier d'Entreprise

REVUE DE PRESSE Marseille et ses environs



Photos : Laurent Carte

ÉDITION N°23
2^{ème} SEMESTRE 2013

SOMMAIRE

- I. LES AMENAGEMENTS URBAINS**
- II. L'IMMOBILIER**
- III. LE COMMERCE**
- IV. LES TRANSPORTS**
- V. L'ÉCONOMIE – LE PORT**
- VI. LE TOURISME**
- VII. LA CULTURE**
- VIII. LES 3 ÉLÉMENTS : CIEL - TERRE - MER**
- IX. DOSSIER LE POINT
AIX-MARSEILLE - POURQUOI TANT DE HAINE ?**
- X. DOSSIER COURRIER INTERNATIONAL
MARSEILLE VUE PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE**
- XI. LE CIMP**

I. – LES AMENAGEMENTS URBAINS

- ✓ **1.** Ils dessinent le nouveau visage de la ville

La Provence – 08.07.2013

- ✓ **2.** Littoral : le nouvel enjeu ?

La Provence – 20.07.2013

- ✓ **3.** Les Riaux – Recylex se donne encore deux ans pour dépolluer ses friches

La Provence – 24.07.2013

- ✓ **4.** Quel devenir pour le site du Mont-Rose ?

Marseille l'Hebdo – 24.07.2013

- ✓ **5.** Voûtes de la Major : la renaissance

La Provence – 01.08.2013

- ✓ **6.** Ce jour d'août qui a changé le destin de la ville

La Provence – 06.08.2013

- ✓ **7.** Au milieu du béton des Aygalades, une cascade...

La Provence – 18.08.2013

- ✓ **8.** La future Arena sera créée à l'échangeur de Cap Pinède

La Provence – 25.09.2013

- ✓ **9.** L'Estaque au Centre de la mer

La Provence – 30.09.2013

✓ **10.** Des milliers d'étudiants de retour dans le centre

La Provence – 02.10.2013

✓ **11.** Université des Métiers : on l'attend

La Provence – 07.10.2013

✓ **12.** Arenc – Coup d'accélérateur pour la tour « La Marseillaise »

La Provence – 13.11.2013

✓ **13.** Zac Littorale : l'extension au Nord

La Provence – 23.11.2013

✓ **14.** La fin annoncée de l'Evêché

La Provence – 09.12.2013

✓ **15.** Une vingtaine de dossiers de candidature pour le J1

La Provence – 18.12.2013

✓ **16.** Quel avenir pour les Pucés ?

La Provence – 18.12.2013

Ils dessinent le nouveau visage de la ville



Du Vieux-Port au Toyoko Inn, les deux architectes de l'agence Tangram révolutionnent la cité. Rencontre

Le glacis vert pourrait bien dans quelques années recouvrir le tunnel, abriter les cars de tourisme et offrir une promenade fabuleuse direction Saint-Victor... / PH. MDP/FOSTER+PARTNERS / TANGRAM ARCHITECTES / INGÉROP / Y. KERSALÉ

À deux, ils transforment Marseille, à grands coups d'images de synthèses traduites dans la réalité par le ballet des tractopelles. Emmanuel Dujardin et Christopher Green sont les porte-étendards de l'agence Tangram. Un cabinet d'architectes qui a le vent en poupe. Pour faire simple, ils ont signé avec Michel Desvigne, paysagiste mandataire, Foster + Partners, Ingérop et Yann Kersalé, le nouveau Vieux-Port. Rien que ça. Et pourtant, quand ils parlent de Marseille et de leur participation à son évolution, c'est d'abord... du Plan D'Aou. "Nous avons fait le Schéma directeur pour réorganiser le quartier. Le travail qui a été fait dès 2000 était d'ouvrir le quartier sur l'extérieur", note Christopher Green.

"C'est sur ce projet que l'on s'est rencontré. On a commencé à travailler sur le logement. C'est un des thèmes que l'on préfère : le renouveau de la ville dans les quartiers. C'est ce que l'on fait aussi à Saint-Mauront", ajoute Emmanuel Dujardin. "Marseille est une ville complexe avec une partie ancienne et au-delà, ce n'est que des villages qui se heurtent les uns aux autres. Et il y a plusieurs centres à traiter. Avec chacun une identité propre", précise Christopher Green.

Cet Anglo-Irlandais a eu un vrai coup de cœur (il y a vingt ans) pour la ville, "ce port qui appartient à celui qui arrive". Et il conçoit sa rénovation comme un tout: "Au cabinet, on est architecte, urbaniste et paysagiste. Car tout ça va ensemble. Et on parle beaucoup de métropole en ce moment. C'est la lecture que nous en avons. Nous gérons autant l'aspect socio-économique de la ville que la nécessité de mettre des bancs sur le Vieux-Port. Oui, ils vont arriver!", lance-t-il avec humour. Leur leitmotiv, c'est l'espace public. "À Marseille, on commence enfin à prendre conscience de cette notion d'espace public. Même si on



Emmanuel Dujardin et Christopher Green, les deux architectes de l'agence Tangram qui ont cosigné le Vieux-Port mais aussi la place du 4-Septembre. Sans parler de nombreux projets... / PHOTO G. RUOPPOLO

continue de le brader. La charte du Vieux-Port n'est ainsi toujours pas signée alors que les terrasses empiètent trop souvent sur l'espace public qui est pourtant par définition à tout le monde. Sans parler de la propreté. Les gens attendent toujours que quelqu'un d'autre soit payé pour ramasser les déjections canines. C'est à chacun de le faire. Idem pour les papiers sales que les gens jettent par terre". L'espace public est un fil rouge quel que soit le projet. Comme au Rond-point du Prado et Ratabateau qu'ils vont aussi relooker. "Prenons l'exemple de la place des Capucines. C'est enfin devenu une place et pas un rond-point poubelles. On a requalifié la place, la fontaine. C'était historiquement une porte d'entrée dans les remparts. C'est important. Il faut toujours partir des usages

initiaux et ajouter les nouveaux, en l'occurrence les pompiers, les livraisons, la flânerie... Et si on l'a pavée, c'est qu'elle devait l'être. Cela force à rouler moins vite. Car Marseille arrive à la fin du tout-voiture". Et pour les deux architectes, il était temps! "Il faut remettre la voiture à sa place", glisse en riant Christopher Greene.

D'ailleurs, c'est un des thèmes primordiaux pour ceux qui ont planché sur le Plan guide du centre-ville et ses 400 hectares. Ce plan d'aménagement de l'espace public commandé par MPM qui couvre aussi bien la circulation, la place des piétons...: "On précise au plus fin, en indiquant dans telle rue, il faut intervenir. La place du 4 Septembre par exemple est la préfiguration de ce plan guide pour rendre la ville aux pié-

tons, augmenter la biodiversité et apaiser l'espace public. L'espace public est trop souvent le parent pauvre", déplore Emmanuel Dujardin. Alors, ils le mettent en avant. La preuve: le duo signe aussi le très attendu hôtel Intercontinental sur l'îlot Feuillants: "Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment (qui devrait devenir un hôtel Indigo, NDLR). On a ainsi demandé à refaire la place du marché des Capucins, annonce Emmanuel Dujardin. Ce quartier doit garder son caractère". Même raisonnement pour le Palais de Justice: "C'est un patrimoine incroyable. Dans le cadre du plan guide, on propose aussi une transformation de la place qui a trop peu d'usages".

Très attendu aussi, le fameux glacis de verdure sur le carénage qui est le chapitre 2 de la rénovation du Vieux-Port d'ici quelques années: "On reprend les études de faisabilité en septembre. On veut vraiment créer un flux nouveau de déplacement. Cela permettrait aussi, en dessous, de garer les autocars de tourisme".

Les deux architectes se sont même penchés sur l'hôtel des Catalans dans le cadre du projet Vieux-Port. "C'était logique dans la continuité. Il faut améliorer le quartier qui est comme une impasse, mettre les voitures une rue derrière. C'est quand même la première plage du centre-ville! Mais en tout cas, pour l'hôtel, 7 m de haut maximum, je n'y crois pas! Ce n'est pas assez", lance Emmanuel Dujardin. "Et il faut trouver un équilibre avec le prix du foncier", ajoute Christopher Greene. Les deux compères ont aussi des projets coup de cœur: "Le grand Port maritime! J'aimerais l'intégrer à la ville! Et même restituer le Jarret en eaux avec un parc linéaire, lance Christopher Green. Moi j'ai beaucoup d'ambition sur le glacis. Saint-Victor doit être reconnecté." Chiche.

Agathe WESTENDORP



Enfin d'autres projets et notamment des hôtels sont signés Tangram: le Toyoko Inn place Marceau (à gauche). Il s'agit d'un hôtel du groupe japonais, un des premiers en Europe, situé juste à côté de la gare Saint-Charles. Tangram signe aussi deux autres hôtels (Un Campanile, un Golden Tulip, à droite) cette fois à l'intérieur du Parc Chanot. Des projets en devenir mais pour le moment frappés d'un recours. Les deux architectes soignent particulièrement l'espace public avec comme exemple la place des Capucines de nouveau accessible.

/ PHOTOS DR TANGRAM

Littoral: le nouvel enjeu ?

Et si de Corbière aux Goudes, le parc balnéaire était repensé? Bateaux bus, aquarium, plages agrandies. Tour de piste

Le projet d'un parc Borély revisité



C'est l'architecte Yvann Pluskwa qui propose dans un élan de réflexion globale sur le parc balnéaire marseillais ces plateformes d'accès à la mer ou un parc Borély étendu jusqu'à l'eau.

Un "deck" à l'américaine qui prolonge la plage du Prado jusque dans la mer, agrémenté de petites gargotes. Des plateformes minérales pour se dorer la pilule un peu partout sur les rochers de la Corniche. Des bateaux bus qui sillonnent la côte et déposent chacun au gré de ses envies.

Autant de propositions alléchantes, véritable parti pris pour les dizaines de kilomètres du littoral marseillais. Car ce parc balnéaire apparaît de plus en plus comme l'enjeu stratégique de développement économique et touristique de demain. On reproche à Marseille d'avoir longtemps tourné le dos à la mer. L'architecte Yvann Pluskwa, enseignant à Luminy et lauréat du Prix national AMO 2013, n'a pas attendu les débats politiques pour s'intéresser au sujet. "J'en ai même fait mon mémoire, intitulé Particularité des pratiques balnéaires

à Marseille." Avec une infinie minutie, l'architecte a sillonné toute la côte et répertorié un à un les lieux de baignade, accès à la mer, criques, calanques et autres chemins au milieu des rochers.

Chaque site est étudié à la loupe, inventorié avec ses pratiques, l'environnement qui y correspond, les équipements, l'accessibilité, etc. Un inventaire inouï des pratiques sociales, des liens tissés avec la mer officiels ou tolérés, des nageurs aux pêcheurs en passant par les jumpeurs de l'anse de la Fausse Monnaie.

Le renouveau à l'Estaque

Une recherche quasi encyclopédique qui lui permet surtout de poser un diagnostic: "Marseille est un cas à part! Elle possède une côte de rochers, naturelle, un peu brutale et finalement peu de plages. Par ailleurs, elle a d'abord été portuaire avant d'être balnéaire, laissant ainsi libre choix à chacun pour jouer à la fois de la baignade et de la pêche. D'où ce mélange hybride de Corbière aux Goudes. Et malgré les premiers établissements balnéaires vers l'actuel J4, c'est au sud que la pratique loisirs s'est développée." Yvann Pluskwa rappelle que les pratiques, hormis les plages officielles, sont souvent confidentielles, liées aux quartiers, quand seul un petit groupe d'habitants a la clé du portillon qui permet de descendre à la mer comme à Malmousque. "C'est vrai que le territoire balnéaire est transmis un peu comme un secret." Pour l'architecte, il faut des aménagements pour accompagner tous ces usages, dans leur diversité. Au risque de mépriser ce patrimoine naturel. "On se doit de définir une attitude claire par rapport à la mer. Ce qui amène à repenser l'espace urbain donc les transports, le

nettoyage des plages. Il y a encore un manque de services associés à l'espace urbain. Comme en ville, Marseille a du mal sur son littoral à protéger son espace public." Trois exemples servent, son propos. L'architecte a planché sur l'Estaque et propose d'y combiner logement, petit port, pépinière d'entreprises, plages, équipements sportifs: "Il faut en faire un nouveau quartier de bord de mer avant le village." Même philosophie du Pharo jusqu'à Borély. Sa proposition phare, ce sont de grandes plateformes à poser sur les enrochements en contrebas de la Corniche, avec des douches. Un système qui existe déjà au Portugal: "On peut le proposer en bas de la Villa Valmer par exemple. Il faut l'accompagner de la réduction des voies de voitures au profit de l'espace public". Concernant les plages du Prado, le point positif, ce sont les "ter-

ritoires de liberté, malgré les plages artificielles, mais il faut repenser l'espace". Et ce n'est pas un vain mot.

Adieu l'hippodrome (comme une réponse à Patrick Mennucci, lire ci-dessous). Le parc Borély prend ses aises et s'étire: "On propose des logements en balcon sur l'Huveaune, des passerelles, des équipements sportifs, un arrêt de bateau bus, etc.". Car selon Yvann Pluskwa, tout le littoral doit être ponctué d'arrêts de bateaux bus. Pour Claude Prelorenzo, spécialiste mondial des villes portuaires et fluviales, il faut que les édiles et les technocrates soient convaincus même si, "fort heureusement, le temps de la mer et de la roche transcende celui des hésitations des hommes". Le littoral comme carte maîtresse du développement de Marseille. On parie?

Agathe WESTENDORP

awestendorp@laprovence-presse.fr

LES COMMENTAIRES

"Pour dire enfin, Marseille est une ville de la mer"

▶ DIDIER RÉAULT, CONSEILLER MUNICIPAL UMP DÉLÉGUÉ À LA MER, AUX PLAGES, AU NAUTISME ET AU PARC NATIONAL DES CALANQUES

"On a un littoral qui a été abandonné pendant des années côté gestion. Il fallait d'abord reconsidérer l'espace public. J'ai pu commencer il y a quatre ans. C'est long à mettre en place malgré le vote de la délibération 'Mer et littoral' en 2010, qui va permettre de débloquer 80 millions d'euros de programmes. Cela a déjà permis les études pour les travaux des Catalans avec des premiers travaux sur le ponton et le solarium, les ancrages écologiques, etc. Tout cela ne se fait pas en claquant des doigts." Son principal objectif c'est d'obtenir une concession de la Pointe-Rouge au Roucas Blanc afin d'avoir un plan global de protection du littoral. "On constitue le dossier pour le donner à l'État. Cette concession permet de prévoir un plan d'investissement notamment en terme d'animations balnéaires, des pôles sportifs, des plages privées, le tout avec une logique économique. Au lieu de voir toutes ces familles qui dépensent 80€ par jour à Bandol. Je préfère qu'elles les dépensent à Marseille. Mais pour cela, il faut que l'État donne son feu vert."

Pour Didier Réault, l'entretien des plages relève d'un "accord bancal, avec cette compétence déléguée à la Communauté urbaine. Il faut un deuxième passage par jour, soit un tiers de budget supplémentaire. On pourrait aussi le déléguer à des associations de valorisation de déchets.

Il faudrait savoir utiliser les compétences du territoire. Enfin, concernant le littoral, c'est vrai que l'accès n'est pas suffisant. À Corbière, il faudrait un vrai pôle mer avec une plus grande plage, pourquoi pas aussi un aquarium, déplacer la station marine de Malmousque et créer le centre de formation du Drassm. Nous avons une convention d'études avec le ministère de la Culture pour l'archéologie sous-marine. Pour dire enfin, Marseille est une ville de la mer."

▶ PATRICK MENNUCCI, DÉPUTÉ-MAIRE PS DES 1-7

L'élue a émis l'idée de supprimer l'hippodrome de Borély, espace loué par la Ville à la Société française des courses. Il s'agit même de sa proposition 76 de son programme pour "rendre la ville aux Marseillais"... Explications. "Un seul hippodrome, à Pont-de-Vivieux, cela suffit! Oui, il faut récupérer l'espace, terrain de 10 hectares dont la Ville est propriétaire, pour le transformer en un grand complexe sportif avec des terrains pour les clubs, les amateurs, des espaces verts pour tous, du parc Borély jusqu'à la mer, une boîte de nuit derrière David et pourquoi pas un paquebot échoué pour en faire un lieu de détente. On passerait sous la route pour rejoindre la plage. Il n'y aurait pas de logements, uniquement du sport et de la détente. Cela devrait coûter environ 10 millions d'euros, soit dix fois moins cher que le Palais de la glisse! Borély est un des cinq projets majeurs pour les

municipales." Pour Patrick Mennucci, "il s'agit pour moi d'une réflexion globale sur l'utilisation de la mer". Il rappelle les travaux qui vont être réalisés ainsi aux Catalans (réensablement, suppression de la plateforme...). "Il y aura une partie avec plage privée par exemple". Le maire de secteur est aussi partisan de développer les accès vers le sud, comme la création d'une petite calanque sous le parc Valmer.

▶ YVES MORAINÉ, PRÉSIDENT DU GROUPE UMP AU CONSEIL MUNICIPAL

"Monsieur Mennucci essaie de créer des polémiques sur des secteurs dans lesquels il n'est pas élu. Les habitants n'ont pas envie de voir supprimer l'hippodrome de Borély. C'est un poumon vert et au centre duquel il y a un golf qui attire beaucoup de monde. Un nouvel appel d'offres a été lancé pour satisfaire les quelque 1 400 sportifs qui étaient adhérents à l'ancien." Pour Yves Morainé, l'accès au littoral est satisfaisant: "Je ne vois pas comment améliorer la situation. Le littoral est accessible. Il y a très peu d'endroits encore aménageables. Et le littoral est utilisé de façon naturelle. Pour notre part, nous avons fait l'Espace Mistral dans le 16^e arrondissement. Nous avons lancé l'idée du casino sur le J4, d'une grande boîte de nuit sur le J1. Dans le 8^e arrondissement, une boîte de nuit a peu de chance d'aboutir!"

A.W.

Recylex se donne encore deux ans pour dépolluer ses friches

Une carrière haute de 24 m, en partie bâchée, au fond du Vallon du Soufre. On y accède par une piste qu'il a fallu péniblement tracer à travers la roche, mise à nu, dans un paysage devenu lunaire. Six mois de travaux auront été nécessaires à la société Recylex pour préparer le confinement des 250 000 m³ de terres souillées. "Il a aussi fallu créer des bassins en amont et en aval pour retenir les eaux pluviales", précise Philippe Derouet, responsable environnement pour le groupe français.

Dans cette alvéole, c'est tout le passé industriel de l'Estaque qui sera stocké. "Pour l'enlever, il aurait fallu 150 camions par jour traversant le village", rappelle M. Derouet. Mercure,

24 M€, c'est le coût de la dépollution du site pour Recylex.



Derrière l'équipe de Recylex, l'alvéole bâchée où seront confinés les déchets de l'ancienne friche industrielle. Il faudra traiter 250 000 m³ d'ici deux ans. Un chantier titanesque.

/PHOTO D.T.A.

plomb, arsenic: "le sale", en langage de dépollueur, restera donc sur le site. Protégé de la pluie et du vent. Pour l'heure, le "sale" est d'ailleurs encore bien visible. On ne s'approche de ces remblais sombres que protégé par un masque spécial.

Alors que l'autre industriel en charge de la dépollution, Rétia (ex-Atochem, filiale de Total) aura achevé son propre chantier de dépollution "en septembre probablement", Recylex l'attaque à peine. Placée en redressement judiciaire en 2003, l'alors Metaleurop frôle le dépôt de bilan et négocie, deux ans plus tard, un plan de continuation sur dix ans. L'une des conditions imposées à l'industriel est la réhabilitation de ses sites miniers et deux sites industriels majeurs, Rieux, dans l'Oise, et l'Estaque, à Marseille, le plus grand chantier de ce type en

France. Sur les 87 ha de la propriété Recylex, une quinzaine d'hectares sont à nettoyer. Mais la série noire continue: incroyablement sous-estimés, il s'avère que les volumes à traiter seront deux fois plus importants que prévu. Un différent oppose aussi Rétia et Recylex sur l'utilisation des alvéoles de stockage, le second accusant le premier de lui avoir "volé" son espace de confinement... Ambiance. Entre-temps est aussi intervenu le Plan d'exposition au bruit qui, en raison de la présence d'un couloir aérien, interdit une future valorisation résidentielle des friches. Coup dur quand 24 M€ seront nécessaires à Recylex pour faire place nette: cela divise potentiellement par deux le prix du foncier. "On peut encore imaginer du tertiaire, des hôtels, un accès par funiculaire, une Cité de la

mer, une halte ferroviaire", estime Philippe Derouet, qui a demandé au cabinet d'architectes Tangram de réfléchir à la valorisation de ces parcelles. "Finissons déjà notre dépollution. Il sera temps, fin 2015, de penser à la valorisation", coupe le responsable environnement.

"Là, avec la création de notre alvéole, nous sommes déjà dans le soulagement. Nous allons vraiment pouvoir enfin commencer à dépolluer", appuie Gabriel Zeitlin, le chargé de communication. Un soulagement toutefois fragile: l'action du groupe avait lourdement chuté au début du mois, face à la menace d'une nouvelle procédure judiciaire et à la nécessité de financement externe à court terme. 299 anciens salariés de Metaleurop Nord assignent en effet leur ancien patron pour "préjudice d'anxiété lié à l'exposition à

l'amiante". Le montant total de leurs demandes s'élève à près de 10 M€. Elles s'ajoutent à des procédures initiées en 2010 par d'autres salariés pour "licenciement sans cause réelle et sérieuse". Le conseil des prud'hommes de Lens examinera l'ensemble de ces demandes entre septembre et novembre prochains. Recylex a prévenu qu'en "cas de décision définitive défavorable (...), une telle augmentation des annuités du plan de continuation de 2005 ne lui permettrait plus de respecter ses engagements (...)", notamment dans la réhabilitation du site de l'Estaque. "Personne n'a intérêt à cela, estime Philippe Derouet. Car si nous sommes mis en liquidation judiciaire, c'est l'État, via l'Ademe, qui devra financer la dépollution." Marseille n'en a pas fini avec son passé industriel.

Delphine TANGUY

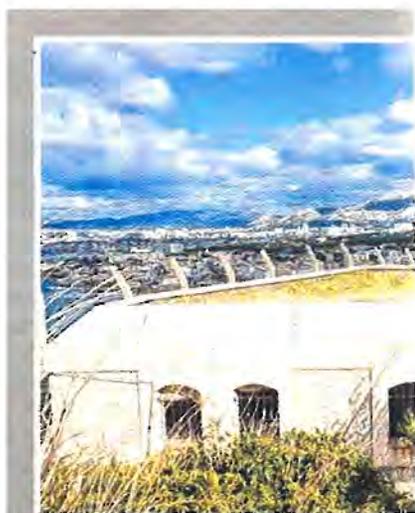
Quel devenir pour le site du Mont-Rose ?

L'appel à projet éco-touristique que vient de lancer la Ville sur le site du Mont-Rose, au cœur du Parc national des calanques inquiète élus et associations. La mairie tente de les rassurer.

Il fallait avoir l'œil, pour ne pas rater l'info. Une mention sur le site internet de la Ville, une publication dans les pages d'annonces légales dans *La Provence* le 5 juillet dernier: la mairie de Marseille lance un appel à projet éco-touristique sur le site de l'ancienne batterie militaire du Mont-Rose. Voilà qui a rappelé de mauvais souvenirs aux associations du quartier et de défense de l'environnement qui avaient obtenu gain de cause après avoir ardemment manifesté leur opposition à un projet d'hôtel de luxe sur ce même emplacement il y a six ans. "Il est évident qu'en cette période, les associations sont difficilement mobilisables et les appétits immobiliers autour du parc ne se sont pas calmés...", remarque Bernard Hamel, président du Club alpin français. Pour autant, un rassemblement est d'ores et déjà fixé le 27 juillet à 11h au pied du Mont-Rose, à Saména, soutenu par Marie-Françoise Palloix. "Certes, le projet n'est pas le même qu'en 2007, souligne la conseillère municipale PCF et membre du

conseil d'administration du Parc national des calanques. *On n'est plus sur de l'hôtellerie de luxe, et entre-temps, le Parc, au cœur duquel figure le Mont-Rose, a été créé. Mais la lecture du cahier de charges de cet appel à projet révèle la création d'un lieu d'hébergement mais aussi d'un restaurant, d'une piscine, d'un solarium, de jeux pour enfants... Autrement dit, on n'est pas loin d'un mini Club Med, qui n'a pas du tout sa place sur un site aussi préservé.*"

Toute la problématique du Mont-Rose réside dans le fait que le terrain et ses bâtiments demeurent propriété de l'Etat. Pour y réaliser quelque chose, la Ville devra payer le prix auprès de France Domaines, et rentabiliser l'investissement par un projet suffisamment attirant. Alors que si le Conservatoire du littoral se portait acquéreur, ce serait pour 1€ symbolique, la Ville restant gestionnaire dans le cadre d'un partenariat. "Mais pour nous intéresser, il aurait fallu développer ici un lieu dédié à l'éducation à l'environnement, une sorte de Maison du Parc des ca-

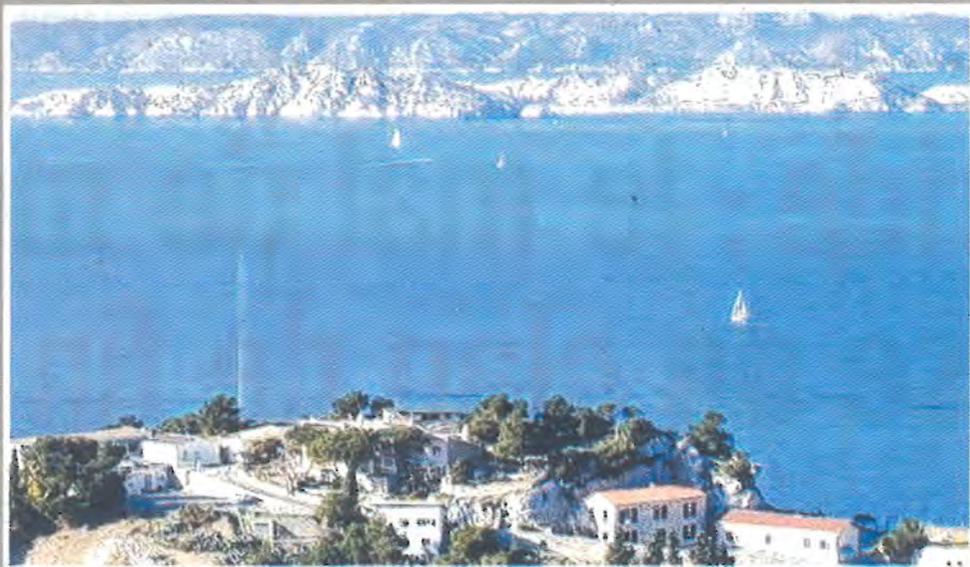


Le devenir du Mont-Rose réveille aussi des clivages internes à la majorité municipale.

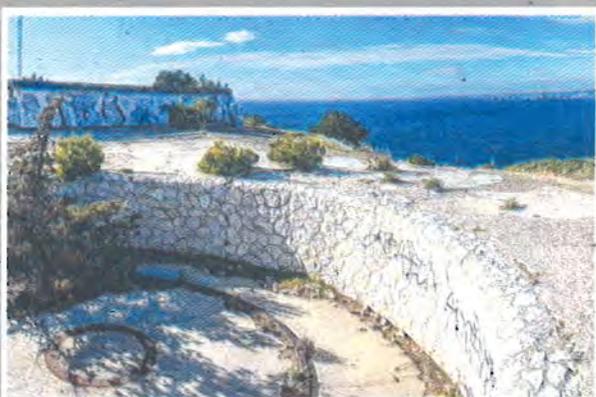
lanques, note François Fouchier, délégué régional du Conservatoire du littoral. *La Ville a fait un autre choix incompatible avec nos missions.*"

"Le fait est qu'il n'y a pas eu de projet public présenté par la Ville ou le Parc pour cadrer avec les missions du Conservatoire, rappelle Jean-Claude Gondard, le secrétaire général de la mairie. Alors soit on laisse définitivement à l'abandon ce site - dont on assume aujourd'hui les frais de gardiennage - soit on le rachète et on le propose à un opérateur commercial - excusez le gros mot - qui le rénovera pour plusieurs millions d'euros et le gèrera via un bail emphytéotique."

Dans quelques jours, les représentants municipaux rencontreront



"Situé en haut d'un éperon rocheux qui signale l'entrée du Parc des calanques, ce promontoire offre une vue panoramique sur le grand paysage marseillais", décrit l'appel à projet, qui exige des candidats "capables de concevoir, mettre en œuvre et gérer un projet préservant l'environnement et valorisant l'économie touristique en termes d'hébergement, restauration et activités sportives." Pas question de construire : seule la réhabilitation des 3 000 m² de bâtis sera possible.



VILLE DE MARSEILLE

ceux de l'Etat pour leur faire part de leur vision "et les rassurer s'il était besoin de le faire, car la position de la Ville n'a pas changé depuis des années, insiste Jean-Claude Gondard. Notre but est de développer un projet de valorisation du site pour l'éco-tourisme. Tout doit être fait dans le respect des normes environnementales

qu'imposent le Parc national des calanques, Natura 2000, la loi Littoral et le PLU." Lequel PLU a d'ailleurs été modifié pour inclure le Mont-Rose dans une Zone naturelle de loisir et de tourisme. Un terme qui effraie les associations, "mais un touriste n'est pas un prédateur qui vient mettre le feu aux calanques!" s'emporte

Jean-Claude Gondard, qui imagine sur place des structures comme "l'UCPA ou Vert Marine, mais pas le groupe Accor ni l'Intercontinental." Politiquement, le devenir du Mont-Rose réveille aussi d'autres clivages, internes à la majorité municipale: "On ne peut pas faire n'importe quoi sur ce site, assène Didier Réault, l'adjoint au maire délégué à la mer et candidat à la présidence du Parc national des calanques (cf ci-contre). La Ville n'a pas les moyens d'investir ici, sauf à imaginer quelque chose de "rentable" et économiquement viable. Or le Mont-Rose a une vocation de porte du Parc des calanques. Cet appel à projet n'est pas de bon aloi, et si j'étais président du Parc, j'y répondrais en présentant un projet en accord avec le Conservatoire du littoral, pour un investissement proche de zéro." L'élection du nouveau président étant prévue début septembre, il restera deux mois à l'éventuel élu pour présenter un projet, la date butoir étant fixée par la Ville au 4 novembre. ■

Le Parc national sans président(e)...

Le tribunal administratif a annulé le 16 juillet l'élection de Danielle Milon, après examen de la requête déposée par son adversaire Didier Réault qui avait contesté le scrutin pour atteinte de la limite d'âge. La maire de Cassis, 65 ans et 11 mois lors de l'élection en janvier, a déclaré le 23 juillet qu'elle ne ferait pas appel de la décision mais demande au Premier ministre de repousser l'âge des présidents de tous les parcs nationaux à 70 ans. Le préfet a annoncé la tenue d'une nouvelle élection en septembre. "J'espère cette fois être le candidat de la Ville de Marseille", a déclaré de Didier Réault. C'est-à-dire avoir le soutien de Jean-Claude Gaudin ou au moins sa neutralité bienveillante." En janvier, le maire UMP de Marseille avait ouvertement soutenu la candidature de Danielle Milon au dépens de Didier Réault, un proche de son rival Guy Teissier. Un conseil d'administration ordinaire du Parc national est prévu le 29 juillet. ■

Laurence Mildonian

Voûtes de la Major : la renaissance

Le chantier du futur shopping center au pied de la cathédrale bat son plein. Visite au cœur d'une belle restauration

Elles ont fière allure ces vénérables voûtes de Léon Vaudoier. En même temps, après un bon gommage, on a toujours bonne mine. Et elles y ont eu droit ! Face au MuCEM, une cinquantaine de personnes des entreprises Dumez Méditerranée et Girard s'activent pour la dernière ligne droite de ce chantier étonnant au pied de la cathédrale. Les voûtes de la Major, écrin commercial de la Caisse d'épargne (Cepac), poursuivent leur restauration entamée depuis novembre et signée par les architectes Jean-Baptiste Piétri et José Pasqua. À la clé, 7500 m² de commerces, pour un investissement de 27 millions d'euros et une livraison au printemps 2014.

"Il a fallu se renouveler"

Impossible d'avoir de nouveaux noms d'enseignes. À la Cepac, on reste bouche cousue : "C'est préjudiciable pour la commercialisation", souffle Pierre Chalié, directeur du pôle immobilier. Est quand même annoncée la pose de la première pierre à l'automne. La Caisse d'épargne Provence Alpes Corse avait en effet acquis le projet, en décembre dernier, via Midi Patrimoine, sa foncière, avec à la clé un bail emphytéotique de 50 ans signé avec la Ville. L'objectif pour ce nouvel acquéreur est de porter le projet à maturité puis de le céder. Avant Noël, 50% des surfaces étaient a priori louées, pour 30% à des enseignes internationales. La donne a changé avec à la barre un nouveau commercialisateur : "Certaines enseignes nous ont quittés car elles n'avaient pas respecté les critères. Il a fallu se renouveler. Mais l'attractivité du site est indéniable. On est content, cela se déroule bien."

Dès le départ, la cohabitation avec la cathédrale n'est pas anodine. Il a fallu faire un référentiel préventif pour constater l'état des constructions voisines avant le lancement du chantier. Autant dire que l'on marche sur des œufs. Un comble puisqu'il n'y a

pas si longtemps, une route contournait la cathédrale ! Clin d'œil de l'histoire sans doute... Qu'importe, il s'agit bien pour ces anciens chais d'une renaissance.

L'escalier ressuscité sous le béton armé

Le chantier se divise en deux parties reliées. D'un côté, la restauration et la transformation en cellules commerciales des voûtes qui forment sur 400 m un long L jusqu'à la rue Marchetti, du côté des anciens locaux des peseurs-jurés.

Et de l'autre, la création d'un nouvel édifice, surmonté d'un escalier monumental, jouxtant le musée Regards de Provence. "On a pratiquement terminé ce bâtiment neuf", explique d'un grand geste Christian Pons, directeur général de Girard, qui orchestre toute la partie de restauration. Le plus spectaculaire demeure cet incroyable escalier (creusé d'un ascenseur), pour le moment sans marches, qui couvre le bâtiment neuf de 1200 m² livré en fin d'année.

À l'intérieur, les volumes sont impressionnants. Et ces futurs commerces donnent sur une esplanade de 3000 m². Le site a vraiment été révolutionné. "Bientôt va démarrer aussi le chantier des jardins Vaudoier, qui vont être installés sur l'esplanade construite contre l'ancienne consigne sanitaire."

La fontaine aux dauphins

Côté voûtes, les échafaudages sont encore là, signe des mois de retard par rapport au planning initial. Mais aussi de l'intense travail de restauration des tailleurs de pierre et maçons. La dernière partie est nettoyée toujours avec ce mélange de microparticules plus fines que la farine, d'eau et d'air comprimé qui est projeté sur la pierre. Les arènes d'Arles ont elles aussi eu droit à ce petit traitement. C'est là que s'exerce tout le talent des tailleurs de pierre (lire ci-contre). À l'intérieur des futures boutiques, on voit bien l'épaisseur du mur, d'environ



Un chantier hors-norme au pied de la cathédrale et face au MuCEM.

/ PHOTOS PATRICK NOSETTO

1,20 m ! Quelques pas plus loin, c'est l'émerveillement. On tombe nez à nez avec l'escalier à double volée, l'ancien cette fois, sauvé du béton armé. Car la DDE de l'époque avait carré-

ment posé dessus sa culée de pont-on en voit encore les ferrailles - endommageant la délicate fontaine. "On voit bien le blason de la Ville surmonté de deux anges et en dessous les

deux dauphins qui déversaient l'eau dans un bassin." Ce dernier a disparu mais pourrait retrouver une seconde vie. "C'était un peu la surprise, on pensait que tout avait été dé-

truit. Et on a mis des mois pour casser le béton et tout dégager. La partie gauche est tellement endommagée qu'on va devoir resculpter." Pour Éric Foillard, promoteur LC2I, le travail de restauration frôle la prouesse technique : "Ils vont rendre un bâtiment comme si les voûtes avaient toujours été entretenues!"

La visite se poursuit vers la rue Marchetti. Dans les futurs commerces d'angle, des pieux sont installés dans le sol. Plus loin, l'autre escalier a lui aussi été restauré. L'occasion de faire un bref tour dans la galerie d'assèchement souterraine. "Il faut se rappeler que l'on est au niveau de l'anse de l'Ourse. Elle permet de drainer les eaux. Les voûtes, c'est quand même 24 m gagnés sur la mer !" On grimpe.

Au pied de la Major, la vue est à couper le souffle face au ferry. Le parvis sera agrandi pour devenir une esplanade à la place de l'ancien accès vers l'autoroute. Pour Christian Pons, il s'agit bien d'un challenge : "Ce n'est pas un bâtiment courant. Ce serait bien maintenant que l'État s'occupe de la Major !" C'est vrai que Sainte-Marie-Majeure - son petit nom - dans son immense majesté, fait un peu... grise mine.

Agathe WESTENDORP

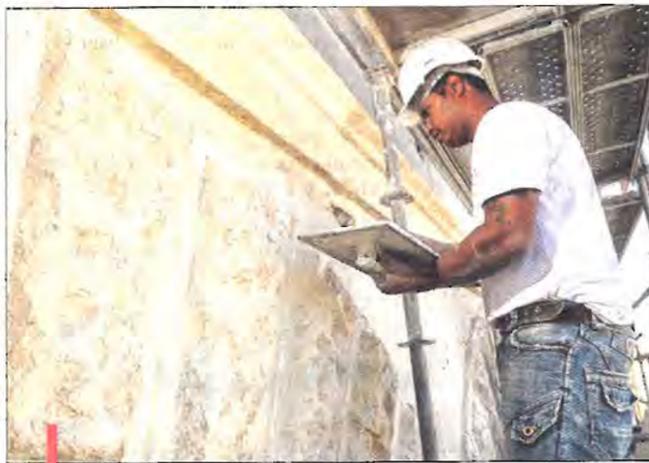
awestendorp@laprovence-presse.fr

Une boîte de nuit toujours proposée

On trouvera quand même un bar-restaurant branché et dans le soir, malgré l'abandon de Pascal Peretti et son Cosmopolitain. Mais aussi Le son des guitares (à l'angle face au MuCEM), restaurant musical corse. Côté boulevard du Littoral, le chocolatier L'Espérantine, mais aussi une halle alimentaire avec 11 concessions (boucher, poissonnier, pâtisseries...) haut de gamme. Le tout pour des loyers annoncés entre 400 et 600 €/m²/an pour des baux sans droit d'entrée.



Le volume de ces anciens chais sont impressionnants. C'est ici que de nouvelles enseignes verront bientôt le jour.



La restauration de la pierre est un travail minutieux. Abîmées, certaines sont même changées par d'autres venant de Catalogne.

Pierre : le casse-tête de la pollution

La pierre est l'enjeu principal de cette restauration grandeur nature. "La grosse problématique est la couche de pollution urbaine car elle contient du soufre. Or, avec l'eau de pluie, cela transforme la pierre en gypse qui va gonfler et annoncer l'amorce de la dégradation de la pierre", explique Christian Pons. Il faut donc remplacer une bonne partie de cette pierre de Calissanne (que l'on trouve aussi à Notre-Dame de la Garde) par des pierres de substitution. Elle vient de Catalogne et ne subit pas de traitement particulier

par rapport à l'air marin. Les pierres sont remplacées une à une, en fonction de leur état. En tout, 200 m³ vont être changés. Elles aussi arrivent tout droit de l'atelier d'Avignon de l'entreprise Girard, tel ce kit pour l'escalier à double volée avec des pierres à bossages comme celle de la Maison Diamantée. Tout l'édifice a droit à une patine pour uniformiser la couleur d'ensemble des pierres. Il s'agit d'un mélange de chaux, d'eau et d'ocres naturels du Roussillon notamment.

A.W.

"Faire évoluer la demande pour les touristes et les croisiéristes"

Marseille a-t-elle eu les yeux plus gros que le ventre ? Avec pas moins de 220 000 m² de surface commerciale supplémentaire, va-t-elle faire de lourdes victimes collatérales, notamment chez les petits commerçants ? Certains ont déjà pointé du doigt le problème lors de la présentation du document d'aménagement commercial intégré au Scot (Schéma de cohérence territoriale). Car chaque commune semble encore faire un peu à sa guise et dans son coin... Néanmoins pour Jean-Paul Pinetti, membre de la Chambre de commerce (CCIMP), ces nouveaux projets signent l'avenir commercial de Marseille. "Le commerce doit vivre dans un grand espace et la métropole lui convient le mieux !" Selon l'élu, Marseille a peu de commerces par rapport à d'autres métropo-

surfaces commerciales (12 à 15 000 commerces). Il faut que Marseille réponde à la demande et recapte le chiffre d'affaires réalisé à l'extérieur, sur cet axe nord et ouest, soit environ 800 millions d'€. Il faut aussi faire évoluer la demande, ne serait-ce que pour les touristes et croisiéristes. Il faut une offre dans une même unité d'espace car leur temps imparti en ville est faible. En outre, le commerce traditionnel doit être défendu tout en proposant lui aussi offre, sécurité, accessibilité et flexibilité des horaires." Pour Jean-Paul Pinetti, s'il y a des pertes, ce sera du côté de ceux qui n'auront pas répondu à ces quatre points. "Le commerce traditionnel doit être attentif. Il représente l'émotion quand les centres commerciaux revendiquent l'offre. Les nouveaux ne seront donc pas en opposition mais com-

LES AUTRES PROJETS

220 000 m² de surfaces commerciales en plus d'ici 2016

LES TERRASSES DU PORT. Côté Joliette, face à la mer, le chantier des Terrasses du port (Hammerson) avance à pas de géant. La livraison est prévue aussi au printemps 2014. Plus de 400 personnes œuvrent chaque jour pour monter les 61 000 m² de centre commercial et ses 160 boutiques. Investissement : 450 millions d'euros.

BLEU CAPELETTE. Le centre commercial du 10^e arrondissement (Icade-Slifer) mise, lui, sur l'offre shopping et cinéma. Il sera livré fin 2015. Sur 42 000 m² : un multiplexe Pathé Les trois palmes de 12 salles, un hypermarché Auchan Gourmand de 4 500 m², 80 boutiques dont 7 moyennes surfaces, 8 restaurants avec terrasses extérieures, un parking de 1 500 places. Investissement : 100 millions d'euros.

LES DOCKS. Portés par Constructa Urban Systems et propriété du groupe américain JP Morgan Asset Manage-

17 000 m², 80 boutiques et restaurants ouverts 7 jours/7. Investissement : 50 millions d'euros.

LE CENTRE DU STADE VÉLODROME. Le centre commercial de 28 000 m² (70 boutiques et deux grands magasins) a été attaqué en justice par l'association "En toute franchise" qui défend les intérêts des commerçants indépendants et des artisans. Le projet est en stand-by. Investissement : non communiqué.

TIVOLI PARK. En 2016, les friches situées au pied du centre commercial Grand littoral vont céder la place à un impressionnant complexe sur 10 hectares, Tivoli parc, porté par le groupe Résilience. À la clé : logements, galerie commerciale à ciel ouvert, équipements sportifs, (mastodontes comme Carrefour drive, KFC et Primark...). Voir la participation des frères Zidane ! Investissement : non communiqué.

Mais aussi l'extension du Centre Bourse de la

Ce jour d'août qui a changé le destin de la ville

Le 5 août 1844, l'État choisissait la Joliette plutôt que les Catalans pour un bassin d'activité. Un virage dans l'histoire

Le constat saute aux yeux. À Marseille, on se baigne essentiellement dans les 7^e et 8^e arrondissements, entre les Catalans et la Pointe-Rouge.

Au nord, on doit se contenter de Corbières. Parce que c'est dans ce secteur de la ville, entre la Joliette et l'Estaque, que le gouvernement a choisi d'installer un monstrueux bassin d'activité, il y a 150 ans, après avoir pourtant pensé à l'aménager aux... Catalans.

Le 5 août 1844, l'État donne en effet son feu vert: le bassin de la Joliette va être construit, puis s'étendre. Comme l'explique l'historien André Bouyala d'Arnaud: "En 1854 (...), les bassins étaient si encombrés qu'il fallait aux navires un temps très long pour se dégager. Les paquebots-poste ne pouvaient assurer leurs départs aux heures prévues (...) et certains courriers devaient attendre au Frioul qu'une place devint vacante pour leur permettre l'entrée."

La fin de la plage d'Arenc

Marseille prend alors un virage, qui va livrer son bassin au commerce, puis à l'industrie, la réparation navale, le tourisme enfin. Au 19^e siècle, elle se lance aussi dans l'aménagement du "mur d'abri", la célèbre Grande jetée.

Et un siècle plus tard, autour des années 1960, elle construit les tristement célèbres cités des quartiers nord. Lesquelles vont donner de la main-d'œuvre au port, notamment à la grande famille des dockers.

Voilà comment progressivement la Ville de Marseille a façonné sa façade maritime et, quelque part, son destin. Ainsi que sa réputation. Mais c'est une autre histoire.

"On aurait pu choisir les Cata-

lans, c'est vrai, analyse l'historien Pierre Echinard. Pourquoi la Joliette? Peut-être parce qu'on se rapprochait du Rhône, autrement dit du nord, et parce que les terrains étaient moins chers."

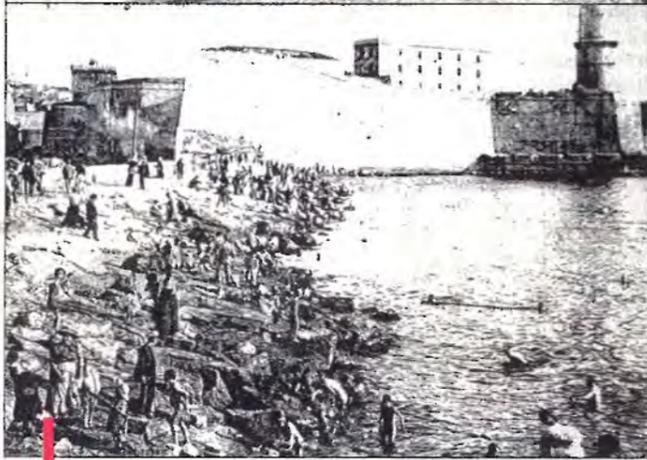
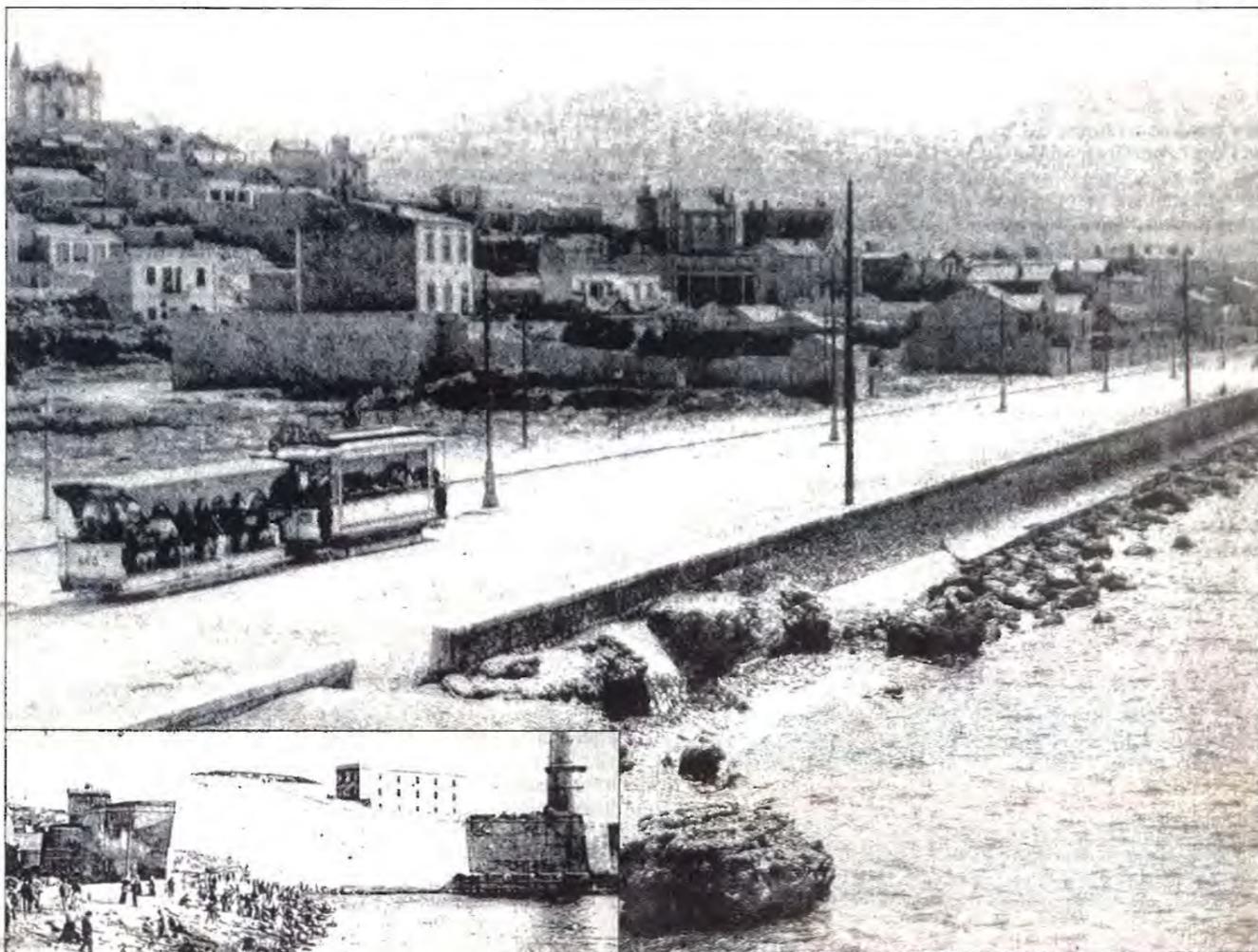
Une plage allait disparaître alors, celle d'Arenc. Dans son "Évocation du vieux Marseille" (Éditions de minuit), André Bouyala d'Arnaud raconte encore: "La plage d'Arenc était à Marseille le seul endroit où le rivage fût accessible aux promeneurs. Ils y venaient par le grand chemin d'Aix, qu'ils quittaient à Saint-Louis (...). Les guides marseillais la signalaient comme un des agréments de Marseille pour les baigneurs de mer." L'historien raconte aussi un épisode croustillant: "Le 30 juin 1846, un scandale s'y produisit: à six heures du soir, deux bataillons du 9^e de ligne, officiers en tête, débouchèrent brusquement (...) et se baignèrent dans le plus simple appareil (...). Le journal Le Sémaphore rapportait que les dames n'osaient plus quitter leurs cabines devant ce spectacle."

En matière de plage disparue, l'histoire retiendra aussi que les Pierres plates, au pied du fort Saint-Jean, étaient très appréciées également. Pierre Echinard: "Les Pierres plates étaient la plage la plus populaire à Marseille."

Les baigneurs faisaient alors face au Pharo, l'entrée du sud, oisif et non pas "laborieux" comme le nord. "Dès le Second Empire, on voulait faire un casino au Pharo, poursuit Pierre Echinard. On voulait que ce secteur soit une zone touristique."

150 ans plus tard, le but est atteint. Pas de casino mais un palais et, surtout, en contrebas, un majestueux MuCEM qui valorise encore plus le quartier.

Jean-Jacques FIORITO



En haut, la plage de Bonneveine où sera construite l'Escale Borély. Ci-dessus, les Pierres plates, au pied du fort Saint-Jean. À cette époque, les Marseillais fréquentaient aussi la plage d'Arenc. Un virage de l'histoire a voulu qu'elle disparaisse. / PHOTOS ARCHIVES

GROS PLAN

Escale Borély: le dernier-né qui cherche à grandir



La grande roue, une des attractions de l'Escale Borély qui cherche toujours à se faire un nom. / PHOTO PHILIPPE LAURENSEN

BAIGNADE

Peut-on aménager de nouvelles plages?

L'avenir est-il figé? Peut-on étendre le parc balnéaire marseillais qui croule sous les baigneurs. Concrètement, peut-on créer d'autres plages? Marseille en compte déjà 21, soit 90 000 m² sur 57 kilomètres de littoral. La façade maritime est donc immense ici. Mais ne rêvons pas. On aura du mal à agrandir la surface. Pousser le Grand port maritime de Marseille vers Fos, pour aménager par exemple une plage à la Calade, relève de la science-fiction. "Puis si demain on le souhaitait, souligne un spécialiste de la mer, vous imaginez l'opération de dépollution qu'il faudrait entreprendre." Côté sud, on semble à saturation aussi. Il faut dire qu'on a déjà beaucoup fait par là. On se souvient de l'aménagement, il y a près de 30 ans, des plages Gaston Defferre avec les remblais du métro. Puis, au début des années 90, c'est l'Escale Borély qui a étendu sa toile d'araignée sous le contrôle de la Sogima (lire ci-contre). Deux nouvelles vastes plages, auxquelles va s'ajouter la transformation des Catalans en plage publique qui a absorbé encore plus de baigneurs. Avec les conséquences que l'on sait. Mais on n'ira pas plus loin.

Au fil des années, plus que les agrandir, Marseille a d'abord cherché à rendre ses plages plus confortables. Elle a commencé par les maîtriser en établissant des zones de surveillance à Cor-



La plage des Catalans est le symbole des plages saturées à Marseille. Après celle de la Pointe-Rouge, elle va être agrandie d'ici à 2015. / PHOTO GUILLAUME RUOPPOLO

Bonneveine, la Vieille-Chapelle, la Pointe-Rouge, Sormiou et les Catalans. Des secteurs, contrôlés par la Ville en collaboration avec la police nationale (USPL), où des postes de secours, des sanitaires, des douches et consignes ont été installés. Mais quand elle le peut, la Ville essaie de grignoter du terrain. À la Pointe-Rouge, elle a augmenté la superficie de la plage d'un tiers,

elle va démolir le ponton, déplacer le poste de secours pour essayer de doubler la superficie de la petite plage à l'horizon 2015. Ce qui lui coûtera environ 15 M€. Une opération qui entre dans le cadre du "Plan plages et littoral", voté en 2010 (80 M€ d'autorisation de programme) et élaboré par Didier Réault, conseiller municipal UMP chargé de la mer. Lequel veut aérer le

donnera pas aux Marseillais une plage comme celle d'Arenc. Mais on envisage de bâtir une longue promenade de l'Estaque à Corbières où on pourrait doubler la surface de la plage, pendant qu'on aménagerait un aquarium pour faire de l'Estaque un centre de la mer. Et tourner ainsi la page de la pollution chimique. Mais il faudra encore des années avant que les hauteurs de Corbiè-

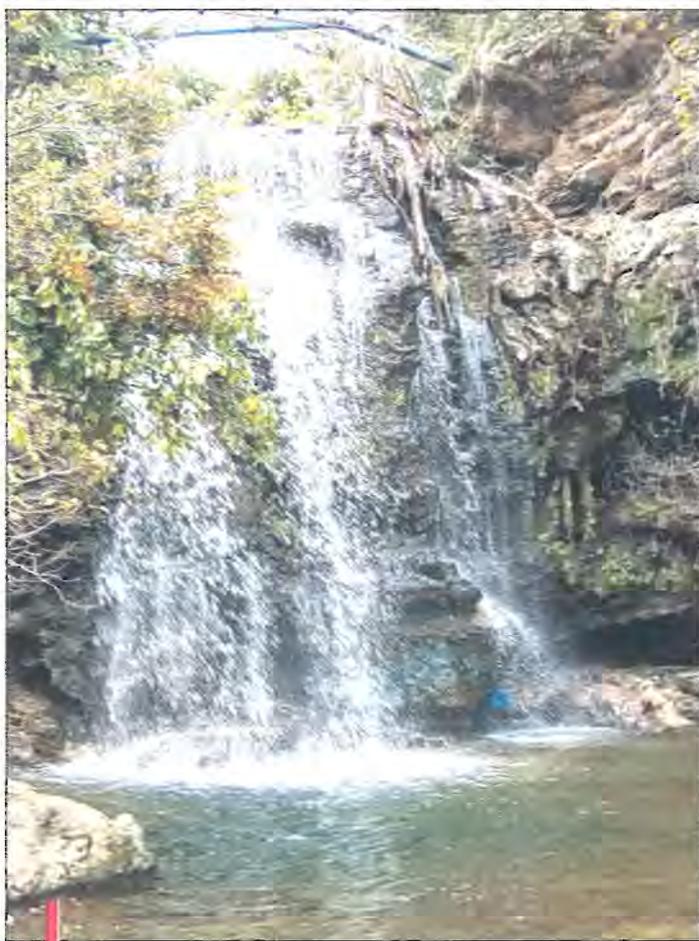
Rendre les plages plus confortables, c'est le but de la Ville qui a établi un "Plan plage et littoral". Parmi les objectifs, rétablir des espaces privés pour éviter les débordements qu'on a pu constater aux Catalans. À l'Escale Borély, la dernière grande création en matière de plage (1992), les commerçants ont pu y parvenir à travers des concessions. Un matelas et un repas pour 20€. Calme assuré. Le problème c'est que certains jours, c'est trop... calme. On touche là à un des paradoxes de la ville: les plages ici sont avant tout marseillaises, le Vieux-Port attirant l'écrasante majorité des touristes. Tant mieux, pourrait-on dire, quand on voit la surpopulation qui règne dans certaines d'entre elles. Mais à l'Escale Borély, on aimerait être un peu plus mis en valeur, histoire de remplir terrasses et plages privées. "L'Escale Borély est mal vendue, assure Michel Mousson, patron de l'Équinoxe. On n'est pas un site touristique. On aimerait que le petit train vienne ici." Puis, il y a les problèmes des parkings. Sur les trois aires de stationnement, qui longent le littoral entre la Vieille-Chapelle et la plage de l'Huveaune, une seule est équipée d'une caisse automatique qui permet de fluidifier les passages en autorisant les paiements à la sortie. Les autres sont d'une épouvantable "lourdeur" qui provoque embouteillages et crises de nerf sur la route. En toile de fond s'est formé un bras de fer entre les commerçants et la Sogima qui gère le site, à travers un bail. Un bail qui doit s'achever l'an prochain. La Sogima pourrait se succéder à elle-même mais il y a d'autres candidats. Et ils vont assurément s'appuyer sur la contestation qui agite le site pour monter leur dossier. La Sogima a-t-elle bien fait son travail? L'association des commerçants affirme le contraire, assurant que la Sogima a laissé "vieillir le site", parlant même de "gestion scandaleuse". Le gestionnaire conteste évidemment cette version et assure qu'il a toujours été là pour régler les problèmes. En attendant la passation (ou le maintien) de pouvoir, l'Escale Borély essaie d'appâter les clients avec sa grande roue, ses soirées musica-

Au milieu du béton des Aygaldes, une cascade...

Au cœur de la zone industrielle, ce site paradisiaque mérite d'être valorisé

Si Tarzan était Marseillais, c'est sûr, il habiterait dans les quartiers Nord. Dans ce petit coin des Aygaldes plus précisément, où l'on s'attend à tout moment à le voir sauter de liane en liane... Niché au cœur de la zone industrielle, à deux pas de l'autoroute entre les cités des Créneaux et de la Viste, cet étonnant carré de jungle urbaine est un secret bien gardé. Sur les berges du ruisseau des Aygaldes, enfouie sous une végétation luxuriante, tombe une cascade d'une douzaine de mètres. Un coin de paradis perdu dans le béton où seuls quelques initiés parviennent à accéder... en passant au-dessus d'un pont suspendu. "La seule occasion de découvrir ce site exceptionnel est de participer aux balades que nous organisons", explique Aude Vandenbrouck, de la cité des Arts de la rue, dont le siège de l'avenue des Aygaldes se trouve à deux pas de la fameuse cascade. Pour les journées du patrimoine, artistes, jeunes de l'Addap13 et entreprises partenaires défrichent le site pour le rendre accessible: 6 000 visiteurs s'y sont pressés cette année.

Mais l'idée de la cité des Arts de la rue et du maire de secteur PS Samia Ghali, est de sécuriser et de valoriser les berges, voire d'aménager une coulée verte avec le Parc Billoux, situé à seulement 3 km en aval du ruisseau, via Saint-Louis Sucre, les



À deux pas de l'autoroute, la cascade bien cachée des Aygaldes régale les connaisseurs.

anciennes aciéries, la gare de Saint-Louis. "On a là une mine d'or, un poumon vert pour les quartiers Nord!" Enthousiaste,

Samia Ghali a choisi cette année une photo de la cascade pour illustrer sa carte de vœux: "Quand ma mère a vu ça, elle

m'a dit: pourquoi tu as menti? Il n'y a pas de cascade dans les quartiers Nord!"

Le projet de réhabilitation du site, qui serait porté par la cité des Arts de la rue est chaudement soutenu par le CIQ et l'association des amis des Aygaldes. "La Ville, qui est propriétaire du terrain, a donné son accord de principe", indique Samia Ghali. Par ailleurs, la richesse végétale des berges, qui en font un refuge pour des espèces animales (un héron y niche notamment!) fait l'objet d'un classement de "zone naturelle boisée" dans le PLU.

Reste, évidemment, à trouver le financement. 400 000€ au bas mot, selon une première étude de faisabilité. Ces fonds pourraient être, en partie du moins, communautaires, comme le suggère Christophe Madrolle, vice-président de MPM chargé du tourisme et des fonds européens. Lors d'une récente visite du site, l'élu Modern s'est dit emballé par ce projet de "réappropriation citoyenne" qui se double d'indéniables enjeux touristiques. Un dossier devrait être monté rapidement. "Nous devons sécuriser le site, en prenant garde évidemment de ne pas le dénaturer", a déclaré Christophe Madrolle. Même si les familles de Marseillais et les enfants des écoles y ont un jour accès, Tarzan n'aura pas à démentager.

Sophie MANELLI

Une bastide du XVII^e à l'abandon

Les Aygaldes, ce n'est pas seulement l'autoroute et les HLM. L'association des Amis des Aygaldes et le CIQ des Aygaldes-Quatre-Chemins, organisent régulièrement des visites du patrimoine du village et de la coulée verte du vallon des Carmes. Au fil de près de 13 km de parcours, on découvre des facettes peu connues de ce quartier pourtant très riche en histoire. Celle des grottes des Carmes pour commencer, dans laquelle, il y a plus de huit siècles, s'établit un petit groupe de frères ermites venus de Palestine. Pour quelle raison avaient-ils choisi de se fixer aux Aygaldes? Sans doute parce qu'une très ancienne tradition associait à ce lieu Marie-Madeleine, qui y aurait séjourné avant de se retirer à la Sainte-Baume. Autour de ces premiers Carmes, un village verra bientôt le jour. Le cartulaire de Saint-Victor mentionne en 1233 un lieu-dit "Aquae Latae" - les eaux abondantes - qui

deviendra bientôt "les Aygaldes". À l'ère industrielle, ce ruisseau qui prend sa source au mont de l'Étoile est situé à proximité du nouveau port. Avec l'ouverture du chemin de fer Paris-Lyon-Marseille, celle du canal de Marseille, et avec l'arrivée du charbon, les quartiers Nord devenaient, courant XX^e, le premier lieu industriel de la ville.

Ces eaux, sources, cascades, conduiront aussi les riches et nobles familles marseillaises à y édifier châteaux et bastides. Quelques-uns seulement subsistent, la plupart ayant disparu dans le grand mouvement d'urbanisation des années soixante. Le "château" du Roy René par exemple, n'a pas survécu au creusement de l'autoroute A7. George Sand et Chopin ont séjourné dans cette bastide du XV^e siècle sur le terrain de laquelle est aujourd'hui accueillie la cité des Arts de la Rue.

Et puis il y a un crève-cœur: la bastide de



la Guillermy. Érigée au XVII^e siècle, ce qui fait d'elle l'une des plus anciennes constructions de la ville, elle a appartenu à la famille Guillermy puis à la famille Salavy. La bâtisse accueillit d'éminentes personnalités dans le passé comme le vicomte Paul de Baras exilé par Napoléon I^{er}, en 1808, et en 1890, celle de Françoise d'Orléans. Le bâtiment devint ensuite gendarmerie. Déserté en 2003, il appartient toujours à l'Armée. Abandonnée à son sort, cette belle bastide tombe en ruines.

S.M.

La future Arena sera créée à l'échangeur de Cap Pinède

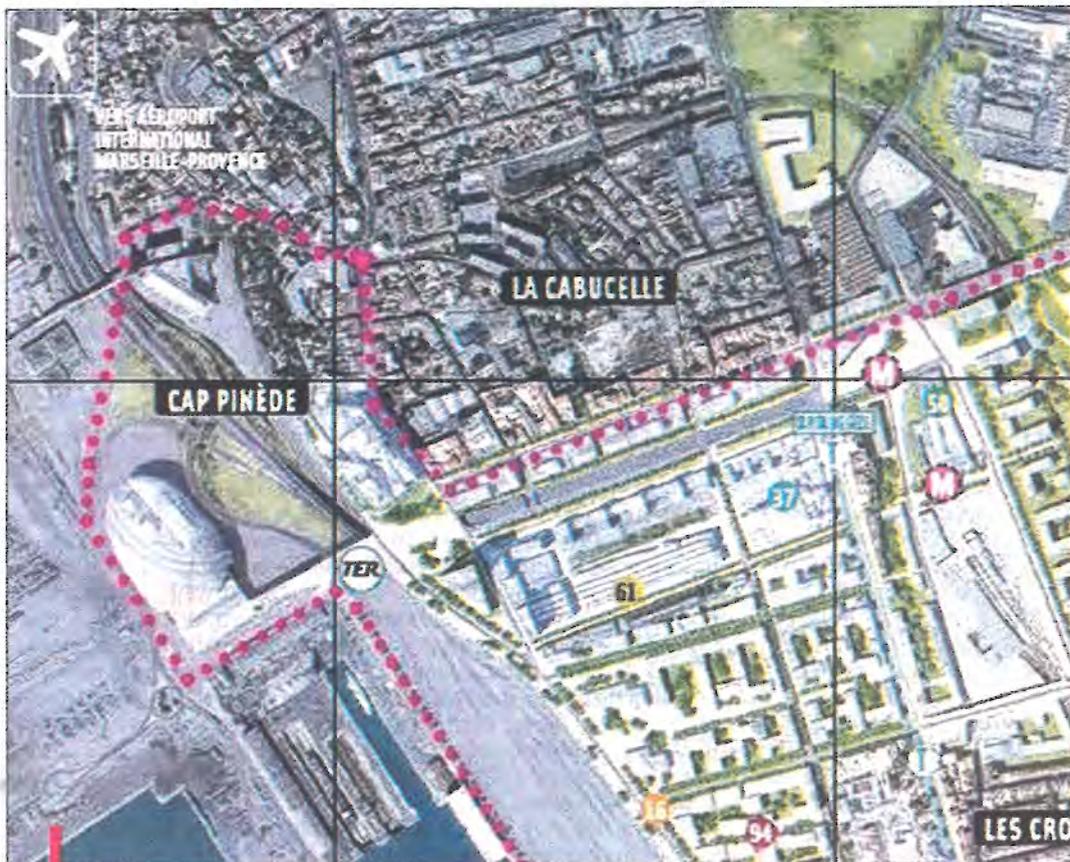
Le conseil d'administration d'Euroméditerranée informé. Ouverture en 2017

Ce n'est plus un serpent de mer mais bien une réalité d'aménagement du territoire métropolitain : une Arena de 15 000 places verra bien le jour, au plus tard en 2017, au niveau de l'échangeur de Cap Pinède, pas très loin du marché aux puces actuel (125^e). Cette annonce a été faite officiellement par Guy Teissier, président d'Euroméditerranée, lors du conseil d'administration de ce début de semaine. Même s'il ne s'agissait pas d'une délibération, ce point d'information fut suffisamment complet pour qu'il marque les trois coups de ce projet d'envergure. "Nous l'avions prévu depuis 2009 et espérons qu'il voit le jour pour 2017, année où la ville de Marseille pourrait devenir capitale européenne du sport", note encore l'exécutif de cet établissement public d'aménagement.

"Cet Arena est programmé depuis 2009."

GUY TEISSIER, EUROMÉDITERRANÉE

Deux sites étaient envisagés pour l'implantation de cette Arena couvert qui pourra accueillir de grands spectacles et des événements sportifs d'envergure. C'est finalement celui de l'échangeur de Cap Pinède qui a été retenu. Là même où aujourd'hui se trouve notamment une entreprise de négoce de bois, Sicobois qui devra être délocalisé. Ce futur équipement de 15 000 à 17 000 places (avec un immense parking) aura une surface de 50 000 m², sur un site de 2 à 3 hectares entièrement re pensé. Avec notamment une nouvelle esplanade allant de l'Arena jusqu'au marché aux puces et un échangeur routier plus simple qu'aujourd'hui. C'est tout un secteur qui sera modifié. Actuellement se poursuit la pha-



Sur la gauche de ce plan d'aménagement, on aperçoit la future Arena de 15 à 17 000 places, de forme ovoïde, qui bénéficiera d'une station de TER et de la proximité du pôle multimodal Cne Gèze. /PHOTO DR

se d'études techniques concernant la viabilité, l'échangeur, la nature du sol...

Le choix s'est porté sur Cap Pi-

nède, dans le cadre de l'extension du périmètre d'Euroméditerranée, car il est stratégique : "fin 2015, le pôle

multimodal de Capitaine Gèze aura vu le jour avec une station de TER, une autre de métro, une gare routière et un parking relais. Quant au tramway qui sera prolongé vers le lycée Saint-Exupéry il ne sera qu'à 300 mètres du futur Arena", explique-t-on à Euro-méditerranée.

Concernant le financement (60 à 80 M€), il devrait se faire autour d'un partenariat public/privé (PPP). "Nous travaillons avec la Chambre de Commerce sur l'économie du projet; des investisseurs privés français sont déjà intéressés". Et politiquement un consensus se dégage, aussi bien au conseil municipal de Marseille que du côté de la communauté urbaine, MPM. Rendez-vous alors en 2017!

Éric ESPANET

Le projet aixois sera revu à la baisse

En mars 2012, dans les cartons de la Communauté du Pays d'Aix (CPA) se trouvait encore le projet d'une Arena de 10 000 places. Le but étant d'être performant en 2017. "quand la France accueillera le championnat du monde de handball", expliquait alors Jacky Pin, vice-président de la CPA chargé des grands équipements sportifs. Aujourd'hui, il semblerait que le projet aixois soit revu à la baisse. On évoque alors une salle de 6 000 places de type multifonctions, plus une salle attenante pour avoir le label Arena, espère-t-on du côté d'Aix. Ce site verrait le jour sur le Domaine des Trois Pigeons, près du Z5 de Zinedine Zidane, à proximité des Milles. Reste toutefois une question : à l'heure de la future métropole ce futur équipement ne fera-t-il pas doublon avec l'Arena souhaité par Euroméditerranée, situé à moins de 30 km ?

E.E

L'Estaque au Centre de la mer

Cet ambitieux projet de complexe marin associant archéologie et océanologie est sur les rails

Noyée dans un discours fleuve, l'information était passée inaperçue. S'exprimant le 13 septembre, au Musée national des arts asiatiques lors de l'ouverture des Journées du patrimoine, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti avait dressé la liste de ses priorités pour les dix ans à venir, mettant en exergue les 14 projets qu'elle entendait voir aboutir avant 2023. Or parmi ces projets figure la réalisation, à l'Estaque, d'un Centre de conservation et d'études des mobiliers issus d'opérations archéologiques sous-marines ; appellation pour le moins technique pour désigner la future pierre angulaire d'un immense complexe maritime susceptible de bouleverser radicalement l'occupation et la configuration du front de mer entre l'Estaque et Corbières.

Depuis plusieurs années en effet, la municipalité phocéenne manifeste son intention de créer dans ce quartier "un équipement public consacré à la mer et à l'océanologie, incluant un aqua-

Un projet poussé par le gouvernement, à l'aube des élections

rium grand public". Son but : prolonger vers le nord le réaménagement de la façade littorale déjà réalisé entre le Vieux Port et la tour CMA CGM. Le projet doit d'ailleurs être présenté officiellement au conseil municipal du 7 octobre, assorti d'une demande de "lancement d'une consultation relative à une évaluation préalable d'opportunité pour l'implantation de cet aquarium".

Comme le précise Didier Réault, conseiller municipal UMP en charge de la Mer, "les services de la Ville travaillent sur un complexe de la mer, en liaison avec le Drassm, prévoyant un aménagement du littoral avec circulation publique en bord de mer et création d'un aquarium, éventuellement en partenariat avec les scientifiques". L' élu souligne que "la ville dispose déjà d'une AOT (autorisation d'occupation

temporaire) sur le secteur de la Lave, délivrée par le Grand port maritime de Marseille, propriétaire du site, pour une activité de base nautique, ce qui devrait faciliter les choses". Et de rappeler "qu'en octobre 2011, la Ville avait passé une première convention avec le ministère de la Culture en vue de lancer une étude de faisabilité financée à parité avec l'Etat pour un montant de 40 000€".

Un projet ambitieux qui refait donc surface, poussé à point nommé par le gouvernement à l'aube de nouvelles élections et d'une 4^e campagne du maire sortant. Jean-Claude Gaudin qui déclarait déjà lors des municipales de 2008 vouloir créer "une cité des sciences de la mer avec un aquarium et peut-être des laboratoires scientifiques".

Philippe GALLINI



Les 2 km de front de mer situés entre le siège du Drassm et les plages de Corbières offrent un potentiel immense.

/ PHOTO NICOLAS VALLAURI

Grand aquarium : déjà une longue histoire...

Voilà des années que la cité phocéenne tente de se doter d'un aquarium digne de ce nom, à l'image de ce que possèdent depuis belle lurette les grandes capitales maritimes européennes comme Gènes ou Barcelone. Pendant longtemps, les Marseillais ont dû se contenter des bassins vétustes de la Station marine d'Endoume, vestiges d'un premier aquarium public datant de 1891, et de ceux du Museum d'histoire naturelle au Palais Longchamp. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix où une initiative privée donnait naissance à l'Aquarium du Prado, rebaptisé Aquaforum, sous la place Amiral Muselier. Il accueillait jusqu'à 100 000 visiteurs/an lors de sa fermeture en 1994. Enfin, il y a 10 ans, CMA CGM créait le plus grand bassin privé français (12,30 m de long ; 125 m³) dans son immeuble Mirabeau 2, à Arenç. À titre de comparaison, l'aquarium de La Rochelle - la référence française - s'étend sur 8 414 m² avec une capacité de 3 millions de litres. En 2011, il accueillait son 16 millionième visiteur depuis l'ouverture du site en 1988, pour une fréquentation annuelle moyenne de 800 000 personnes...

Ph.G.



LES 3 QUESTIONS à Michel L'Hour (Drassm)

"Si un seul des partenaires renonce, tout peut capoter"

■ En votre qualité de directeur du Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) dont le siège national est basé à L'Estaque, pouvez-vous nous expliquer en quoi ce Centre de conservation est indispensable ?

Il répond à trois préoccupations majeures. Tout d'abord, il va permettre de rapatrier à l'Estaque les milliers de pièces et les collections en cours d'études, aujourd'hui entreposées dans notre grand dépôt régional d'Aix-Les Milles, dans des conditions qui sont loin d'être optimales. Ensuite, il va nous permettre de répondre aux besoins immenses de formation que nous adressent la plupart des pays du monde car l'archéologie sous-marine française fait plus que jamais référence, considérée comme l'une des meilleures sinon la meilleure. Enfin, cet équipement va nous permettre de développer un pôle robotique de pointe car l'avenir de l'archéologie sous-marine passe par la mise au point de techniques d'intervention à très grande profondeur. Nous travaillons depuis 2007 à ce projet d'extension. Il a plusieurs fois été validé, puis ajourné, puis revalidé et encore ajourné. Je pense que cette fois est la bonne. Notre ministre de tutelle nous apporte son appui fort et sa reconnaissance pour le travail accompli.

■ Comment s'inscrit ce projet avec celui de la Ville ?

Dès janvier 2009, nous avons discuté avec Jean-Claude Gaudin d'un projet de technopole de la mer. Je lui ai indiqué très clairement notre volonté d'ancrage dans cette zone et lui ai écrit que le Drassm était prêt à jouer un rôle de locomotive grâce à son projet d'extension, avec la possibilité de mutualiser nos salles et de valoriser nos collections dans le cadre d'une muséographie ambitieuse qui pourrait inclure le fameux sous-marin "Saga".

■ Quelles sont ses chances d'aboutir ?

Je suis confiant car il y a eu un très gros travail préparatoire réalisé en amont avec la mairie. Mais pour être certain de réussir, il faut une volonté collective forte. Il faut un partenariat sans faille entre tous les intervenants car si un seul d'entre eux renonce, tout peut capoter et au pire, remettre en cause notre présence même sur le site. Au contraire, si les choses aboutissent, d'autres partenaires vont venir

Des milliers d'étudiants de retour dans le centre

40 millions d'€ et 13 000 m² : d'ici 2019, la Porte d'Aix se transformera en place forte étudiante

En plein dans la course relais électorale, la carte étudiante pourrait bien devenir un précieux joker. Et l'enjeu certain du prochain conseil municipal le 7 octobre. Après l'inauguration du très symbolique restaurant universitaire sur la Canebière, ce qui affirme un peu plus l'implantation étudiante en ville, place à un campus géant Porte d'Aix pour 2019. Le projet vient d'être officialisé par la ministre Aurélie Filippetti, via l'École d'Architecture de Luminy qui a coiffé au poteau Toulouse et Bordeaux.

La ministre a plébiscité le dossier le 20 septembre dernier. Ce feu vert tombe à pic. Annoncé déjà il y a un an et demi dans *La Provence*, le pôle Saint-Charles verra donc bien le jour. À la clé, un

L'École d'architecture, l'École nationale supérieure du paysage, l'Institut d'urbanisme vont former l'Institut méditerranéen de la ville et des territoires.



D'ici six ans, le campus va réunir l'École d'architecture de Luminy, l'École nationale supérieure du paysage, et l'Institut de l'urbanisme mais aussi le pôle Éco-gestion. De quoi redessiner un secteur et même une entrée de ville. / PHOTO GUILLAUME RUOPPOLO

campus digne de Stanford (allez, on rêve un peu) avec jardin, piscine, bibliothèque, parcours de santé, parking, le tout au pied de l'Arc de Triomphe.

En porte-étendard, l'Institut Méditerranéen de la ville et des Territoires qui regroupera l'École d'Architecture, l'École nationale supérieure du paysage et l'Institut d'urbanisme (actuellement à Aix). "La DUP (Déclaration d'utilité publique) peut être lancée pour étudier l'implantation des 13 000 m² de l'école de Luminy, de l'Institut d'urbanisme et de l'ENSP. Il reste un tour de table interministériel qui doit être bouclé. Il va falloir débloquer les crédits nécessaires

à savoir 20 millions d'€ de l'État, 12 millions de la Ville et 6 millions de la part des autres collectivités", se félicite ainsi Guy Teissier, président de l'aménageur Euroméditerranée. "Sur l'ensemble de la Zac Saint-Charles, on considère qu'il y a là tous les atouts pour concentrer un maximum de lieux d'études. D'où notre volonté de doter ce territoire d'équipements sportifs, de logements étudiants. C'est un emplacement idéal, avec l'A7, la gare Saint-Charles et le métro".

Pour Guy Teissier, l'arrivée de l'école d'Architecture est presque un juste retour des choses: "Elle était initialement place Carli..."

Le Pôle gestion

Le Pôle Eco-gestion englobe près de 3 000 étudiants. Il devrait lui aussi s'implanter sur le campus Porte d'Aix, mais cette fois à côté de la Cité de la Musique, plutôt au niveau du boulevard Charles Nèdelec.

Il devrait même être livré avant l'Institut Méditerranéen, en 2016.

Il s'agit de regrouper les étudiants aixois mais aussi Marseillais à la Halle Puget. A.W.

Enfin, c'est aussi le Pôle économie et gestion qui va faire son entrée avec quelque 3 000 étudiants à la clé, toujours dans le cadre des Projets initiatives d'excellence.

Une réunion à ce sujet devrait avoir lieu d'ici peu (lire ci-contre). Pour Catherine Giner, conseillère municipale déléguée aux Universités et à la Recherche, replacer l'école d'Architecture au centre-ville est une réussite: "Cet aménagement est en adéquation avec le souhait du maire: réaliser la métamorphose de la ville avec les étudiants. D'autant que l'École d'Architecture a créé des diplômes avec Polytech et Centrale à

Château-Gombert. Luminy était donc trop éloigné". Et justement, concernant les anciens locaux de Luminy - qui appartiendraient à la Ville - ils devraient retourner à la recherche. "Il y a une très forte demande de la part des entreprises de recherche appliquée. Et c'est la destination que l'on souhaite", note Guy Teissier.

Forcément, l'objectif est de faire de ces bâtiments les futurs sièges de grandes entreprises de recherche. "Mais il n'y aura pas de promotion immobilière. Nous sommes en zone d'adhésion quand même!"

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr

UN QUARTIER QUI CHANGE

École de management et tourisme d'affaires



Un aperçu du futur parc urbain. Il faut imaginer les bâtiments étudiants, la piscine, le gymnase... / PHOTO DR

Sur place, le secteur entier se redessine et les choses avancent. Côté étudiants, on a déjà l'EMD, l'école de commerce et de management privé qui a ouvert ses portes il y a un an rue Jules Ferry. Sans oublier, pas loin, côté Jules Guesde, l'École Axe Sud, mais aussi le nouvel îlot rue Fauchier de l'EMM, l'Espace mode Méditerranée, qui regroupe l'IICC et le master AMU pour les formations mode. D'autres projets notamment en matière de logements ont aussi vu le jour, participant à son renouveau, comme le Konnect, signé Constructa. Côté tourisme d'affaires, le Toyoko Inn est encore empêtré dans un recours au niveau du Conseil d'État. Côté aménagement enfin, le bassin de rétention devrait être livré en milieu d'année prochaine, l'avenue Camille-Pelletan entamera la fin de sa 2^e tranche de travaux en début d'année au même moment que d'importants travaux au niveau de Nèdelec.

À noter, il devait y avoir aussi une école sur la porte d'Aix, à la place de l'Institut méditerranéen, le long de Camille-Pelletan. Comme le projet a donc été abandonné, Euroméditerranée s'est engagé à réaliser l'extension de l'école Montolieu, dans la rue épony-

Université des Métiers : on l'attend

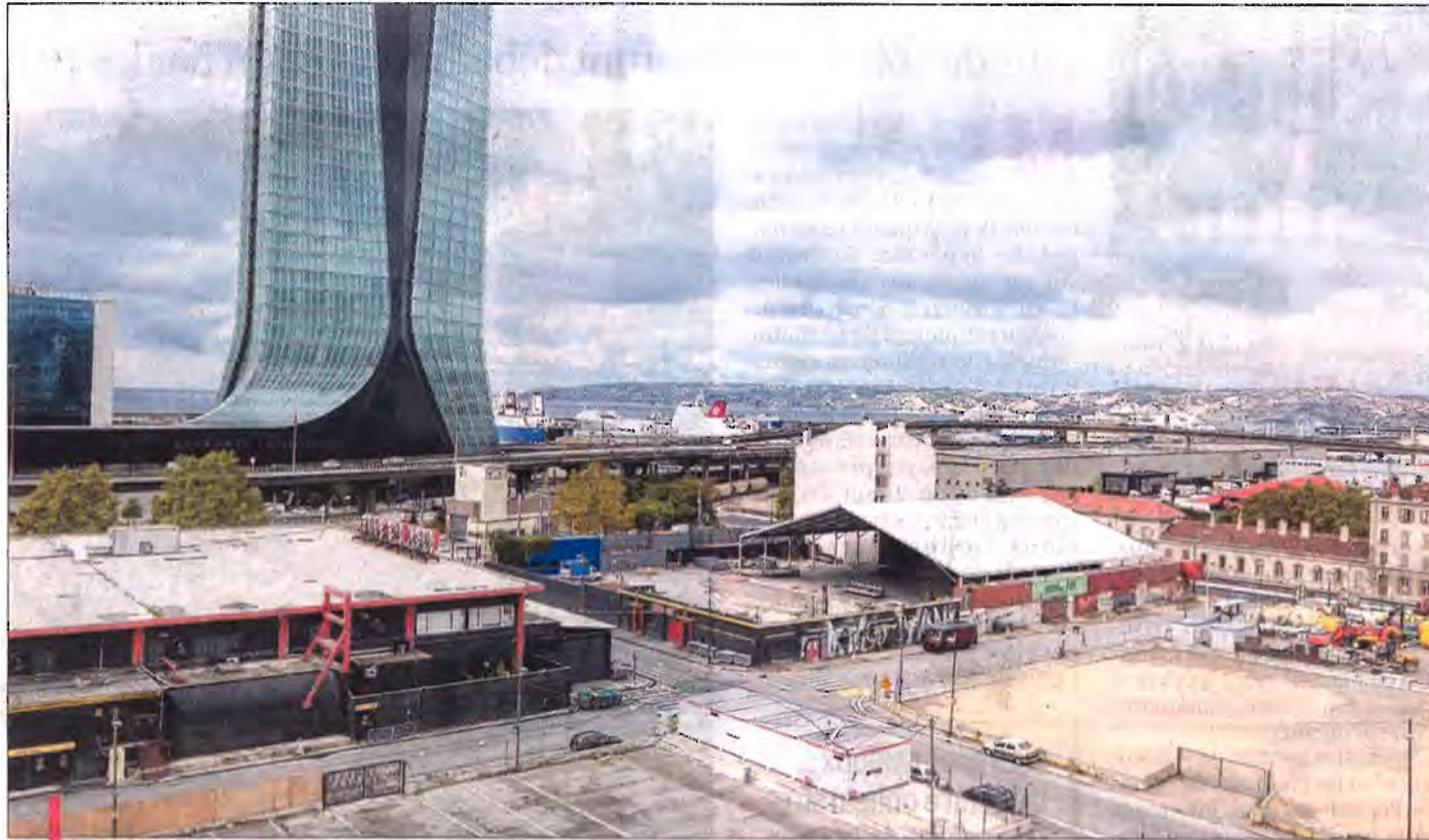
L'innovante Université Régionale des Métiers devrait s'installer à Arenc. Mais il faut réunir un budget de 100 M€

Pas de doute, les jeunes sont l'avenir de la ville. Cette fois, ce sont 1 200 apprentis, qui devraient s'installer face au Dock des Suds d'ici quelques années. Michel Vauzelle, président de Région, l'a rappelé le 27 septembre dernier. L'Université régionale des Métiers (URM) est en marche. Situé au cœur du quartier d'Arenc, le projet de l'URM a été initié sous l'impulsion de la Région, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône (CMA13) et de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRMA PACA), avec un objectif commun : créer un pôle d'excellence pour la formation en alternance sur des secteurs porteurs de l'économie régionale.

Environnement et développement durable

Comme le souligne Pascal Girard, vice-présidente chargée de la formation et de l'apprentissage, il s'agit bien d'un cas... unique en France: "La Région a la maîtrise d'œuvre ce qui est rare. C'est en effet elle qui répond à l'appel à projet. Et le Conseil régional prévoit un budget de 60 millions d'€, en plus des 16 millions d'€ de l'Etat dans le cadre de la commission Investissement d'avenir. Mais au total, il faut compter un budget d'environ 100 millions d'€ selon le comité de pilotage qui a eu lieu il y a quelques jours".

Sur le terrain, l'URM s'appuie sur l'existence de trois Centres de Formation d'Apprentis (CFA Coiffure Roger Para, CFA Bourse du Travail, CFA Compagnons du Devoir), dont les locaux exigus ne permettent plus d'ouvrir de nouvelles formations en filière et valorisent peu les formations par apprentissage. Grande nouveauté, c'est aussi la création d'un Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable (IRFEDD). Un pôle de formations pour les pratiques professionnelles respec-



Sur ces terrains, juste à côté du Dock des Suds, devrait s'implanter d'ici quelques années l'Université régionale des Métiers. Une proposition unique en France qui combine formation de pointe et logement. Selon la Région et la CMA13, les partenaires sont rares... / PH.C.SOLLIER

"Ni le Département, ni la Ville ne sont dans la boucle financière..."

PASCAL GIRARD

tueuses de l'environnement pour un développement durable. Autant de formations peu proposées à l'heure actuelle en France.

En outre, un institut qui symbolise la volonté de l'URM d'être tournée vers le futur. La modernisation de l'appareil de formation en alternance se veut tout aussi moderne. Afin de répondre au mieux aux enjeux de la stratégie régionale de l'innovation et aux besoins en qualification des entreprises, l'URM articulera ses pôles de formation autour de trois Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) : Habitat durable et Écologie Urbaine (pôles de forma-

tion Bâtiment et Éco-construction/Électricité/Récyclage et environnement), le domaine numérique compétence socle (pôles de formation Métiers d'Art et Santé), l'Économie tertiaire périmètre Euroméditerranée (pôles de formation Tertiaire et Métiers à caractère administratif). Ces pôles de compétences seront développés en synergie avec les Pôles Régionaux de l'Innovation et de Développement Économique et Solidaire (PRIDES) afin de répondre aux besoins des secteurs économiques porteurs d'enjeu pour le développement du territoire.

Un hébergement à la carte

L'URM veut apporter une solution aussi côté logement. C'est ainsi qu'en partenariat avec ERILIA, bailleur social et API Provence, gestionnaire de résidences et de foyers de jeunes travailleurs, un équipe-

LE COMMENTAIRE André BENDANO

"Contribuer à l'emploi local de demain"

"Il y avait le rêve américain, il y a le rêve marseillais!", s'enthousiasme André Bendano, le président de la Chambre des Métiers, "Nous sommes en plein dans le pacte national pour Marseille. C'est le réenchantement, un tremplin vers un emploi qualifié, et la volonté de donner des perspectives aux jeunes. C'est la véritable école des talents. L'objectif de l'université des métiers est de contribuer à l'emploi local". Le président de la CMA 13 et chef d'entreprise sait parfaitement de quoi il parle. "C'est une première en France. Cette expérience va forcément être dupliquée au niveau national. On a besoin de ces diplômés. C'est le monde de demain. Nous allons donc réfléchir ensemble dans chaque filière." Vrai souci néanmoins pour André Bendano: "Pour moi, tout ça ne va pas assez vite. Avec le Conseil régional, cela fait cinq ans que l'on se bat. Nous sommes à l'heure actuelle sous financés: or il faut donner des moyens à l'économie réelle. On a besoin de collectivités qui s'engagent et reconnaissent la véritable richesse de l'économie des TPE car ce sont les artisans qui créent la richesse et qui forment les salariés de demain. Et une université de ce type-là n'existe pas! Donc pour moi, il s'agit d'un grand coup de colère et de joie en même temps". À noter, la Chambre des métiers 13 et la Chambre régionale devraient même implanter sur le site leurs nouveaux sièges.

A.W.

"L'URM est de la compétence de la Région il me semble."

GUY TEISSIER, EUROMÉDITERRANÉE

ment de 150 chambres sera réalisé sur le site, et proposera une formule classique de FJT dédiée aux apprenants, associée à une formule d'hébergement très social en discontinu répondant aux besoins spécifiques de la formation des CFA. "On a voulu développer de l'hébergement intelligent disponible à la nuitée, à la semaine ou plus. On invente le logement à la carte", note Pascale Girard. Enfin, une solution de restauration collective sera intégrée au projet ainsi qu'un équipement sportif.

Seule ombre au tableau finalement, la frilosité du reste des possibles partenaires ce que dénoncent André Bendano (lire ci-dessous) et Pascale Girard: "Ni le Département, ni la Ville ne sont dans la boucle financière. Le terrain n'est pas encore acheté, puisque nous avons signé une convention de réservation avec Euroméditerranée. On pourrait attendre de leur part ou une mise à disposition du terrain ou un prix plus intéressant, même si on bénéficie déjà d'un prix préférentiel réservé aux administrations". Réponse du berger: "On a mis un terrain à disposition. Euroméditerranée n'est pas une œuvre de bienfaisance. L'URM est de la compétence de la Région il me semble", a lancé de la Foire, Guy Teissier, président d'Euroméditerranée.

Dans les faits, la route est donc encore longue pour ce projet qui fait la part belle aux étudiants en plein cœur d'Arenc. Côté calendrier, c'est l'attente: "Pour l'instant, il faut déposer le permis de construire, faire les études et acheter le terrain. La convention de réservation a déjà plus d'un an. Elle nous lie jusqu'en décembre. Nous allons donc la prolonger". À suivre.

Agathe WESTENDORP

awestendorp@laprovence-presse.fr

Coup d'accélérateur pour la tour "La Marseillaise"



La tour de Constructa s'élèverait à 135 mètres de haut, soit 31 étages, pour 35 000m² de bureaux.

/ PHOTO DR

L'annonce a eu son petit effet. L'UPE 13 et la préfecture ont annoncé hier qu'une convention sera signée lundi prochain concernant 900 emplois générés par la construction de la tour de Jean Nouvel, baptisée la Marseillaise, au cœur d'Euroméditerranée. Cette tour est la plus haute du projet des Quais d'Arenc signé par Constructa -qui comprend le Baltazar (en construction), la Tour Horizon d'Yves Lion, destinée à l'hôtellerie, H99, troisième tour, de logements, signée Jean-Baptiste Pietri-. La Marseillaise s'élève à 135 mètres de haut, soit 31 étages, pour 35000m² de bureaux, 2800m² de restaurant interentreprises, 350 places de stationnement. Pour le moment, MPM a signé un bail de location pour 12 étages (16000 m²) pour installer ses services d'ici trois ans. La délibération pour le déménagement des personnels de Marseille Proven-

ce Métropole fait l'objet d'un recours en appel.

Mais les travaux de la prochaine tour du quartier devraient démarrer d'ici peu. Dans ce contexte, une convention sera donc signée au sein de l'UPE 13 en présence de nombreux partenaires du monde économique, des institutions et des structures d'accompagnement à l'emploi. Seront ainsi présents notamment, Michel Cadot, préfet de la région PACA, Jean-Claude Gaudin, sénateur maire, Jacques Pfister, président de la CCIMP, Jean-Luc Chauvin, président de l'UPE 13, etc. Reste à savoir ce qui se passerait si MPM était finalement empêchée par le tribunal administratif de déménager. Constructa devrait se mettre en quête d'un nouveau locataire... ou la communauté urbaine voter une nouvelle délibération, si elle souhaite toujours mettre en oeuvre ce projet.

A.W. et F.G.

Zac Littorale: l'extension au Nord

Coup d'envoi d'Euroméditerranée II avec de colossaux projets comme le marché aux Puces, l'Aréna, le pôle transport

C'est la petite nouvelle de la zone Euroméditerranéenne, née le 17 octobre. Elle s'appelle Zac Littorale et devrait faire grand bruit. Car elle concentre sur ses 54 hectares les plus grosses révolutions des quinze ans à venir en matière de logement, de commerces, de services publics, le tout sur trois quartiers: la Cabucelle, les Crottes, Saint-Mauront.

Imaginez un peu: un parc, une longue promenade avec ruisseau des Aygalades, 7000m² d'équipements sportifs, de spectacles, un pôle de transport dernier cri, l'enfouissement de l'A55 dans le sens Nord Sud, etc. On y attend 12 000 nouveaux habitants et près de 6000 emplois. L'enjeu est énorme. Il est de lancer l'extension de l'Opération d'Intérêt national d'Euroméditerranée dans un esprit de développement durable conforme au label Ecocité. "C'est la première Zac d'Euroméd II. La Zac Littorale va proposer 5000 logements,

12 000

nouveaux habitants sont attendus

153000m² de bureaux et d'activités tertiaires, 45000m² de commerces mais aussi des équipements publics", explique ainsi François Jalinet, directeur général d'Euroméditerranée. Il faut donc se transposer dans un secteur métamorphosé: "Il y aura par exemple plusieurs écoles, un collège en complément de Rosa Parks vers le boulevard



F. de Lesseps entre la Madrague Ville et Salengro. Nous sommes en train d'élaborer le bilan financier et son plan d'aménagement pour présenter le dossier de réalisation dans le courant 2014".

Cette phase 1 d'extension se fera en plusieurs temps. L'élément structurant, ce sera déjà la zone multimodale Gèze livrée au premier semestre 2015. Le prolongement du métro jusqu'à Gèze sera l'occasion de construire une gare multimodale avec un parking relais de 600 places. Autour de cette gare, une nouvelle place va être créée, l'autopont de l'avenue du Capitaine Gèze sera supprimé et remplacé par une voie en sous-sol. L'autre coup d'envoi sera du côté de la rue Allar. "Nous démarrons aussi une opération accolée au siège EDF avec 60 000m² composés de bureaux, de logements libres, d'un hôtel B&B, de crèches de commerces. On vient d'acheter le terrain à Sofilo, filiale d'EDF et on déposera les permis à la fin de l'année. Il va s'aménager progressivement. La première tranche est prévue pour début 2017. Ce sera l'hôtel et les bureaux".

Autre gros changement, le devenir de tout l'espace des Puces, et du rond-point Cap Pinède avec la réalisation de ce qui est appelé l'îlot XXL. "Nous travaillons sur la requalification du marché aux Puces avec aussi l'implantation de l'Aréna, la salle de spectacles au niveau du rond-point Cap Pinède. Nous allons créer des parkings, améliorer les conditions sanitaires. Les Puces ne seront pas déplacées. Mais il y a beaucoup de travail urbain à engager". Retour au sud avec la première tranche

du parc Bougainville, entre le boulevard de Briançon, et le parc Bellevue, sur 4 hectares. "On réfléchit déjà au cahier des charges. Les travaux devraient commencer d'ici deux ans". Le parc est situé hors Zac.

Pour Euroméditerranée, la concertation a été réalisée en amont: "Nous avons anticipé avec des réunions publiques, des expositions à la mairie de secteur mais aussi aux Docks. Nous allons poursuivre avec le CIQ mais aussi les associations et des Ateliers urbains. Nous avons aussi informé les riverains avec MPM pour bien expliquer que nous sommes encore en phase d'études notamment au niveau du tracé du tramway. Car se pose encore la question de la localisation de son futur dépôt". Tramway qui devrait arriver en 2019 (lire ci-dessous). Enfin, est prévu aussi le réaménagement de la nouvelle Madrague ville qui annonce le futur boulevard de Corniche, avec re-fonte de l'échangeur Cap Pinède et l'aménagement de l'A55 sous le boulevard de la Corniche. Cet aménagement n'est pas inclus dans les projets de la Zac... Il est prévu dans la phase 2 de l'extension. Un changement phénoménal donc qui n'est que le début d'Euroméd II: "Une autre Zac sera créée à la place de la gare du Canet, entre Gèze, Lesseps et Casanova d'ici dix ans", conclut François Jalinet. Agathe WESTENDORP

DEMAIN

Retrouvez le deuxième volet de notre enquête consacrée à l'extension d'Euroméditerranée avec cette fois le point de vue des commerçants et habitants.

LE TRACÉ INCERTAIN

Après Arenç, le tram rue du Marché?



Venant d'Arenç, son actuel terminus, le tram pourrait poursuivre sa route vers le Nord. /PHOTO NICOLAS VALLAURI

"Pour transporter les personnes d'un bout à l'autre de Marseille, nous allons créer un axe Nord Sud de transport qui n'existe pas en parallèle de la mer. L'ensemble du projet s'élève environ à 330 millions d'euros. On est à presque 30 millions d'€ le km", précise à la communauté urbaine le directeur des infrastructures, Joël Vanni. Concernant la nouvelle Zac, le choix du tracé est encore à arrêter. Et MPM marche sur des œufs.

"Le tram venant d'Arenç pourrait passer par la rue d'Antoine, puis traverser du Bacchas, la rue du Marché direction la rue de Lyon. On y réfléchit car la rue est très étroite. Il est possible que l'on démolisse des immeubles. Le tram pourrait aussi passer vers la Madrague Ville". Plusieurs pistes donc pour une conclusion identique: "Cela pose donc des problèmes de trafic car il y a beaucoup de circulation. On est à environ 15000 véhicules par jour au niveau de Salengro". On a d'ailleurs du mal à imaginer les files de voitures plus un couloir de tram sur une même artère... Surtout avenue Salengro. Les délais en revanche sont clairs: "En 2014, nous allons réaliser la consultation de maîtrise d'œuvre, pour un démarrage de chantier en 2016 et une mise en service en 2019".

À noter que du côté du centre-ville, le tracé est aussi à l'étude. Le tram devrait filer de Castellane, vers Cantini. Et là plusieurs scénarii: "Soit vers la Zac de la Capelette, soit vers Dromel soit boulevard Schloessing vers Valmante". A.W.

L'ENVIRONNEMENT

Le parc des Aygalades pourra pousser quand la gare du Canet sera rasée

Le Rouet a eu son Parc du 26^e centenaire, Euroméditerranée II aura son parc des Aygalades: c'est pour l'architecte et urbaniste François Clercq la clé de voûte, "le point central du projet" qu'il a imaginé. "Nous avons pensé ce parc comme une zone humide capable de changer de visage selon les saisons et les intempéries (...) Il servira aussi de bassin de rétention."

Pour aménager cette coulée verte de 14 ha, une véritable révolution pour ce quartier de hangars et de friches, il faudra d'abord raser la gare du Canet. Un dossier complexe. Situé hors Zac Littorale, cet équipement qui ne reçoit plus que des convois de marchandises, est de fait condamné à

déménager vers Mourepiane, où le Grand port maritime souhaite développer un terminal de transport de containers, avec notamment la remise en service de la voie ferrée à travers la cité Consolat. Ce qui ne manque pas d'ailleurs de provoquer la colère des riverains. Or il demeure des entreprises et une activité logistique sur le site du Canet, aujourd'hui propriété de la SNCF et de Réseau ferré de France. S'installeront-elles à Mourepiane? Quand le terminal containers du GPM sera-t-il en service? Le flou demeure sur ce dossier. Euroméditerranée est prudent: "Le projet pourrait être lancé dès 2017". Ou... beaucoup plus tard?

Plus simple à réaliser, le parc Bougainville qui constitue la partie sud de celui des Aygalades, entre le boulevard de Lesseps et la rue d'Antoine, est évoqué pour un démarrage des travaux en 2014. Sur 4 ha, il permettra la valorisation des opérations des Docks Libres (800 logements neufs) mitoyens du Parc Bellevue et d'Euroméditerranée I. "Il accueillera des équipements sportifs, des zones de pique-nique, des pistes cyclables et des jeux d'enfants", indique l'établissement public. Delphine TANGUY



14 ha de verdure dans un secteur où les arbres se comptent sur les doigts d'une seule main: la révolution, la voilà./PH DR

La fin annoncée de l'Evêché

Obsolète, l'hôtel de police devrait être transféré dans les locaux de l'ancien hôpital Desbief

Combien de crimes de sang, de drames et de peines infinies hantent les geôles ou les couloirs de l'Evêché? Sans doute résonneront-ils pour toujours, même lorsque les malfaiteurs, leurs victimes et les forces de l'ordre auront déserté les lieux. Ce moment-là semble arrivé. Cent-sept ans après son ouverture, le siège historique de la police marseillaise, aussi mythique que le "36 quai des Orfèvres" parisien, ne répond plus aux besoins des services, soumis depuis plusieurs années à des conditions de travail très délicates (lire ci-dessous).

Un état tel que les autorités et le ministère de l'Intérieur en tête, auraient décidé d'accélérer le mouvement, pour offrir un bâtiment tout neuf aux fonctionnaires marseillais. Après des mois d'études, d'analyses et de réflexion, tant sur la faisabilité technique que sur le financement, il semble qu'un site fas-

Le projet avoisinerait 100 millions d'€. Le financement n'est pas bouclé.



L'Evêché, vieillissant, n'est plus adapté aux missions de la police marseillaise d'aujourd'hui. /PHOTO F.S.

Surpopulation à tous les étages

Environ 700 personnes occupent actuellement l'hôtel de police. Des effectifs qui ont été revus à la hausse, encore récemment, lors des différentes annonces ministérielles promettant des hommes en plus au sein de la police marseillaise. Les services les plus touchés sont sans doute ceux de la police judiciaire, qui ont bénéficié de plusieurs dizaines de fonctionnaires supplémentaires et dont les locaux étaient déjà extrêmement exigus. "Certains sont à trois dans des bureaux prévus pour deux. Lorsqu'il y a des auditions, cela devient impossible. Sans compter les problèmes de parking. On n'y arrive plus", déplore-t-on dans les groupes les plus touchés. Dans les plans prévus pour le futur hôtel de police, d'une surface de 21000 m², chaque grande direction occuperait son propre étage, permettant plus de cohérence et d'efficacité.

R.L.

se désormais l'unanimité.

Lors d'une réunion organisée fin novembre, l'ensemble des parties serait convenu que l'ancien hôpital Desbief, à la Joliette (2^e), qui a déménagé vers l'hôpital Européen, offrirait les meilleures garanties pour mener à bien ce programme immobilier de grande envergure.

Malgré le secret presque absolu qui règne autour de ce dossier et les refus unanimes des acteurs de livrer un début d'information, il apparaît que

ce choix s'est imposé face à trois autres projets qui présentaient tous des écueils majeurs. La cellule chargée de réfléchir à l'Evêché du 21^e siècle avait aussi pensé à la caserne du Muy, à la Belle-de-Mai (3^e). L'ancien bâtiment militaire qui accueillait une partie des conscrits, assurait une surface suffisante, mais réclamait un investissement financier trop important. L'autre option était de construire un immeuble neuf sur un terrain dans le périmètre

d'Euroméditerranée. Cette fois, c'est la difficulté de trouver une surface libre suffisamment importante qui aurait mis un terme aux investigations. Enfin, une dernière piste consistait à récupérer les bâtiments appartenant aux services des impôts, rue Baptiste-Bonnet (8^e). L'enclavement et l'éloignement des grands axes routiers avaient vite écarté cette hypothèse de travail.

Le "dossier Desbief" demande encore des ajustements. Mè-

me si des plans très précis ont d'ores et déjà été réalisés, si la localisation du site, dans le centre-ville, à proximité immédiate de la plupart des autoroutes, offre de très bonnes garanties, il reste un point central à régler. Celui du financement.

Selon nos informations, l'achat et la réhabilitation du site pour le transformer en hôtel de police moderne coûterait 100 millions d'euros. Une somme que le ministère de l'Intérieur ne serait sans doute

pas prête à mettre sur la table. L'actuel propriétaire, ANF, serait néanmoins disposé à offrir des possibilités de financement. D'autant que les bâtiments occupés actuellement par la police, ceux de l'Evêché, de l'actuel commissariat du 2^e arrondissement, boulevard Schuman ou encore les locaux de la police judiciaire, boulevard des Dames, pourraient aussi intéresser l'investisseur spécialisé dans l'immobilier de centre-ville.

Romain LUONGO



L'hôpital Desbief offre 21 000 m² de surface. Le propriétaire pourrait récupérer d'autres bâtiments de la police, boulevard Schuman et boulevard des Dames. /PHOTO

L'HISTOIRE

107 ans de criminalité pour le "Quai des Orfèvres" marseillais

"Marseille a un territoire trois ou quatre fois plus grand que Paris et il n'y a que 300 agents de ville. Aussi, sur la Canebière, on vole et on détrouse les gens en plein jour. Il est évident que cela ne peut durer..." Voilà l'acte fondateur, d'une cruelle modernité, de l'hôtel de police de Marseille. Un discours prononcé par Georges Clemenceau devant les députés, alors qu'il vient de prendre la tête du gouvernement. Dans la foule, il annonce l'"étatisme" de la police marseillaise, une augmentation des effectifs de 20% et un budget en hausse de 70%. Cette force nouvelle est alors installée, l'année suivante, dans l'Evêché, un édifice bâti au 17^e siècle pour servir de résidence aux évêques. Un symbole de poids, trois ans seulement après le vote de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est aussi le point de départ d'une histoire incroyable, qui se confond avec celle de la criminalité marseillaise aujourd'hui érigée en légende et dont les principaux épisodes vont se succéder sans discontinuer dès les années 30.

Difficile de les résumer en quelques lignes. Mais il y a les incontournables. Les figures du banditisme qui ont marqué profondément l'histoire contemporaine de la ville.

sont ceux de Paul Carbone et François Spirito. Les pionniers du trafic de drogue, vont réussir à mêler politiques et affaires criminelles avec un "talent" inégalé, dès 1933.

Des malversations qui vont se poursuivre et s'amplifier, avec les héritiers de ces fondateurs, jusqu'à l'émergence des frères Guerini, puis de la French

C'est Georges Clemenceau qui a ouvert la voie à l'ouverture de l'Evêché.

Connection, à la fin des années 60, jusqu'au début 70.

Ce petit groupe de trafiquants marseillais fait trembler l'Amérique. L'héroïne fabriquée dans les laboratoires clandestins inonde New York. Les effectifs de la brigade des stupéfiants de Marseille passent de 10 à 60 hommes. Les Américains fournissent les moyens de surveillance.

À l'Evêché, les enquêteurs se relaient jour et nuit pour pister tous les dealers de la ville. En 1972, un labo est démantelé, avant que la police ne découvre 415 kilos d'héroïne sous le pont d'un langoustier parti de Marseille. Le début



L'Evêché a vu se succéder des générations de parrains, comme Gaëtan Zampa dit "Tany le Grand" (au centre). /PHOTO ARCHIVES

pa et autre Francis Vanverberghe, "Le Belge", ne prennent à nouveau le relais. Depuis, le banditisme marseillais s'est modifié, en profondeur. Les caïds de cité ont pris le dessus sur une large partie du trafic de stupéfiants, mais aucune figure marquante ne s'est encore imposée

de malfaiteurs, de grandes affaires criminelles, comme l'affaire Ranucci, ou plus récemment celle des cliniques ou du juge Michel ont aussi construit la légende de l'Evêché.

Pour des générations entières de policiers, l'heure est désormais venue de

Une vingtaine de dossiers de candidature pour le J1

Le GPMM veut désigner les occupants du hangar et valoriser le plan d'eau



Le GPMM veut valoriser 40 000 m² de plan d'eau ainsi que l'ancien hangar devenue une star de Marseille Provence 2013.

/PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

De sources concordantes, une vingtaine de candidats ont répondu aux deux appels à projets lancés par le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) en milieu d'année afin de désigner, d'une part, les occupants du J1 et d'autre part, l'exploitant d'une base d'accueil de très grande plaisance qui utilisera les bassins attenants. Objectifs de cette opération clôturée le 3 décembre: valoriser l'ancien hangar pour fruits et légumes construit en 1930, puis reconverti aux trafics passagers avant de devenir l'une des stars de Marseille Provence 2013; valoriser également le domaine maritime qui l'entoure. Un choix arrêté par le GPMM avant que ses instances de gouvernance parviennent au terme de leur mandat.

C'est-à-dire le 5 décembre pour ce qui concerne le conseil de surveillance que présidait Patrick Daher; février 2014 pour le directoire que préside encore Jean-Claude Terrier. "Le J1 est à la charnière du port

et de la ville", avait pris soin de commenter Patrick Daher afin que cesse sa fonction. Façon de dire que le dossier est sensible et que l'espace est convoité. "Le J1 est la propriété du port et c'est à nous de choisir la manière nous comptons valoriser notre domaine", avait-il ajouté. Avant de rappeler que les rela-

"L'enjeu, c'est de faire une passerelle entre le milieu urbain et celui portuaire."

tions avec la Ville de Marseille ont évolué, surtout depuis qu'une charte a été signée entre elle et le GPMM après de longues négociations. "L'enjeu, c'est de faire une passerelle entre le milieu urbain et celui portuaire". Bref, la Ville et le port se parlent. Et pour ce qui concerne l'avenir du J1 qui malgré tout porte la marque d'une frontière, "la décision finale se-

ra éclairée". Par qui? Par une commission consultative confiée au père de la charte Ville-Port: Yves Cousquer.

Quand interviendra-t-elle? Pas avant la fin février, peut-être même la mi-mars. Car en raison du renouvellement des instances qui ne sera pas consommé avant le mois de février, il ne peut en être autrement. Après quoi, les candidats les plus prometteurs seront retenus et un cahier des charges leur sera envoyé. Ce n'est qu'une fois celui-ci retourné avec un projet affiné qu'interviendra le choix définitif. Celui qui décidera de la véritable destination du J1, probablement à la fin du printemps.

Pour l'heure, le GPMM souhaite que cet espace qui appartient au quartier de La Joliette, et jouxte le futur centre commercial des Terrasses du Port en cours d'achèvement, continue à servir une vocation maritime en lien avec les activités portuaires des bassins Est. C'est pourquoi le plan d'eau de 40 000 m² doit être dédié à

l'accueil de yachts de grande plaisance de plus de 60 mètres qui pourront trouver là les services dont ils ont besoin. La base disposera pour cela de 750 mètres de quais, de 10 000 m² de terre-pleins et de 2 000 m² au rez-de-chaussée du hangar J1.

Dans le J1, le GPMM souhaite aussi installer sa future direction. Pour les autres espaces du bâtiment, les futurs occupants pourront bénéficier de surfaces comprises entre 2 000 m² minimum et 21 000 m² maximum. Ils pourront aussi bénéficier de 10 000 m² de terre-pleins.

Quant aux activités, l'appel à candidatures a ciblé le tertiaire, la formation, la recherche, l'innovation et l'événementiel. Les activités liées au yachting seront privilégiées. Sans que cela n'en vienne à construire un univers confidentiel, puisqu'il est également prévu que le hangar soit ouvert au public. Bref, le J1 de demain sera sans doute aussi le fruit d'un compromis.

Jean-Luc CROZEL

jcrozel@laprovence-presse.fr

Quel avenir pour les Puces ?

Pour s'intégrer dans Euroméditerranée, ce site commercial historique va connaître un lifting considérable



Chaque année les Puces de Marseille, où plus de mille personnes travaillent quotidiennement, accueillent la bagatelle de 3 650 000 visiteurs.

/PHOTO GUILLAUME RUOPPOLO

De 1988 à 2013

Avant de se structurer à la manière d'un véritable centre commercial, les Puces n'étaient à l'origine qu'un marché anarchique au Cap Pinède. Mais lorsqu'en 1987 la société Alsthom annonce sa fermeture sur le site, la Société Provençale de la Madrague saute sur l'occasion et fait l'acquisition des 4 hectares de terrain et des 23 000 m² de bâtiments. Le 3 juillet 1988, les Puces ouvrent alors leurs portes. Près de 25 ans après, les Puces sont devenues un véritable pôle commercial, attirant notamment près de 30 000 personnes les dimanches, et 25 000 en semaine. Chaque année, les Puces de Marseille accueillent la bagatelle de 3 650 000 visiteurs. Aujourd'hui, près de 1 000 personnes travaillent au quotidien sur le lieu, qui abrite également une mosquée, et les sièges de plusieurs associations.

L.M.

Depuis leur ouverture en 1988, les Puces ont toujours su se renouveler, évoluer en fonction des besoins de la clientèle. Mais le centre commercial s'apprête à entrer dans la phase la plus importante de son histoire, avec la création de la Zone d'aménagement concertée Littorale, dans le cadre la deuxième phase d'Euroméditerranée, qui a vu le jour le 17 octobre dernier. Celle-ci englobe trois quartiers, Les Crottes, la Cabucelle, et Saint-Mauront, et regroupera sur 54 hectares des logements, commerces et services publics. Une révolution qui concerne directement les Puces. Travaux d'envergure, implantation de

nouveaux commerces, optimisation des accès...

Celles-ci vont connaître un sacré lifting. Ce qui n'effraie pas André Coudert, le propriétaire historique, qui entend bien préserver le côté populaire du lieu. "Depuis leur création, les Puces ont toujours joué un rôle social, et il faut que cela continue. Elles ne doivent pas devenir un magasin de luxe ou une galerie marchande pour nantis. Si c'est pour faire un Grand Littoral 2, ce n'est même pas la peine d'y penser. On perdrait notre clientèle la plus fidèle, et notre vocation. J'ai eu des propositions d'achats dans ce sens, mais je ne suis pas vendeur", prévient d'emblée André Coudert qui n'est pas opposé

pour autant à la Zac Littorale. "Capitalistiquement, c'est très intéressant. C'est l'occasion d'améliorer les choses, d'effectuer des travaux d'embellissement, notamment sur les allées, et les plafonds, qui méritent d'avoir meilleure allure. Et surtout de créer des parkings, le besoin est criant", poursuit-il.

Nouvelles enseignes

Des parkings sont justement prévus sur la face Nord des Puces, qui devraient aussi abriter, à terme, des bureaux. Le supermarché Lidl, qui se trouve sur cette zone, devrait lui disparaître. Le hangar destiné à l'activité des antiquaires pourrait être uti-

lisé à d'autres fins, et l'activité être repositionnée ailleurs sur le site. Les brocanteurs, eux, pourraient purement et simplement être priés d'aller voir ailleurs. Le propriétaire voudrait pourtant que les antiquaires restent à la même place, tout comme la galerie d'art qu'il qualifie de "lieu culturel comme il y en a peu dans les quartiers Nord". Du côté d'Euroméditerranée, on concède que le sujet est "complexe". "Nous menons une réflexion pour une meilleure intégration des Puces dans le futur tissu urbain, en gardant ses atouts et en gommant ses handicaps, comme par exemple le débordement sur l'espace public. Il n'est pas question de faire un Grand Littoral 2,

simplement d'implanter des boutiques compatibles en gammes de prix", indique-t-on.

Vauzelle "s'exprimera prochainement"

Un important chantier de sécurité sanitaire va être mené sur les Puces et ses abords, devenus à certains endroits une véritable décharge (lire ci-dessous). "Il faut que les Puces soient en conformité avec les normes d'exploitation moderne d'un centre commercial. Des compacteurs à déchets seront installés dans ce but", souligne-t-on à Euroméditerranée. Si les différents protagonistes affirment "avancer dans le même sens", un point d'achoppement existe.

Que va-t-il advenir de la halle principale, édifice datant de l'entre-deux-guerres, qui abrite aujourd'hui les fruits et légumes? "C'est un lieu historique, qui fait partie du patrimoine de la ville. Il faut le valoriser", estime André Coudert. Un lieu dont la démolition a pourtant été évoquée. En déplacement en Algérie hier avec le Premier ministre, le nouveau président d'Euromed Michel Vauzelle était injoignable. Son entourage a indiqué qu'il "s'exprimera très prochainement sur les dossiers d'Euromed, dont celui des Puces". Commerçants et riverains restent, pour le moment, dans l'attente.

Lionel MODRZYK

L'URGENCE

Le marché sauvage, du provisoire qui dure

Implanter l'une des plus grosses concessions motos de la cité phocéenne en face des Puces, dans le 15^e arrondissement, semblait un pari osé. Pourtant, il y a quatre ans, Hubert Valayer l'a relevé, ouvrant King Moto sur l'avenue Cap Pinède. Mais l'enseigne pâti aujourd'hui du marché sauvage qui prolifère autour des Puces. Dans des conditions dantesques, des anonymes y vendent vieux vêtements, produits de première nécessité, à même le trottoir. Les lieux sont jonchés de débris, et envahis par les rats.

"Nous sommes obligés de fermer le samedi, jour où l'endroit se transforme en bordel inimmuable. On ne peut même pas accéder à notre local. Ce marché clandestin a pris une ampleur colossale, et arrive désormais jusque sur la rue de Lyon. Pour l'image des commerces, du quartier, c'est déplorable. Et personne ne bouge. Que dirait-on si cela se passait au Prado, ou à Mazargues?", tonne le concessionnaire, excédé. "C'est un désastre, surtout le dimanche où l'accès aux Puces est bloqué. Les conséquences économiques sont majeures, sans parler de la mauvaise réputation que cela engendre", s'agace André Coudert, propriétaire du centre commercial. Les services de nettoyage des Puces eux-mêmes se heurtent à un mur lorsqu'ils tentent d'agir. L'entreprise Nicollin avoue même que ses agents "sont parfois obligés de contourner certaines zones pourtant sales, pour éviter les altercations" avec des vendeurs du marché sauvage. "Et on laisse les débris malheureusement. C'est la même chose tous les jours et c'est extrêmement décourageant pour nos agents. Ce marché, c'est du provisoire qui dure. La seule solution serait une présence permanente des forces de police", estime-t-on au bureau marseillais de l'entreprise Nicollin. Ces stands non-autorisés ont dépassés les trottoirs, pour, le plus souvent le dimanche, empiéter sur la route. On assiste alors à un ballet de voitures et de caravanes, obs-



Le marché anarchique s'étale désormais jusqu'à la rue de Lyon. Et les ordures s'amoncellent. /PHOTOS L.M.

truant ainsi la circulation, déjà très compliquée dans ce secteur en travaux. "Ce désordre ne fait qu'ajouter à l'insécurité ambiante. Ça tire le marché aux Puces et l'ensemble du quartier vers le bas, et ça nuit aux vrais commerçants qui eux payent des taxes pour pouvoir travailler convenablement. Le samedi, ça prend de telles proportions que les bus ont été détournés, car ils ne pouvaient plus passer. C'est également un souci au niveau de l'hygiène. Il y a des ordures partout. La police municipale doit enfin agir et verbaliser systématiquement", affirme Samia Ghali, maire des 15^e-16^e. Une situation qui fait penser à celle des Puces en 1988 (lire encadré), qui, à leurs débuts, avaient également l'apparence d'un marché sauvage à l'hygiène déplorable. Avant de devenir, au fil des ans, une structure digne de ce nom.

L.M.



LE COMMENTAIRE de Samia GHALI, PS

"Que Michel Vauzelle vienne sur le terrain"

La sénatrice et maire PS des 15^e-16^e Samia Ghali l'affirme d'emblée : elle est "très attachée aux Puces". "Je m'y rendais avec mes parents, c'étaient des habitudes, comme de nombreux habitants des quartiers Nord", se remémore-t-elle. Cette nostalgie ne l'empêche pas de porter un regard acéré sur les Puces d'aujourd'hui.

"Il faut être honnête. Il y a besoin d'une vraie remise en l'état. Les consommateurs ont le droit de faire leurs courses dans des conditions hygiéniques décentes. Les Puces ont besoin d'une remise en état, d'être complètement réaménagées, modernisées. C'est également essentiel pour les commerçants, qui paient assez cher le droit de pouvoir être présents sur le lieu. Ils doivent être respectés", estime Samia Ghali, qui entend veiller à ce que la fonction première des Puces demeure la même. Un lieu populaire, pour les petites bourses. "Il n'est pas question qu'il en soit autrement. Mais attention, il ne faut pas confondre populaire, et misérable. Aujourd'hui, c'est parfois le cas. De nombreux Marseillais ne s'y rendent plus à cause de la saleté, du manque de places de parking, mais aussi de l'insécurité ambiante. En revanche, les prix ne doivent pas flamber sous prétexte qu'il y a rénovation, et remise à neuf." Membre du Conseil d'administration d'Euromed, elle qualifie ses relations avec l'ancien président Guy Teissier de "constructives, ce qui permettrait de s'accorder sur de nombreux points". Elle œuvrera désormais sur ce dossier avec Michel Vauzelle, élu avant-hier à la tête de l'établissement public. "Je n'arrive pas à comprendre quel est le but de cette présidence. Tout s'est fait dans une telle mascarade... Mais Michel Vauzelle vient de prendre ses fonctions, donc j'espère qu'il va rapidement effectuer une visite du site. Il faut qu'il vienne sur le terrain, et aux Puces, notamment", a déclaré hier soir la sénatrice, depuis l'Algérie, où le président du Conseil régional se trouvait également (lire ci-dessus). Se posant en défenseur des habitants du secteur, Samia Ghali vient d'obtenir la mise en place d'une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (Mous). "Cette procédure, d'un coût de 200 000 euros, va permettre d'obtenir un véritable diagnostic des populations", précise-t-elle.



Samia Ghali. /PHOTO L.M.

L.M.

II. – L'IMMOBILIER

- ✓ **1.** La Joliette – 84 logements font renaître un bâtiment de l'armateur Fraissinet
La Provence – 23.07.2013
- ✓ **2.** La Belle-de-Mai – Le jardin de la maternité accouche d'un parc de logements
La Provence – 12.08.2013
- ✓ **3.** De nouvelles baisses frappent le marché de l'immobilier
La Provence – 25.09.2013
- ✓ **4.** La Plage – 45 appartements haut de gamme sortent de terre
La Provence – 27.09.2013
- ✓ **5.** Sainte-Anne – Le Corbusier « fait » des petits avenue de Mazargues
La Provence – 05.10.2013
- ✓ **6.** Les Docks Libres : le pari logement à Saint-Mauront
La Provence – 11.10.2013
- ✓ **7.** Racket immobilier, un sport local ?
La Provence – 13.11.2013
- ✓ **8.** Saint-Louis – Valnatureal : le programme « exemplaire » tourne mal
La Provence – 30.11.2013
- ✓ **9.** L'Eglise contrainte de céder ses bijoux de famille
La Provence – 02.12.2013
- ✓ **10.** « Le Parc Habité » : le pari résidentiel au cœur d'Arenc
La Provence – 13.12.2013

84 logements font renaître un bâtiment de l'armateur Fraissinet

C'est désormais la valeur historique des logements neufs qui va faire la différence! La preuve à La Joliette, en plein cœur d'Euromed avec cette opération de 84 logements rue Mazenod au cachet indéniable. Il s'agit même d'une seconde vie pour ce bâtiment de l'armateur Fraissinet dont la façade va être conservée (*lire ci-contre*). Pitch Promotion construit Le Major, une résidence au cœur de l'ancienne zone d'activité portuaire. Un programme conçu pour accédants et investisseurs. Le promoteur vante d'ailleurs volontiers ce "quartier devenu tendance" en proposant un immeuble livré en 2015 avec des logements du deux aux quatre pièces. Le vrai plus c'est le confort acoustique et thermique validé par plusieurs certifications: bâtiment BBC Effinergie, réglementation acoustique NRA; norme électrique NFC 15-100. Les primo-accédants à la propriété sont une des cibles précises du projet. Ils peuvent bénéficier, sous conditions de ressources, du prêt à taux zéro (PTZ+), de la TVA réduite à 7% et du chèque "Premier logement" de la Ville de Marseille. Le Major mise sur des surfaces variées: plus de 50m² pour les deux pièces, plus de 70m² pour les trois pièces et plus de 110m² pour les quatre pièces.

"Chaque appartement aura une double terrasse ou balcon. Il faut compter environ 3600€/m². Nous allons conserver la façade historique qui est classée. Le permis est purgé et nous devrions acquérir le bâtiment avec les quelque 3000m² de terrain à la fin de l'année", explique Nicolas Gex, de Pitch Promotion.

Agathe WESTENDORP



L'immeuble sera livré en 2015 avec des logements de 2 à 4 pièces. / PHOTO A.W.

L'histoire du bâtiment

Patrick Boulanger, historien et conservateur à la Chambre de commerce, a retrouvé ce qui se cachait derrière le 3-5, rue Mazenod, en feuilletant le bottin marseillais. "Ce bâtiment a été créé par l'armateur Fraissinet dont le siège était place de la Bourse comme on disait à l'époque. Ce devait être un bâtiment d'exploitation." Pour Daniel Drocourt, à l'Atelier du patrimoine, "il date de 1899, il a été construit par Léonce Müller. Il est inscrit dans l'inventaire général du patrimoine culturel."



Le jardin de la maternité accouche d'un parc de logements

Fermé en octobre 1996, cet établissement mythique aura vu naître, en 75 ans, pas moins de 150 000 bébés, dont des célébrités comme le sculpteur César, Zidane ou Bosso. Depuis, c'était une foire d'empoigne entre les riverains et la mairie de secteur d'un côté, et les promoteurs de l'autre pour que ce site ne soit pas dénaturé. "Réunions, manifestations, rendez-vous en mairie centrale ont été nécessaires pour arriver à ce résultat", a rappelé le maire PS de secteur, Lisette Narducci, le soir de la présentation du nouveau projet sur le site de la maternité. L'architecture du programme Horizon Massilia, boulevard Ricard, a été pensée pour s'intégrer à un environnement vert, bercé par le soleil.



À force de mobilisation des habitants et de la mairie de secteur, le projet a été revu à la baisse. / PH. B. SOUILLARD

le parc de la maternité, non par le bd Ricard", assure encore le maire. "Au départ, il s'agissait de 300 logements et autant de places de stationnement. C'était une aberration", rappelle Lisette Narducci. Malgré des déboires en justice, les habitants n'ont pas baissé les bras. "Il a fallu plus de six ans de combat pour faire reculer l'opération", ajoute Lisette Narducci, satisfaite d'avoir fait supprimer la grande barre de logements qui était prévue sur le boulevard Ricard.

Au bout du boulevard, sur la



rue Jobin, le projet de 7 000m² de bureaux sur 7 étages a bien avancé. Avec la reconstruction du poste électrique voisin, ce secteur de la Belle-de-Mai est au cœur de grands chantiers. "Une ré-

flexion s'est engagée sur ces aménagements importants. On a besoin de redynamiser ce quartier mais il est hors de question d'accueillir que du logement", finit le maire. **Corinne MATIAS**

133 appartements

Sur l'ancienne emprise du jardin de la maternité et sur 32 000m², 4 bâtiments vont être réalisés, avec 133 logements, du studio au 4 pièces, dont quelques appartements en duplex. Le projet prévoit 66 logements sociaux gérés par Unicil et HMP et 67 en accession dont 54 pour des primo accédants. Sont prévues également 205 places de stationnement et 35 places pour les résidents du quartier. La livraison est prévue au 2^e trimestre 2014. "Une partie à aménager par la Ville sera accessible au public", explique la mairie de secteur qui assure aussi "qu'une partie des espaces boisés sera préservée. Les camions du chantier passeront par

De nouvelles baisses frappent le marché de l'immobilier

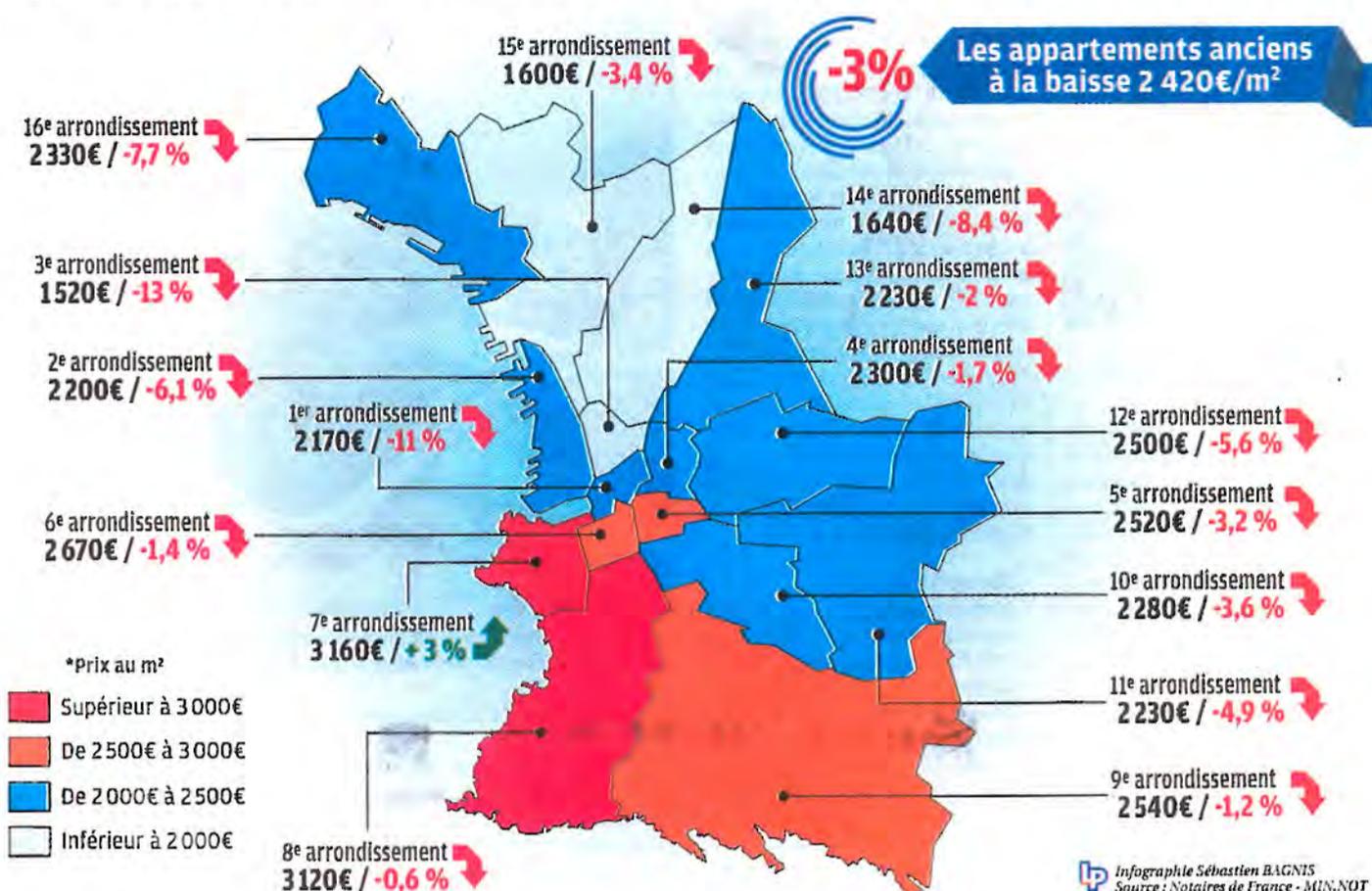
Epargnés en 2001 et 2012, les tarifs et les transactions repartent à la baisse cette année. Le 7^e résiste

La crise mais pas le krach". M^r Gérard Prévot, le président de la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône, n'y est pas allé par quatre chemins hier matin pour décrire le marché immobilier des Bouches-du-Rhône, marqué par des statistiques négatives tant sur les tarifs, de l'ordre de 3%, que sur les volumes de transactions qui affichent un recul de 18%.

Avec 57% des ventes départementales, Marseille donne le "la" aux résultats globaux. Et c'est sans surprise que l'on note une baisse similaire de 3% du prix de l'immobilier, stable en 2012 et en hausse de 7% en 2011 après deux années moroses en 2009 et 2010.

Sur l'échiquier national, la seconde ville de France n'est pas bien placée non plus. Comparativement aux 10 communes de province de plus de 200 000 ha-

"Les ventes ne sont jamais rapides, l'obtention des crédits est très difficile."



bitants, les tarifs y sont raisonnables (2 420 €/m²), juste devant Rennes (2 380 €/m²) mais derrière d'autres communes comme Toulouse (2 530 €/m²), Montpellier (2 650 €/m²) ou encore Lille (3 060 €/m²). Derrière Paris, la palme revient à ce niveau à Nice (3 660 €/m²). Sur les 10 dernières années, on relève aussi que l'évolution des prix à Marseille est relativement faible au regard des autres cités comme Nice, Lyon, Lille et Bordeaux où les prix ont plus que doublé alors que localement la hausse n'est que de 80%...

Mais c'est surtout par arrondissement que Marseille détonne véritablement. Où l'on constate que les prix au m² peuvent varier du simple au double

entre le 15^e arrondissement (1 600 €/m²) et le 7^e arrondissement (3 160 €/m²).

"D'une manière générale, la baisse est plus faible dans des quartiers appréciés comme les 4^e, 5^e, 6^e et 9^e arrondissements", remarque la notaire marseillaise Maître Dorothee Martel-Reison, soulignant l'attractivité particulière de deux quartiers qui résistent bien mieux à la morosité ambiante : Bompard et Saint-Barnabé. Dans l'hypercentre en revanche, la vétusté des biens continue de nuire au dynamisme du marché.

Les appartements anciens ne sont pas les seuls à s'enfoncer dans cette crise. Car avec un recul des prix de 5% similaire aux chiffres départementaux, le

neuf pâtit lui aussi d'une croissance faible, d'un pouvoir d'achat en berne et d'une crainte généralisée des acquéreurs. Résultat des courses selon les notaires des Bouches-du-Rhône, "les ventes ne sont jamais rapides, l'obtention des crédits est très difficile et il y a beaucoup de refus de financements".

En moyenne, il faut attendre huit mois avant de vendre son bien... que l'on conserve moins de 10 ans. Seuls trois curseurs permettent finalement d'espérer une reprise du marché à court terme: des taux encore bas, un accroissement des ventes tout récent et une accélération de la baisse des prix. Finalement, c'est peut-être le moment d'investir...
Franck MEYNIAL

QUELQUES STATISTIQUES À LA LOUPE

1690 € C'est le prix au m² d'un appartement ancien dans le quartier de Belsunce (2^e arrondissement). Pour un produit similaire à Castellane (6^e), le tarif grimpe à 2 580 €. Le Cabot (9^e) se situe à 2 790 €, le Pharo (7^e) se hisse à 3 090 €, Périer (8^e) à 3 330 €. Bompard (7^e) décroche la palme avec un tarif moyen observé de 3 630 €. Saint-Barnabé (5^e) se situe pour sa part à 3 090 €.

310 000 € C'est la somme moyenne dépensée pour une maison ancienne à Marseille, contre 289 700 € dans les Bouches-du-Rhône. En France, hors Île-de-France, le prix moyen d'une maison ancienne s'élève à 162 000 €.

2 560 € C'est le prix au m² moyen d'un appartement ancien dans le département. À Marseille, il est de 2 420 €, avec de fortes disparités en fonction des arrondissements. À l'échelon national, hors Île-de-France, il faut compter 2 310 €/m².

BOUCHES-DU-RHÔNE

De fortes disparités dans un secteur en berne

Selon que vous résidiez à Cassis, Aix, Aubagne, Gardanne, Salon ou Arles, et que vous habitiez dans une maison ancienne ou un appartement neuf, vous ne pourrez aucunement justifier d'un prix au m² identique. Au regard des chiffres clés délivrés par la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône, c'est même le grand écart qui est observé ici et là.

Dans les grandes lignes, les notaires soulignent d'abord une pénurie de terrains et peu de constructions sur Cassis où le marché est en baisse de 7%, avec tout de même un prix au m² d'appartements anciens qui se situe aux alentours de 4 970 €. "Mais la clientèle est atypique et aisée pour cette zone où le prix au m² est le plus élevé du département. C'est un marché d'exception qui n'est cela dit pas au niveau de Saint-Tropez et où il n'y a pas de people", relève M^r Pinatel. Les étrangers sont aussi moins nombreux à rechercher des biens. Et qu'ils soient suisses, hollandais, allemands, ou issus des pays nordiques, tous négocient les prix. "Les acquéreurs sont exigeants et ils visitent en moyenne 40 habitations avant de prendre une décision. Il faut un an pour vendre sa maison aujourd'hui", note encore l'expert.

À l'Ouest du département, on constate un retour des étrangers dans les Alpilles où une dizaine de transactions de mas provençaux dépassant les 4 millions d'euros ont été enregistrées entre le début de l'été et maintenant. Toutefois, M^r Amalvy soulève le fait que ces transactions ne représentent qu'un très faible volume global. Surtout, "tout le monde ne se fait pas à la vie en Provence. Passé l'été, il y a le mistral, le froid et un tissu relationnel difficile qui fait qu'au final la rotation des biens est de 8 ans contre 9,5 ans au national".

"La baisse est relative sur le marché de l'ancien dans le bassin d'Aix et de Gardanne", soutient M^r Anselmo en insistant sur le fait que "le marché de la villa continue d'être très tonique avec une progression des prix de 5%". Et de poursuivre ainsi son analyse: "À Aix il faut environ un an pour vendre son bien. Les acquéreurs savent que les opérations sont peu nombreuses. Concernant les résidences étudiantes, le marché reste fort, facile à l'investissement".

45 appartements haut de gamme sortent de terre



Conçue par l'architecte Roland Carta, la résidence abritera 45 appartements, du studio au 5 pièces.

/IMAGE DE SYNTHÈSE DR

Il faudra se faire une raison. Impossible, désormais, d'assister à la pose de la première pierre d'un programme immobilier ou l'inauguration de logements fraîchement livrés sans que promoteurs, architectes et élus ne s'attaquent vertement aux recours abusifs qui paralysent l'économie de la ville. C'était le cas la semaine dernière, à Arenç, lorsque le sénateur-maire de Marseille UMP Jean-Claude Gaudin et le président-directeur général de Bouygues Immobilier ont découpé ensemble le ruban officialisant l'arrivée au cœur d'Euroméditerranée de 239 nouveaux logements. Illustration encore hier midi, à deux pas de la statue de David cette fois, où Luc Bouvet, directeur régional d'Eiffage construction Méditerranée et Marc Pietri, président du groupe Constructa, ont posé la première pierre de la résidence haut de gamme Prado-David (7M€ de travaux HT, livraison programmée fin 2014). Conçu par l'architecte Roland Carta, le bâtiment abritera 45 apparte-

ments, du studio au 5 pièces (6000€ le m² en moyenne), avec vue sur la mer pour les plus luxueux, 73 parkings en sous-sol et 12 en aérien. Assistant maître d'ouvrage de l'opération, le groupe Constructa est également commercialisateur. À ce jour, plus de 70% du programme a été vendu. *"Il nous en aura fallu de la persévérance pour résister à la valse des recours motivés par des intérêts privés"*, peste Luc Bouvet. La résidence Prado-David a dû en effet surmonter trois recours, qui ont fait prendre au projet un an de retard. Dans son nouveau costume de maire des 6^e-8^e, l'UMP Yves Moraine - en retard lui aussi, il s'est fait attendre une quarantaine de minutes par toute l'assistance sous un soleil de plomb - a félicité les promoteurs *"pour cette opération mais aussi pour l'engagement que vous mettez au service de la ville de Marseille. Malgré tous les égoïsmes et les oppositions, nous continuerons à construire!"* a martelé le successeur de Dominique Tian. Le ton est donné.

Caroline RICHARD

Le Corbusier "fait" des petits avenue de Mazargues

Son aspect peut surprendre, voire dérouter, on peut lui reprocher son modernisme, mais pas d'être innovant. L'immeuble Villa Le Greenwich a été réalisé au 336 avenue de Mazargues (8^e), dans la droite ligne de la cité du Corbusier, à moins de 300 mètres de là à vol d'oiseau. Une proximité qui avait d'ailleurs coûté aux promoteurs leur premier projet, nettement plus académique. Hier, l'immeuble a été inauguré en présence de nombreuses personnalités UMP dont le député Dominique Tian, le maire du 4^e secteur Yves Moraine, les élus Danielle Servant, Claude Vallette, Martine Vassal, Didier Réault...



Logements traversants, duplex, coursives... le nouvel Immeuble de Ste-Anne a un air de famille avec la Cité radieuse. Son originalité a été soulignée lors de l'inauguration. / PHOTO CYRIL SOLLIER

Un immeuble-villa

"L'immeuble, de 86 logements, 4 locaux commerciaux et 200 places de stationnement en sous-sol a été bâti à la place d'une ancienne imprimerie", a expliqué Cyril Simon, directeur général de Sifer Promotion. Pourvu de la haute qualité environnementale, l'édifice décline le concept d'"immeuble villa" cher à Le Corbusier, des appartements traversants et en duplex. La composition interprète une véritable cité jardin verticale desservie par des coursives. L'habitat se trouve entre ces coursives et les terrasses. On y accède par un patio central. À l'ouest, côté mer, les logements sont en accession à la propriété, côté rue, c'est du locatif.

Président du groupe Sifer, Éric Lasery a précisé qu'il s'agissait "de la dernière réalisation de

l'architecte Michel Kagan, disparu en 2009". L'architecte avait reçu en 2011 la Pyramide d'argent. Le sénateur maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin s'est dit "séduit par l'originalité de cet immeuble et son insertion dans le quartier" avant de revenir sur les recours, parfois abusifs, dont les projets font l'objet. "On fait 5000 logements par an, sans cela on en ferait 6000. Tout ce qui m'intéresse dans la loi Duslot ce sont les limites aux recours abusifs". Abusifs ou pas, le Greenwich n'y a pas échappé. Il s'était même mis à dos le quartier, étonné par sa hauteur. À

l'origine, le projet prévoyait 8 niveaux dans ce secteur villageois de Ste-Anne où la règle c'était le rez-de-chaussée plus un ou 2 niveaux. "Une erreur sur le plan d'occupation des sols" avait alors noté la Ville. La population s'est mobilisée, et après maintes réunions et un référendum, cas unique à Marseille, les habitants ont abandonné les poursuites et obtenu que le promoteur descende de 2 niveaux son projet. "Décapité de 2 étages, le projet a mis un certain temps à repartir, cela a pris 4 à 5 ans", précise Cyril Simon. Les premiers habitants ont pris possession de leurs loge-

ments fin 2012. "Tout n'était pas encore fini", confient-ils. Aujourd'hui, comme Élodée, Martine et Jean Louis, ils semblent satisfaits de leur nouvelle unité d'habitation. "Avec cet accès par la coursive, on a l'impression d'être dans une maison individuelle". Jean-Louis habitait le Corbusier et retrouve là un air de famille avec son ancienne habitation. "Au Corbu, il me manquait un extérieur et les séjours ne sont pas assez grands". Les logements se sont monnayés entre 3 et 5000€ le m², mais un duplex de 105 m² serait à la vente pour 62 500€. **Corinne MATIAS**

Les Docks Libres : le pari logement à Saint-Mauront

Nexity lance le chantier d'un ensemble immobilier au pied de Félix Pyat

Tous le monde tend la main pour attraper un samoussa, des bananes frites ou un burger signé Borderline. Au pied de la Cité Félix Pyat, la musique est à fond et les mamans comoriennes dansent discrètement derrière la table du buffet. Difficile de croire que l'on est à la pose de la première pierre d'un nouvel ensemble Nexity sur 2 hectares. Et pourtant... Hier, le promoteur a fêté le coup d'envoi des Docks Libres soit 207 logements en accession, 151 logements sociaux (Logirem, 13 Habitat), 39 logements sociaux en PLS (Azur Provence Habitant - Groupe 3F), 130 logements étudiants, 1 résidence hôtelière sociale de 100 chambres (Groupe Solendi), une crèche. Mais aussi 1 000 m² de commerces en rez-de-chaussée, une résidence de 60 logements intermédiaires et d'atelier, et l'Ywood, 3 000 m² de bureaux.

"À condition de travailler ensemble"

Une nouvelle dont se félicite le maire Jean-Claude Gaudin venu pour le lâcher de ballons symbolique aux côtés des habitants habitués à être associés à ce projet. Car c'est un concours artistique qui avait donné le coup d'envoi de la commercialisation en mai 2012 de cette opération de rénovation sur une ancienne emprise industrielle, à l'angle de la rue Cassin et du boulevard National. Sans oublier les dessins des enfants du quartier qui ont fait l'objet d'un livre ou le futur job dating dans le cadre du chantier.



Les Docks Libres, un ensemble immobilier mixte sur 2 hectares au cœur de Saint-Mauront. Premières livraisons début 2015 pour 100 millions d'euros d'investissement. Un sacré pari. / PHOTO DR

Un travail d'envergure qui a démarré en 2005 quand l'Établissement foncier Paca a acquis ce terrain avant de le vendre (pour un peu plus de 3 millions d'euros à Nexity) l'été dernier. Les Docks libres ont pris du retard. L'ensemble immobilier doit gérer deux recours (encore au tribunal administratif dont un est déposé par les Moulins Storione). Nexity les balaise d'un revers de main. "Nous avons demandé à nos partenaires financiers de nous délivrer les garanties financières d'achèvement. L'idée est de gagner trois ans. Et tout le monde nous suit, la Ville comme les bailleurs sociaux", explique ain-

si Jean-Philippe Ruggieri, directeur général Nexity qui installera aussi son siège régional. "100% des logements sociaux ont été vendus, ceux de la résidence étudiante aussi. Pour l'accession classique, les clients en résidence principale représentent 51% des réservations. Environ 93% des réservataires sont Marseillais dont 16% issus du 3^e arr. 62% des investisseurs sont originaires du département dont 47% issus de Marseille. Le tout avec des prix attractifs puisque le m² avec parking en résidence est proposé à 2300€/m²". Et signée Roland Carta.

Les habitants attendent beaucoup sur ce projet atypique. "Je

suis né à Félix Pyat, notait ainsi Nordine, éducatrice. Je suis plutôt content de cette opération car cela montre qu'un quartier très défavorisé est capable d'une bonne dynamique, même si l'emploi des jeunes reste problématique".

Pour Hicham, responsable du pôle Jeunesse à Félix Pyat: "Un lien a commencé à être tissé. Cela peut apporter une belle dynamique à condition de tous travailler ensemble. Il faut éviter l'effet Gibraltar, les préjugés et animer les rues, aménager l'espace public". Pari tenu.

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr

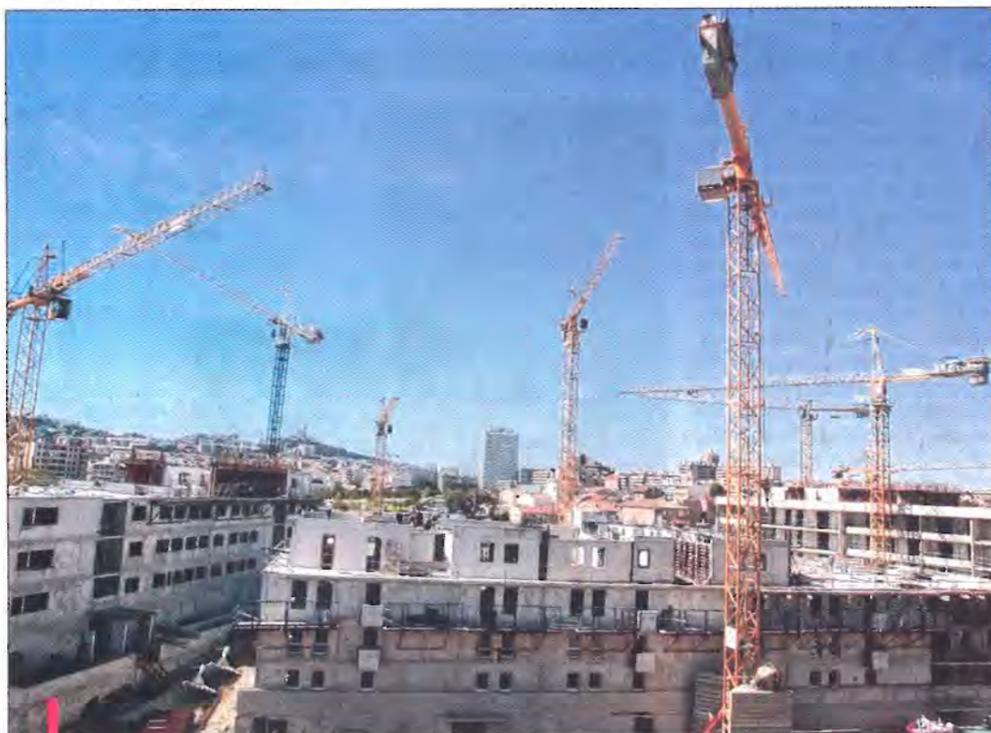
Racket immobilier, un sport local ?

Une avocate et un PDG jugés pour tentative d'escroquerie sur fond de prête-noms et de recours présumés abusifs

C'est un mariage qui s'est mal terminé. A-t-il seulement été consommé ? Car, quand le Petit Poucet marseillais Azur Promotel, installé sur le Prado (8^e), et le géant Kaufman et Broad ont décidé de s'unir en 2005, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes immobiliers. Le premier devait apporter les terrains et monter les opérations. Le second se chargerait de la commercialisation et de la construction des programmes. Mais la crise des "subprimes" en 2008 a terni les relations, mis le moral en berne et en 2009, c'était la guerre entre les "époux".

Quatre ans plus tard s'ouvre aujourd'hui à Marseille un procès qui en dit long sur le match qui se joue souvent entre promoteurs et acheteurs. Il y est de plus en plus question de course contre la montre, parfois de chantage immobilier. Pour obtenir une "ristourne" ou un cadeau à 50 000 ou à 100 000 euros, parfois davantage, un client dépose un recours. Le promoteur, tenu à des délais, soumis à des impératifs économiques, est coincé, ne peut plus bâtir. Il est étranglé, prêt à tout pour se défaire de cet étai. Il signe. La technique aurait ainsi consisté à déposer pendant plusieurs années des recours pour faire plier Kaufman et Broad, qui a eu l'audace de prendre des hypothèques sur les biens de son ex-associé. Azur Promotel refusait de participer au comblement du trou commun de 7 millions d'euros...

L'enquête ouverte en juillet 2009 va démontrer une guerre commerciale sans nom, avec une forte présomption de prête-noms, des recours abusifs déposés par des propriétaires qui n'y avaient pas d'intérêt. Ici, un plaignant qui a dit ne pas connaître son avocate, un autre qui affichera un domicile distant de 800 mètres du projet attaqué, un troisième qui reconnaîtra avoir lancé la procédure à la demande d'"amis de Marseille", inconnus de lui, sans même



Les recours contre les permis de construire ont explosé à Marseille. Il y a les vrais et les faux... Or le retrait de ces procédures se négocie parfois entre 80 000 et 300 000 euros. / PHOTO SOPHIE SPITERI

me situer le projet. Un recours avait même été déposé contre un permis par le président Zvi Ammar, au nom du Consistoire israélite de Marseille, avant qu'informé, un membre du conseil d'administration ne s'en indigne et ne retire la requête. Un architecte ira jusqu'à prononcer le mot de "racket". De la requête au "racket", n'y

aurait-il qu'un pas sémantique ?

Une juge, Catherine Lévy, a donc enquêté sur le sujet pendant des années. Et c'est aujourd'hui une avocate de Marseille, Me Julie Savi, 40 ans, un as en droit de l'urbanisme, qui comparait pour faux et tentative d'escroquerie. Le PDG d'Azur Promotel, Yvon Ammar,

54 ans, l'initiateur présumé de tous ces montages, le chef d'orchestre de la fraude, sera jugé à ses côtés. Ils encourrent jusqu'à 5 ans de prison. Dans la région marseillaise, ce sont cinq opérations immobilières qui étaient ciblées, mais l'enquête cheminera jusqu'à Aix, Grenoble et au-delà. À Nice et Lyon, deux avocats s'apprêtaient-ils à jouer le même rôle ? On a retrouvé chez eux des modèles de recours semblables à ceux utilisés à Marseille. La justice a pourtant abandonné l'idée d'une "bande organisée". Un procès qui va jeter un certain regard sur un certain marché immobilier, ses enjeux et ses pratiques pas toujours claires, sur un accord secret et difficile à percer, signé entre les parties, qui a tiré un trait sur la plupart des procédures civiles tout en maintenant l'action pénale. Un procès sur l'art de la guerre immobilière et celui, plus risqué, d'instrumentaliser la justice. Denis TROSSERO

Quid de la relation avocat-client ?

La défense a fait citer deux ex-bâtonniers de Marseille, Marc Bollet et Dominique Mattei, qui viendront évoquer la relation singulière qui unit un client et son avocat. Qu'est-ce qui est permis ? Qu'est-ce qui est prohibé par les textes ? Qu'est-ce qui relève de la déontologie ou du disciplinaire et qu'est-ce qui relève du pénal et peu éventuellement attirer un avocat devant un tribunal correctionnel ? Beaucoup de robes noires devraient être présentes aujourd'hui aux débats. Pour M^e Philippe Vouland, le "mandat" est un peu "la boîte noire de l'avocat". Faut-il disposer d'un pouvoir spécial pour représenter son client ? Une réponse du ministre de la Justice datée d'octobre 2005 rappelle que l'avocat est tenu à "un devoir de prudence", qu'il doit strictement respecter l'objet de son mandat et veiller à obtenir "une extension de ses pouvoirs si les circonstances l'exigent". D.T.

Les arguments des avocats de la défense



Les ténors, Eric Dupond-Moretti et Philippe Vouland, auront pour rude tâche la défense d'un de leurs pairs. / PHOTOS S. MERCIER ET G. RUOPPOLO

Les deux prévenus nient les faits. Ils contestent avoir mis en place la moindre escroquerie, nient toute concertation, encore moins le recours à des prête-noms.

Ils disent simplement avoir engagé les recours qui leur semblaient justifiés en qualité de justiciables. Et si prête-noms il y a eu, pourquoi n'ont-ils pas été poursuivis ? La défense critique aussi une enquête parcellaire qui ne serait pas allée au bout des nécessaires investigations. Pour Julie Savi, Me Philippe Vouland et Eric Dupond-Moretti expliqueront au tribunal que si les délais devant les tribunaux administratifs sont --souvent

plus de deux ans--, s'il faut changer la loi, ce n'est pas la faute de leur cliente. Responsabilité civile ou disciplinaire de l'avocate peut-être, mais en aucun cas pénale, soutiendront-ils avec force. Les deux ténors du barreau plaideront donc la bonne foi, l'absence d'intention coupable et donc la relaxe à l'arrivée. Ils soutiendront également qu'il n'existait nulle "connivence" entre leur cliente et Yvon Ammar, le PDG d'Azur Promotel.

Me Frédéric Amsellem, pour la défense d'Yvon Ammar, va soulever en début d'audience la nullité de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel. n t

LE BILAN DES PROMOTEURS

Des recours qui enflent : + 314 % entre 2007 et 2012

Les chiffres de la Fédération des promoteurs immobiliers --que nous avons pu nous procurer-- pour les années les plus récentes sont éloquentes. Depuis 2007, le nombre de recours est en hausse à Marseille. En 2007, 9 opérations immobilières faisaient l'objet de recours et l'on enregistrait 14 recours pour un total de 793 logements et une surface de 62 000 m². Mais dès 2010, les chiffres connaissent une progression exponentielle : 13 opérations (+ 133%), 34 recours (+ 500%), 1200 logements ciblés (+ 386%) et 84 000 m² concernés (+ 352%). Depuis, les procédures n'ont cessé d'augmenter : 27 opérations en 2012, 58 recours, 2 956 logements et 200 000 m² visés. Une hausse du nombre de recours entre 2007 et 2012 de plus de 314%...

À Marseille, 7 permis de construire sur 10 sont contestés en justice. La construction de 5 000 logements serait bloquée par ces recours dans la seule ville de Marseille. Au printemps, le premier adjoint au maire Roland Blum (UMP) a déposé une proposition de loi visant à lutter contre ces recours abusifs en identifiant précisément leurs auteurs, en réduisant les délais des requêtes et en fiscalisant lourdement les indemnités. Cécile Duflot a présenté en Conseil des ministres le 17 juillet une ordonnance pour lutter contre ces mêmes recours abusifs. À ce jour, les textes prévoient, pour celui qui s'amuse à engager une procédure abusive, seulement une amende de 3 000 € ! Autant dire que certains n'hésitent pas à lancer des procédures. Si certains recours sont à visée lucrative, ceux qui en revanche le font en toute bonne foi ont désormais un mal fou à faire entendre leur voix. D.T.



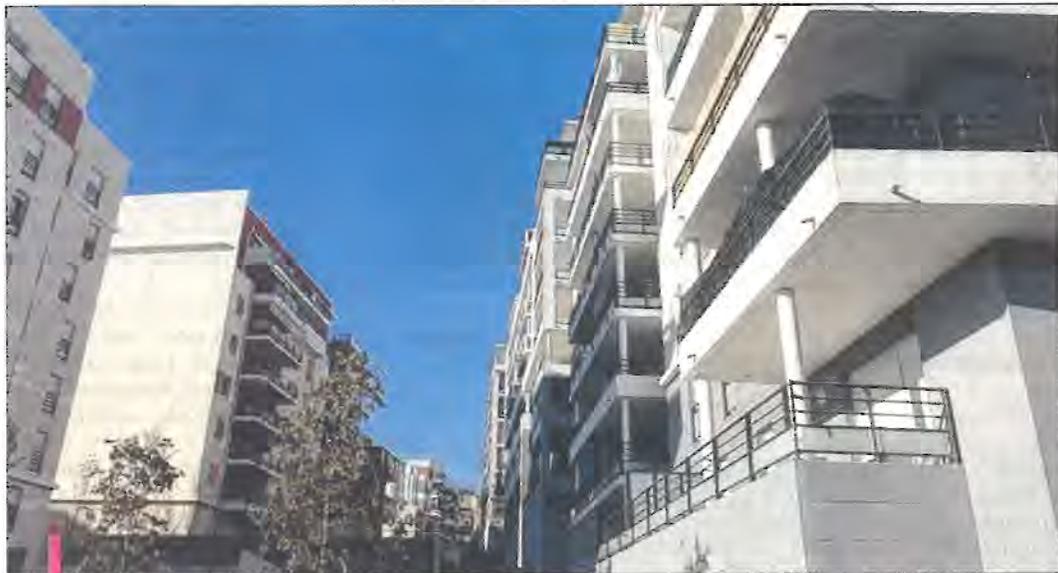
Azur Promotel, la société sise sur le Prado, associée à Kaufman et Broad, avant que le "couple" ne se fâche. / PH. FREDERIC SPEICH

Valnaturéal : le programme "exemplaire" tourne mal

C'était une "réalisation exemplaire", saluait encore, lors d'une visite sur site, en juillet 2011, Benoist Apparu, alors secrétaire d'État au logement. En contrebas de l'avenue de Saint-Louis (15^e), sur l'ancien site industriel des Tréfileries et Laminoirs de Méditerranée, Bouygues Immobilier venait de livrer l'un de ses plus gros programmes en province. Valnaturéal, soit plus de 900 logements mixtes (sociaux, accession à la propriété, étudiants, etc). Soit près de 4000 habitants, une très (trop?) forte pression sur un espace de moins de 3 ha, entre les rues Lechatelier et Commanderie. La promiscuité, l'impression d'écrasement, accentuée par la hauteur des immeubles (huit étages), c'est ce qui frappe d'emblée: "Ce qu'on devait avoir pour respirer, une coulée verte, un jardin, on ne l'a pas eu", accuse Jean-Michel, propriétaire aux Toits de Jade. De fait, les larges terrasses des appartements ne parviennent pas à faire oublier la minéralité de l'ensemble, le piètre nettoyage de la voirie ni surtout l'encombrement de la chaussée par des voitures en stationnement. C'est l'un des points noirs de la "réalisation exemplaire": à Valnaturéal, les 800 places en sous-sol, sont très peu utilisées. "À 16 000 € la place, les gens n'ont pas pu se l'acheter avec leur appartement, alors ils se garent dehors, où ils peuvent", avoue Pascal. Lui-même n'avait pas "vu venir" le poids de la taxe d'habitation: "Je payais 650 € près du bd Michelet pour un T3, ici, 1200 € pour un T2!". "On est tous au Smic ou un petit peu plus, acheter ici n'a été possible que grâce à des prêts à taux zéro de la Ville", se souvient Jean-Michel. "On nous a vendu du rêve", lance Youcef, amer. À Valnaturéal, le réveil de ce rêve-là est difficile.

Dégradations et insécurité

Car ici, en plus, les dégradations, l'insécurité explosent. Et les charges, du coup, suivent le même chemin. Portes et ascenseurs "flingués", vols en série dans les parkings, ascenseurs à l'arrêt pendant des semaines sont le lot de la copropriété. "At-



Trop d'immeubles trop haut? La promiscuité, à Valnaturéal, est dénoncée par tous. /PHOTO CYRIL SOLLIER

ention, prévient Pascal, ici ça peut finir en nouveau Parc Kalliste!" Une copropriété agréable devenue un ghetto que les pouvoirs publics peinent toujours à redresser. "On disait: plus jamais ça, mais on voit que ça recommence".

"Non, ce n'est pas une cité!" défend Samia Ghali. La sénatrice maire PS a provoqué jeudi soir sur le trottoir, puis dans un hall de Valnaturéal - puisque dehors, les lampadaires n'ont jamais fonctionné - une rencontre entre habitants excédés, bailleurs sociaux et Bouygues Immobilier. "Je veux qu'on reparte de zéro", prévient l'élue, qui distribue les bons points et... les mauvais. "Neolia n'a pas respecté ses engagements" en matière de réparations et de gardiennage, ta-

cle-t-elle. "Le premier gardien a été agressé dans le parking, il a un an d'arrêt de travail, se défend le bailleur social, nous en cherchons un nouveau". Pour les dégradations, Samia Ghali demande aux bailleurs de "mettre en place des procédures d'expulsion" à l'encontre des locataires irrespectueux. "Aidez-nous à les identifier", plaide Neolia. Qui accepte de réduire à 27 €/mois le prix des parkings. Bouygues promet de financer des caméras de surveillance, la police, des rondes plus fréquentes "entre minuit et 2h, là où se passent les délits", indique le commandant Gil. Tout faire pour éviter la catastrophe, la dégradation générale, le départ des propriétaires occupants, l'arrivée des marchands de som-

meil, la fin de la mixité sociale: le sort Parc Kalliste, donc.

Un équipement vital

Quid aussi du fameux parking en sous-sol de 264 places que Bouygues s'était engagé à réaliser et qui avait "fait passer la pilule" au voisinage, lors du lancement de Valnaturéal (le programme n'avait d'ailleurs fait l'objet d'aucun recours)? Il ne se fera pas, "nous n'avons trouvé aucun gestionnaire prêt à le prendre en charge, il est jugé trop peu rentable", rappelle le promoteur. Le CIQ de St-Louis, absent jeudi soir, le martèle, l'équipement est pourtant "vital" aux commerces du noyau villageois, qui, du fait de l'aménagement du BHNS, a perdu un grand nombre de places de stationnement sur la rue. Un parking en surface de 70 à 90 places reste possible, estime Bouygues... mais il mordrait sur les espaces verts tant attendus par les riverains. La localisation du jardin, la future gestion de ce parking restent en suspens. À deux pas de Valnaturéal, un promoteur annonce le lancement d'un programme avec "villas T4, jardin et garage à 219 000 €". Un prix qui fait rêver, dans ces quartiers populaires. "Mais nous, ça y est, on a vu ce qu'il y avait derrière le rêve", lâche, amère, une propriétaire des Toits de Jade.



Une réunion très tendue jeudi entre bailleurs, promoteur, élus et habitants.

/PHOTO D.T.A.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence-presse.fr

L'Église contrainte de céder ses bijoux de famille

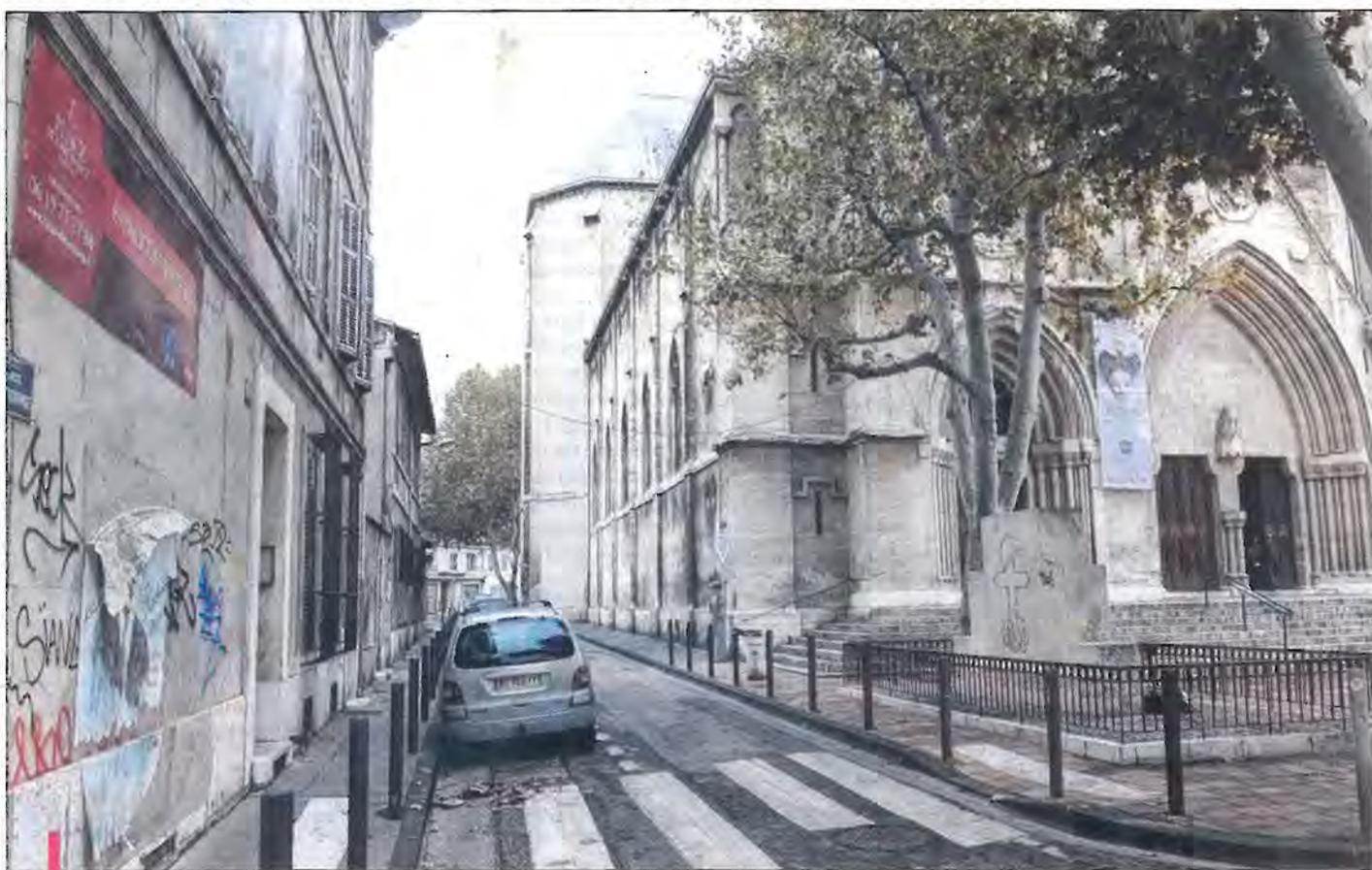
Au Camas (5^e), elle vend tout un pâté de maisons à un promoteur immobilier

Un bon plan providentiel : voilà ce qu'était la place de l'Archange (5^e). Depuis des années, dans les bâtiments du presbytère, nombre d'étudiants désargentés trouvaient ainsi, quelques mois ou semaines, un toit bon marché. Et les riverains se refilaient, comme un précieux sésame, l'adresse du parking (sauvage, et donc gratuit) attenant...

Mais cette fois, c'est fini : l'évêché de Marseille, à qui appartiennent encore ces 1 000 m² de bâtiments hétéroclites ainsi que la vaste cour mitoyenne, vend l'ensemble pour un prix toujours confidentiel. "Tant que ce n'est pas signé, on ne préfère pas en parler", indique Alain de Bovis, l'économiste diocésain. L'acquéreur, le promoteur Primosud, a toutefois lancé en grande pompe la commercialisation de ce programme sobre-

10 M€

C'est le budget annuel de l'évêché.



Place de l'Archange, au cœur du Camas : un emplacement en or pour les promoteurs. Le diocèse y vend un pâté de maisons ! / PHOTO P. NOSETTO

ment baptisé 1, place de l'Archange. Situé au cœur du Camas, l'un des plus agréables quartiers de Marseille, il devrait se vendre facilement malgré une esthétique massive qui rompt avec l'harmonie de la place.

Pour l'évêché, cette cession était devenue "inévitable. Nous sommes tenus de gérer notre patrimoine d'une façon rationnelle, entre les frais que représentent sa mise aux normes d'accueil du public, et les besoins réels". Or, à l'exception de l'Hospitalité de Lourdes, les associations religieuses n'étaient plus guère demandeuses d'un toit au Camas. Parfois, c'est

contraints et forcés que les locataires de l'Église doivent quitter les lieux : ce fut dernièrement le cas du Théâtre Nau, à Notre-Dame-du-Mont (6^e), célèbre pour la fameuse Pastorale Maurel qui s'y jouait depuis des décennies.

Le promoteur Erilia doit réaliser, à la place du vieil immeuble décrépi, des logements sociaux. "Mais pour cela, il nous faut obtenir du ministère de la Culture le déclassement officiel du théâtre, précise Alain de Bovis. Le permis de construire a été accordé et purgé des recours, mais cela traîne, c'est vrai..." (1)

De plus en plus contrainte à une double "logique comptable" - celle de la raréfaction de ses fi-

dèles et du coût d'entretien de plus en plus lourd de son patrimoine ancien, pas toujours bien entretenu - l'Église doit se séparer de ses bijoux de famille : l'Observatoire du patrimoine religieux estimait ainsi qu'à l'horizon 2013, elle espérait vendre 10% de ses biens.

Cette année, une vague de démolitions, notamment dans le Maine-et-Loire, a ainsi choqué nombre de paroissiens. "Ce n'est pas tant pour boucler des fins de mois difficiles que pour éviter des gaspillages que nous vendons", précise toutefois Alain de Bovis.

À Saint-Pierre, l'évêché a fait le choix de conserver un petit

immeuble pour y loger, un temps, des familles de Roms ; ou de maintenir, dans un ancien cinéma paroissial, l'équipe très motivée d'un petit théâtre.

Ultra-sollicitée par les promoteurs, l'Église arbitre : "Si le projet nous semble viable, il est certain que nous préférons pousser des programmes sociaux, appuie l'économiste. Mais nous sommes souvent freinés en cela par des élus de tous bords !"

Lourd de 10 M€, le budget annuel de l'évêché marseillais comprend tant l'entretien du bâti que la rémunération du personnel : 140 prêtres actifs (payés 750€ net, plus 150€ pour assurer des messes), une soixantaine

de curés en retraite et une trentaine de salariés (administratifs, techniciens, etc.)

"Certains pensent que l'Église est riche et peut-être que cela les arrange un peu ?, plaisante, à peine, l'économiste diocésain. C'est une façon de se dire qu'on n'a pas besoin de donner..."

Or, comme l'illustrent les cas de Saint-Martin d'Arenc ou de Saint-Louis (lire ci-dessous), les fonds manquent souvent pour maintenir à flot le patrimoine religieux marseillais.

Delphine TANGUY
dtanguy@laprovence-presse.fr

(1) Sollicité, le ministère n'a pas donné suite à notre demande de précisions.

"Tu donneras au denier !"

Scoop à l'Archevêché ! On aurait retrouvé le 11^e commandement... Un clic sur le site du diocèse et l'incroyable surgit : après "Tu ne désireras pas injustement le bien des autres" vient désormais "Tu donneras au denier". Un peu d'humour dans un monde en crise, c'est l'option choisie par l'Église pour remédier à la morosité ambiante. C'est que la crise, justement, ne l'a pas épargné : là où les recettes du diocèse étaient stables ou en hausse depuis de longues années, la baisse de la collecte du denier a commencé à se faire ressentir en 2008 (1,929 million d'euros contre 2,065 en 2007) et s'est confirmée en 2009 (1,933 M€). Ses ressources provenant en très grande partie de la générosité des donateurs, l'Église a aussitôt réagi. Une "Commission ressources" a été créée pour stimuler les fidèles : les deux prêtres et cinq laïcs qui y siègent ont pour mission de préparer les futures campagnes, de les suivre et de soutenir les paroisses qui relayent le message. Leur travail a porté ses fruits : depuis 2010, "on passe de nouveau la barre des 2 M€ mais ça reste très difficile, confesse l'économiste diocésain Alain de Bovis. Nous avons une base de 10 000 donateurs avec une rotation de 1 000 par an. En 2012, le nombre de nouveaux donateurs a chuté de 17% et celui de la base de 9%. Heureusement, cette érosion est compensée par le fait que nos fidèles mécènes augmentent le montant de leur don : il était de 233€ en 2012 contre 214 en 2011."

La relance à l'automne de chaque campagne est d'autant plus soignée qu'un tiers de la collecte s'opère en décembre. Elle prend la forme d'un courrier adressé aux donateurs des années précédentes qui n'ont pas encore fait de geste pour 2013 et frappe à de nouvelles portes. Le bulletin rappelle que la prise en charge des prêtres repose essentiellement sur la générosité. Après les paroisses et les services, le traitement donné aux prêtres et le salaire des laïcs constituent en effet la plus lourde charge du diocèse. Les fêtes de Noël passées, l'économiste diocésain fera ses comptes. Même s'il espère un horizon plus dégagé, il sait néanmoins que les produits provenant des legs et des successions (entre 500 000 € et un million selon les années) ainsi que les opérations immobilières en cours permettront une fois encore de remédier à la nécessité d'équilibrer les comptes. "L'époque n'est pas facile, reconnaît Monseigneur Pontier, qui s'investit lui-même dans la campagne. Marasme économique, crise de confiance et perte des repères fondamentaux... Dans ce contexte, conclut l'archevêque, donner à l'Église peut-être, plus que jamais, un geste chargé de sens."

Caroline RICHARD

Le record

Les ressources induites par les clerges et les veilles à la basilique N.-D. de-la-Garde rapportent plus de 500 000 € chaque année, soit autant à elle seule que dans le reste du diocèse.

DANS LES QUARTIERS NORD

D'Arenc à Saint-Louis, le temps presse



Au chevet de Saint-Martin d'Arenc (à g.), une cohorte de grands patrons se pressent désormais. À Saint-Louis, l'église de style Bauhaus compte sur la solidarité des Marseillais. / PHOTOS F. SPEICH

Voici deux histoires. La première a lieu à Arenc (3^e), quartier de l'arrière-port peu à peu grignoté par l'avancée de l'opération d'aménagement Euro-méditerranée. D'habitude, les ruines, les promoteurs les rasent et reconstruisent dessus. Mais à Saint-Martin d'Arenc, les patrons engagés dans l'association Objectif métropole (créée par le groupe Constructa, la CMA CGM, le Groupe Sicier et la Cepac) a sorti le carnet de chèques pour un sauvetage. Celui d'une église fermée au public depuis 1977 et qui, au fil des décennies, était devenue une ruine dangereuse, ainsi qu'une verrue, au cœur du nouveau quartier d'affaires de la Joliette (2^e).

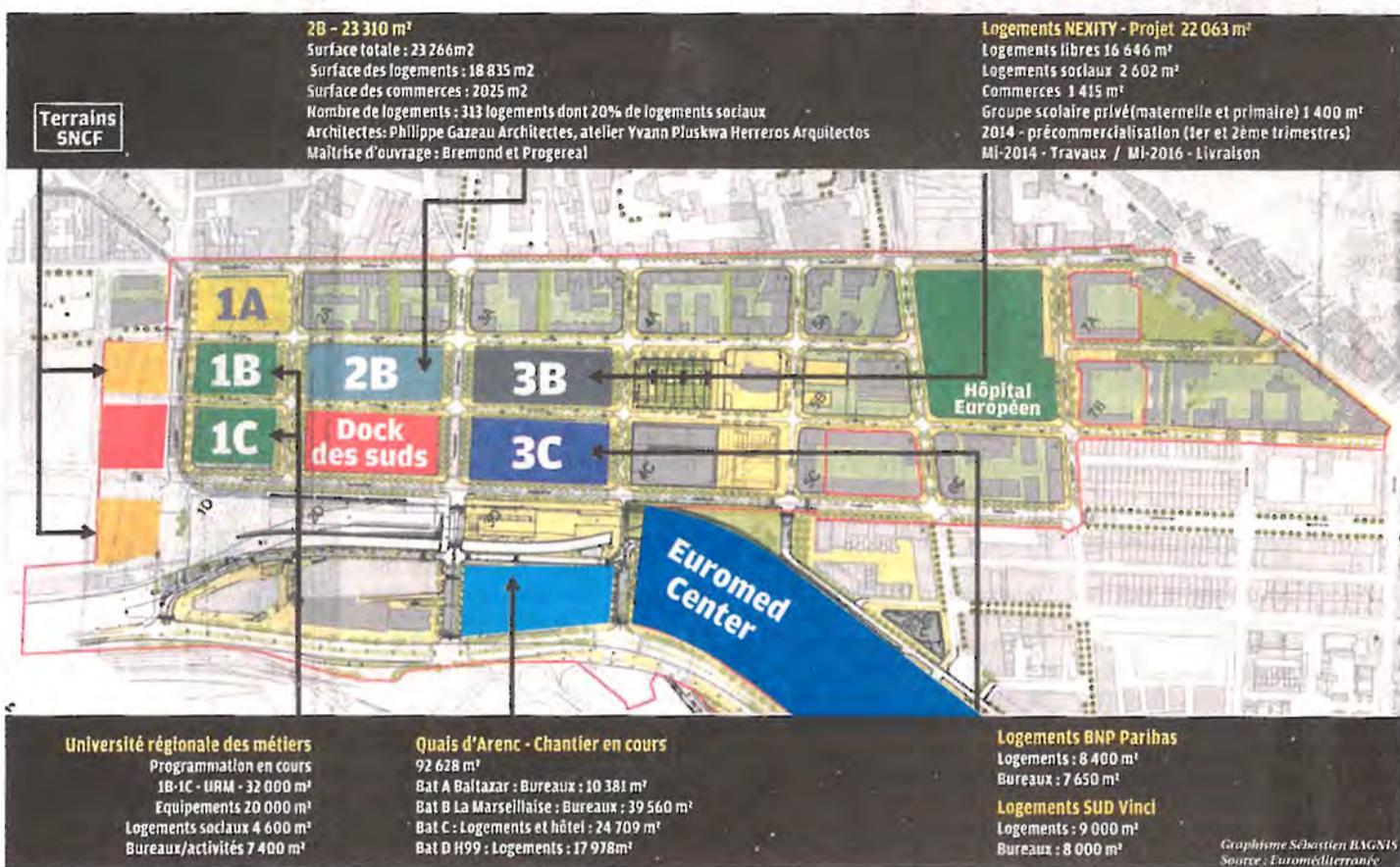
S'il reste la propriété de l'Église, le bâtiment et son terrain de 3 000 m² ont été mis en sécurité grâce à l'aide financière de l'association. Un fonds de donation de 230 000 €. "Ensuite, il s'agit de réaliser des études en vue de la réhabilitation complète du lieu, avant d'envisager une destination possible de ce patrimoine réservé", indiquait en mai dans nos colonnes Sébastien Didier, le président d'Objectif métropole. "Saint-Martin d'Arenc redeviendra un lieu de culte. Même si, comme le bâti-

ment est très grand, on peut imaginer en plus une activité sociale ou culturelle", observait de son côté M^e Pontier, l'archevêque de Marseille.

Puis filons à Saint-Louis (15^e). Ici, pas de grand groupe au chevet de l'exceptionnelle église du quartier. Inscrit aux Monuments historiques, ce bâtiment de béton de style Bauhaus a été construit en 1935 par l'architecte Jean Sourdeau. Son histoire est passionnante : "Il s'agissait dans les années 30 d'apporter le Christ à des populations récemment immigrées, de culture chrétienne (espagnols, italiens, arméniens, portugais,...), gagnées par l'influence marxiste reçue dans les usines où elles travaillaient durement", explique le diocèse de Marseille. L'église Saint-Louis fut ainsi la première en France à avoir été confiée à cinq prêtres ouvriers ! À noter qu'elle contient aussi deux toiles de Vasarely, prêtées en 1995 par la fondation éponyme. Aujourd'hui, ce monument étonnant a besoin de dons pour être préservé des outrages du temps. La Fraternité Saint-Louis (andrebarra@free.fr), appuyée par le CIQ, s'est attelée à réunir des fonds afin de sauver notamment le chemin de Croix. Le temps presse. D.T.A.

"Le Parc Habité": le pari résidentiel au cœur d'Arenc

Euroméditerranée lance l'opération aux 1 800 logements. Explications



Il faut s'imaginer, une fois de plus sur la zone, un quartier entièrement révolutionné. Tout va se passer concrètement autour de ce qui est encore le Dock des Suds, au cœur de la Zac de 60 hectares de la Cité de la Méditerranée qui prévoit la transformation du front de mer sur près de 3 km de long (du Fort Saint-Jean à Arenc).

Les noms sont encore abscons car les différents îlots se nomment 2B, 3C... Mais à la clé, un énorme projet urbanistique, imaginé par Yves Lion, de 1 500 logements neufs sur ces anciennes friches industrielles directement en lien avec les activités portuaires. Euroméditerranée l'a baptisé le Parc Habité d'Arenc. Il veut faire la part belle aux espaces verts puisque les futurs immeubles de logements seront entrecoupés par des jardins privés ainsi que par sept squares ouverts au public. "Ce qui s'appelle encore l'îlot 2B est la première pierre à l'édifice et l'élément fondateur de la Zac (lire ci-dessous)", explique François Jalinet, directeur d'Euroméditerranée, même si

plusieurs programmes ont déjà été livrés, tels que le Faubourg des Docks (SOGIMA), l'Alizé (Art Promotion), les résidences services Arenc (OGIC), ou Neomed City. "En tout, le Parc Habité concerne 9 îlots, de la rue d'Antoine à l'hôpital Européen. En face des 23 000 m² (313 loge-

"Euroméditerranée n'est pas qu'une opération de bureaux!"

ments) de Brémond et Progéral, l'îlot 3B de Nexity qui propose sur une surface quasi identique logements et commerces. Et prévu en outre un groupe scolaire privé, le tout pour une livraison vers 2016."

Pour l'îlot 3C, il s'agit d'une opération portée par BNP Paribas et Vinci pour la partie Sud. L'instruction des permis de construire est en cours pour environ 16 000 m² de bureaux et 17 000 m² de logements mixtes

(libres et sociaux). Par ailleurs, la programmation de l'Université des Métiers, sur les îlots 1B et 1C est en cours avec aussi 300 chambres en internat.

"Cela montre bien qu'Euroméditerranée n'est pas qu'une opération de bureaux!", lance François Jalinet, rappelant les 5 000 logements en tout d'Euromed I et les 14 000 de plus sur Euromed II. "Soit plus de 20 000 logements et près 20% des objectifs du SCOT de MPM. C'est tout un nouveau quartier résidentiel qui se développe au cœur de Marseille pour faire face à la demande de logements."

Pour François Jalinet, les équipements scolaires sont suffisants face à l'arrivée future de ces nouveaux habitants avec des réflexions sur l'implantation de l'école Clary. Côté espaces verts, ce sera le parc Bougainville (vers Ferdinand de Lesseps), et le petit jardin de l'Euromed Center. La dernière pierre à l'édifice, ce sera la Fiesta... à déménager. "On terminera le Parc Habité quand on aura réimplanté le Dock des Suds. Pour le moment, ils ont

un bail jusqu'à fin 2014. S'il faut le prolonger, on le fera pour trouver avant tout une solution définitive".

Quid du trafic ?

Seule ombre au tableau : si les places de parking sont prévues sous chacun des immeubles, la densité urbaine risque de faire payer le prix fort aux automobilistes. Car à l'heure actuelle, sur ces fameux îlots, soit des terrains en friche, il y a... des parkings ! Et des centaines de voitures garées toute la journée. Sans parler déjà d'une circulation plus que complexe en journée avec des populations très disparates que se croisent : actifs, riverains... sans oublier le trafic de tous les chantiers en cours des Terrasses du Port en passant par les Quais d'Arenc. Pour François Jalinet, ce n'est pas un souci. La trame circulaire sera fluide. "Si on veut éviter de consommer des espaces naturels il faut privilégier la densité. Le secteur est bien équipé en transports en commun."

Agathe WESTENDORP
 awestendorp@laprovence-presse.fr

Le projet 2B - îlots Peyssonnel

Laverie, loggia et jardins partagés

C'est le premier pas en Provence pour le groupe Brémond, originaire de la région nantaise. "Dans le cadre de notre développement, Euroméditerranée nous semblait être le bon terrain dans le cadre du renouveau urbain", explique ainsi Ludovic Boespflug, directeur régional Brémond.

Le groupe Brémond et les Marseillais Progéral avec les architectes Philippe Gazeau, Yvann Pluskwa et le cabinet espagnol Herreros Arquitectos, sont en effet lauréats du concours de l'îlot 2B des îlots Peyssonnel lancé par Euroméditerranée au cœur de la Zac de la Cité de la Méditerranée. Le terrain de 7 000 m² de l'EPAEM a été acheté pour 9 millions d'euros. "C'est un projet global de 6 bâtiments avec des hauteurs variables, les plus hauts flirtant avec 56 m soit une quinzaine d'étages". Le tout pour 30 millions d'investissement.

Les deux promoteurs comptent réaliser un programme résidentiel de 313 logements dont 20% de sociaux (en tout 23 266 m² avec 2 025 m² de commerces) sur l'ex-parcelle de l'EPAEM juste derrière les tours des Quais d'Arenc. Ce projet, qui devrait voir le jour à l'horizon 2017, jouxtera aussi la future Université régionale des métiers, le campus qui regroupera sur 11 000 m² les quatre centres de formation des apprentis (CFA) mar-



On distingue bien les espaces partagés, les jeux de lumière. Un sacré challenge... / PHOTO DR

seillais, les sièges des organisations consulaires et des organisations professionnelles du secteur de l'artisanat ainsi que divers services associés.

L'objectif est clair pour Brémond et Progéral : dépoussiérer l'habitat collectif. "Nous voulons offrir des réponses de qualité d'habitat avec des services en pied d'immeubles, des laveries, des espaces verts partagés. Le tout pour des prix inférieurs à 3 000€/m²."

L'architecte Yvann Pluskwa signe ainsi deux bâtiments qui se font face, encadrés par ceux de Philippe Gazeau et ceux des Madrilènes. "Il fallait jouer sur la figure imposée de la densité urbaine forte, le jeu des lumières, et l'habitat méditerranéen. Ainsi, tous les logements ont une double orientation, une ventilation naturelle, le tout dans une colorimétrie homogène". Dans un jeu savant du "dedans-dehors", puisque l'on rentre dans les logements via une loggia, on découvre aussi des espaces verts en terrasses, mais aussi dans les cours en pied d'immeubles. "Nous avons créé deux jardins composés avec des bassins d'eau. L'idée est vraiment de repenser le vivre ensemble".

Prochaine étape ce sera l'année prochaine : "Nous allons déposer le permis de construire en début d'année prochaine. Pour une livraison en 2017 a priori", conclut Ludovic Boespflug.

III. – LE COMMERCE

- ✓ **1.** Top départ d'une révolution aux Docks
La Provence – 24.07.2013

- ✓ **2.** La rue de la République a-t-elle fait ses preuves ?
La Provence – 22.08.2013

- ✓ **3.** Marseille gagné par la fièvre commerciale
LSA – 23.08.2013

- ✓ **4.** Istres – Istropolis tire un trait d'union
Sites Commerciaux – Septembre 2013

- ✓ **5.** L'ouverture dominicale fait des vagues
Sites Commerciaux – Octobre 2013

- ✓ **6.** Vue imprenable sur La Valentine
Sites Commerciaux – Octobre 2013

- ✓ **7.** La rue de la République mise tout sur son Monoprix
La Provence – 31.08.2013

- ✓ **8.** Shopping : le Nord passe à la taille XXL
La Provence – 30.11.2013

- ✓ **9.** Plan-de-Campagne – Ce qui nous attend
Marseille l'Hebdo – Du 06 au 12.11.2013

- ✓ **10.** Le lifting d'Avant Cap rajeunit Plan-de-Campagne
La Provence – 14.11.2013

✓ **11.** Le Grand Littoral fait son cinéma sur la Croisette

La Provence – 15.11.2013

✓ **12.** Le groupe Frey va ajouter 30 000m² à La Valentine

La Provence – 16.11.2013

✓ **13.** Les Docks séduisent les enseignes urbaines

La Provence – 30.11.2013

✓ **14.** Primark : ouverture d'un géant du prêt-à-porter low-cost

La Provence – 17.12.2013



Il faut imaginer de larges ouvertures sur les commerces pour la façade côté boulevard du Littoral. Ces nouvelles portes sont en train d'être percées dans la pierre de l'édifice. Tour de force aussi en septembre prochain : la cohabitation avec un autre chantier, l'aménagement de surface des Terrasses du Port, le colossal voisin...



Tour de force aussi en septembre prochain : la cohabitation avec un autre chantier, l'aménagement de surface des Terrasses du Port, le colossal voisin... / PHOTOS DR ET NICOLAS VALLAURI

Top départ d'une révolution aux Docks

Le bâtiment historique, de 1858, sera en travaux pendant 16 mois. Un chantier incroyable en site occupé. Visite

+ Pas encore de boutiques branchées mais le coup d'envoi est officiel pour les travaux tant attendus des Docks Marseille, le projet phare de Constructa Urban Systems, maître d'ouvrage délégué qui investit 50 millions d'euros.

Malgré des mois de retard, le bâtiment historique de 1858 va être entièrement repensé et relooké par l'agence 5+1 AA Alfonso Femia Gianluca Peluffo.

JP Morgan Asset Management, propriétaire de l'immeuble depuis 2007, vient tout juste d'approuver le lancement des travaux de réhabilitation, menés par Vinci.

Rénovation jusqu'aux caves voûtées

Autant dire que sur le boulevard du littoral, au pied de la passerelle écrasée de soleil, les quelque 20 personnes qui démarrent le chantier (près de 100 à terme) n'y vont pas avec le dos de la cuillère. Il faut d'ores et déjà découper le mur d'1m d'épaisseur afin de créer les portes fenêtres des futurs commerces. Les géomètres posent des relevés de l'existant. "Nous commençons la modification de la façade qui du Lazaret où est installé le chantier, et rue des Docks ainsi que les ouvertures en sous-œuvre dans les cours", commente Pascal Ruquet, conducteur de travaux chez Girard, la filiale de

Vinci spécialisée dans la rénovation des bâtiments historiques.

Car un colossal travail autour de la pierre a déjà démarré. "La difficulté concerne l'épaisseur des murs et la dureté de la pierre. C'est de la pierre de Cassis qui n'est plus extraite. On a trouvé une pierre de substitution en Bourgogne, la pierre de Rocheron. Chacune des pierres pèse entre 300 et 600 kg. Il faut être vigilant quant à la méthode de pose pour éviter en outre les risques d'écrasement".

Chaque porte va être élargie de 60 cm de part et d'autre. "Il faut compter 20 tonnes de pierres environ par encadrement", ajoute Christian Pons, directeur général de Girard, qui a engagé trois services pour ce chantier. L'énorme scie diamantée murale va au cœur de la maçonnerie d'un côté puis de l'autre. "Cela fait deux ans que l'on travaille sur le sujet avec Gilles Bouillon, architecte des Bâtiments de France", précise Thierry Gallo, directeur régional de Vinci Construction France.

"Dix tailleurs sont pierre travaillent dans les ateliers Girard à Avignon. On n'a pas voulu la faire sur place pour éviter trop de nuisance sonore". Résultat, les pierres vont être livrées en kits préparés avec soin à Avignon et montés aux Docks. En tout, 32 fenêtres vont être modifiées et le bâtiment va disposer



La livraison de ce nouveau "centre de vie" a été repoussée au premier trimestre 2015. En jeu, 80 commerces et 50 millions d'investissement.

/ PHOTO NICOLAS VALLAURI

de 8 entrées supplémentaires, soit 24 en tout. "On a imaginé un engin spécial pour poser chacune des pierres. Chaque ouverture nécessite trois semaines de travail de pose", note Christian Pons. Au sous-sol, les belles caves sont en pleine révolution. Les voûtes seront restaurées, le sol drainé et assaini. Et dans les

cours, c'est déjà la fin d'une époque avec le bassin vidé dans la cour A. Lors des travaux d'excavation des cours, des barnums de protection pour réduire bruit et poussière seront installés.

Le vrai challenge comme le rappelle Grégoire Cousin, directeur technique de Constructa

Urban Systems, ce sont les 3500 personnes qui travaillent chaque jour dans le bâtiment qui abrite 220 entreprises. "Pendant les travaux, l'accès aux bureaux se fera uniquement depuis la rue des Docks. On installe de grandes boîtes qui indiquent le numéro de l'atrium, les entreprises qui y travaillent. On y stocke aussi le local à poubelles. Ce sera mis en service à partir du 1^{er} août car on fermera alors la rue intérieure. La priorité est donnée aux locataires avec lesquels on a fait plusieurs réunions. Un numéro vert pour les infos et un concierge est mis à leur disposition."

Les commerces ont aussi plié bagage (le dernier restaurant rue des Docks ferme à la fin du mois) même si certains restent, comme l'enseigne Picnic, le showroom Euroméditerranée et le Crédit immobilier. Il reste 16 mois pour faire des Docks ce nouveau lieu de vie fort de 80 commerces sur deux niveaux, ouvert 7 jours sur 7.

L'objectif est toujours de proposer des commerces de service (parapharmacie, spa, fitness...) des boutiques (prêt-à-porter, déco, design...) des commerces de bouches comme le Four des Navettes. Il y aura aussi la halle bio Bio&Co (produits et pain frais, boucherie et restaurant) sur 800 m², autour d'enseignes et de producteurs régionaux pour 15 à

17 corners. À noter, la discussion est toujours en cours pour le concept librairie avec Actes Sud sur 400 m². Reste enfin une grosse dizaine de cellules destinées au prêt-à-porter. Là encore, les Marseillais sont à l'honneur avec Kulte pressenti par exemple mais aussi Frojo (lire ci-dessous).

Pas facile d'en savoir plus car JP Morgan ne souhaite pas divulguer plus de noms. "Nous avons beaucoup de discussions en cours. Les choses vont se concrétiser rapidement avec les travaux qui démarrent". Côté loyer : "On a une gamme de 150 à 700€ qui varie en fonction de l'emplacement et du type d'activité pour pouvoir accueillir tous types d'enseignes", souligne Emmanuel Duchange, directeur général de Constructa Urban Systems.

En attendant l'ouverture prévue au 1^{er} trimestre 2015, un premier rendez-vous est donné à la rentrée : "Comme l'attente est très forte de la part des locataires et des 17 copropriétaires, on prévoit carrément une kermesse et un bal. Cela nous ressemble plus que la pose d'une première pierre ! On en profitera pour présenter le projet aux écoles et aux habitants. C'est le premier événement pour donner un avant-goût de ce que vont devenir les Docks".

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr



L'excavation des cours et la création d'un deuxième rez-de-chaussée sont une prouesse. L'ancien bassin a déjà été vidé en attendant le barnum géant, antipoussière et antibruit, nécessaire pour les 3500 personnes qui travaillent sur le site malgré les travaux. / PHOTO DR ET N.V.



Frojo propose un concept sur 250 m²

Pour Édouard Frojo, l'installation aux Docks est vécue comme une évidence. Même si la maison Frojo sera aussi présente avec l'enseigne Mauboussin aux Terrasses du Port et prévoit l'ouverture d'une autre boutique rue Grignan. "J'ai trouvé ce projet passionnant dès le début", se réjouit le joaillier. "Le développement de toute cette zone me paraît indispensable et les Docks sont un bâtiment emblématique de la ville. Nous allons proposer une boutique sur 250 m² avec un nouveau concept. Nous n'allons pas proposer la même offre qu'en centre-ville évidemment pour ne pas vampiriser nos propres boutiques. L'offre sera variée et en adéquation avec la zone de chalandise avec une offre de luxe plus accessible avec des marques en corners, tournée vers la bijouterie et la joaillerie. Mon arrière-grand-père était à la Porte d'Aix, mon grand-père sur la Canebière, mon père rue Grignan. Je mise sur les Docks. Marseille tourne dans le sens des aiguilles d'une montre. On suit l'horloge!"

A.W.

La rue de la République a-t-elle fait ses preuves?

L'artère accueille l'ouverture du Monoprix sur 2 200 m² comme le symbole d'un pari réussi. Animation, enseignes et flux piétons : état des lieux



"Nous allons aussi récupérer l'ancien hôpital Desbief pour un programme sur 21 000 m² et, à la fin de l'année, on livre l'îlot 34, sur un terrain mitoyen du nouvel hôpital Ambroise Paré, un programme de 26 000 m² de bureaux, logements, hôtel, résidence personnes âgées et commerces et parkings", explique ANF, un des propriétaires des lieux. /PHOTO CYRIL SOLLIER

Pour ANF - l'entreprise de gestion de biens immobiliers - les preuves sont là. Et les grincheux n'ont qu'à passer leur chemin. La rue de la République n'a plus à se justifier. Côté logement, tout d'abord, la foncière qui a misé gros depuis sept ans, estime avoir déjà rempli une part du contrat, comme l'explique Éric Costamagno, directeur du département commercial et gestion chez ANF. "Sur 1 400 logements de notre patrimoine, on a déjà rénové 800, plus les 200 appartements en meublés. Il reste 400 logements à rénover avec un taux d'occupation de 50 %. Entre le Vieux-Port et Sadi Carnot, il n'y a plus de vacance. Le tronçon est mature. Pour le reste, nous avons 200 logements occupés sur la Joliette. Du côté du boulevard des Dames, il reste des logements à traiter et à commercialiser."

"H&M enfant, meilleurs résultats de France"

Et pour ANF, la mixité prévaut: "Nos locataires sont souvent des actifs. Nous avons aussi des meublés pour étudiants avec de la location pour 12€ le m², 80 logements encore sous loi 48 et une centaine de logements sociaux disséminés. Et lorsque la rénovation des appartements a été longue, comme pour ces locataires place Sadi-Carnot, nous avons fait un

geste commercial". Impossible d'avoir le montant exact de la rénovation des immeubles. ANF confie juste le budget global consacré à la rue depuis 2006: "Nous avons investi 450 millions d'euros en sept ans. Notre objectif est de tout finir en 2016". D'autant qu'ANF étend sa présence au-delà de la rue de la République via le rachat de l'ancien siège de la SNCM avec Eiffage (le permis n'est pas encore obtenu) pour un programme mixte sur 15 000 m². "Nous allons aussi récupérer l'ancien hôpital Desbief pour un programme sur 21 000 m² et, à la fin de l'année, on livre l'îlot 34, sur un terrain mitoyen du nouvel hôpital Ambroise Paré, un programme de 26 000 m² de bureaux, logements, hôtel, résidence personnes âgées et commerces et parkings."

Atémi Méditerranée n'a pas souhaité donner suite à nos demandes d'interview. L'opérateur immobilier ne propose lui que des appartements à la vente sous la forme de mini-programmes au nom fleuri comme Villa Eugénie, Villa Saint-Jean, Résidence Armanche. Pas de bilan clair donc sur les 100 000 m² de patrimoine.

Par ailleurs, les commerces sont regardés à la loupe. Et à nouveau pour Éric Costamagno, le succès est au rendez-vous. "Même s'il y a eu quelques er-

reurs de casting, et quelques mouvements de turnover qui sont liés à la crise du retail, cela fait partie de la vie d'une rue. Et Puma, comme Triumph ou Ripcurl ont fermé pour des questions de réseaux. Pour Alcalay, on nous a collé ça sur le dos mais il appartient à chacun de vendre son fonds de commerce à Air France!" Et quand on reparle du pôle luxe, annoncé au début: "Il faut arrêter

"Starbucks cartonne comme Sephora ou Desigual. Picard aussi." ANF

avec ça! C'est une idée mort-née évoquée avant ANF. Dès 2006, il y a eu un changement complet de stratégie. Les enseignes prospectées et installées ont très vite été celles du massmarker."

La carte maîtresse d'ANF, c'est d'ailleurs H&M adulte, "un des meilleurs de France et l'enfant est le meilleur magasin de l'Hexagone. Calzedonia a fait 50% de chiffre d'affaires de plus en un an. Starbucks cartonne comme Sephora ou Desigual. Picard aussi". Désormais, sur les 400 commerces de la rue, ANF est propriétaire de 60%. "10% étaient là avant 2006." Et quand on évo-

que les hausses de loyers (aucun chiffre n'a été donné par la foncière, mais on évoque des loyers mensuels de plus de 11 000€ pour une centaine de m²), Éric Costamagno rétorque: "Il y a ceux qui sont restés et ceux qui ont pris le train en marche. Ceux qui ont voulu, on les a aidés en finançant une partie des travaux comme pour le U de la Grand-Rue. Nos loyers sont la plupart du temps adossés au chiffre d'affaires. Et cela reste moins élevé que la rue Saint-Fé". Les futures installations sont encore sous embargo mais pour ANF: "Il manque encore de l'équipement de la maison. On attend aussi l'ouverture du Monoprix (lire ci-dessous) pour qu'il fasse la jonction au niveau du flux et donne un élan. Notre force, c'est d'être un passage naturel. Et notre avantage, par rapport aux Terrasses du Port, c'est que les charges en centre commercial sont plus importantes qu'en pieds d'immeuble. La rue de la République n'est plus un pari, même si cela n'a pas été un long fleuve tranquille puisque l'on a traversé deux crises. Les enseignes parlent entre elles et le savent. L'objectif était d'agrandir le centre-ville. Avec la rénovation du Vieux-Port, cela a favorisé le phénomène. Et depuis la rue a fait ses preuves".

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr

"35% de clientèle touristique, ça change!"

Les anciens, comme cette vénérable papeterie qui n'a pas bougé depuis des décennies près de la place Sadi-Carnot, résistent encore... Côté Vieux-Port, Michel Naim a ouvert sa première bijouterie en 1981: "Et avant moi, c'était mon père, en 1964. Je me souviens d'Alcalay, de la boutique Sardou. Autant dire qu'on a vu passer toutes les étapes de la rue, les bons et les mauvais. Le pire, c'était lors des travaux du bassin de rétention. Depuis deux ans, malgré la crise, c'est reparti. Ce qui a vraiment changé, c'est d'avoir près de 35% de clientèle touristique depuis trois ans, notamment de croisiéristes. Entre avril et octobre, ce potentiel client est un vrai plus. Et les samedis ne sont plus les mêmes! Et puis les grosses enseignes font venir du monde. Mais il manque encore de continuité entre Sadi-Carnot et la Joliette, d'un peu plus de sécurité. Mon fils a ouvert aussi une autre boutique un peu plus haut. Il profite bien des nouvelles animations, il a même créé une page sur un réseau social. Tout cela fait que les gens redécouvrent la rue". A.W.

L'ANALYSE de Dominique Benoît, directeur immobilier et expansion de Monoprix

Sur plus de 2 000 m², le nouveau Monoprix vise un chiffre d'affaires de plus de 20 millions d'€

Même après 75 ans de mariage, date de la première implantation du groupe sur la Canebière, Monoprix en pince encore pour Marseille. La preuve, le groupe a ouvert hier un nouvel espace sur 2 500 m² rue de la République. Et il est attendu comme la locomotive de l'artère. "C'est vrai que le projet a été long à sortir depuis la signature en 2007! Mais le point positif, c'est que cela a permis de commercialiser plus de logements, et pour nous de mieux cibler la clientèle. Et puis, attendre, on a l'habitude, et Marseille n'est pas un cas à part. C'est la longue croix du développement en centre-ville! Pour nous, c'est le bon moment. Cela nous aurait embêtés de rater la rue. On vise environ 20 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel pour ce magasin", explique Dominique Benoît, directeur immobilier et expansion de Monoprix.

"Nous allons ouvrir sur une taille optimale en matière de développement, quasi identique à celle de la Canebière. C'est vrai que cette partie de la rue reste à développer. Mais nous avons déjà le Monop' dont les résultats sont très satisfaisants comme le Naturalia. Et nous allons ouvrir juste avant la résidence étu-



Monoprix proposera un espace unique sur 6 niveaux. Dans le même immeuble, une résidence étudiante Atémi. /PH. C. SOLLIER

qu'un autre petit va naître en novembre, cette fois boulevard Notre-Dame sur 900 m², sans oublier les 2 200 m² très orientés tourisme et offre shopping aux Terrasses du Port en 2014. Bref, Marseille bichonne ce groupe titanesque installé sur une dizaine de sites dans la cité, toutes enseignes confondues. La love story continue... A.W.

dante d'Atémi au-dessus du magasin". Ce dernier est résolument tourné vers le quartier et proposera de nombreux services. "Il est implanté sur six niveaux de vente avec ascenseur, escalator... Un Monoprix particulier donc en termes de configuration et on y trouve tous les nouveaux concepts, des offres créateurs."

Le recrutement de la soixantaine de personnels a été fait de manière locale en partenariat avec le Pôle emploi par simulation. Par ailleurs, Monoprix aime tellement la ville

Des bornes de comptages vont mesurer le flux piéton

Premier bon signe pour Solange Biaggi, l'adjoite au commerce, les 80 000 m² de surfaces commerciales évoluent sans cesse. Et chaque trimestre signale des ouvertures: "Récemment, on a eu Picard, Lola Espelata, la salle de sport Vita Liberté, la Brioche Dorée, Body Minute pas loin du côté de McDonald's. Et bientôt à la rentrée, le restaurant Boh'M, un Subway en septembre face au Monop', la brasserie Le Quai en face du J1 et même une station Segway!" Pour l'élue, les prochaines études de flux piétons à l'automne vont confirmer la progression de la fréquentation. "Des bornes spéciales de comptage vont être installées." La dernière étude en 2011 avait déjà montré l'évolution de l'artère. "Par ailleurs, la rue de la République peut compter sur une animation importante de sa rue. Le pique-nique géant organisé le 22 juin dernier a réuni 3 000 participants. On va même reprendre l'idée pour le faire sur la Canebière en septembre. Les commerçants ont d'ailleurs créé le 2 juillet dernier une association pour dynamiser leur action." C'est aussi ça, la clé de la réussite de la rue: ses propositions. Et de Noël à la saison estivale, tout est fait pour attirer le chaland.



Une étude de 2011 avait déjà montré l'évolution de l'artère. /PHOTO NICOLAS VALLAURI

Longtemps gelée dans ses besoins d'extension commerciale, la deuxième ville de France édifie à la pelle les mètres carrés manquants pour résorber son évasion périphérique. Mais y aura-t-il la clientèle pour les 200 000 m² qui émergeront du sol phocéén entre 2014 et 2016 ?

Marseille gagnée par la fièvre commerciale

Les Terrasses du Port, Bleu Capelette, Shopping center La Valentine, boutiques du stade Vélodrome, Voûtes de la Major... Entre 2009 et mai 2013, la CDAC des Bouches-du-Rhône a accordé 153 716 m² sur le seul Marseille *intra-muros*. Sans compter 23 848 m² d'extensions autorisées ! Pendant des décennies, Aubagne, Plan-de-Campagne et Vitrolles aspiraient la clientèle phocéenne. Mais ça, c'était avant ! Avant que Marseille ne se mette à colmater les brèches de l'évasion commerciale. Désormais, la tendance s'inverse à tel point que la zone de chalandise de la deuxième ville de France s'élargit aux confins du département. Il faut dire que les raisons d'attirer visiteurs et touristes ne manquent pas. Titre de Capitale européenne de la culture 2013, après l'accueil des Coupes du monde de football et de rugby, requalification du centre-ville avec le tramway, création de nouveaux quartiers : l'héliotropisme commercial joue à plein, chaque promoteur voulant sa place au soleil. Tandis que les nouveaux centres commerciaux poussent dans la ville pour éclore entre 2014 et 2016, les sites existants se régénèrent à coups de

lifting. Chacun tente de se convaincre d'une complémentarité pas si évidente. L'enjeu étant les 5 milliards d'euros d'achats annuels des Marseillais.

Le contexte local

- > 2 638 000 m² de surface de vente totale dans les Bouches-du-Rhône
- > 41 pôles commerciaux concentrent 41% de la surface de vente totale
- > 25 pôles commerciaux d'une surface de vente totale supérieure à 10 000 m²
- > 6 pôles totalisent 624 000 m² : Plan-de-Campagne, Marseille La Valentine, Marseille Grand Littoral, Vitrolles (Liourat-Bastide blanche), Aubagne (Paluds-La Martelle), Aix-en-Provence (La Pioline)

Source : CCI Marseille Provence

Hémorragie arrêtée

Il fut un temps où la capitale provençale était loin de connaître cette surenchère. Jusqu'en 2001, où le maire, Jean-Claude Gaudin, opère une rupture radicale en renonçant à sa stratégie de refus de toute implantation de centres commerciaux pour privilégier le commerce de proximité. Le résultat de cette politique avait été la prolifération de grandes surfaces en dehors de la cité et la paupérisation des petits commerces. La mairie évaluait alors à 1 milliard d'euros l'évasion commerciale, et une étude estimait à 200 000 m² le manque de surfaces commerciales à Marseille ! Soit peu ou prou ce qui est en train d'émerger d'ici à 2016. « Nous avons réussi à arrêter l'hémorragie », souligne Solange Biaggi, adjointe au maire de Marseille, en charge du commerce. *L'évasion commerciale n'atteint plus que 600 millions d'euros.* » Et de réfuter toute notion de suroffre au profit d'une simple remise à niveau : « Marseille accueille chaque année 10 millions de touristes et 5 000 habitants de plus ! »

PLUS DE 150 000 M² DE CENTRES COMMERCIAUX EN PRÉPARATION INTRA-MUROS

Liste des projets, avec leurs surfaces, leurs promoteurs et leur échéance de livraison, par continuité géographique
Source : Enquête LSA

Nom	Surface de vente en m ²	Promoteur	Date de livraison annoncée
Les Terrasses du Port	44 578	Hammerson	Printemps 2014
Bleu Capelette	24 500	Icade/Sifer (CDC)	Fin 2015
Shopping Center La Valentine	28 281	SC "If Valentine"-Groupe Frey	2015
Centre commercial du Prado-Stade Vélodrome	20 000	Doughty Hanson & Co/SCI Massalia Shopping Mall	2016
Les Docks de la Joliette	5 961	JP Morgan-Constructa Urban Systems-SAS Joliette Bâtiments	1 ^{er} trimestre 2015
Centre commercial Avenue de Hambourg	6 995	SCI Foncière et Marseille	NC
Tivoli Parc*	18 052	Résiliance Sarl Mall 95	2016
Voûtes de la Major	7 300	Midi Patrimoine Foncière**	Début 2014

*En contrebas de Grand Littoral. **Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse.

Les Terrasses du Port (Hammerson) et Bleu Capelette (Icade/Sifer) totalisent à eux seuls près de 70 000 m² des mètres carrés neufs programmés d'ici à 2016.

Les Terrasses du Port (Hammerson) bénéficieront d'une zone de chalandise et d'une clientèle diversifiées grâce à leur implantation entre le port et le quartier d'affaires Euroméditerranée.

© HAMMERSON

À l'entrée nord, à quelques encablures de Grand Littoral, ouvrira au premier semestre 2014 le centre commercial le plus emblématique, les Terrasses du Port. Porté par Hammerson, il bénéficiera d'une zone de chalandise et d'une clientèle très diversifiée, grâce à son implantation à cheval entre le port et le quartier d'affaires Euroméditerranée. Outre les croisiéristes – 1,5 million de passagers en 2015 –, il pourra compter sur les autres touristes, les salariés, ainsi que les habitants de ce nouveau quartier. Pas moins de 500 000 m² de bureaux y seront créés, avec 4 000 nouveaux logements d'ici à 2020. Autant de potentiel de déambulation, surtout que celle-ci sera étendue au dimanche grâce au nouveau statut touristique de la zone. Sur l'autre trottoir, un centre commercial verra le jour dans Les Docks reconvertis en bureaux. Et tout proche, la cathédrale de la Major voit s'installer sous son esplanade les 39 boutiques des Voûtes de la Major qui feront face au Mucem, le nouveau musée des



Bleu Capelette vise la proximité, en attirant les nouveaux habitants de son quartier, et un plus vaste rayonnement, élargi à 800 000-900 000 chalandis près de Marseille.

civilisations de l'Europe et de la Méditerranée inauguré en juin. Les chantiers poussent aussi à l'est de la ville. Bleu Capelette, en bordure d'auto-route, se positionne sur la proximité avec un Auchan Gourmet, de 4 500 m², pour attirer les 12 000 nouveaux habitants. Éric Lasery, PDG de Sifer, copromoteur avec Icade, revendique « une zone de chalandise de 800 000 à 900 000 habitants [plus que la population marseillaise ! NDRL] ». Il arrive en concurrent direct de l'ensemble commercial de La Valentine, à seulement quelques centaines de mètres de là, qui continue de s'étendre malgré une saturation évidente. Alors que la CDAC avait reculé un centre de marques de 50 000 m² – qui s'installera plus modestement dans le nord du département, à Miramas –, en lieu et place, un ensemble de 35 cellules, développé par le groupe Frey, verra le jour. Plus au sud, enfin, les 70 boutiques du stade Vélodrome vont apporter de la compagnie au seul magasin présent : la boutique de l'OM.

Offre diversifiée de proximité

Tous ces projets visent, selon Solange Biaggi, « à étendre le centre-ville. Il faut garder les Marseillais sur Marseille en élargissant une offre commerciale de plus en plus diversifiée ». L'enjeu reste, cependant « d'éviter les ruptures commerciales ». Du coup, parallèlement aux mastodontes en chantier, les noyaux villageois s'équipent d'enseignes privilégiant le commerce de proximité (Carrefour City et Market, Casino Shop, Utile U...) et faisant le lien entre les grands centres commerciaux. Tout cela mis bout à bout, « nous sommes

LES RÉSEAUX CENTRES COMMERCIAUX

**LAURENT CARRATU, PRÉSIDENT DE TERRE DE COMMERCE,
FÉDÉRATION DES COMMERCE ET SERVICES DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

«Le centre-ville doit être géré comme un centre commercial»

LSA - Jugez-vous positif ou inquiétant l'afflux simultané de tant de grands projets commerciaux à Marseille?

Laurent Carratu - Que Marseille retrouve son attractivité et renforce sa densité commerciale est plutôt positif. Mais ce rattrapage s'effectue trop rapidement, sans

coordination, ni vision. C'est facile de céder un terrain à un opérateur majeur qui gère son projet de A à Z. Nous réclamons aujourd'hui une stratégie collective et une concurrence loyale. Optimiste pour Marseille, je reste, cependant, pessimiste quant à la capacité des élus à garantir ces équilibres.

LSA - Comment les commerçants du centre-ville peuvent-ils s'adapter pour résister?

L. C. - Le centre-ville doit être géré comme un centre commercial. Nous essayons d'apporter des outils. Aujourd'hui, 160 commerces ouvrent le



dimanche. Je crois à l'effet d'entraînement, mais ce sera long, alors qu'il faudrait se lancer avant l'arrivée de toutes les «grosses machines» annoncées! ■■

PROPOS RECUEILLIS PAR J.-C. B.

■■■■■ *tranquilles pour les dix à quinze ans à venir»,* déclare Solange Biaggi. D'autant que les travaux de réhabilitation d'équipements intra-urbains battent aussi leur plein. Au premier rang desquels, Grand Littoral, ouvert en 1996. Malgré 11 millions de clients annuels et une desserte remarquable, il reste perçu comme un centre commercial de proximité pour les quartiers nord. Nombre d'observateurs craignent qu'il se retrouve victime des autres projets marseillais, Terrasses du Port en tête. Son propriétaire, Corio, ignore la menace: il va l'agrandir à près de 80 000 m² de surface totale de vente. La chaîne Primark y positionnerait son seul magasin du Sud. Dans sa lutte, Corio n'est pas seul. Résiliance va créer, à l'horizon 2016, sur 10 hectares de terrasses un

nouvel ensemble, Tivoli Parc, mixant logements, bureaux, loisirs et 18 052 m² de surfaces commerciales, dont un drive Carrefour.

Les espoirs de la rue de la République

Le futur Centre Bourse prend également forme. Ouvert en 1977, le principal pôle commercial historique du centre-ville de Marseille, s'étend de 5 356 m² et atteint les 24 606 m² pour 70 millions d'euros. Derrière ses façades modernisées, plus de 70 boutiques entoureront, avant la fin 2013, les 23 455 m² des Galeries Lafayette. Mais derrière cette locomotive, avec 7 millions de visiteurs annuels, la situation paraît plus contrastée. La rue Saint-Ferréol subit la fermeture de l'ex-Virgin Megastore. La rue de Rome souffre des travaux du tramway. La Canebière n'est pas près de retrouver sa dignité. Elle est incluse dans les 1 000 hectares de l'opération «Grand Centre-ville», confiée à la Soleam. En dix ans, 235 millions d'euros de travaux seront investis sur l'habitat, les espaces publics et les devantures commerciales. L'agrandissement, fin 2012, de la boutique Louis Vuitton, rue Grignan, est cependant perçu comme un signe de confiance dans la «régénération» de Marseille par le tourisme. La réhabilitation de la rue de la République suscite, elle, beaucoup d'espoir. Déjà rénovée, la première partie de l'artère reste portée par la dynamique de Desigual, H&M et Calzedonia. La deuxième partie, qui fera le lien avec Les Docks et les Terrasses du Port, devrait prendre son envol avec l'ouverture fin août d'un Monoprix de 4 000 m². ■■

FRÉDÉRIC DUBESSY, JEAN-CHRISTOPHE BARLA, À MARSEILLE

L'OPPOSITION NE DÉSARME PAS CONTRE LE VILLAGE DE MARQUES DE MIRAMAS

L'approbation, fin janvier, par la CNAC du projet de Village de marques de McArthurGlen n'a pas découragé le collectif de commerçants d'Istres, Martigues et Salon-de-Provence, qui s'y oppose. Avec le dépôt, fin mai, d'un recours en Conseil d'État pour obtenir son annulation. Mais, à Miramas, où les commerçants locaux soutiennent l'investisseur britannique, la mairie promet un début des travaux l'an prochain. Ce centre de marques serait le seul dans le Sud-Est.

D'une superficie de 26 654 m² (20 000 m² de surface de vente), non loin du centre-ville, ce pôle abritera 120 boutiques, dont 6 moyennes surfaces et 8 restaurants et cafés. Pour les opposants, l'ampleur de sa zone de chalandise (2,63 millions d'habitants à moins d'une heure) asséchera le tissu environnant. Soutenu par la CCI Marseille Provence, McArthurGlen est plus ambitieux encore en lorgnant les 30 millions de touristes annuels dans le Sud de la France. J.-C. B.

© ROMAIN KALON





Istres : Istropolis tire un trait d'union

Avec trois lots en enfilade qui enjambent la nationale, le nouveau «retail park» offre une réelle homogénéité et prétend structurer l'ensemble de la zone.

«**E**tant donné le nombre d'enseignes, comme Décathlon, qui s'étaient installées dans le prolongement de l'hypermarché Leclerc sans réelle coordination, l'établissement public souhaitait un projet structurant et nous avons approché la ville pour lui proposer cette solution», raconte Franck Bem, le président d'Arizona Investissements, foncière familiale. Les 15 000 m² sont divisés en trois lots formant un ensemble commercial homogène au cœur de la zone : l'un (en bordure de la nationale Arles-Marseille) de moyennes et grandes surfaces de l'équipement de la personne, l'autre de grandes surfaces de l'équi-





Non loin de Marseille, un retail park répond à un besoin de restructuration et de coordination de l'activité commerciale dans la banlieue nord d'Istres.

pement de la maison et, entre ceux-ci, un îlot central de trois bâtiments spécialisés dans les moyennes surfaces, les boutiques d'équipement de la personne et la restauration.

Devant ouvrir à la fin du deuxième semestre 2014, Istropolis représente un investissement de 20 millions. En collaboration avec le cabinet de maîtrise d'œuvre Artéo, et compte tenu de la géométrie variable des terrains, la foncière a dû travailler sur la hauteur des bâtiments et sur leurs formes afin de conserver un maximum de visibilité sur zone. Afin d'assurer une certaine unité, une pergola composée de panneaux multicolores associés à des brise-soleil surligne chaque vitrine, créant des reflets d'ombre changeants sur le sol. Un traitement en pierre met en exergue l'angle de chaque façade, les toitures sont équipées de panneaux photovoltaïques et le parking (dans l'îlot central) est arboré. Arizona Investissements étant une foncière qui conserve ses bâtiments, l'objectif est d'offrir aux commerçants un lieu à la fois agréable et pérenne. La commercialisation, confiée en coexclusivité à Kéops-Collier International et Immo-Success, avance avec C&A, Orchestra ou Chaussée qui ont déjà confirmé leur présence. Quant à la restauration, l'objectif est d'atteindre un mix qui permette de capter une clientèle nocturne et de faire d'Istropolis un vrai lieu de vie, ce qui bénéficierait également aux enseignes déjà installées alentour telles que Weldom, Jardiland, Intersport, La Halle aux Chaussures, Feu Vert ou Jennyfer.

Nicolas Autra

Architecturé pierre et bois, Istropolis devrait comprendre huit cellules d'équipement de la personne, sept d'équipement de la maison et deux restaurants. (1)

Tout le projet s'articule autour d'un îlot central qui accueille les petites boutiques et la restauration et jouxte un parking central arboré. (2)

Les brise-soleil surlignant chaque vitrine et assurant des circulations confortables sont un élément clé de l'architecture du cabinet Artéo et un élément de différenciation. (2 et 3)



Marseille

L'ouverture dominicale fait des vagues

Près de 200 commerces lèvent le rideau le dimanche à Marseille. Décriée par certains, cette initiative, lancée il y a un an, paraît néanmoins inéluctable au regard des enjeux touristiques et concurrentiels.

Voici le bâtiment d'Air France situé sur la Canebière, recouvert d'une bâche annonçant l'ouverture des commerces le dimanche dans les rues de l'hypercentre à Marseille.

Le Vieux-Port rénové, semi-piétonnier et bordé de terrasses conviviales... Un vrai petit paradis pour touristes en quête de chaleurs provençales... excepté le McDo de 600 m² qui vient d'ouvrir.



Bonne Mère ! Le jour du Seigneur devient le jour du consommateur ! Depuis le 2 septembre 2012, les magasins situés dans le 1^{er} arrondissement de la cité phocéenne ont en effet le droit d'ouvrir le dimanche. L'accord englobe tous les quartiers limitrophes du Vieux-Port, des Docks aux Catalans, en passant par le Panier, Saint-Charles, la Canebière, la Plaine, la Préfecture, Castellane, la Cordeirie. Près de 140 magasins (sur 3 300 !) ont joué le jeu à cette date. Figurent parmi ces pionniers des grandes enseignes comme H&M, Celio... et les Galeries Lafayette, qui ont recruté 80 personnes pour cette journée supplémentaire de travail. «En majorité des étudiants parlant anglais, pour bien servir les touristes chinois, russes, indiens...», précise Pierre-Guy Solle, direc-

teur des Galeries Lafayette. Il se sent pourtant bien seul. En effet, situé dans le Centre Bourse, son magasin est l'unique point de vente à ouvrir ce jour-là. Même la Fnac, pourtant installée en bonne place dans l'établissement, n'a pas jugé bon de lever le rideau le dimanche. «Mais le Centre, une fois les travaux de rénovation finis, devrait ouvrir complètement», déclare-t-il. Témoignage d'une autre convaincue de la première heure, celui de Lucile Malaterre. Gérante de la boutique Mellow Yellow, rue Francis-Davso, elle ne ménage pas ses efforts pour mobiliser les consommateurs. «J'ai mené ma propre campagne de communication, mails, Sms... pour informer mes clients», assure-t-elle. Des efforts qui, à terme, portent leurs fruits, comme le confirme Laurent Carratu, président de Terre de commerces



Laurent Vandamme, président de la fédération Marseille Centre et gérant de Pain&Cie, situé sur le Vieux-Port.



Jean-Luc Blanc, vice-président de la chambre de commerce Marseille-Provence

(fédération d'associations de commerçants) et gérant de Toinou Coquillages. «Je réalise, avec le dimanche en continu, cinquante couverts supplémentaires. Soit l'équivalent de 6 % de chiffre d'affaires en plus.»

Même son de cloche du côté de Laurent Vandamme, président de la fédération Marseille Centre et gérant de Pain&Cie, situé sur le Vieux-Port : «Le dimanche, je fais cinq services, ce qui me permet d'enregistrer trois fois plus de recettes qu'une journée en semaine.» Et donc d'amortir un loyer réactualisé il y a deux ans et qui s'élève désormais à 3 700 € par mois, pour 135 m².

Cet engagement de la part des premiers volontaires n'a toutefois entraîné qu'une soixantaine de commerçants supplémentaires. L'immense majorité des boutiques restent fermées, notamment les commerces d'indépendants. La raison est simple : ils n'ont pas les moyens de financer un salaire supplémentaire. De plus, dans ce contexte économique précaire, nombreux seraient enclins à partir. Difficiles dans ces conditions de les motiver à travailler plus... pour gagner plus.

Les enjeux sont pourtant énormes, notamment du point de vue de l'industrie touristique avec Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture... Sont attendus 10 millions de touristes, soit deux millions de plus que lors d'une année normale. D'où tous les efforts pour développer l'attractivité de la ville, avec l'ouverture du MuCEM, la rénovation du palais Longchamp, celle du Vieux-Port avec l'ombrière et sa semi-piétonnisation... Le but : proposer à la fois de la culture avec les différents musées, de la restauration locale et du shopping. Et capitaliser dessus dans les années à venir afin de résister à l'arrivée de nouveaux centres commerciaux.

Le plus redouté : Les Terrasses du Port, un programme pharaonique mené par Hamerson qui devrait être inauguré en mai



Le musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) constitue LA nouvelle attraction culturelle et touristique de la cité phocéenne. Situé sur le site du fort Saint-Jean, il se remarque de loin par son architecture ciselée, qui lui confère un petit aspect oriental. Depuis son ouverture en juin, il a déjà drainé plus d'un million de visiteurs.



Derrière l'hôtel de Ville s'est développé le cœur historique de la ville appelé «Le Panier». Entièrement réhabilité, il concentre aujourd'hui un certain nombre de boutiques d'artisans et de terrasses de café.

Historique de l'accord marseillais

- 2009 : la loi Mallié, du nom du député des Bouches-du-Rhône, autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires en zone touristique, et l'ouverture des commerces alimentaires jusqu'à 13 h au lieu de 12 h.
- 2 novembre 2011 : signature d'un accord unique en France concernant l'ouverture du dimanche et la dérogation au repos dominical sur le périmètre de la zone touristique :
 - avec un protocole d'accord collectif entre les différents partenaires sociaux ;
 - avec la définition d'un cadre social pour l'ouverture dominicale, avec des contreparties pour les salariés volontaires qui travaillent le dimanche (au choix de l'employeur, un repos compensateur ou une majoration de salaire fixée à 15 % du Smic horaire, 30 % pour les dimanches premium).
- 27 janvier 2012 : arrêté d'ouverture signé par le préfet autorisant l'ouverture des commerces de détail non alimentaires sur le périmètre de la zone touristique.
- 2 septembre 2012 : lancement officiel de l'ouverture dominicale.

2014. A bord : 160 boutiques, positionnées face à la mer. En vitesse de croisière, elles devraient accueillir 15 millions de visiteurs. Forcément, ce centre, qui est présenté comme la salle d'attente des 1,3 million de croisiéristes annuels, a de quoi faire réagir les commerçants du centre-ville. Certains, même, n'hésitent pas à doubloigner, espérant gagner des deux côtés.

C'est notamment le choix de Stradivarius. Après s'être installée il y a quelques mois rue Saint-Ferréol, sur 312 m² moyennant un loyer annuel de 400 000 €, l'enseigne a signé pour une plus grande surface dans le futur programme. C'est l'option retenue aussi par la bijouterie marseillaise de luxe Pellegrin&Fils, déjà présente rue Francis-Davso. Ou encore par la torréfaction Noailles... et sûrement bientôt par Mellow Yellow avec, comme l'indique le conseil immobilier Patrick Natalucci (Cpn), «la même gérante que celle de la boutique de la

rue Francis-Davso». Même si son loyer sera largement supérieur à celui de 1 600 € par mois en centre-ville. (Mais sans droit au bail, alors qu'il s'élève à 300 000 € rue Francis-Davso).

Si impressionnant soit-il, le chantier des Terrasses ne doit cependant pas faire oublier celui des Voûtes de la Major, dont l'ouverture est programmée en même temps. «Il s'agit d'un projet différent toutefois puisque entièrement tourné vers les artisans et producteurs locaux. Pour un prix de commercialisation d'environ 500 € le mètre carré», explique Patrick Natalucci, mandaté aussi pour ce chantier.

Autre projet de grande envergure, celui des Docks... situé face aux Terrasses du Port ! Une soixantaine de boutiques sont ainsi annoncées pour 2016. On peut citer, de l'autre côté de la Bonne-Mère, Bleu Capelle (Icade et Sifer) et le centre commercial du Stade-Vélodrome (Doughty Hanson)...



Marseille

Vue imprenable sur La Valentine

La principale zone commerciale de Marseille devrait compter d'ici à trois ans avec les 30 000 m² de commerces supplémentaires de l'Immobilière Frey. Elle en compte déjà autour de 200 000 ! Mais, en matière de commerce aussi, abondance de biens ne nuit pas...

Un jardin tropical occupera le centre du nouveau shopping center. De forme rectangulaire et réparti sur deux étages, celui-ci privilégiera les tons blancs pour une offre commerciale axée sur l'élégance.

Président du directoire du groupe Frey, Antoine Frey souligne l'attachement du groupe à Marseille et à ce projet. Plusieurs grandes enseignes auraient déjà manifesté leur intérêt.

A 13 km à l'est du cœur de Marseille, dans le XI^e arrondissement de la ville, la zone de La Valentine devrait accueillir fin 2016 un nouveau venu : le Shopping Center La Valentine (nom de code) que réalisera le groupe Frey. Celui-ci prévoit de construire 30 000 m² pour abriter 60 à 80 boutiques et restaurants. Sur cette Zac desservie par l'autoroute A50, la première de l'agglomération en affluence, l'ouvrage fera face à la célèbre Valentine, avec son Printemps, sa Fnac, son Castorama et son Ikea ouvert voilà dix ans.

«Beaucoup de mètres carrés sont en projet, mais au

moment où les enseignes sont de plus en plus prudentes, je pense que nous avons bien fait en choisissant un emplacement stratégique à un endroit déjà consolidé et puissant», souligne Antoine Frey, président du directoire. Très convoité, puisqu'il a déjà donné

lieu à un projet de village de marques non abouti, ce terrain, au pied des monts de la Gineste, présente néanmoins un inconvénient : une bonne partie de la parcelle se trouve en zone inondable.

Qu'à cela ne tienne ! Le dossier ajoutera un plan de prévention du risque et adoptera une configuration très compacte, adossée à



un jardin de 6 ha. L'architecte italien Silvio d'Ascia, auquel les plans ont été confiés, est entre autres l'auteur de la gare de Turin. Ici, il a conçu un bâtiment sur deux niveaux, articulé autour d'un jardin tropical et qui privilégie la clarté, la blancheur et la simplicité du trait. Le béton blanc, le verre et l'acier sont les matériaux dominants. Le parcours client poursuit dans la simplicité, optimisant la visibilité des enseignes



Compte tenu de la topographie, les 1 600 places de parking, au sous-sol, seront en grande partie dissimulées par un remblai.



quelle que soit la position du client. La commercialisation, qui pourrait débiter au Mopic de novembre, sera centrée sur l'équipement de la personne. Fil conducteur : l'élégance et la beauté. Immobilière Frey n'aime pas les centres monothématiques. Alors, cet investissement de plus de 100 millions prévoit aussi 1 000 m² de bureaux et réserves, paraît-il quelques bonnes surprises côté enseignes, notamment au sujet des deux et

quatre grandes et moyennes surfaces. L'un des points forts de l'offre est la zone de restauration. Elle sera composée de cinq établissements – a priori de casual dining – situés en terrasse avec vue imprenable sur les monts de la Gineste. Même si abondance de biens (en l'occurrence de chalandise) ne nuit pas, reste bien entendu la question de l'accessibilité. Victime de son succès, la Zac de La Valen-

tine est souvent embouteillée. Le nouveau centre commercial, dont le permis de construire doit être déposé prochainement, souhaite contribuer à résoudre ce problème. Son promoteur s'engage en tout cas à investir 8 millions dans le redimensionnement de la desserte et dans la construction de trois entrées et de deux sorties.

Conformément à son habitude, l'architecte italien Silvio d'Ascia s'est inspiré du «genius loci», le génie des lieux, pour réaliser un bâtiment tout en épure et en transparence.

Nicolas Autra

La rue de la République mise tout sur son Monoprix

Le groupe a ouvert son 13^e magasin en ville. 2 330 m² pour dynamiser la rue

C'est une histoire d'amour qui a été célébrée hier soir devant témoins. Celle qui dure depuis 75 ans entre Marseille et l'enseigne Monoprix, cet "acteur acharné du centre-ville", comme l'a souligné Stéphane Maquaire, président du directeur de Monoprix, dans un entretien accordé hier à *La Provence* à l'occasion de l'inauguration officielle du tant attendu Monoprix du 65, rue de la République (2^e), le 150^e du groupe. "Nous aimons cette ville et il est important d'apporter du dynamisme en temps de crise." À la clé donc, le 13^e magasin de la cité phocéenne, sur 2 330 m² (loyer non

D'ici le printemps 2014, 20 millions d'€ auront été investis par le groupe.



Huit ans qu'on l'attendait ! Un Monoprix trendy et en version locomotive pour la rue de la République... / PHOTO PATRICK NOSETTO

communiqué), offrant sur trois niveaux l'univers de l'enseigne qui cartonne en ville : on mise sur les créateurs côté textile et sur une présentation soignée, inventive. Pari gagné donc pour Stéphane Maquaire, qui depuis son arrivée n'a eu qu'une idée en tête : "Étendre le territoire d'expression du groupe". Présent dans cinq arrondissements, le groupe compte 6 Monoprix, 2 Monop', 2 Monop'daily et trois Monop'italia. Seule marque qui

manque à l'appel pour le moment : Monop'beauty (offre pointue de produits de beauté), et Monop'station. Le groupe poursuit sa route au-delà de la rue de la République. Trois ouvertures sont attendues : un Monoprix bd Notre-Dame d'ici Noël, un autre aux Terrasses du port et un Monop' rue Mazargan au printemps 2014. "On aura alors doublé le nombre de magasins en deux ans et demi. Ces quatre ouvertures représen-

tent 20 millions d'euros d'investissements et une centaine de salariés." Stéphane Maquaire a tous les secteurs dans le viseur : il connaît par cœur Euro-med, le quartier Saint-Charles, le parc Chanot... "On réfléchit aussi sur des aménagements au rond-point du Prado où nous possédons beaucoup de surfaces disponibles (côté parking, NDLR). Mais aussi sur la Canebière." Et pour cause, le groupe est majoritairement proprié-

re à Marseille, avec rien qu'en surface de vente près de 3 000 m² sur la Canebière et 4 300 m² au rond-point du Prado. Ce dernier reste le meilleur de France avec 60 millions d'euros de CA. "Sur les 16 000 m² que l'on aura bientôt en tout, nous sommes propriétaires de la moitié."

Preuve de l'engouement, hier soir, la foule était nombreuse autour des élus venus honorer l'ouverture du magasin, lien primordial entre une artère encore scindée en deux. "C'est une confirmation que les investisseurs ont confiance en notre ville", a lancé le maire UMP Jean-Claude Gaudin, rappelant que la rue doit "relier la Canebière, les rues rénovées, devenir avec le bd du Littoral la colonne vertébrale d'un grand espace de culture et de loisirs."

À noter qu'au même moment, Atemi - propriétaire chanceux des lieux - livre, toujours sur l'îlot 14, les 205 logements de la résidence étudiante, et propose à la vente une cinquantaine de logements (sur les 113 initiaux). Un sacré coup de dé pour l'investisseur : "On espère l'amorce du développement du reste de la rue. Les négociations sont en court, notamment sur les cinq autres coques de commerces juste à côté du Monoprix", expliquait Cédric Giraud, directeur des programmes Atemi Méditerranée.

Agathe WESTENDORP

Shopping: le Nord passe à la taille XXL

Pour les Terrasses du Port ou le Grand Littoral, c'est la dernière ligne droite. Et le top départ du renouveau commercial

Karl Marc John et surtout Citadium sur 1800 m² (enseigne du Groupe Printemps) sont les dernières stars d'une longue liste d'enseignes après Eleven Paris, Cop Copine, Little Extra, Salsa Jeans, Carmen Steffens, Villeroy et Boch, Zapa, Mephisto, Bose, Le Tanneur, American Vintage. Côté douceurs, Yoj by Yoji (le restaurateur japonais du Centre Bourse), les Panisses, Va Piano: "93 % de la commercialisation est réalisée. L'actu pour nous, c'est l'emploi!" (lire ci-dessous). Toujours aussi passionnée, Sandra Chalinet, directrice des Terrasses du Port dernier fleuron d'Hammerson, dévoile l'espace événementiel qui embrasse la mer et le ciel et peut accueillir 3 000 personnes. Un lieu unique au sommet du futur temple du shopping.

Près de 600 personnes travaillent pour cette dernière ligne droite avant l'ouverture en mai 2014 des 61 000 m² de commerces (et 2 600 places de parking). "Le gros œuvre est terminé. Le marbre a été posé au 1^{er} étage, et nous démarrons le 2^e étage. Nous allons poser les verrières de façade et les quelque 19 escalators en fin d'année. Le Printemps, positionné haut de gamme, occupe déjà ses locaux sur 6 400 m². Nous livrerons en mars

Citadium a signé pour 1800m². Il y aura aussi un espace enfants, un jardin écologique...

Monoprix, Décathlon, Darty..." Face au port, le futur Apple Store à côté d'Hédiard.

Les Terrasses du Port se présentent aussi comme un lieu de vie. D'où les interventions artistiques mais aussi le partenariat avec Claire Escriva pour un espace enfants révolutionnaire. "Nous créons une structure entre AME (Atelier Méditerranéen de l'Environnement) et Mom'âtre pour faire une proposition avec deux cibles: un espace enfants (week-ends, mercredis et vacances), garderie pour les petits de la clientèle mais aussi hors vacances du périscolaire, des formations. On travaille aussi avec le Domaine du Rayol pour 450 m² de jardin écolo de végétation locale sur le toit terrasse". Le mastodonte de la Joliette voit grand: "Il ne faut pas jouer petit bras", lance souriante Sandra Chalinet. Agathe WESTENDORP

RETROUVEZ le diaporama et la vidéo



Un temple du commerce entre la Joliette et la mer: les Terrasses du Port seront livrées en mai 2014.

/PHOTO BRUNO SOUILLARD

LE VOILET EMPLOI

2 000 personnes à recruter dès maintenant

Les Terrasses du Port vont recruter 2 000 emplois (enseignes, prestataires...) pour le début du mois de mai 2014. "Le Printemps a déjà démarré mais uniquement dans l'encadrement. Ils vont embaucher environ 250 personnes". Pour développer vraiment tout ce volet emploi, Hammerson a décidé de mettre le paquet. "Nous avons mis en œuvre une stratégie d'aide au recrutement pour nos enseignes et prestataires et d'aide à l'embauche pour les personnes à la recherche d'un emploi. Nous avons signé des partenariats avec Pôle emploi, Emergence(s) et la Mission Locale afin de nous aider à mettre en place un dispositif efficace: une adresse email mise en œuvre et gérée par Pôle emploi depuis juin (1),

une adresse physique "Les Terrasses de l'Emploi" qui sera inaugurée le 15 novembre 2013 à 15h30 et ouverte au public à compter du 20 novembre jusqu'au 11 juillet 2014. Ce lieu - deux containers de la CMA CGM recyclés - imaginé en partenariat avec le groupe LA VARAPPE, sera positionné sur la place de La Joliette côté République, et accueillera le public intéressé du lundi au vendredi, de 9h à 17h. Il sera animé par les équipes de nos partenaires. Les gens peuvent venir spontanément pour un rendez-vous, déposer un CV. Il faut venir postuler dès le début car certains postes nécessitent des formations. C'est un dispositif qui va rester pérenne".

Il y aura aussi un partenariat avec

Euromed'tiers afin de lancer les Terrasses de l'Emploi. Cette 6^e édition se tiendra du lundi 18 novembre 14h au mardi 19 novembre 17h. Un focus particulier sera réalisé sur les métiers des Terrasses du Port et associera les prestataires ainsi que bon nombre des enseignes les plus importantes des Terrasses du Port (ONET, Dalkia, Veolia, Élise, Securitas, H&M, Monoprix, Tommy's Diner, Décathlon...).

Enfin, sur le nouveau site internet, réactualisé régulièrement, une page entière est consacrée à l'emploi. Infos sur www.terrasses-du-port.fr/emploi

A.W.

(1) recrutementlesterrassesduport.13010@pole-emploi.fr

DES JETS D'EAU COMME AU BELLAGIO!

C'est un sacré plan d'attaque qui est sorti de la charte de 2007 entre la Ville, la CCI, Euroméditerranée, la Chambre des Métiers et Hammerson... qui pendant 4 ans à partir de janvier prochain, financera 500 000€ par an pour dynamiser le centre. "Nous avons eu 5 comités de pilotage. On a arrêté un programme d'utilisation des 2 millions d'€ sur plusieurs axes". L'accessibilité: 100 000€ pour mettre en valeur les commerces de la zone touristique avec le guide des incontournables ou faciliter les transports: "J'ai réalisé que le 82 ne passe que deux fois par heure! On veut aussi un petit train très fréquent entre Vieux-Port/République/Joliette". Des animations aussi sur les places le week-end (pour 350 000€) via une nouvelle charte signée avec Marseille Centre. "On travaille aussi sur deux spectacles pérennes (1,2 million): un côté Digue du Large avec 16 jets d'eau sur 300 m, visibles tous les jours à partir de juin 2014. L'Office du Tourisme mène aussi un appel à projet pour créer un spectacle hivernal sur le Vieux-Port en concertation avec les hôteliers. Il y aura aussi un spectacle offert aux Marseillais dès le 31 décembre prochain sur le Vieux-Port".

A.W.

GRAND LITTORAL

L'arrivée tonitruante de Primark et ses 400 embauches

L'éclairage, la peinture fraîche, les nouveaux escaliers, les quatre aires de repos à thèmes (foot, calanques...), les jeux pour enfants, les parkings toujours gratuits (un luxe!), la nouvelle carte de fidélité, ne sont presque rien à côté de la tornade shopping qui se prépare. Car au cœur de cette restructuration revigorante, celle de la zone azur qui ouvre mi-décembre, c'est l'arrivée de l'enseigne irlandaise phare. Derrière cette palissade de travaux se cachent 7500 m² de délire pour les fashionistas prêtent à en découdre avec les propositions de Primark, géant de la mode bon marché. Ce temple de la belle affaire à petit prix qui va ouvrir à la fin de l'année est le premier en France. "Nos travaux ont démarré fin septembre et vont s'achever avec l'ouverture du Primark qui recrute encore (Infos sur primarkmarseille-jobs.fr). Il fallait suivre le renouveau de Marseille, via MP2013. Notre cœur de métier est de

créer des "favorite meeting place", note Rachel Brumberg, directrice commerciale Corio France, propriétaire du Centre Commercial. C'est elle qui a décroché le contrat fabuleux de Primark. "A la clé, l'embauche de 300 personnes et une centaine d'extras. Et 20% de visiteurs en plus sur nos 12 millions actuels". Au pied du Primark, il y a aussi la zone événementielle avec une scène et une programmation mode, musique "en partenariat avec les acteurs locaux". Au niveau bas, six restaurants. Le plus chanceux, c'est Richard's Café, établissement conçu pour Grand Littoral avec terrasse extérieure. En plus du géant irlandais, il y a aussi le concept Zara Premium, 2500 m² sur deux étages (déjà ouvert), un H&M sur 2300 m² au printemps 2014. En tout, Grand Littoral sera doté de 200 magasins, avec une quinzaine de moyennes surfaces et une vingtaine de restaurants. Avec là aussi de nouvelles embauches à la clé. Car côté

enseignes, on attend entre autres Hippopotamus, Kiko, Tamaris, Calzedonia, Hans Anders, Etam Lingerie, Undiz. Et en outre, le déménagement de Mango sur 1000 m² à la place du Flunch fermé (et à la place de l'ancien Mango, une autre enseigne du groupe). De la mi-décembre au 1^{er} trimestre 2014, la zone Azur ouvrira peu à peu.

Juste en dessous, sur les dix hectares en terrasses rachetés à Eiffage, cela bouge aussi. Bientôt Tivoli Parc-Les Terrasses du Littoral du groupe Résilience avec logements (maison de retraite...), commerces (un Carrefour Drive, un KFC, un Courte Paille), équipements sportifs (les frères Zidane?) pour début 2015. Les premiers permis de construire du projet porté par Résilience (et loué par le cabinet Design International) ont été déposés. Sur la partie centrale, la CDAC a été obtenue. Le chantier devrait démarrer en janvier 2014.

Agathe WESTENDORP



A Grand Littoral les 12 millions de visiteurs dépensent en moyenne 94€ de panier moyen. /PHOTO PATRICK NOSETTO

1,20 €
SEULEMENT

TVA EN HAUSSE
Centres équestres
c'en est "trot"!



SOPHIE CABITEN

SAINT-BARNABÉ
Mobilisation pour sauver le ballet Armand

CINEHORIZONTES
Le cinéma espagnol tisse sa toile

FESTIVAL
Le Toursky à l'heure russe



DR

hebdo

marseille

COMMERCES
LOISIRS
AMENAGEMENTS

Plan-de-Campagne

ce qui nous attend

LAURENCE MILCKMAN

0 26588 - 1106 - 1,20 € - 0



Le guide officiel des sorties pour toute la famille

Plan d'attaque pour Plan-de-Campagne

A l'orée de ses cinquante ans, la zone commerciale de Plan-de-Campagne fourmille d'initiatives destinées à rénover et à améliorer le site.

Objectif : maintenir son attractivité face à la concurrence des grands centres commerciaux annoncés dans l'agglomération marseillaise.

DOSSIER RÉALISÉ PAR LAURENCE MILDONIAN

SERGE MERCIER



Victor Mellan, Emile Barnéoud, Pierre Pierrel... Sur plusieurs intersections, à Plan-de-Campagne, des plaques de rue rendant hommage aux hommes qui l'ont fait naître, ont fait leur apparition il y a quelques semaines. Cette signalisation *a priori* anecdotique a plus de sens qu'il n'y paraît. Elle marque la volonté des Pennes-Mirabeau et de Cabriès, deux communes sur lesquelles la zone est implantée depuis les années 1960, de lui "donner un second souffle, une âme pour la faire sortir de l'image de tiroir-caisse qu'elle a toujours eue", glisse Michel Armiel, maire des Pennes.

Coincée entre Aix et Marseille, celle qui fut longtemps qualifiée de plus grande zone commerciale d'Europe, avec ses 420 entreprises (dont 250 commerces et 70 points de restauration) disséminées sur 220 hectares de surfaces de vente, n'a pas d'autre choix que d'entamer sa propre révolution pour se maintenir au

niveau des autres sites commerciaux.

Cette révolution a commencé il y a une dizaine d'années, à la création de la Communauté du Pays d'Aix (CPA). Dès lors, un comité de pilotage a été créé, présidé en alternance par les maires des Pennes-Mirabeau et de Ca-

"Plan-de-Campagne, c'est un peu comme le village d'Astérix..."

Stephan Muntaner, graphiste

abriès. "Toute la difficulté de coordination sur Plan-de-Campagne résidait dans le fait que la zone n'est en réalité qu'une mosaïque de propriétés privées", souligne Richard Martin, le maire de Cabriès. La commune qu'il dirige et sur laquelle est implantée un tiers de la zone, a directement bénéficié des retombées de la taxe professionnelle jusqu'en 2011. Si ce n'est plus le cas depuis la réforme fiscale, le maire

reste intéressé au plus haut point par l'avenir de ce territoire où transitent six mille salariés et deux millions de visiteurs par mois pour un chiffre d'affaires global d'un milliard d'euros par an.

Mais pas facile d'avancer en harmonie et de parler d'une seule voix quand autant de protagonistes aux intérêts parfois contradictoires ou concurrents sont dans la partie. "Plan-de-Campagne, c'est un peu le village d'Astérix, résume le graphiste Stephan Muntaner, qui y a posé son regard d'artiste durant deux semaines en 2006. La zone est unique en son genre, seule contre tous, mais à l'intérieur, ça se balance dans la gueule, comme dans la BD, à coups de poisson dans la tête! Une caricature de l'esprit français qui rend le lieu si attachant."

Et de fait, c'est dans l'adversité que les acteurs de la zone ont su faire fi de leurs divergences, conscients de ce qu'exigeait l'intérêt général. La question du travail dominical a donné naissance aux deux associations phar-

mes de Plan, CVR qui représente les commerçants et Avenir, qui rassemble 18 propriétaires -majoritairement familiaux et historiques-, soit 80% de ceux de la zone.

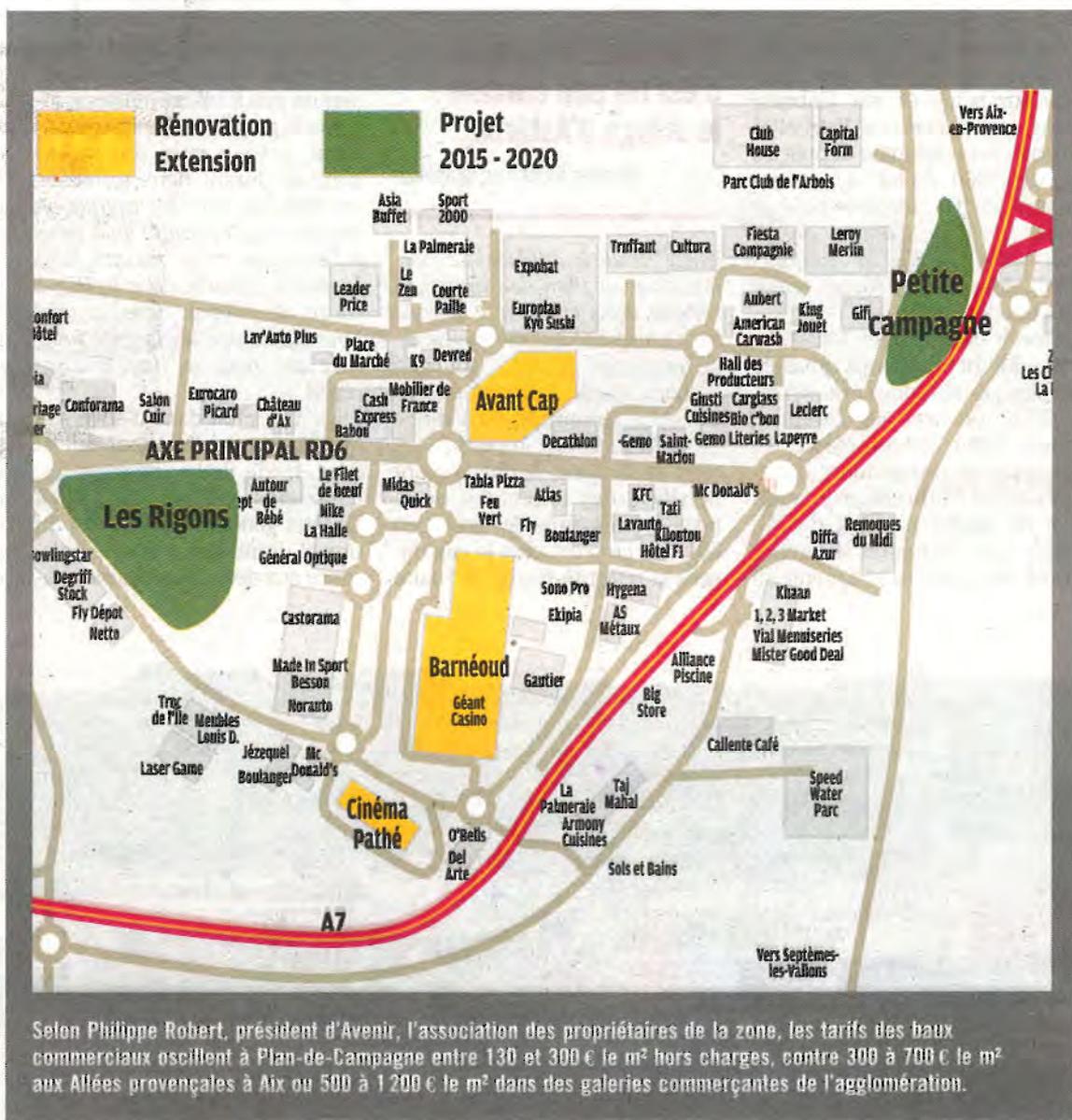
Et c'est la tornade d'octobre 2012 qui a conduit le préfet à créer un plan Orsec spécifique et donner un coup d'accélérateur à des travaux de fond entamés il y a plusieurs années par les collectivités locales. "Depuis 2001, la CPA a investi plus de 16 millions d'euros pour la réhabilitation de Plan-de-Campagne, qu'il s'agisse de la requalification du bassin de rétention et du collecteur des réseaux humides ou la remise aux normes de la RD6", précise-t-on du côté du Pays d'Aix. Les travaux en cours de ce long de cette fameuse RD6, qui traverse la zone sur 1 km, permettront d'aménager une voie réservée aux services de secours. Deux ans de tractations ont été nécessaires pour obtenir des servitudes de la part des propriétaires privés. "Mais cette voie donne des idées, confie Tony Sessine, président de l'association des commerçants CVR. 



Ça bouge côté

« Puisque le Grenelle de l'environnement demande la mise en place d'un plan de déplacements pour tous les salariés, nous travaillons depuis trois ans sur un plan interentreprises, qu'on espérait voir déboucher sur la mise en place, sur cette voie de secours, de navettes utilisables par les salariés comme par les clients de la zone. »

Et en attendant l'autre doux rêve d'un pôle d'échange ferroviaire, des lignes de bus ont été développées à l'instar de celle lancée par le Syndicat mixte des transports de l'est de l'étang de Berre qui relie avec succès Marignane à Plan-de-Campagne depuis la rentrée. La question des transports sera au cœur d'une réunion de travail réunissant les collectivités territoriales le 13 novembre. Le lendemain, on introduira officiellement Robert Abela alias Monsieur Plan-de-Campagne, salarié par l'association Avenir. « Nous n'étions pas suffisamment structurés mais il y a eu des déclics récents: tout le monde est d'accord sur le fait que, pour que la zone soit forte, il faut se mettre aux nouvelles normes, avec une belle architecture, des espaces verts... », insiste Philippe Robert, président d'Avenir. « L'affichage sauvage, les hangars, c'est fini », enchérit Mathieu Guiraud, directeur général de Barnéoud. Pionnier sur le territoire de Plan-de-Campagne, son groupe mise aujourd'hui sur un projet ultra-moderne, où l'accent sera mis sur l'accueil et le service. Des atouts indispensables pour rester concurrentiel face aux Bleu Capelette et autres Terrasses du Port. Un pari que Plan-de-Campagne devra relever, sans trahir sa vocation populaire et familiale que confirme le développement des activités de loisirs. ■



REPÈRES

- 1966 : création du premier magasin Barnéoud à Plan-de-Campagne.
- 10 avril 1974 : inauguration avec 4 000 visiteurs, de la galerie marchande Géant Barnéoud et de l'hyper Casino.
- Juin 1985 : ouverture du parc Aquacity. Il ferme quelques années plus tard, pour rouvrir, en 1998 et devenir Speed Water.
- 18 avril 1990 : ouverture d'Avant Cap et ses 70 boutiques sur 15 000 m² de surface de vente.

- Juillet 1997 : ouverture du complexe cinématographique Pathé.
- 1997 : l'association des commerçants marseillais la Sociam, attaque les dérogations d'ouverture dominicale. La bataille du dimanche s'étendra jusqu'à la promulgation de la loi Mallié en 2009.
- Mai 1998 : ouverture d'un Planète Aquarium. Il ferme en 2002. Le site est occupé depuis fin 2012 par Cultura.
- Mars 1999 : ouverture du bowling.



ANDRÉ DROUET

- 14 octobre 2012 : une tornade s'abat sur la zone et crée de nombreux dégâts. Douze jours plus tard, un violent orage provoque

- des inondations et de nouvelles destructions sur le site.
- Novembre 2012 : ouverture de la Palmeraie, extension de 25 000 m² à Cabriès. Ouverture de la première crèche interentreprise, qui compte 30 places pour les enfants des salariés de la zone.
- 9 avril 2013 : le préfet présente le plan Orsec spécifique de la zone.
- 1^{er} octobre 2013 : désignation d'un Monsieur Plan-de-Campagne.

Commerces

"Il y aura un avant et un après Palmeraie." C'est ainsi que Tony Sessine, le président de CVR, l'association des commerçants de Plan-de-Campagne résume l'avenir de la zone. Espace à taille humaine, à l'architecture soignée, avec fer forgé et espaces verts, La Palmeraie a été inaugurée fin 2011 côté Cabriès avec une crèche et un théâtre accolés à quatorze commerces. Une extension de 25 000 m² qui tourne définitivement la page à l'inesthétique "tout hangar" sans âme, et préfigure les projets en passe de voir le jour à Plan.

Avant Cap s'étend dès le 21 novembre

Avec plus de 4,5 millions de visiteurs et 103 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012, le centre qui accueille 78 magasins sur 17 000 m² est sans doute devenu l'un des plus importants de la zone. Propriété du groupe Axa, le centre commercial inauguré en 1990 s'offre un lifting. Dès le 21 novembre, Avant Cap présentera au public vingt-six nouvelles enseignes et deux moyennes surfaces, sur une extension de 7 315 m² de surface de vente. Le parking, agrandi en silo, a lui aussi gagné 300 places, proposant désormais d'accueillir 1 500 véhicules. Coût de cette rénovation: 15 millions d'euros.

Barnéoud: une rénovation...

L'autorisation a été accordée par la commission départementale d'aménagement commercial et la demande de permis de construire est imminente: les 30 000 m² de Barnéoud, la galerie marchande de l'hypermarché Géant vont s'agrandir, s'embellir de 140 arbres, s'offrir un confort et une qualité nouvelle génération, avec un parking étoffé de 600 places.

...et un nouveau centre commercial

C'est le gros chantier de ces prochaines années. Au bout de la RD6, à l'emplacement de l'ancienne usine de cimenterie qui fait face de Conforama, un

parc d'activités commerciales est en gestation, fruit d'une association entre la Compagnie de Phalsbourg et le groupe Barnéoud. Il comptera 100 000 m² de surfaces de vente, sur 16 hectares, et 3 000 places de parking. Baptisé les Rigons, ce nouvel espace devrait voir le jour fin 2016, pour un investissement de 120 millions d'euros. Quelque 400 emplois sont à la clé. Intégrant le bâtiment de Castorama, ce centre commercial ambitionne de proposer une offre ultra-moderne et qualitative. Qu'il s'agisse d'équipement de la maison (60% des activités prévues) ou de la personne (30%), certaines enseignes existantes y seront transférées, d'autres viendront s'ajouter de manière complémentaire. Les concepteurs envisagent déjà des navettes gratuites en liaison avec les autres pôles d'attractivité de la zone, des bornes de recharge pour véhicules électriques, une à deux nocturnes par semaine, une aire de jeux pour enfants, un drive pour les achats effectués sur internet, des stewards à disposition des seniors, des femmes enceintes et des personnes à mobilité réduite.... ▼



Petite Campagne, espéré pour 2017

On a pris l'habitude de baptiser Petite Campagne le "serpent de mer" depuis que le projet a été annoncé sans qu'il n'ait commencé à être un tant soit peu lancé. Dans ce périmètre compris entre la RD6 et le RD54, sur la friche qui fait face à Leroy Merlin, est envisagée pour 2017, l'implantation de nouveaux commerces sur 50 000 m² de Shon. ■

CÔTÉ CINÉ

Le Pathé entre dans une nouvelle ère



Le cinéma new look sera présenté à la fin du mois. Durant les travaux seules 3 à 5 des 16 salles ont été fermées chaque jour.

Silence... ça démolit. Au cinéma Pathé de Plan-de-Campagne, on refait tout de fond en comble depuis quelques mois, mais on ne veut pas trop en parler. "On préfère attendre la livraison des travaux pour communiquer", oppose la directrice de com' de la société Pathé à Paris. C'est que le cinéma aux 1,5 million d'entrées annuelles veut créer un effet de surprise à ses futurs spectateurs. Surprise qui sera en partie levée ce mercredi 6 novembre, à l'inauguration du premier Pathé new look, au centre commercial Baugrenelle, dans le 15^e arrondissement de Paris.

Mais on sait d'ores et déjà que du multiplexe inauguré à Plan-de-Campagne en juillet 1997, il ne restera plus grand-chose, "hormis les murs", précise son directeur Jean-Marie Guillaume. Redessiné par le designer marseillais Ora-Ïto, vainqueur du concours lancé par Pathé pour revoir toute l'architecture de ses salles, le cinéma va to-

talement changer de look, des îlots de vente aux fauteuils en passant par les poignées de portes.

Fini les affiches en papier: les films seront présentés en grand sur du numérique, et des écrans seront disposés un peu partout dans le hall agrandi de 700 m², où défilent des bandes annonces sur un simple effleurement.

Du son au plafond

D'un point de vue acoustique, deux des seize salles seront équipées de la toute dernière technologie en la matière, le Dolby Atmos: jusqu'à 64 enceintes peuvent se cacher dans la salle, à droite, à gauche, derrière l'écran, partout... et même au plafond.

Fluidité, modernité, services (café, coin enfants, snacking, jeux): faire basculer le ciné dans une nouvelle ère sans interrompre son exploitation reste un challenge, au coût de 7 millions d'euros. Rendez-vous à la fin du mois pour découvrir l'ensemble et d'autres surprises. ■

INITIATIVE

Parce que Plan, c'est aussi la campagne



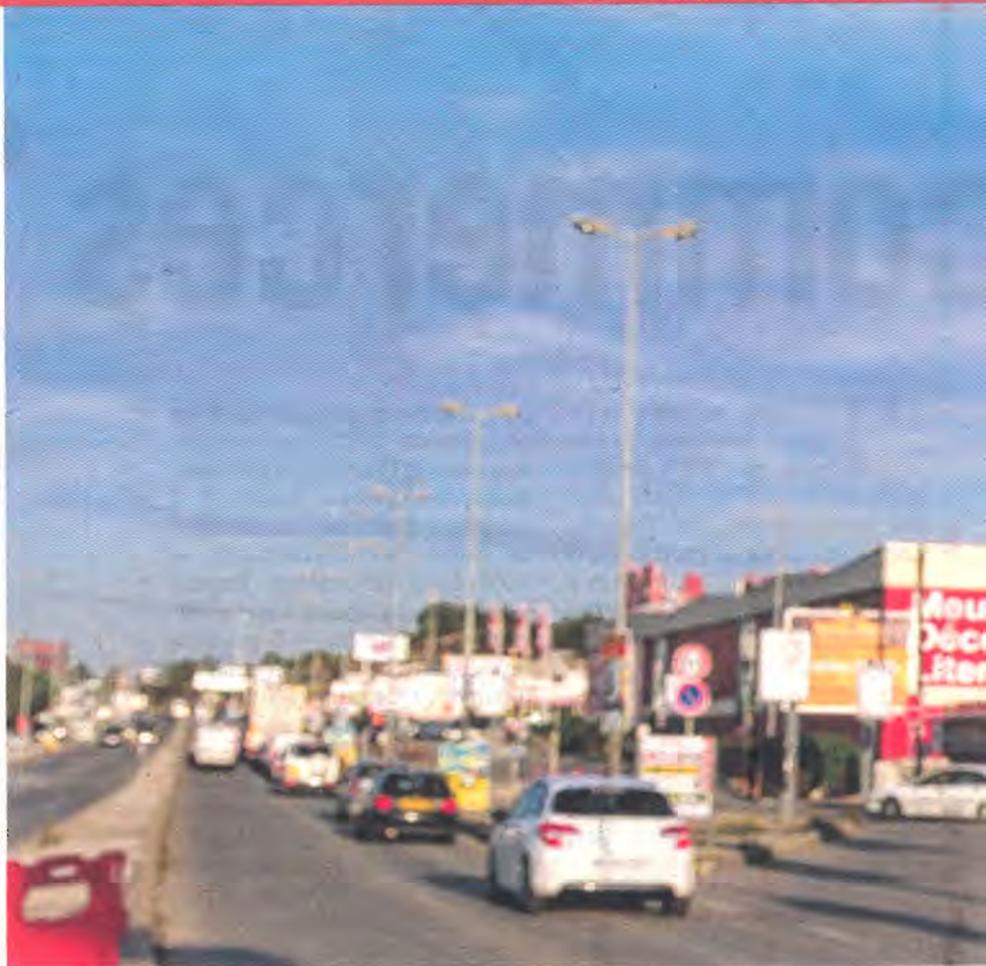
La halle Terres de Provence a attiré 94 000 clients en 2013.

Plus de 94 000 visiteurs en six mois: de sa quatrième saison, achevée le 30 octobre dernier, la halle Terres de Provence tire un nouveau bilan positif, malgré une fréquentation légèrement inférieure à celle de 2012. Il faut dire que la saison avait débuté sur une surface de vente réduite de 20% et une pénurie de produits en mai, compte tenu des intempéries du printemps.

Le succès de ce marché lancé en 2010 s'explique par le fait qu'il réunit trois fois par semaine, une trentaine de stands proposant fruits, légumes, miel et produits du terroir, à des prix défiant toute concurrence. "Le projet est né avec le concours Rururbal, initié par l'Europe, explique Christian Burle, vice-président de la Communauté du pays d'Aix en charge de l'agriculture et de la ruralité. L'idée est d'à la fois, promouvoir le circuit court, redonner une chance aux exploitants agricoles locaux de pouvoir vivre de leur travail, et favoriser la vente de fruits et légumes frais à

moindre coût." Pas de balance sur les étals: ici la vente se fait en packaging et en direct, à des prix de demi-gros, oscillant entre ceux du marché d'intérêt général et ceux du primeur de quartier. Les chambres d'agriculture des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse se chargent de vérifier la traçabilité des produits, donnant priorité aux circuits les plus courts. Les statistiques ont montré que plus d'un client sur trois est marseillais, que le poids moyen du panier s'élève à 11,38kg pour une dépense moyenne de 33,79€.

En attendant une vraie halle "La saison prochaine, qui débutera en mai 2014, les producteurs s'installeront probablement en bordure de la voie principale de la zone commerciale", précise Christian Burle. Avant de poser leurs stands dans une véritable halle d'ici trois ou quatre ans, "ce qui permettra une ouverture quotidienne et annuelle, avec des week-ends thématiques autour de produits locaux", espère l'élu. ■



Le dimanche, la

Précurseurs sur l'ouverture dominicale, les commerçants ont bataillé des années avant que la loi Mallié n'encadre le travail du dimanche dans la zone, via un accord pérennisé cet été.

À quoi ressemblerait un dimanche chômé à Plan-de-Campagne? Sans doute à une ville fantôme, où d'immenses parkings déserts jouxteraient des hangars aussi tristes qu'un jour de pluie. L'ouverture dominicale est intrinsèquement liée à l'histoire du site, puisqu'elle a été d'actualité dès l'implantation du premier magasin du groupe Barnéoud, dans les années 1960. Des dérogations préfectorales s'appuyant sur la préservation des emplois ont permis à la zone de s'affranchir le droit commun durant des décennies. Ce qui ne fut pas du goût de tout le monde. Dès les années 1990, la Sociam, association de commerçants marseillais, dénonce ces dérogations et les attaque en justice. Malgré un accord signé par les partenaires sociaux, les arrêtés sont annulés en Conseil d'Etat en 2005. En 2007,

la CGT et la CFDT déposent un recours contre 25 enseignes. Qui ouvrent malgré tout, en s'acquittant parfois de lourdes amendes. Comment donner force de loi à une coutume vieille de quarante ans? C'est la question que finit par trancher le député UMP Richard Mallié, en déposant une proposition de loi en juillet 2009 devant l'Assemblée nationale. Elle prévoit que la dérogation des zones touristiques et thermales ne soit plus limitée à une activité touristique ou culturelle, permettant ainsi une ouverture dominicale pour les boutiques des centres-villes. Les commerces alimentaires en faisant la demande peuvent bénéficier d'une dérogation pour ouvrir jusqu'à 13h. Surtout, la loi fixe la coutume: "Les préfets délimitent un périmètre d'usage de consommation exceptionnelle (Puce) en fin de semaine, sur demande des conseils



LAURENCE MILDONIAN

messe est dite

L'avenant de juillet 2013 perpétue l'accord de 2009 et majore les salaires jusqu'à 120%. Une première en France.

municipaux et ne donnent leur autorisation que sur présentation d'un accord conclu entre les partenaires sociaux prévoyant le doublement des salaires ce jour-là, le volontariat des salariés et un repos compensateur."

Quatre ans plus tard, la remise en question du travail dominical encadré par cette loi paraît impossible. D'autant que la bataille du dimanche a créé une union inédite entre les différents acteurs du site. Dès 2002, l'association Centre de vie régional (CVR) rassemble commerçants et propriétaires de la zone, ces derniers finissant par créer leur propre regroupement, Avenir, en 2008, avec les encouragements des collectivités, en quête d'interlocuteurs uniques. "Début 2012, face à l'annonce des investissements prévus

sur la zone, nous avons voulu rendre pérenne l'accord signé avec les partenaires sociaux en novembre 2009, explique Tony Sessine, le président de l'association CVR. L'avenant signé en juillet dernier place cet accord à durée indéterminée, tout en majorant jusqu'à 120% les salaires du dimanche en fonction de l'ancienneté. C'est une première en France qui n'a été permise que parce que les syndicats locaux ont eu le courage d'aller à l'encontre de leurs instances nationales, en étant conscients qu'un millier d'emplois ont été créés par l'ouverture dominicale depuis 2009 et que les engagements pris concernant l'amélioration de la zone ont été respectés."

A l'heure où le débat du travail le dimanche est relancé par les enseignes de bricolage, les commerçants de Plan-de-Campagne, précurseurs, ne cachent par leur soulagement. "Heureusement que nous avons signé cet été l'avenant qui installe l'ouverture dominicale sur la durée, confie Tony Sessine. Quand on sait que 30% du chiffre d'affaires global de la zone se fait le dimanche, on aurait vraiment pu être mal aujourd'hui." ■

RENCONTRE

Appelez-le Monsieur Plan-de-Campagne



LAURENCE MILDONIAN

Robert Abela, 53 ans, alias Monsieur Plan-de-Campagne.

Il suffit de traverser la zone en sa compagnie pour se rendre compte, en cinq petites minutes et deux salutations enjouées d'un commerçant et d'un agent de police, à quel point le costume de Monsieur Plan-de-Campagne sied à merveille à Robert Abela. Ancien entrepreneur dans le bâtiment, entré dans la fonction publique territoriale à 39 ans, l'homme a su tisser des liens avec l'ensemble des partenaires, propriétaires, gérants, collectivités, durant les quatorze années où il a été responsable de la sécurité, de l'accessibilité et de la prévention des risques pour la mairie des Pennes-Mirabeau. "Et croyez-moi, j'ai eu l'occasion de vérifier à quel point les enseignes de la zone étaient conformes aux normes de sécurité, et que contrairement à une idée reçue, tout est dans les clous", tient-il à préciser.

Entré en fonction le 1^{er} octobre dernier, pour une intronisation qui sera officialisée le 14 novembre, Robert Abela a dû se mettre en congé

de son poste de fonctionnaire pour devenir le très attendu directeur d'exploitation sécurité et développement de la zone commerciale Plan-de-Campagne, salarié par l'association des propriétaires Avenir.

Avancer ensemble

Un job, pour ne pas dire un défi, à temps plein qu'il est ravi de relever, à 53 ans. "J'apprends à porter un autre regard sur le site, en l'examinant du point de vue des commerçants et des propriétaires. Il y a bien sûr des divergences entre les acteurs de la zone, mais chacun garde en tête l'intérêt général et tout le monde avance ensemble."

Interlocuteur privilégié des instances publiques, Robert Abela va spécifiquement s'atteler à la mise en place du plan sauvegarde et du plan Orsec de la zone, mais aussi à son fonctionnement en veillant à l'entretien, la propreté, et la bonne orchestration des travaux en cours ou à venir. Pas sûr que Monsieur Plan-de-Campagne prenne des vacances à Noël... ■



STEPHAN MUNTANER

Las Vegas à la

En 2007, Stephan Muntaner et la journaliste Guylaine Idoux tiraient une expo de deux semaines de vacances passées à Plan-de-Campagne. Six ans plus tard, le graphiste nous livre son regard et rêve tout haut de "classer" une partie du site.

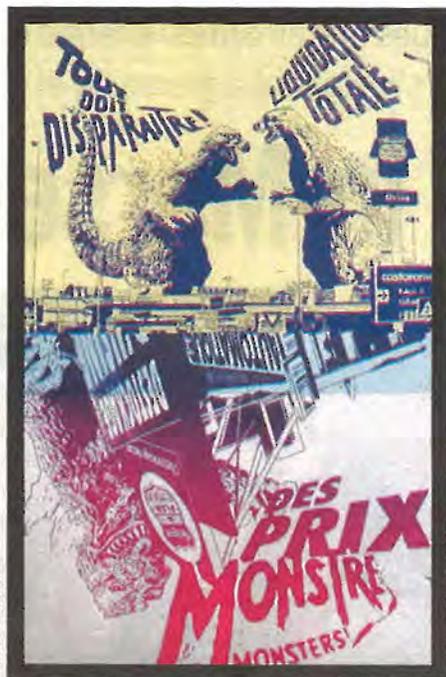
Ils avaient le choix entre partir au Japon ou à Plan-de-Campagne, et faute de moyens, c'est au Formule 1 de la zone commerciale que Stephan Muntaner et Guylaine Idoux ont posé leurs valises, pour deux semaines de vacances pas comme les autres. C'était en 2006. Sept ans plus tard, le graphiste qui a travaillé notamment aux côtés d'IAM s'amuse de constater que s'il a perdu toutes les photos du voyage au Japon finalement concrétisé, il conserve non seulement les éléments matériels mais aussi les

souvenirs vivaces de ces deux semaines "gravées comme un tatouage sur la peau." Car ces vacances avaient été prolongées par un travail de huit mois, une exposition et un catalogue destinés à poser un autre regard sur ce temple de la consommation. Six ans après l'affichage présenté au Palais de la Bourse, le graphiste confie qu'il a été contacté à plusieurs reprises par des étudiants en urbanisme et architecture, mais aussi par Baptiste Lanaspèze, le concepteur du GR 2013 qui fait passer le parcours par la zone commerciale.

"Et ce n'est pas étonnant: Plan-de-Campagne présente un intérêt propre, soutient Stephan Muntaner. Je ne serais pas étonné qu'on y vienne demain admirer le site comme on le fait aujourd'hui pour un marché couvert dessiné par Eiffel." Fasciné par l'accumulation des enseignes, des néons et des logos de la zone, il y relève une esthétique particulière, à mi-chemin entre la foire de village et... Las Vegas. "Plan-de-Campagne, c'est en quelque sorte une ville fictive de laquelle on aurait sorti tous les habitants. Je me deman-



Food Market



PATRICK COLLOMBE

RETRO PATRICK COLLOMBE



PATRICK COLLOMBE

aioli sauce

de si les concepteurs de Logorama (1), ne se sont pas inspirés d'ici!"

Bien plus qu'un espace commercial

Et puisqu'il est question de logos, le graphiste qu'il est, s'émeut de la disparition de certains d'entre eux, "comme celui de Literien^o1, qui avait un style très années 1950." A ses yeux, "Plan-de-Campagne est un territoire tellement désorganisé d'un point de vue urbanistique qu'il en devient presque humain; c'est bien plus qu'un espace commercial, c'est un lieu

où l'on visite la consommation, sans forcément acheter, un lieu surréaliste, paranoïaque, schizophrénique, un super laboratoire." Alors Stephan Muntaner rêve tout haut d'un "classement patrimonial d'une partie des enseignes. Puisqu'il existe un musée de l'automobile, pourquoi pas un dédié à la consommation de notre époque?" Classer Plan pour le laisser dans son jus? Chiche! ■

(1) court-métrage d'animation dans lequel personnages et décors ne sont que des logos, primé par un Oscar en 2010.

COMMUNICATION

Le plan com' s'améliore



Deux sites internet, une carte de réduction, un magazine: l'information sur la zone de Plan-de-Campagne se structure enfin.



S'exprimer à l'unisson quand sur un même territoire sont implantés plusieurs centaines de commerces, souvent concurrentiels, voilà qui s'avère complexe, mais nécessaire. Malins, c'est pour combler ce manque, que deux anciens de Spir communication ont créé en 1999 la société Europlan. "Nous avons lancé le magazine Europlan il y a quatorze ans, conscient des lacunes en matière d'information sur la zone, explique Evelyne Gechter, cofondatrice du projet. D'autres avaient échoué avant nous dans ce challenge, mais aujourd'hui, nous avons trouvé notre rythme de croisière et ce sont les commerçants qui viennent nous voir pour communiquer leur actualité." Imprimé à Aubagne et diffusé gratuitement à 25 000 exemplaires sur le site, le mensuel (le prochain sortira le 20 novembre) comprend en 32 pages, le plan de la zone, des infos pratiques, les nouveaux commerces, les sorties ciné, des blagues, des jeux un horoscope... et des coupons de réduction.

L'offre promotionnelle; c'est aussi le choix opéré par le site plandecampagne.biz, lancé en 2011 par Thomas Chavane, le vice-président de l'association de commerçants CVR. La création du site a été couplée par le lancement de la carte Biz, vendue 1€ par mois et qui permet de profiter d'avantages en boutique. "On est également présent sur les réseaux sociaux, insiste Tony Sessine, président de CVR, qui souligne le travail de fond et la volonté commune de développer la communication à Plan-de-Campagne."

Quant au site plandecampagne.com, il a pour but la mise en ligne "d'une base de données collaborative, alimentée par des entreprises ou des particuliers." Dans ses mentions légales, son concepteur précise même que ce site "est une initiative personnelle est n'a de liens avec aucun commerçant ni aucune association de commerçant." De l'info non officielle donc, vous voilà prévenus. ■

www.plandecampagne.biz
www.plan-de-campagne.com

Le lifting d'Avant Cap rajeunit Plan-de-Campagne

Le centre commercial agrandi a anticipé la future concurrence marseillaise



La nouvelle entrée principale est située à la sortie du parking à silo dont le volume a été porté à 1500 places. / PH NICOLAS VALLAURI



Les ultimes travaux se terminent à l'intérieur des 10 000 m² nouvellement créés. L'ouverture est prévue jeudi prochain.

Passé 20 ans, les choses changent dit-on. Axa Real Estate, propriétaire depuis 1990 du centre commercial Avant Cap à Plan-de-Campagne, a tenu compte de cette donnée en engageant voici 18 mois des travaux d'envergure visant à accompagner la transformation d'un secteur en constante évolution. S'il accueillait avant son lifting 4,5 millions de visiteurs par an en générant 103 millions d'euros de chiffre d'affaires, ce centre situé au cœur de la plus grande zone commerciale de France (250 hectares) souffrait de divers maux : stationnement, accessibilité, désuétude de l'édifice. En clair, une mise aux normes s'imposait en même temps qu'un nouveau départ commercial. "La réflexion a débuté en 2005 autour d'une architecture non ostentatoire et d'une réflexion sur le positionnement marketing. Avant Cap se réinvente", synthétise Xavier Ramette, le directeur des investissements

commerce chez Axa Real Estate. Sans cacher une "anticipation d'une concurrence qui s'étoffe". Sont visés Bleu Capelette, Les terrasses du Port, les Voûtes de la Major, les Docks ou encore le Centre Bourse dont les créations, extensions ou rénovations constituent qu'on le veuille ou non une menace pour Plan-de-Campagne. "Que le soleil brille pour tout le monde", a néanmoins souhaité Florent Sabbassier, le directeur du centre en reconnaissant que l'ouverture dominicale locale "est un atout

de plus".

Circulation fluidifiée ?

Installée dans la durée grâce à un nouvel accord signé cet été, cette fenêtre commerciale qui fait de la zone Plan-de-Campagne une sortie quasi-institutionnelle le dimanche permet aux responsables de magasins de générer jusqu'à 30% de leur chiffre d'affaires hebdomadaire. Une raison suffisante pour que l'investisseur injecte 40 millions d'euros pour créer 28 boutiques et 2 moyennes surfaces en plus

des 80 existantes, un parking gratuit de 1500 places en silo (soit 300 places de plus), des parcours piétons et une modernisation des équipements. Et même une double voie de circulation montante et descendante. "Ça ne suffira pas à décongestionner toute la zone mais d'autres travaux vont venir à cet effet dans les 10 ans à venir", murmure-t-on du côté des gestionnaires en préférant se pencher sur ce qui fonctionne et qui ouvrira ses portes le jeudi 21 novembre prochain. À savoir, d'abord, 120 emplois à temps complet supplémentaires. Mais aussi "une adéquation retrouvée avec l'image chic et contemporaine du centre", dit l'architecte Renaud Tarrazi, 110 magasins de mode "pour répondre à une clientèle qui vient se faire plaisir" et un objectif avoué de 20% de trafic en plus. Par les temps qui courent et à l'approche des fêtes de fin d'année, ce n'est déjà pas si mal.

Franck MEYNIAL

1964-2013 : LES DATES MARQUANTES

1964 : implantation de la première boutique de la zone

1973 : ouverture de l'autoroute Aix-Marseille

1990 : ouverture d'Avant Cap sur 15000 m²

1997 : ouverture du complexe cinématographique Pathé

2009 : le vote de la loi Mallié permet une ouverture dominicale

2013 : Avant Cap porte sa surface commerciale à 25 000 m²

Le Grand Littoral fait son cinéma sur la Croisette

Le centre commercial vient d'annoncer le retour d'un multiplexe de 10 salles

Au Palais des Festivals à Cannes, on fait forcément un peu de cinéma. Normal donc que le 7^e art soit de nouveau la surprise de cette nouvelle édition du MAPIC, le salon international de l'immobilier commercial à Cannes. Et c'est Corio, propriétaire de Grand Littoral, en pleine rénovation, et qui attend l'inauguration le 16 décembre des 7500m² du géant irlandais Primark, qui a annoncé hier le retour d'un multiplexe de dix salles. Le 5^e centre de France, qui reçoit 10 millions de visiteurs par an, va donc s'offrir 1 850 places de cinéma.

2 milliards d'€ d'investissements

Un grand retour du pop-corn et du grand spectacle après la destruction début 2003 du complexe UGC fermé depuis 1999 pour cause d'instabilité de terrain. "La CDAC vient d'être obtenue", a annoncé d'ailleurs Éric Damiron gérant de Corio France. "Nous allons mettre le cinéma au niveau du Primark. Il aura donc une vue exceptionnelle sur la mer, avec trois ou quatre restaurants". Un projet évident. "Marseille est encore sous-équipée en matière de cinéma". C'est le groupe CGR qui a décroché cette nouvelle aventure. "Ils ne sont pas encore présents sur le Sud-Est. Et les clients sont là. On table sur un million de tickets". Coup de projecteur aussi sur Tivoli Park, juste en dessous. "C'est



En plus du géant Primark en décembre, Corio s'offre un nouveau cinéma. Tivoli Park (ci-dessus) mise, lui, sur un projet mixte de 80 000m² avec commerces, logements, tertiaire... /PHOTO DR

un projet atypique car mixte sur 80 000m². On aura des commerces mais aussi des logements, des bureaux, une maison de retraite, des activités ludiques et sportives et un espace vert de 18 hectares. C'est un projet à ciel ouvert. Et la vue est aussi belle qu'aux Terrasses du Port", lançait en souriant Xavier Giocanti de Résilience. Un programme divisé en trois zones. "La partie supérieure dont les travaux vont démarrer en jan-

vier, avec un drive Carrefour, un KFC, une banque. La partie centrale dont le permis sera délivré début 2014 avec des commerces. Et la partie inférieure avec des projets tertiaires, de l'immobilier (Bouygues pour la première tranche), et le siège d'une organisation professionnelle régionale."

Forcément, les autres projets comme les Docks, le Centre Bourse, ou Bleu Capelette - à deux ans de son ouverture et à la

recherche d'investisseurs alors que les travaux démarrent début 2014 - ont été de nouveau présentés, sur le stand de la Ville de Marseille estampillé "Marseille Evolutive city". Roland Burn, Solange Biaggi se félicitent de la création de 5 000 emplois à venir et de plus d'un milliard d'investissements privés via ces 200 000m² de surfaces de vente supplémentaires.

Agathe WESTENDORP

Le groupe Frey va ajouter 30 000 m² à La Valentine

Pensé comme un lieu de vie, le site mêlera commerces et animations

Les centres commerciaux du futur rivalisent d'originalité pour attirer le chaland. Mais avant il faut aussi montrer patte blanche. Et le groupe Frey l'a appris à ses dépens puisque leur centre commercial de 30 000m², le Green Center, sera implanté sur les anciens terrains SBM au cœur de la zone ultra-fréquentée de la Valentine et casse-tête récurrent. Leur futur projet, dessiné par l'architecte Silvio d'Ascia (avec le design intérieur d'Hubert de Malherbe), a été présenté au Mapiç, le salon de l'immobilier commercial de Cannes, pour la première fois.



Livraison 2016 ?

"Notre intention est de profiter de l'attractivité exceptionnelle de cet espace commercial de la Valentine. C'est un rempart qu'il faut renforcer pour lutter contre l'évasion commerciale vers Plan de Campagne par exemple. Concernant le flux de circulation, on ne va pas accroître le problème. On va permettre de financer la solution. Nous avons réalisé énormément d'études concernant cette problématique. Car dans le cadre de la ZAC, notre projet permet de collecter une participation de plus de 8 millions d'euros. En tout, nous investissons 130 millions d'euros".

Pour Solange Biaggi, adjointe déléguée au commerce, c'est un bel aboutisse-

ment: "L'avantage aussi, c'est ce parc ouvert destiné à tout le quartier. Sans oublier le nombre d'emplois créés".

Pour Antoine Frey, la vraie nécessité, c'est aussi faire la différence: "Pour nos 30 000m² de commerces (avec 1 200 places de parking), la vraie question qui se pose c'est pour quelle raison les gens vont se déplacer pour consommer. C'est pour cela que nous allons offrir aussi du loisir destiné aux enfants grâce à un partenariat exclusif avec Dock 39". On appelle ça le "retailtainment". Leurs retail parks sont les premiers en France à avoir reçu la certification HQE Com-

Le challenge sera la circulation dans la zone surchargée de la Valentine. Frey propose en plus du shopping, du loisir avec Dock 39. À la clé: accrobranche, vague de surf...

/ PH. DR FREY

merce. Respectueux de l'environnement, ils misent aussi sur le bien-être de leurs usagers. Véritables lieux de vie, ils offrent aux familles une promenade commerciale ponctuée de services (aires de repos, sanitaires, WI-FI...) et d'animations inédites et gratuites (aires de jeux géantes pour les enfants notamment). En signant ce partenariat exclusif avec DOCK 39, l'enseigne espagnole spécialiste du loisir-aventure, Frey veut implanter une offre inédite en France. Mur d'escalade géant, parcours accrobranche, tyrolienne, vague de surf... Dock 39 va donc aussi révolutionner

l'offre shopping. "Le fil rouge du projet c'est l'expérience offerte au consommateur", conclut Antoine Frey.

Encore un recours

Seul point noir à l'horizon, c'est le recours déposé contre la décision de la CNAC (Commission nationale) en septembre dernier. "Il ne nous empêche pas d'avancer. On déposera le permis de construire dans le courant du premier trimestre 2014. Pour une livraison idéale fin 2016. Mais on n'est pas pressés, si l'on considère l'importance de la qualité de ce projet".

Agathe WESTENDORP

Les Docks séduisent les enseignes urbaines

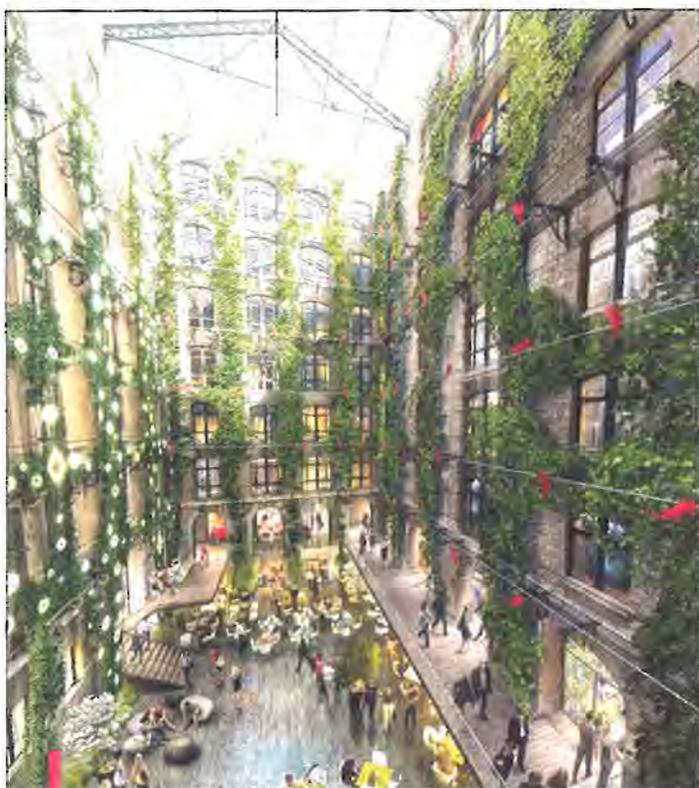
Un showroom aguicheur, des travaux étonnants: le life-style center attire

Une vue à couper le souffle sur la grande Bleue, un défilé de mode, des enseignes branchées venues en ambassadeurs d'un bâtiment délibérément choisi pour son cachet: pour présenter ses Docks, Constructa a fait le show à Cannes lors du Mapiic, le marché international de l'immobilier commercial, le 14 novembre dernier. Sans doute aussi que l'avancée des travaux (lire ci-dessous) a donné du corps à ce chantier phare à la Joliette de Constructa Urban Systems, maître d'ouvrage délégué qui investit 50 millions d'euros. Car les Docks, ce bâtiment historique de 1858 - propriété de JP Morgan depuis 2007 - est en pleine mutation, entièrement relooké par l'agence 5+1 AA Alfonso Femia Gianluca Peluffo.

Et Marc Piétri, PDG de Constructa, a donné le ton: "Je propose une lettre ouverte aux sceptiques: Marseille est en marche. Et les Docks ont déjà démarré pour créer une identité à ce quartier", a-t-il lancé en souriant pour présenter le programme. Pour Roland Blum, premier adjoint: "C'est autour des Docks que se construit le Marseille d'aujourd'hui".

Bel Air et le café Kulte-Morréale

Il reste 16 mois pour faire du bâtiment emblématique ce nouveau lieu de vie aux 80 commer-



On imagine bien le sacré terrain de jeux pour le shopping. / PHOTO DR

ces, ouvert 7 jours sur 7. Côté loyer, il faut compter de 200 à 700 € en fonction de la surface, de l'emplacement et de l'activité. "On souhaitait des loyers modérés pour accueillir les services", note ainsi Guillaume Tanguy. Car il y en aura: parapharmacie, spa, fitness. Mais aussi des boutiques, des commerces

de bouches comme le Four des Navettes. Sans oublier la fameuse halle bio Bio&Co sur 800 m², autour d'enseignes et de producteurs régionaux pour 15 à 17 corners. Reste enfin une grosse dizaine de cellules destinées au prêt-à-porter. Et les Marseillais sont à l'honneur. "Le bâtiment des Docks m'a pris au cœur. Je

veux y faire quelque chose de branché et d'accessible", explique le joaillier Édouard Frojo qui lance aussi sa marque Charlet. Pour Mathieu Gamet: "Chez Kulte, on s'inspire toujours de l'ancien. On va y développer un concept store. Ce sera Le Café Kulte de Fabien Morréale dès 2014. On va bientôt fermer la boutique rive droite tout en proposant désormais un duplex dans la boutique de Davso". Et le reste de la France craque aussi pour les Docks. Comme la marque Bieh (pour Best I ever Had), un bistrot new yorkais imaginé... depuis Lyon, et aussi du restaurant Zinc Zinc (toutes les deux appartiennent au groupe Flic), c'était l'évidence. "On retrouve aux Docks un petit air de Manhattan!". Mais pas seulement: "On a été séduits par le dynamisme marseillais", ajoute Bruno Metzle, le directeur général. Last but not least, c'est aussi la marque Bel Air, accueillie comme une star. Car chez Constructa, on sait qu'elle ouvre le champ des possibles. Et Eric Sitruck, à la tête de cette griffe ultra tendance, adorée des Provençales, est ravi. "La marque était déjà distribuée dans des boutiques multimarques. On a aimé le côté life style des Docks dans ce quartier en plein renouveau. On va faire un concept qui n'existe nulle part, vraiment spécifique au lieu". De belles déclarations d'amour.

Agathe WESTENDORP

LE COUP D'ACCÉLÉRATEUR DES TRAVAUX

L'incroyable excavation a démarré

Tout se passe à l'intérieur dans le plus grand des secrets... Les Docks sont en pleine mutation et la première des excavations des cours - chacune fait 1700 m² - en est l'exemple parfait. Ce qui fut le fameux bassin est un énorme tas de gravats dans un espace creusé sur 3,5 m de profondeur. Les anciens soupiraux qui permettaient d'approvisionner le sous-sol ont été agrandis pour créer les portes des futurs restaurants et autres boutiques. Une prouesse technique, tout simplement. "Sur la cour A et B, tout a été nettoyé et excavé. Nous sommes au niveau de la mer", explique ainsi Grégoire Cousin, directeur technique de Constructa Urban Systems, "nous effectuons un drainage pour assainir aussi le bâtiment".

La balade sous les voûtes dans ce qui fut il y a quelques années une boîte de nuit est étonnante. D'ici un an environ seront installées des enseignes branchées. Contrainte en revanche de la multitude de chantiers à la Joliette: la cohabitation! Mais elle est tou-



Grégoire Cousin présente la première excavation de ce qui fut le fameux bassin des Docks. Étonnant! / PHOTO NICOLAS VALLAURI

jours anticipée: "Les emprises extérieures occupées par Euromed doivent impérativement être terminées dans six mois pour l'ouverture des Terrasses du Port. Mais de fin novembre à mi-janvier, Euromed nous restitue le boulevard pour évacuer les gravats". Au rez-de-chaussée, un peu plus haut

donc, la lumière se taille peu à peu la part du lion. Les ouvertures vers l'extérieur s'agrandissent. Réponse parfaite à cette volonté de porosité du lieu par Constructa. "Au niveau des grandes bales, nous allons monter les escaliers et l'ascenseur pour les personnes à mobilité réduite. Nous installons aussi les menuiseries, les vitrines. Nous voyons ici une cellule type de 250 m² côté boulevard du littoral et de 80 m² côté rue des Docks".

Sur place, chaque jour, c'est une soixantaine de personnes qui œuvre (entreprises Dumez, Girard, SNEF). Et bien sûr, on chouchoute les habitants comme les quelque 3 000 travailleurs du site: "Les travaux bruyants sont effectués en dehors de la journée active".

Le petit exploit, c'est aussi la mise en place de la boucle d'eau de mer. Les Docks seront le premier bâtiment d'Euroméditerranée à être équipé, donnant le coup d'envoi de son utilisation sur le secteur. "La conduite sera faite au printemps".

A.W.

Primark : ouverture d'un géant du prêt-à-porter low-cost

L'enseigne irlandaise implante son 1^{er} magasin français à Grand Littoral

Le compte à rebours démarre. Pas pour le nouvel an mais celui d'une nouvelle ère avec le top départ tant attendu du Primark, mastodonte de la fringue tendance et low-cost qui a ouvert en grande pompe hier à 12h15 après un coup de ciseau de Jean-Claude Gaudin. "Le sounateure mère de les buches du Raune", comme l'a salué l'incroyable Breege O'Donoghue, directrice des ressources humaines et du développement du groupe irlandais, qui a été accueillie comme la femme du Père Noël avec 464 emplois dans sa hotte. Ce qui lui a valu un petit air de Sardou fredonné par le sénateur-maire UMP: "Là-bas, au Connemara..."

10€ les stiletto, 11 € le Jean homme!

Une ouverture en fanfare donc, entre hystérie et... hystérie. Au-delà de l'impatience des shoppers et des shoppeuses venues en masse, qui se sont jetées sur les étals puis sur les 46 caisses (!), c'est un groupe tout entier qui mise sur Marseille.

Un géant de l'équipement de la personne qui raffe tout sur son passage. Quite à saper le moral des concurrents. Primark, présent dans huit pays avec 263 magasins, est un véritable rouleau compresseur qui brasse des milliards. Leur principe "Amazing fashion, amazing prices", laisse sur le tapis de nombreuses marques jusque-là intouchables dans leur segment. "L'enseigne C&A situé pourtant dans le même centre commercial a de sacrés soucis à se faire. Sans parler des Kiabi et autres Jenni-



L'émeute, hier, avant au moment de l'ouverture. / PHOTO P.NOSETTO

fer. Impossible de faire le poids", glissait ainsi en coulisses, au milieu de l'effervescence, un acteur du milieu. Interrogé sur ce point, Éric Damiron, PDG Corio France, tempère: "L'arrivée de Primark est totalement positive. Primark va permettre au centre de passer de 350 à 400 millions de CA. Et de gagner près de 2 millions de visiteurs en plus sur les 12 millions de visiteurs annuels". Sauf que les indépendants, parfois historiques du centre, peuvent trembler et craindre des rayons désertés. "Certains commerçants, comme les enseignes discount, vont en souffrir; c'est probable. Mais les majors non, car ils savent qu'ils sont complémentaires", avoue Éric Damiron. Pour preuve, les grands (parmi les 200 boutiques du centre) ont passé la vitesse supérieure pour échapper au tsunami. Zara, devenu "premium" a doublé sa surface et se défend sur 2200m². Idem pour H&M qui peaufine pour le 15 février un magasin en duplex sur 2300m². À deux ils font la taille de l'Irlandais (6000m² de surface de vente, homme, femme, enfants, maison)... sans en avoir les prix. Car voilà. Comme l'explique Olivier Crepin, directeur du magasin, en montrant sa propre tenue: "Mon costume, ma chemise et ma cravate m'ont coûté 57 €". En rayon, le prix le plus élevé atteint à peine 40 €. Impossible d'imaginer que même le coin textile de Carrefour n'en sera pas victime. Et à 11€ le jean homme, 10€ les stiletto, on tremble même pour... le marché du Prado!

Agathe WESTENDORP



464 emplois ont été créés pour ouvrir le magasin low-cost.

/PHOTO P.N.



Primark, situé à l'emplacement de l'ancien UGC (!) bénéficie aussi d'une vue à couper le souffle. Trop peu utilisée... /PHOTO A.W.

LE SECRET DE FABRICATION

"Tout est fait dans le respect du droit humain"

Motus côté employés. Interdiction formelle de communiquer avec les nouveaux salariés de Primark. La consigne est claire et les regards des managers appuyés. On a quand même réussi à discuter avec une des nouvelles recrues (on l'appellera Sabrina pour lui éviter des désagréments de sa hiérarchie). Plutôt ravie d'avoir obtenu un job, elle qui était au chômage comme 90 des 464 personnes recrutées tout type de contrats confondus. "J'habite le quartier et je suis plutôt fière d'avoir décroché ce travail". 40% des nouveaux salariés seraient issus des quartiers les plus proches.

Attention à l'étiquette. Impossible de connaître le secret de prix aussi bas "On fait beaucoup de volume", nous dit-on, ni de savoir le pays de fabrication de ce ravissant petit haut parfait pour votre prochaine soirée. Seule l'implantation du stock madrilène est précisée. Faux, selon Christine Loizy, directrice France. "Si, si c'est précis, sinon cela ne passerait pas la douane". On va donc aller s'acheter de meilleures lunettes. Seul commentaire: "On fabrique dans le monde entier, en Europe et en Asie, et notre politique commerciale ce sont les prix bas". Sauf que Primark a déjà été montré du doigt pour ces modes de fabrication. D'ailleurs, un sous-traitant de la firme irlandaise employait ainsi 500 personnes dans le Rana Plaza, l'immeuble effondré au Bangladesh, dont lequel ont péri plus d'un millier de personnes. Primark avait alors promis d'indemniser les familles des victimes. "Nous avons des initiatives à long terme", a rappelé dans son discours Breege O'Donoghue. "Et nous avons un département éthique de 25 personnes qui vont contrôler nos fabricants. On garantit que tout est fait dans le respect du droit humain", concluait Christine Loizy. A.W.

LE COMMENTAIRE d'ÉRIC DAMIRON

Starbucks et Burger King avant le multiplexe

Grand Littoral a réussi son lifting et Eric Damiron, PDG Corio France (propriétaire du site) est plutôt fier. Le centre a mis les bouchées doubles pour faire oublier ses 17 ans, et son futur voisin vorace et aguicheur (les Terrasses du Port livrées en mai 2014). "On aurait fait ces travaux quand même", lance Éric Damiron. En plus, on leur laisse leur positionnement haut de gamme et touristique. Nous, nous sommes populaires". Ça, c'est dit. Ainsi, à grand coup de travaux sur 15000m² (27 millions d'€ d'investissement), le centre veut se régénérer. En plus de Primark, Grand Littoral se dote de l'arrivée de Starbucks (début février), Planetalis, un restaurant bio, Ilao Ilao (yaourts glacés) déjà ouvert, et bien sûr un Burger King le 15 mars. Sans oublier l'extension de Bershka, la négociation pour un Mango de 1000m², Hema (décoration), le maquillage Kiko, l'arrivée de nouvelles boutiques comme les Filles de Neaux, Decimas, une enseigne espagnole de sport, Tamaris, les chaussures allemandes. Grand Littoral, c'est aussi un espace repensé avec des aires de repos, une nouvelle scène événementielle, la première du groupe, qui a accueilli son premier concert vendredi dernier. Et de la fidélisation avec déjà 5000 adhérents à la carte.

Le deuxième gros événement sera l'arrivée du multiplexe de CGR de 10 salles et 1750 places pour un million de tickets annuels: "La CDAC a été obtenue, pour le moment, pas de recours...", note Éric Damiron. À venir enfin, la restructuration de la Zone Emeraude (Babou -copropriétaire-, GoSport...): "Nous allons créer une place fin 2015 au même moment que le multiplexe", affirme Éric Damiron

IV. – LES TRANSPORTS

- ✓ **1.** Rocade L2 : vers une reprise des travaux en juillet 2014

La Provence – 25.09.2013

- ✓ **2.** Le Très Grand Bus trace sa voie

La Provence – 11.11.2013

- ✓ **3.** Le tunnel qui compresse le temps

La Provence – 16.11.2013

- ✓ **4.** L2, le chantier en 10 questions

La Provence – 11.12.2013

- ✓ **5.** Marseille-Barcelone à 4h17 en TGV

La Provence – 15.12.2013

Rocade L2: vers une reprise des travaux en juillet 2014

Début octobre, Bouygues devrait signer avec l'État le contrat pour finir l'axe

Annoncé par Frédéric Cuvillier, le ministre des Transports pour le mois de juin, reporté à la rentrée... c'est finalement le 7 octobre que l'État devrait signer le PPP (Partenariat public privé) avec la société pressentie pour finir les travaux de la rocade L2, un consortium d'entreprises emmenées par Bouygues. C'est du moins les informations dont dispose Jean-Marc Coppola, conseiller régional PC, très impliqué dans le dossier de la rocade. Qui a précisé également que les travaux de la L2 Est redémarreraient en juillet 2014 pour une mise en service fin 2016. Quant à la L2 Nord, elle ne devrait pas ouvrir avant fin 2017. "J'ai promis qu'elle se ferait, elle se fera", avait assuré lors de sa venue à Marseille, durant l'été, Frédéric Cuvillier. C'était aussi l'un des engagements pris par le gouvernement lors de la réunion interministérielle de septembre 2012.



Depuis le premier coup de pioche en 1993 à Frais-Vallon, l'herbe a poussé sur la L2; ici dans le vallon de la Fourragère, le chantier a été stoppé en 2011. Les 160 m restant à réaliser le seront dans le cadre du contrat avec Bouygues.

/PHOTO ARCHIVES GUILLAUME RUOPPOLO

Interminable

Hier, du côté du ministère, ni on confirmait, ni on infirmait ces informations. On ne précise pas non plus si la signature est au planning du ministre. Est-ce à dire que ce contrat de 624 M€, l'un des plus importants concernant les infrastructures routières en France, n'est pas encore totalement finalisé!

À l'est, il reste 160 m de rocade à réaliser entre la Fourragère et la Parette et les aménagements de l'autoroute. Au Nord, malgré le tunnel des Tilleuls déjà construit, tout reste à faire

sur 3,5 km (échangeur des Arnavaux, couverture de Salvador-Allende, échangeur de Saint-Jérôme...)

Serpent de mer pour les uns, "scandale d'État" pour le ministre actuel, à Marseille, on semble résigné aux retards pris par ce chantier (démarré en 1993), et on ronge son frein dans les embouteillages en attendant l'autoroute qui doit relier gratuitement sur une dizaine de kilo-

mètres l'A7 aux Arnavaux à l'A50 à Saint-Loup en contournant le centre-ville et délester les boulevards comme le Jarret qui font aujourd'hui fonction de rocade.

D'ailleurs, à ce sujet, et "sans attendre la fin des travaux", Jean-Marc Coppola invite aussi MPM "à commencer à réfléchir à la requalification du Jarret et des abords des autoroutes A50 et A7".

Corinne MATIAS

Rappel

1119 millions d'euros, c'est le coût final estimé de la rocade L2: 577 M€ pour la L2 Est, 555 M€ pour la L2 Nord. 400 millions ont déjà été dépensés. Bouygues aurait proposé de finir les travaux pour 624 millions d'euros.

Le tunnel qui compresse le temps

Inauguré hier et mis en service ce matin, Prado Sud va permettre de gagner jusqu'à 30 minutes sur certains trajets

Plus locaux, représentants de l'État, chefs d'entreprises ou clients fidèles, près d'un millier d'invités ont assisté hier matin à l'inauguration du tunnel Prado Sud par le président PS de la Communauté urbaine MPM Eugène Caselli, le sénateur-maire UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin et le président de la société exploitante de l'ouvrage Jacques Ferron. Inauguration en grande pompe organisée dans l'une des trois entrées du nouveau tunnel, avenue Arthur Scott (10^e) où une troupe très aérienne a offert aux spectateurs un impressionnant spectacle son et lumière.

Constitué de deux tubes superposés, ce tunnel à péage de 1,5 km de long dont l'ouverture à la circulation est prévue ce matin à 9 h, permet donc désormais de relier les quartiers Sud de la ville aux deux autoroutes Est (A50) et du Littoral (A55) via une connexion directe avec le

"Nous ne vendons pas à nos clients un tarif au kilomètre mais un tarif horaire."



Le rayon de courbure de certains virages justifie la limitation de vitesse à 50 km/h (30 km/h dans les bretelles d'accès). / PHOTOS FREDERIC SPEICH

tunnel Prado Carénage ; ses deux autres entrées étant situées avenue du Prado et boulevard Michelet. Une liaison dont l'intérêt majeur est le gain de temps qu'elle procure par rapport à un trajet identique effectué en surface.

"À lui seul, Prado Sud permet de gagner entre 10 et 20 minutes. Et si l'on emprunte les deux tunnels l'un à la suite de l'autre, le gain peut atteindre une demi-heure", assure Jacques Ferron qui défend sa grille de tarification. Nous ne vendons pas à

nos clients un tarif au kilomètre mais un tarif horaire, et c'est ce qui fait toute la différence".

Imaginé au milieu des années quatre-vingt-dix puis mis en sommeil faute de financements, le projet avait refait surface en 2000, à la faveur de la création d'une communauté urbaine. Fruit d'un appel d'offres lancé par MPM en 2007 sous la mandature de Jean-Claude Gaudin, le tunnel Prado Sud a donc vu son achèvement six ans plus tard sous la présidence d'Eugène Caselli, offrant aux

Marseillais, dit le maire, "un bel exemple de continuité républicaine". La concession de l'ouvrage est accordée jusqu'en 2055 à la Société Prado Sud, attributaire de la délégation de service public ; une société détenue par les groupes Vinci (58,5%) et Eiffage (41,5%) dont les filiales ont assuré la construction. Quant à l'exploitation et l'entretien du tunnel, ils ont été confiés à la Société marseillaise du tunnel Prado Carénage (SMTPC).

Toujours selon Jacques Ferron

qui raconte non sans humour avoir quitté son affectation en Asie, "pays du matin calme et du sourire", pour atterrir un peu brutalement au cœur des réunions de comité d'intérêt de quartier plus ou moins hostiles au projet Prado Sud, "un tunnel pollue moins, fait moins de bruit et réduit la consommation de carburant par la linéarité de la conduite et l'absence de feux tricolores. Et s'il rend l'usage de la voiture un peu plus cher, c'est au profit des transports en commun".

Un tunnel livré avec sept mois d'avance sur le calendrier initial et dont la construction dite "en taube" a permis de maintenir une circulation des véhicules en surface, certes très dégradée mais suffisante pour éviter l'asphyxie des quartiers concernés. En revanche, tous les aménagements prévus sont encore loin d'être livrés. Le boulevard Rabatau est toujours en grands travaux et le rond-point du Prado ne sera achevé que l'an prochain.

Philippe GALLINI

CHIFFRES CLEFS

LONGUEUR

Le tunnel s'étend sur 1,5 km, mais comme l'ouvrage est constitué de deux tubes superposés, il totalise 3 km.

GRANDS NOMBRES

Le chantier a mobilisé 280 personnes et nécessité 900 000 h de travail, 35 000 m³ de béton, 3 600 t d'armatures d'acier, 35 500 m² de parois (moulées ou berlinoises), 165 000 m³ de terrassement dont 45 000 en "taube" et 20 000 m² de revêtements étanches.

FRÉQUENTATION

L'exploitant table sur une fréquentation de 15 000 à 20 000 véhicules/jour. Il rappelle qu'à son ouverture, le tunnel Prado Carénage absorbait 20 000 véhicules/jour et dépasse aujourd'hui 50 000 véhicules/jour en semaine.

TARIFS

Jusqu'au 31 décembre, les automobilistes bénéficient d'un tarif promotionnel de 1,70€ pour la traversée du seul tunnel Prado Sud et de 4,50€ pour celle des deux tunnels. À partir du 1^{er} janvier 2014, le TPS sera facturé 1,90€ et le circuit combiné 4,90€.

COÛT

Prado Sud a nécessité un investissement de 220 M€, soit un dépassement de 24 M€ par rapport aux prévisions initiales. MPM y a participé à hauteur de 35 M€ mais récupérera l'ouvrage au terme de la concession.

Les concepteurs de l'ouvrage ont dû tenir compte d'un environnement complexe

À la différence de Prado Carénage où en cas d'embouteillage, les véhicules peuvent patienter dans les tubes grâce à un système très complexe de stratification des fumées et de pilotage de la vitesse de l'air, l'une des particularités techniques du tunnel Prado Sud est de disposer d'un système de ventilation qui n'autorise aucune congestion du trafic. Ce qui veut dire qu'en cas de fort ralentissement ou d'interruption de la circulation sur le réseau routier de surface (problème de synchronisation des feux tricolores, panne, accident, etc.), l'exploitant sera dans l'obligation de fermer le tunnel, au grand dam des automobilistes et plus encore des abonnés.

Autre contrainte majeure : le tunnel est situé en zone inondable, ce qui a conduit les ingénieurs à doter ses entrées et sorties de batardeaux de 80 cm de haut ; sortes de portes en acier qui peuvent être déployées automatiquement en cas de crue, notamment



L'une des trois entrées du tunnel est située avenue Arthur Scott (10^e).

sur le boulevard Michelet ou l'avenue du Prado. Ces portes assurent une protection de l'ouvrage jusqu'à des hauteurs d'eau de 60 à 70 cm. Dans le cas (exceptionnel) où cette barrière viendrait à être franchie, laissant l'eau pénétrer à l'intérieur du tube supérieur, un système de fusibles disposés sur les côtés du tunnel permettrait son écoulement vers la dalle inférieure puis son refoulement à l'extérieur grâce à des pompes de relevage ; le tout en l'absence de véhicules puisque le tunnel aurait été préalablement fermé à la circulation.

Concernant la vitesse des véhicules à l'intérieur des tubes, le choix d'une limitation à 50 km/h tient compte de la configuration des lieux, notamment des courbes plus prononcées et des dénivelés plus importants que dans le tunnel Prado Carénage ; tunnel dont la limitation à 60 km/h constitue d'ailleurs une exception dans le paysage routier sous-terrain marseillais. Ph.G.

BOULEVARD URBAIN SUD

Caselli tape à nouveau du poing sur la table

Le président de la Communauté urbaine a saisi l'occasion hier d'évoquer le fameux boulevard urbain Sud (Bus) dont la particularité est d'être étroitement lié au tunnel Prado Sud. "Ce boulevard se fera car nous trouverons les moyens de le faire", a réaffirmé haut et fort Eugène Caselli, exigeant une nouvelle fois le retrait de la disposition contractuelle qui reporte la mise en service du Bus au plus tôt en 2026. Cette annexe au contrat de délégation de service public signé à l'époque par son prédécesseur à la présidence de MPM, Jean-Claude Gaudin, vise en effet à empêcher qu'une réalisation prématurée du boulevard ne vienne contrarier l'exploitation du tunnel Prado Sud dont il serait alors le concurrent direct (et gratuit). D'où cette mesure de sauvegarde qui prévoit d'ailleurs le versement par MPM de lourdes pénalités à la société exploitante du tunnel au cas où ce délai ne serait pas respecté. "Cette clause n'est plus acceptable et doit être supprimée. Alors mettons-nous autour de la table pour voir ensemble le bout... du tunnel". Une volonté de réaliser ce futur axe routier d'ailleurs partagée par Jean-Claude Gaudin qui avait fustigé l'absence du Bus parmi les grands projets pour Marseille portés par le Premier ministre lors de sa récente visite dans la cité phocéenne. Rappelant que le député-maire UMP des 9^e et 10^e arrondissements Guy Teissier "en rêve depuis longtemps", Jean-Claude Gaudin lui a assuré hier que "le boulevard urbain sud se fera". Ph.G.

L2, le chantier en 10 questions

Que va-t-il se passer sur la rocade avant, pendant et après les travaux qui redémarrent en juillet ?

Titulaire depuis le 8 octobre du contrat qui les lie à l'État pour finir dans le cadre d'un Partenariat public privé (PPP) la rocade L2, la Société de la Rocade L2 (SRL2) a dévoilé hier matin quelques-uns des temps forts qui vont ponctuer la construction de cette autoroute urbaine jusqu'en 2017. Si la SRL2 n'a pas éludé les questions, Inouk Moncorgé, son directeur général et Pascal Beria, son directeur adjoint, ont répondu dans le cadre strict de leur contrat. En 2017, la rocade L2 permettra de relier l'autoroute Nord à l'autoroute Est par une liaison de 2 fois 3 voies de 9,7 km entre l'échangeur des Arnavaux et celui de Florian.

1 Qui fait quoi ?
Depuis 1993, la Dreal (anciennement DDE) conduisait les travaux. Désormais la Société de la Rocade L2 (SRL2) associe différents partenaires (Méri-diam, Caisse des dépôts et consignations, Bouygues construction, Colas Midi Méditerranée, Spie Batignolles et Egis) qui vont assurer pendant 4 ans la conception, la construction et le financement de la rocade et pendant 26 ans, la maintenance et le gros entretien. L'exploitation sera assurée par la Dirmed.

2 Quels coût et financement ?
Le PP'iste propose de finir la L2 pour 620 M€, 2/3 étant un financement public (27,5 % État et Région, 22,5 % Conseil général et communauté urbaine) et 1/3 d'investisseurs et prêteurs. L'État paiera un loyer de 23 M€ annuel pendant 30 ans, les col-

Le tracé de la rocade L2



Depuis 1933...

1933: La L2 inscrite au plan local d'urbanisme.
1992: Déclaration d'utilité publique de la rocade Est.
1993: Le chantier démarre à la Rose.
2002: Fin des travaux du souterrain, entre Montolivet et Frais-Vallon.



2010: DUP rocade Nord
Fin 2011: Derniers travaux de couverture dans le val-lon de la Fourragère. Le chantier s'arrête.
Mai 2013: Bouygues est choisi pour finir les travaux.
8 octobre 2013: Signature du PPP à Paris.
Été 2014: Les travaux reprennent sur le tronçon Est (160 m à réaliser).
Automne 2014: Les travaux sont lancés sur le tronçon Nord: ici tout est encore à réaliser.
Novembre 2015: Livraison du Centre d'entretien et d'intervention de Clérissy
Été 2016: Mise en service partielle de la L2 Est.
Été 2017: Ouverture de la L2 dans sa totalité.

"Il n'y a pas de surcoût lié au retard, mais des équipements de génie civil à compléter." LA SRL2

lectivités locales ont choisi de régler leur quote-part sur leurs budgets annuels.

3 Quel calendrier ?
Actuellement, des études complémentaires sont en cours concernant la géologie, l'air, ou encore le bruit... Pour une reprise des travaux à l'Est à partir de juillet 2014 et au Nord à partir d'août avec le dévoilement des réseaux. Juillet 2016, mise en service partiel de la L2 Est (sur deux fois deux voies pour limiter l'afflux de véhicules vers le nord); en octobre 2017, ouverture totale de la L2.

4 Quels seront les chantiers ? "Le retard pris par la L2 n'aurait pas, selon la SRL2, endommagé les infrastructures déjà réalisées". Les tunnels Tilleuls, Merlan, Montolivet ont besoin néanmoins de mises aux normes comme des sorties de secours. Il restera à faire le réseau d'assainissement et les chaussées. Sur la portion Est (5,2 km), outre 160 mètres de génie civil entre la Parette et la Fourragère, il reste à réaliser les aménagements en surface, compléter la connexion avec l'échangeur Florian, finir celui des Faienciers, des Caillols et St-Julien. Sur la rocade Nord (3,5 km), il y a tout à faire ou presque: l'échangeur des Arnavaux, de Frais Vallon, St-Jérôme. Un dispositif de protection latéral contre les chocs sera réalisé au pied des poteaux de soutien de la dalle du centre commercial du Merlan. Au débouché d'Allende, la rocade bng-

1,7 million
Les heures travaillées pendant la construction.

ra le Marché d'intérêt national, amputant le Min d'une dizaine de sociétés. Les travaux en surface, notamment sur Allende, sont du ressort des collectivités locales. Un grand projet est conduit dans le cadre de la rénovation urbaine.

5 Quid de la pollution ?
"L'objectif de la SRL2 est de limiter l'impact de la rocade sur les riverains". Les stations d'extraction de l'air de Ste-Marthe et Montolivet ne seront activées qu'en cas d'incendie.

Mais la société va reprendre et approfondir l'étude Air-Santé conduite par la Dreal entre

2008 et 2011. Elle va réaliser une campagne de mesures sur l'air afin de mesurer les niveaux actuels de pollution. En exploitation, la qualité de l'air sera suivie à l'intérieur comme à l'extérieur des tunnels.

6 Et le bruit ?
Une campagne complémentaire de mesures sur le bruit sera réalisée. Les niveaux sonores ne doivent pas dépasser 60 décibels en journée et 55 la nuit.

Pour cela la SRL2 a prévu des enrobés acoustiques, des écrans absorbants et dans le cas extrême, l'isolation des bâtiments en façade.

7 Qui l'utilisera ?
Selon une étude, la SRL2 assure que 70% du trafic sera interquartiers, les 20% à 30% restants du trafic de transit entre les deux autoroutes notamment.

8 Comment s'organisera la mise en service ?
Lors de l'ouverture de la L2 Est en juillet 2016, des panneaux signaleront les travaux au Nord, pour limiter l'afflux de véhicules vers cette zone.

9 Combien d'emplois ?
La SRL2 a estimé à 1,7 million en phase de construction le nombre d'heures travaillées. 12% seront réservés à l'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont éloignées. Début des recrutements à l'été 2014. La sous-traitance va représenter 135 M€ pour les PME et artisans.

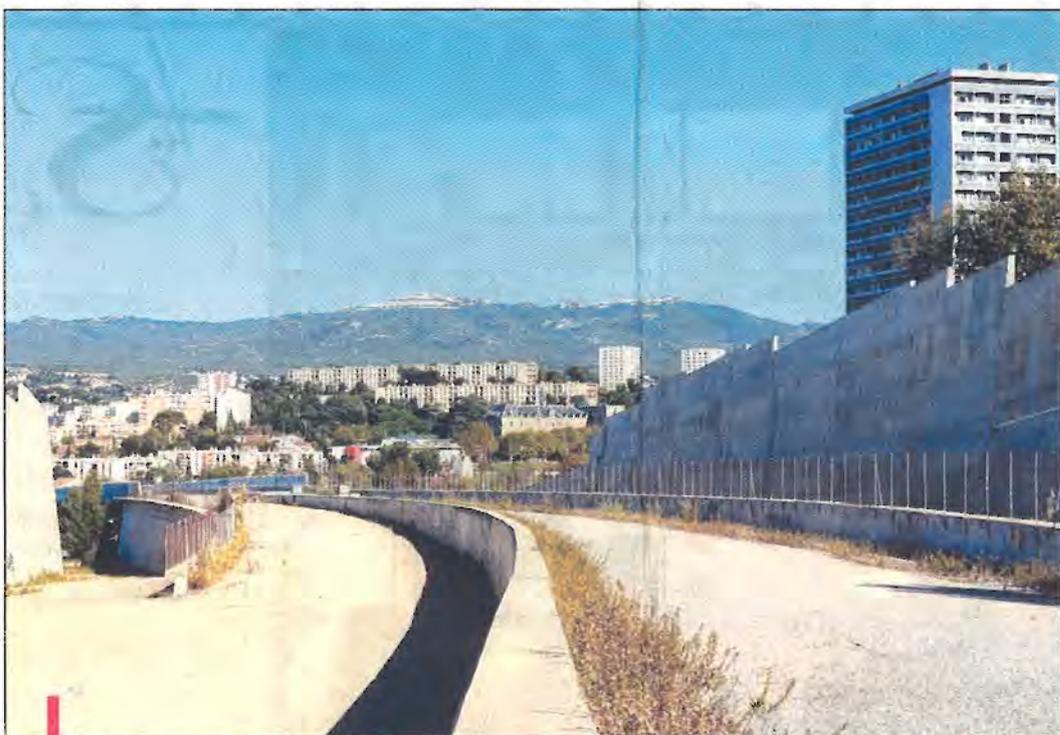
10 Y aura-t-il concertation ?
"Il n'y en a plus d'obligatoire", confirme M. Moncorgé; mais la SRL2 a décidé de rencontrer aussi bien les collectivités, bailleurs, élus... que les acteurs locaux (CIQ, associations...). Corinne MATIAS

COMMENTAIRE du Collectif Anti-Nuisances L2

"On ne va pas s'arrêter là!"

La rencontre du collectif Anti-Nuisances L2 avec les responsables de la Société de la rocade a eu lieu le 29 novembre. Satisfait d'être entendu sur les revendications qu'il porte au nom des riverains de la L2, Richard Hardouin, le président du Collectif est plus partagé sur les arguments avancés par Inouk Moncorgé, le directeur de la SRL2 quant au traitement de la pollution. "Il n'est pas engagé sur la voie de la filtration qui, selon lui, ne serait pas efficace. Nous allons lui opposer plusieurs arguments: il a avancé qu'un puisage central (à Montolivet) ne permettrait de récupérer que 30% de l'air vicié. C'est pourquoi il est nécessaire de faire un gainage tout au long du tunnel pour en récupérer le maximum, avec une efficacité de 90%. Autre argument de la SRL2, la station de filtration concentrerait en un seul point les particules fines qui seraient traitées et les "Nox", autres pollutions résultant de la combustion des gaz, non traitées. C'est pourquoi il faut un système qui jumelle le traitement des 2". La 3^e réserve de la SRL2 porterait sur le coût en consommation électrique de l'équipement électro statique pour attirer les particules.

Le cahier des charges du PPP qui était, selon le Collectif, "un simple cahier d'objectifs", réclamait des solutions innovantes. "La SRL2 propose une station de désenfumage, obligatoire pour un tunnel, c'est le strict minimum. On ne va pas s'arrêter là", affirme le Collectif qui aurait obtenu de la Région qu'elle finance à 80% l'installation d'un capteur de pollution avec Air Paca au droit de l'avenue Kaddouz. "On va surveiller l'évolution de la pollution. Pour nous la finalité c'est que le titulaire du PPP respecte la loi". C.M.S.



À Frais-Vallon, depuis longtemps, tags et herbes folles ont pris possession de la rocade. La SRL2 va devoir remettre ces infrastructures aux normes et les équiper pour une ouverture à l'Est mi-2016. /T.G.

Marseille-Barcelone à 4h17 en TGV

La durée du trajet, dont le but est de concurrencer les vols low cost, sera même moindre au départ d'Aix ou Avignon

Bon, c'est vrai, on n'a peut-être pas grand-chose à y faire. Mais le prix du billet d'avion peut rendre excitante la ville, aussi peu attrayante soit-elle. 15,99€ pour aller (simple) à Eindhoven, aux Pays-Bas. Les tarifs fondent au fil des années, les frontières européennes aussi. C'est Ryanair évidemment qui continue à jouer les passerelles entre Marseille et les grandes villes du continent. Alors c'est vrai aussi qu'en remplissant les formalités sur le net, le prix gonfle au rythme des clics, pour être parfois multiplié par deux. "Mais dans certains cas, explique-t-on à Dublin, siège de la compagnie low cost, 15,99€ c'est 15,99€. Il n'y a pas d'augmentation à la fin. Puis, pour l'histoire des clics, on a facilité la réservation. Il fallait en faire 17. Aujourd'hui 5 clics suffisent." Quoi qu'il en soit, le transport a connu une vraie révolution ces dernières années, qui se confirme aujourd'hui.

Entre Nîmes et Figueras, pas de grande vitesse. Il faut s'arrêter à chaque gare.



Il fallait plus de 5h pour aller admirer Barcelone et ses ramblas. Désormais, le voyage est plus court et plus confortable.

/ PHOTO PQR

27,99€ pour Palerme ou Valence, 31€ pour... Marrakech (entre le 9 janvier et 27 février). Moins cher qu'un plein d'essence. "Et il y aura de nouvelles destinations en 2014 qu'on ne peut pas encore dévoiler. En revanche, on peut vous dire que le confort va s'améliorer. À partir de février, par exemple, on pourra allouer son siège." Autrement dit, fini les bousculades en entrant dans l'avion où chaque passager aura sa place numérotée.

Combien seront-ils du coup à choisir Ryanair ou d'autres compagnies classiques qui torquent les prix (voir plus bas)? Une chose est sûre, le flot de passagers grossit. Ils étaient 1,1 million en 2011 et 1,55 million en 2012. 36% d'augmentation d'une année à l'autre. Le low

cost se frotte les mains. Mais la concurrence pointe le bout du nez. À partir de ce dimanche 15 décembre, la SNCF et la Renfe, société espagnole passée à la grande vitesse, lancent un train entre Marseille et Barcelone. 4h17. Et un peu moins si on part d'Aix et Avignon. Une bonne nouvelle pour les automobilistes épuisés par la horde de camions qu'ils rencontrent sur

l'A9. Le train pour Barcelone s'annonce d'autant plus confortable qu'il n'y a absolument plus de changement en route, alors que jusque-là, on était contraints de prendre un deuxième train à Montpellier et un troisième à Figueras. Ce qui allongeait la durée du trajet. 4h17 contre 5h30 hier. "Oui mais tout n'est pas encore parfait, regrette Maryse Olivé, délé-

guée du gouvernement de la Catalogne en France. Entre Nîmes et Figueras, ce n'est pas de la grande vitesse et il faut s'arrêter à chaque gare. On devrait résoudre ce problème."

Reste que pour un court séjour au départ de Marseille, Barcelone, ses ramblas, sa plaça de Catalunya et son Barça pourraient bien faire de l'ombre à Paris même si la capitale reste à 3h de notre ville et que les connexions avec Marseille sont bien plus nombreuses. Mais la sensation est bien là. Barcelone exerce une vraie fascination à Marseille. L'inverse est-il vrai? Les Catalans vont-ils se ruier vers les quais pour embarquer à destination de Marseille? "Il faut savoir que pour les Catalans, poursuit Maryse Olivé, la ville attractive est Pa-

ris. Ils ne voient pas autre chose. Puis, pour ce qui concerne Marseille et la côte méditerranéenne en général, les Catalans préfèrent prendre leur voiture. J'ai espoir qu'ils changent et utilisent les transports en commun." Mais pas évident qu'il y ait immédiatement un croisement de flux entre les deux villes. D'autant moins que la réputation de Marseille n'est pas vraiment un atout touristique. "C'est vrai que, vu de loin, Marseille est une ville conflictuelle, conclut la représentante de la région catalane. Mais je n'oublie pas qu'elle a été Capitale européenne de la culture. Les opinions changent. En ce qui me concerne, je suis admirative de Marseille qui est une très belle ville."

Jean-Jacques FIORITO

COMMENT RÉSERVER ?

Pour ceux qui envisagent de se rendre à Barcelone, on peut réserver : par téléphone au 3635. Les réservations s'effectuent aussi sur internet via le site Voyages-sncf.com. Enfin, on peut se procurer des billets dans les gares, notamment à Aix, Avignon et Marseille, ainsi que dans les agences de voyages agréées.

REPÈRES

Mille kilomètres en avion pour le prix d'un plat de lasagnes. Avec 20€ aujourd'hui, on change d'univers. C'est la magie des vols low cost qui se multiplient depuis quelques années. Et forcément, ils réduisent les distances et rapprochent les pays. Le phénomène ne finit plus de s'accroître. Ryanair va étendre ses offres et, en cette période de Noël, la SNCF et la grande vitesse permettront aux Provençaux, à partir de ce dimanche, d'enjamber le Sud-Ouest en quatre heures pour se plonger au cœur de la Catalogne et de son poumon barcelonais. Quelle sera la prochaine étape? Qui de l'avion ou du train rapprochera un peu plus la Provence de leurs voisins européens? Pour l'heure, 15 ans après Paris, le TGV devrait pousser Aixois, Avignonnais et Marseillais vers l'Espagne, d'autant plus, que Barcelone atteinte, la SNCF leur permet de poursuivre leur voyage jusqu'à Madrid.

Le chiffre

49

C'est le prix en euro d'un billet de train pour Barcelone au départ de Marseille, Aix ou Avignon. Mais à ce tarif, il faut réserver tôt et savoir que le billet n'est ni remboursable, ni échangeable. La SNCF annonce un prix maximum de 100€ pour Barcelone.

À saisir au vol

Vous voulez réserver pour les vacances d'été :

Marseille - New-York avec XL Airways en vol direct, départ le 9 juillet, retour le 16 juillet	516 € TTC
Marseille - Barcelone avec Vueling en vol direct (50 minutes) départ le 9 juillet, retour le 16 juillet	82 € TTC
Marseille - Londres avec Ryanair en vol direct, départ le 9 juillet, retour le 16 juillet	78 € TTC
Marseille - Copenhague avec Norwegian en vol direct, mêmes dates	180 € TTC
Marseille - Heraklion avec Aegean en vol direct, mêmes dates	212 € TTC
Marseille - Moscou avec Air France en vol direct, départ le 30 juin, retour le 7 juillet	281 € TTC

Vous voulez réserver pour le printemps :

Marseille - Catane avec Ryanair en vol direct, départ le 14 avril, retour le 21 avril	93 € TTC
Marseille - Bruxelles avec Ryanair en vol direct, départ le 16 avril, retour le 20 avril	60 € TTC
Marseille - Madrid avec Ryanair en vol direct, mêmes dates	60 € TTC
Marseille - Rome avec Air France en vol direct, mêmes dates	98 € TTC
Marseille - Istanbul avec Pegasus Airlines en vol direct, départ le 2 avril, retour le 8 avril	147 € TTC
Marseille - Athènes avec Air France en vol direct, départ le 13 avril, retour le 20 avril	180 € TTC
Marseille - Djerba avec Tunisair en vol direct, départ le 13 avril, retour le 20 avril	199 € TTC

Vous voulez réserver pour le jour de l'An :

Marseille - Barcelone avec Vueling en vol direct, départ le 30 décembre, retour le 1 ^{er} janvier	154 € TTC
Marseille - Punta Cana avec XL Airways en vol direct, départ le 1 ^{er} janvier, retour le 8 janvier	698 € TTC
Marseille - Djerba avec Tunisair en vol direct, départ le 25 décembre, retour le 1 ^{er} janvier	313 € TTC
Marseille - Venise avec Air France en vol direct, départ le 28 décembre, retour le 4 janvier	414 € TTC
Marseille - Bruxelles, Lille, Londres, Palerme, Porto, Rome : toutes ces destinations en vols directs aller-retour, deux ou trois jours autour du réveillon avec la compagnie Ryanair	entre 230 et 257 € TTC.

ENTRE MARSEILLE ET MADRID, VIA BARCELONE

Un départ quotidien jusqu'au printemps

Il est né d'une collaboration entre la SNCF et la Renfe, son cousin espagnol. À partir d'aujourd'hui, le train bi national va donc irriguer une bonne partie de la France, après avoir obtenu toutes les homologations pour les matériels roulants.

Au départ de Paris, deux trains circuleront chaque jour jusqu'à Barcelone, dans les deux sens. Toulouse et Lyon n'auront droit qu'à un seul aller-retour, ainsi que Marseille. Mais on notera que le train qui partira de la cité phocéenne ira jusqu'à Madrid. Un millier de kilomètres sans changer de train : une petite révolution des transports entre les deux pays où les liaisons ont souvent été très compliquées.

Selon la SNCF, les fréquences n'évolueront pas avant le printemps 2014. Mais en fonction du succès, qui devrait être au rendez-vous, on peut envisager plusieurs allers-retours au départ de Marseille, à partir de l'été prochain. La SNCF ne préfère pas encore se prononcer même si elle attend près d'un million de voyageurs internationaux dans les trains en 2014.

Grande nouveauté aussi : s'il est né d'une coopération entre deux pays, le train entre Marseille et Madrid sera bien espa-



gnol et proposera 347 places. Au niveau du service, la SNCF assure qu'il sera digne d'un TGV classique.

Autrement dit, on annonce "une offre de restauration de

qualité en voiture-bar, un personnel de bord multiculturel franco-espagnol, des annonces sonores et des informations visuelles en plusieurs langues selon les territoires traversés, soit

en français, espagnol, anglais et catalan ainsi que la garantie d'une prise en charge efficace des voyageurs par les deux réseaux en cas de situation perturbée."

J.-J. F.

V. – L'ECONOMIE – LE PORT

- ✓ **1.** Vie étudiante : combien ça coûte ?

La Provence – 16.09.2013

- ✓ **2.** Tertium – « Un capitalisme de proximité »

Marseille l'Hebdo – 19.06.2013

- ✓ **3.** Quand Marseille a perdu la bataille du Grand Port

La Provence – 23.09.2013

- ✓ **4.** « On était les casques à pointe »

La Provence – 23.09.2013

- ✓ **5.** Silicon Valley à la Belle-de-Mai ?

La Provence – 24.09.2013

- ✓ **6.** Marseille-Fos : moins de pétrole, plus de conteneurs

La Provence – 25.10.2013

- ✓ **7.** Qui a vraiment la main sur le port ?

La Provence – 27.11.2013

- ✓ **8.** Ces interrogations qui minent l'avenir de la SNCM

La Provence – 28.11.2013

- ✓ **9.** Marseille : le tourisme redessine le paysage urbain

Les Echos / Région / Spécial Marseille – 02.12.2013

Vie étudiante : combien ça coûte ?

Selon le syndicat Unef, Marseille reste la ville la moins chère pour étudier. Notre enquête autour des campus

Pour la neuvième année consécutive, le syndicat étudiant de gauche, l'Unef, a publié son enquête sur le coût de la vie étudiante pour l'année universitaire à venir. Selon son classement, Marseille est la ville la moins chère pour étudier, avec un coût annuel de 11 755 euros contre 15 520 à Paris. En revanche, selon le syndicat, la vie étudiante augmente quand même de 1,6%. Alors, combien coûte réellement une année d'études à Marseille ?

Rebelote le calvaire de la gestion de son budget pour les 45 000 étudiants marseillais. Car lorsque l'on bâche sur les bancs de la fac, il n'y a pas de petites économies. L'Unef estime le coût d'une année d'études à Marseille à 11 755 euros, prenant en compte les frais d'inscription, le logement, la santé, les transports, l'alimentation, les vêtements, les diverses assurances et les loisirs. Alors combien dépense chaque étudiant pour chacun de ces postes ?

LES FRAIS UNIVERSITAIRES

Comme l'année dernière, les frais d'inscription à la fac augmentent encore de quelques euros. Selon l'Unef, pour la période 2013-2014, une année en licence coûte 183 euros, 254 euros en master et 388 euros en doctorat. Ce qui correspond, pour chacun des diplômes, à une hausse de 1,10%, 1,60% et 2,11%.

Mais en France, le système de bourse permet aussi d'exonérer 30% des étudiants de leurs frais d'inscription à la fac. Selon le Crous, qui gère les bourses, la restauration et le logement étudiants, 15 152 étudiants marseillais bénéficient d'une bourse, attribuée pour 10 mois en fonction des ressources et des charges des parents. Cette an-

née, le gouvernement a créé deux échelons supplémentaires dans la hiérarchie des bourses. Il en existe désormais 9. Le premier, l'échelon 0, permet seulement à l'étudiant d'être dispensé du paiement des droits universitaires et de la cotisation à la sécurité sociale. Le dernier échelon accorde, lui, jusqu'à 5 500 euros annuels.

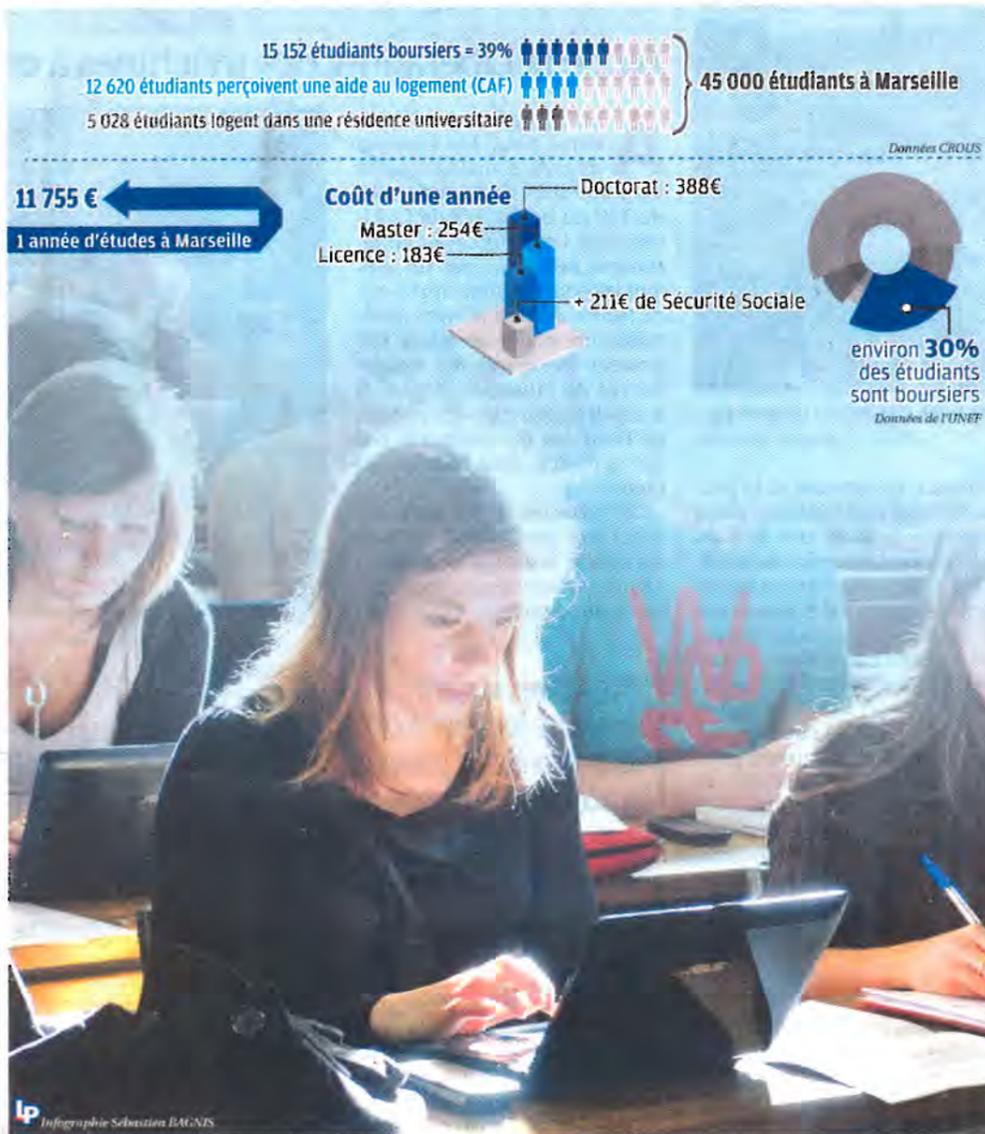
LA SANTÉ

Chaque étudiant s'inscrivant à l'université, hormis les boursiers, doit s'affranchir des frais de cotisation à la sécurité sociale. Pour l'année à venir, ils s'élèvent à 211 euros qu'il faut donc ajouter aux droits d'inscription.

À Marseille, la sécurité sociale des étudiants est gérée par deux mutuelles: la LMDE et la MEP qui font l'intermédiaire entre l'État et les étudiants pour le remboursement de leurs frais médicaux. Mais sans complémentaire, notamment celle des parents, la santé reste une lourde charge. Toujours selon l'Unef, la santé est le premier poste auquel renonceraient les étudiants. Un tiers d'entre eux se priverait de soins médicaux chaque année.

LE LOGEMENT

Il s'agit sans aucun doute de la dépense la plus importante pour un étudiant ne vivant plus



chez ses parents. Selon le syndicat, un étudiant marseillais dépenserait 397,50 euros mensuels en loyer. Un chiffre qui correspond à peu près à la réalité en comptant les aides au logement accordées par la Caf, comme les APL. Par exemple, pour

un étudiant boursier sans revenu, logeant dans une résidence universitaire avec un loyer mensuel de 550 euros, l'aide sera de 220 euros. Le même locataire non boursier percevra 175 euros. Selon la Caf, 12 620 étudiants perçoivent une

aide au logement à Marseille. Pour les boursiers, les dépenses liées au logement sont moins coûteuses. 5 000 d'entre eux logent dans une résidence universitaire. Selon le Crous, le prix des studios varie en 300 et 460 euros pour un studio et en-

tre 150 et 270 euros pour une chambre, hors allocations logement. Pour les autres, la solution la plus économique reste la colocation (voir ci-dessous). Dans une étude réalisée par le site appartager.com, 43% des étudiants marseillais auraient choisi cette année ce mode de logement, plus convivial.

LES TRANSPORTS

Les étudiants marseillais ont trois solutions de transports. La première réside à s'abonner à la RTM. À l'année, cela revient à 241 euros et 35,73 euros mensuels. Pour les étudiants devant se déplacer à l'une des facultés d'Aix, la carte TER "Zou" à l'année est à 15 euros. Beaucoup plus économique que la navette cartreize Aix-Marseille à 20 euros mensuels. L'Unef établit un budget de 213 euros annuels pour les transports.

L'ALIMENTATION, LES LOISIRS, LES VÊTEMENTS...

Pour le reste des dépenses, l'Unef table large. Selon le syndicat, un étudiant marseillais dépenserait 261 euros mensuels en alimentation. Un chiffre qui peut paraître quelque peu élevé. Pour les loisirs, le coût serait de 489 euros annuels et 258 euros pour l'habillement.

À ces dépenses, il faut notamment rajouter l'abonnement à Internet, le téléphone, l'EDF, et l'assurance habitation. Mais même en cumulant tous ces postes de dépenses, difficile d'atteindre les 11 755 euros communiqués par l'Unef. L'analyse menée par le syndicat semble donc peu fiable ou quelque peu exagérée. À moins toutefois qu'elle ne prenne en compte le budget des soirées étudiantes...

Marina KNITTEL

Syndicat MET : "Des boursiers plus nombreux"

Entre le syndicat de droite (MET) et le syndicat de gauche (Unef), c'est toujours la guerre des idées. Pour améliorer les conditions de vie des étudiants, chacun se bat pour ses propositions. L'Unef revendique "l'exonération de la taxe d'habitation et la revalorisation de 20% des APL qui n'ont pas été augmentés depuis 1993". Pour le logement, le syndicat de gauche souhaite également que "40 000 logements étudiants soient construits sur quatre ans, à raison de 10 000 par an". En matière de santé, l'Unef avance l'idée d'un "chèque santé national pour permettre aux étudiants de souscrire à une complémentaire".

En revanche, du côté du MET, on prône plutôt une "libéralisation" de la vie universitaire. Pour le président, Antoine Diers, "il faut sortir du monopole du Crous en matière de logement étudiant. Le Crous n'en produit pas suffisamment, il faut donc diversifier les acteurs". C'est-à-dire faire appel à un acteur privé. Le jeune homme regrette que "seuls les boursiers aient accès aux résidences universitaires. En passant par un bailleur privé, on pourrait offrir des

logements étudiants à ceux qui ne sont pas boursiers. L'État, donc le Crous, serait l'intermédiaire entre l'acteur privé et l'étudiant. Ainsi, le Crous louerait un logement étudiant à un bailleur privé qui le proposerait ensuite à un étudiant". Une bonne solution pour "rassurer" les bailleurs privés selon le président du MET. Mais pour le MET, il y a un autre combat plus important à mener: celui des bourses. Selon son président, le syndicat voudrait élargir les conditions d'accès aux bourses, regrettant que "les classes moyennes n'en bénéficient pas assez". En revanche, pas question pour Antoine Diers de réduire les frais d'inscription: "Ils sont extrêmement bas par rapport à d'autres pays européens. Mais il faudrait ajuster les frais en fonction du parcours suivi à la fac pour ne plus être en concurrence avec les grandes écoles". En clair, un étudiant qui choisirait un parcours très demandé (droit par exemple) plutôt qu'un autre, devrait payer des frais plus élevés. Mais pour Antoine Diers, il ne s'agit en aucun cas d'un "système injuste pour ceux qui n'ont pas vraiment les moyens". M.K.

VOTRE AVIS

Bourses, logements, transports, santé... qu'en pensez-vous ?

Magali, 26 ans, étudiante en archéologie et employée de la LMDE, Aix-en-Provence
"La plupart des étudiants ne connaissent pas tous les choix qui s'offrent à eux en matière de santé. Il faudrait qu'il y ait plus de communication sur les mutuelles étudiantes. Nous sommes nombreux à être mal remboursés car pas suffisamment informés et donc mal couverts."

John, 25 ans, étudiant en journalisme, Marseille
"Le logement c'est toujours le plus cher pour un étudiant. Personnellement, j'ai choisi de me mettre en colocation avec mon meilleur ami. Avec les APL, on paie chacun 220 euros par mois pour un T3 à Saint-Pierre. C'est le moyen le plus économique pour se loger en étant étudiant et surtout, c'est plus convivial."

Jonathan, 23 ans, étudiant en médecine, Marseille
"Il faudrait créer plus d'échelons pour les bourses sur critères sociaux. Mais surtout, ce serait peut-être bien d'instaurer un minimum de salaire pour les stages de l'ordre de quelques centaines d'euros. Cela encouragerait les étudiants à faire des stages plutôt qu'à bosser au McDo. Cela profite à l'étudiant et à l'entreprise."

Camille, 25 ans, étudiante avocate, Aix-en-Provence
"Il existe des tarifs préférentiels pour les jeunes mais ce n'est pas suffisant car cela reste encore cher. Il faudrait avoir des tarifs en fonction de son statut. Par exemple, on peut encore être étudiant à 26 ans et ne pas pouvoir payer des tarifs pleins. En dehors des abonnements, il y a rarement des tarifs adaptés aux étudiants."

LA BONNE IDÉE

Avec l'Auberge, la colocation en meublé en un clin d'œil



Marie et ses colocataires dans un appartement proche de la place Sadi-Carnot: un bon plan pour ces étudiants.

/PHOTO THIERRY GARRÉ

Cette bonne idée va bientôt fêter ses dix ans. Et La Provence l'a vue naître! Matthieu Brugières et Benoît Jobert ont eu du flair en proposant de révolutionner le concept de la colocation. Ils créent l'Auberge (Joli clin d'œil au 1^{er} volet de la trilogie du cinéaste Cédric Klapisch), un concept unique qui propose aux colocataires un bail individuel et supprime les clauses de solidarité entre eux. Ainsi, chaque coloc' est indépendant juridiquement et financièrement.

Le concept de la "fast-coloc" était né! "On est parti d'un constat tout bête: beaucoup de gens veulent vivre en coloc' mais c'était souvent très insécurisant car dans la sous-location le bail se fait sur une seule personne, et ce n'est pas facile de convaincre le propriétaire", explique Benoît Jobert. Pourtant, la colocation devient de plus en plus le seul moyen de ne pas vivre ses années d'études dans un placard. La convivialité en plus. "Dès que l'on a fait deux ans d'études, on veut souvent vivre en centre-ville et pas à Luminy ou à Château-Gombert, c'est normal." Les deux compères

de l'Auberge, anciens élèves de Kedge (école Eurmed), trouvent le bon système: "À chaque fois, notre société est locataire de l'appartement que l'on équipe pour chaque chambre. Donc plus que de la mise en relation, on a surtout apporté de l'offre. Maintenant, c'est environ une centaine de colocataires à Marseille. On même franchisé le concept dans la plupart des grandes villes étudiantes de France comme Toulouse, Bordeaux..., 9 en tout." Un coup de maître. Mais cela s'arrête pas là. "Nous avons créé Hiflat, un concept de résidence urbaine. Cette fois, nous avons acheté 7 résidences en centre-ville que l'on va restructurer. Il faut compter environ 600 à 700€ le studio." Pour Benoît Jobert, il s'agit donc de deux propositions différentes pour répondre au besoin pressant du logement en main.

Agathe WESTENDOU

Infos sur l-auberge.com

Tertium

"Un capitalisme de proximité"

Un fonds d'investissement peut être au service du développement régional. C'est le pari tenté par trois associés qui viennent épauler les pépites provençales.

FINANCE

Fonds d'investissement? A peine le terme est posé que chacun y va de son cliché plus ou moins flatteur... Les trois fondateurs de Tertium, un fonds régional, veulent justement combattre les idées toutes faites. "Ma conviction, le principe philosophique qui m'a guidé, explique son président Pierre Grand-Dufay, c'est que l'avenir du capitalisme est un capitalisme de proximité. Plutôt que d'investir dans une maison en Pennsylvanie ou un fonds structuré au Japon, il est beaucoup plus sain de voir évoluer autour

de soi la réalité de son investissement". En quelque sorte, la transposition à l'échelle financière de la logique de développement durable.

Ces bases une fois posées, Tertium est né il y a un an de l'association de Pierre Grand-Dufay, chef d'entreprise, ancien président du conseil des prud'hommes et vice président de l'UPE13, et de deux spécialistes du capital investissement. Florence Canonage, diplômée de l'Essec, a fait sa carrière dans de gros fonds d'investissement comme Schroder (devenu Permira) tandis que Stéphane Assuied, après avoir dirigé à Marseille le cabinet DSA où il a rencontré sa future associée, a connu quelques beaux succès comme investisseur à titre personnel. "J'ai décidé de créer un fonds pour structurer mes vingt ans de vie professionnelle", dit-il.

Les trois associés de Tertium, installés dans l'ambitieux bâtiment flambant neuf de la Palmeraie du Canet, près de la Station Alexandre, ont trouvé le soutien de la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse qui est leur principal sponsor, aux côtés de 18 chefs d'entreprise régionaux. Les Rodolphe Saadé (CMA CGM), Richard Caillat (HighCo), Marc Schillaci (Oxatis), Didier Parakian et autres Bruno Richardson, ont été séduits par les ambitions du trio de vouloir développer le territoire régional. "On est ici, on aimerait que nos enfants restent ici, résume Pierre Grand-Dufay. Cela passe par des investissements dans

Tertium cible des entreprises dont les dirigeants sont demandeurs de conseils pour accélérer leur croissance.

des entreprises créatrices de richesses sur notre territoire."

Que les rabat-joie aille se rhabiller: il existe de nombreuses pépites à moins de deux heures de voiture de Marseille, le critère que se sont fixé nos trois associés pour examiner les dossiers. La première est à Aix, Bio&Co, le distributeur de produits bio dont l'Hebdo avait déjà raconté la saga en juillet 2011. Ce premier dossier a permis à Tertium d'investir 1 million d'euros, le ticket moyen envisagé pour chaque prise de participation.

Tertium ne vise que les sociétés déjà rentables et pas les start-ups ou les biotechs pour lesquelles il ne s'estime pas équipé. Surtout, il cible des entreprises dont les dirigeants sont demandeurs de conseils pour accélérer leur croissance. "C'est l'essentiel de notre vocation, explique Stéphane Assuied. Nous sommes là pour les pousser, les amener à une performance, les faire passer à l'étape suivante". Exit les méchants

Tertium en chiffres

Le fonds a réuni en première phase 13 millions d'euros qu'il devrait avoir investis dans les 4 ans au rythme de quatre dossiers par an en moyenne. Le ticket moyen envisagé est d'environ 1 million d'euros pour environ cinq ans de présence au capital. Tertium cible trois critères pour entrer, de manière toujours minoritaire, au capital de PME régionales sans privilégier ou écarter aucun secteur d'activité: au moins 5 millions d'euros de chiffre d'affaires ou 2 millions d'euros de valorisation, des résultats bénéficiaires avec une croissance forte et un management jugé de qualité. Tertium veut se consacrer au capital-développement et à la transmission d'entreprises, les opérations qui représentent neuf projets sur dix en France où il existe environ 270 fonds d'investissement. ■



Pierre Grand-Dufay, Stéphane Assuied et Florence Canonge.

"Les entreprises qui ont un fonds d'investissement sont en général plus créatrices d'emplois."

prédateurs qui viennent se servir sur la bête, Tertium, au-delà des sommes amenées au capital, se veut plutôt un coach. Chez Bio&Co, dont l'ambition est de passer de 10 à 40 millions d'euros de chiffre d'affaires en cinq ans, c'est l'équipe du fonds qui a contribué à structurer l'organisation en faisant embaucher un directeur administratif et financier.

Cet accompagnement se fait sans facturer de coûts supplémentaires mais ne peut aussi réussir que si le chef d'entreprise est volontaire. Ceux qui veulent juste un apport financier peuvent donc s'abstenir d'envoyer un dossier. "Il vaut mieux dans ces cas-là qu'ils aillent voir leur banque", cou-

pent court les trois associés. Tertium ne fait néanmoins pas le même métier: son entrée au capital ne correspond à aucune dette car le fonds se rémunère en vendant ses parts à la sortie de l'opération. "Et les statistiques européennes témoignent de ce que le public ne sait pas toujours, explique Florence Canonge: les entreprises qui ont un fonds d'investissement à leur capital sont en général plus performantes et plus créatrices d'emplois."

Les associés ont actuellement 2 ou 3 nouveaux dossiers en train de mûrir. "Mais pour en monter un, il faut en avoir vu 25", détaille Stéphane Assuied. En interne, ils bossent aussi à un autre gros dossier: le leur. "Nous sommes en train de préparer un Tertium 2 qui doit permettre, en 2014, de réunir 30 à 40 millions d'euros pour augmenter notre ticket moyen d'entrée dans les pépites régionales". Chefs d'entreprise, affutez vos projets et n'hésitez pas, même pour un conseil, à pousser la porte des bureaux du Canet. ■

Thibaud Teillard

Quand Marseille a perdu la bataille du Grand Port



Une vue aérienne de la darse 2 et des terminaux conteneurs Fos 2XL. Avec au premier plan le site logistique Distriport. Au fond, le port pétrolier

/PHOTO GPMM

Lancée en 1963, la zone industrielle et portuaire de 10 000 hectares fête son anniversaire. Elle est plus que jamais un atout pour Fos

Fos-sur-Mer. Ainsi que Berre, Martigues et Lavéra, Port-de-Bouc et Port-Saint-Louis. Autrefois simples villages de pêcheurs et de ruraux aux portes de Marseille et de son port, ils sont devenus des centres urbains qui délimitent une vaste zone industrielle dédiée au pétrole, à la chimie, au gaz liquéfié, à l'acier et à la logistique. Un complexe industriel-portuaire d'environ 10 000 hectares qui, à partir de 1963, a poussé sur les anciens coussouls et les marais, encore visibles. Un territoire caillouteux à la végétation rase, balayé par le vent et les embruns. Une lande que les Marseillais ont couvée du regard dès le début du XIX^e siècle, alors même qu'en 1845 le port marchand

poussait les feux vers la chaîne de la Nerthe. Ces collines rocheuses qui plongent dans la mer au-dessus de l'Estaque qui, plus tard, seront percées par le tunnel du Rove et derrière lesquelles est l'étang de Berre. Un territoire de conquête parce que navigable et sans contraintes pour une industrie balbutiante dans laquelle, dès 1875, les Marseillais verront un avenir: l'huile. Le premier nom de l'Ouest devint une idée fixe dès le début des années 20, au lendemain des accords de San Rémo qui accordaient à la France des droits sur le pétrole d'Irak. "Fos est donc parti d'une idée de Marseillais", écrit Georges Ricard dans un ouvrage intitulé "Marseille sur Fos où la conquête

de l'Ouest". À partir de là, les études se sont multipliées. Ce d'autant que plusieurs aménagements épars étaient déjà réalisés ou en cours de l'être. Depuis 1919, des chenaux sont aménagés à Port-de-Bouc pour faciliter la navigation. Dès 1922, Lavéra érige sa vocation pétrolière. En 1929, Shell s'installe à Berre et en 1934, la Compagnie française de raffina-

1963 est la date de naissance officielle de la zone industrielle et portuaire de Fos.

ge jette à La Mède les bases de ce qui deviendra la raffinerie Total. Tout cela conduit à ce qu'en 1952, Lavéra soit déjà le plus grand port pétrolier d'Europe. Une infrastructure renforcée par la construction d'un réseau de pipelines dès 1958.

C'est en 1961 qu'un pas déci-

sif sera franchi. Le port de Marseille est à l'étroit et sait qu'il ne peut plus compter sur ses seules activités traditionnelles. La taille des navires augmente et la création d'emplois, pour répondre à la poussée démographique de la ville, est une nécessité. Cette année-là, alors que les grandes formes de radoub 8 et 9 sont inaugurées, Léon Bétois, le président de la Chambre de commerce, présente le projet au ministre des Travaux publics, Robert Buron.

L'idée fera très vite son chemin car le contexte est favorable. La Communauté économique du charbon et de l'acier (premier pas vers ce qui deviendra la CEE puis l'Union Européenne) est une réalité qui marche. Les esprits baignent dans la douce euphorie des Glorieuses et personne n'ose envisager que la tendance puisse un jour s'inverser. C'est l'époque des prophéties économiques qui, toutes, concluent à la création de centaines de milliers d'emplois. "On exagère les four-

chettes et on oublie les réserves", note Georges Ricard dans son ouvrage.

Qu'à cela ne tienne, dès 1961 les réserves foncières débutent et c'est en 1963 que sera créé un syndicat mixte d'aménagement et d'équipement. Il marque la naissance officielle du projet d'une zone industrielle et portuaire. De local, le projet est devenu national et l'État n'aura de cesse d'éviter son éparpillement entre les communes qui très vite ont perçu le bénéfice qu'elles pourraient en retirer.

En 1966, le port devient un établissement public baptisé "Port Autonome de Marseille". Sa mission est d'élaborer le plan de masse de la zone industrielle. Un formidable enjeu qui, en 1973, connaîtra une brutale perte d'énergie avec le premier choc pétrolier. La réalité s'impose et, avec elle, la prudence. Mais Fos n'est pas mort et n'est pas un échec. Simple-ment, le monde a changé.

Jean-Luc CROZEL

jcrozel@laprovence-presse.fr

Le chiffre

3,5

En milliards d'euros, il s'agit de la valeur ajoutée générée par l'activité portuaire et industrielle liée au port de Marseille.

LES REPÈRES

La superficie de la zone est de 9750 ha. Dont 2 648 sont des espaces naturels préservés.

La façade maritime compte 13,6 kilomètres de quais. Le tirant d'eau admissible (la profondeur est de 20,5 mètres. Un atout majeur. L'an passé 4 494 navires les ont utilisés.

À terre, la zone compte 110 km de voies ferrées et de 86 km de chaussées. Tout cela pour assurer la desserte de 35 établissements industriels et 26 sociétés liées à la logistique

L'activité générée : sur les 78 730 tonnes produites par la zone industrialoportuaire l'an passé, 66,8 % sont des hydrocarbures. Les marchandises diverses ne comptent en revanche que pour 14 %.

La phrase

"Fos est une réussite. Plus de 10 000 emplois directs ont été créés. Il y a eu un coup d'arrêt c'est vrai. Mais si on n'avait rien fait, tout cela serait ailleurs".

JEAN-CLAUDE TERRIER (GP)

Passagers contre usines



À Marseille, l'activité croisière est la plus présente.

/PHOTO GUILLAUME RUOPPOLO

50 ans plus tard, le paysage n'est plus le même. La plage de Fos existe toujours et dans son prolongement, celle de Cavaou, avec au bout les terminaux gaziers. À sa gauche, les bassins pétroliers de Lavéra; en face les dépôts, les raffineries et le pôle sidérurgique de l'ex-Solmer, devenue Sollac, puis ArcelorMittal. C'est sur cette langue de sable que, samedi soir, des milliers de personnes ont assisté au spectacle anniversaire organisé par le Grand Port Maritime et les communes environnantes. Une heure de féerie pour commémorer la naissance de cette terre d'industrie. C'est là, une fois concrétisés les travaux entamés dès 1965 pour que naisse ce qui devait devenir la plus importante zone industrielle d'Europe du Sud, où sont venus s'installer de grands investisseurs. Ainsi la société des Dépôts pétroliers de Fos, Gaz de France, Air Liquide, Exxon, ICI, BP, Ineos, Ugine-Aciers, Total, Arkema et Solmer devenu ArcelorMittal. Des noms parmi d'autres, qui ont contribué à poser les fondations de la zone industrialoportuaire et ont attiré nombre de sous-traitants dont l'activité dépasse à présent le simple cadre régional.

Un autre domaine d'activités est venu se greffer sur cet ensemble, dopé par la révolu-

tion du conteneur et la sophistication des échanges internationaux : la logistique. Au cœur des entrepôts qui approvisionnent nos magasins, elle est le moteur du développement de Fos.

Le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) a évalué à plus de 43 000 le nombre d'emplois qui se rattachent à son activité. Mais que reste-t-il à Marseille-ville dans tout cela ? Faut-il écouter les voix qui se font encore entendre pour prôner que toute l'activité industrielle soit transférée à Fos ? "Il reste à Marseille une activité conteneur tournée vers la Méditerranée et du vrac. De quoi générer un trafic de 7 à 8 millions de tonnes. Cela fait des bassins marseillais le 5^e port français. Ce qui n'est pas négligeable. Il y a aussi une activité passagers sur la Corse et le Maghreb, ainsi qu'une autre liée aux croisières pour laquelle Marseille est n°1. Il y a enfin la réparation navale" répond Jean-Claude Terrier, le président du directoire du GPMM.

Une activité renaissante grâce aux bateaux de croisières qui, demain, espère pouvoir capter les grands méthaniers et les porte-conteneurs géants avec le retour en grâce de la forme de radoub n°10. Un nouveau départ ?

J.-L.C.

L'enjeu de la métropole

La géographie en témoigne: le port est un d'union entre la communauté urbaine de Marseille et la communauté d'agglomération du pays de l'Ouest Provence. Une réalité qui le place au cœur du débat actuel sur la métropole. "Il est évident que puis l'extension vers Fos, le port est devenu un d'union. Aujourd'hui, il est cœur même de la dynamique de métropolisation. C'est pourquoi Marseille la Communauté de communes considère qu'il est logique que les collectivités locales jouent un rôle plus important", explique Roland Blum, premier adjoint du maire de Marseille, en charge de la politique économique de la ville. "Nous sommes dans une situation atypique, en ce sens que les grands concurrents comme Hambourg ou Anvers sont fortement liés à des collectivités territoriales, l'État. Or, c'est l'État qui garde les manettes, ce fait un pouvoir lointain et moins réactif pour ce qui concerne la réalisation d'aménagements jugés saisis". Sur ce point, René Raimondi, le maire de Fos, président du San Ouest Provence et far opposant de la métropole, ne dit pas autre chose. "Le Grand Port est encore un État dans l'État. compétence de l'aménagement. C'est donc à Marseille de maîtriser à bord. Dans ces conditions, il ne peut pas être un moteur de la construction de cette métropole de toute façon, l'erreur historique a été faite il y a 50 ans. À cette époque, il aurait fallu unir les territoires administratifs du Golfe de Fos jusqu'à Marseille.

Le président du SAN juge par ailleurs que le GPMM mise trop sur la logistique. "C'est bien la logistique. Mais s'ils arrivent pleins, ils repartent... Il faut avoir une stratégie industrielle, assurer l'avenir du Grand Port et de nos territoires. Défendre ce qui existe, comme Kem One, en gérer, et créer les conditions pour l'arrivée de nouvelles unités. Et pour ça, il faut que tout le monde mette autour d'une table!" Et à l'entendre, il faut un soin d'une métropole pour le faire.

J.-L.C.

"On était les casques à pointe"

Rencontre avec des anciens métallos qui ont quitté leur Lorraine pour aller travailler sur le site sidérurgique de Fos

1974. Quelque 2000 Lorrains débarquent dans le Golfe de Fos pour travailler sur le site sidérurgique de Sollac (ex-Solmer et aujourd'hui ArcelorMittal) dont les premières unités commencent à fonctionner. "Là-haut, les usines commençaient à dégrossir ou à fermer. Les sidérurgistes étaient reclassés à Dunkerque ou à Fos. Et comme moi, beaucoup recherchaient le soleil...", raconte Philippe Savioli, le vice-président de l'amicale des anciens métallos de Fos qui compte 287 adhérents. Lui bossait à Florange. Il a emménagé avec sa femme et ses trois enfants dans une maison, à Saint-Martin-de-Crau, un village camarguais qui, comme Fos, s'est transformé en quelques années en petite ville ouvrière. "Les lotissements ont poussé comme des champignons. C'est un syndicaliste qui supervisait leurs aménagements", raconte-t-il. On s'est bien intégrés même si les gens du coin nous surnommaient les "casques à pointe". Et ce surnom, on l'entend parfois encore



Chaque jeudi, les membres de l'amicale des anciens sidérurgistes de Fos se retrouvent sur les berges des étangs d'Arcelor. Des magnifiques étangs artificiels creusés au moment de la construction de l'usine qui fêtera ses quarante ans l'an prochain.

/ PHOTO SERGE GUÉROULT

TÉMOIGNAGE d'un ancien docker

"Le Grand Port, je ne le reconnais plus"

"Je ne suis ni fils ni genre de docker mais je suis quand même rentré dans la corporation. Et en plus j'étais Parisien...", sourit Guy Cressent.



Guy Cressent est descendu de Paris en 1975 pour devenir docker à Port-de-Bouc.

/ PHOTO L.A.A.

Le Parisien est devenu Fosséen et ouvrier port-de-boucaïn en 1975, l'année où il est descendu s'installer dans le Golfe de Fos avec sa femme et ses filles. "Il y avait beaucoup d'embauches dans le coin à cette époque. J'avais un CAP de routier mais mon patron me faisait aussi bosser sur les quais et j'ai pu intégrer le corps des dockers", raconte-t-il. Sur le quai de Caronte, on déchargeait ce que l'on appelait le "vrac", de la bauxite, du chrome mais aussi des sacs d'amiante pour alimenter l'usine Eternit qui a fermé depuis. Moi, je n'ai jamais été en contact direct avec cette foutue amiante mais j'ai beaucoup de camarades qui sont morts prématurément à cause de ça..."

C'est à la faveur du plan de "préretaire amianté", en 1993, que Guy Cressent, âgé alors de 55 ans, a mis un terme à sa carrière. L'année précédente, ce cégétiste convaincu avait activement participé à une "sacrée bagarre", contre la réforme du statut de docker. Docker, il le sera "toujours dans l'âme". Il fait partie des 800 retraités regroupés au sein d'une amicale "qui inclut aussi les veuves", précise-t-il.

"Les dockers marseillais sont-ils condamnés à devenir porteurs des valises des croisiéristes?"

"Lors d'une visite guidée organisée par notre amicale, nous avons découvert la darse 2. J'avoue, je ne reconnais plus le Grand Port avec ce Fos 2XL. C'est beaucoup plus automatisé qu'à mon époque mais il faudra toujours des hommes sur les quais!", plaide Guy Cressent.

Celui que ses amis surnomment encore "le Parisien" se fait du souci pour toutes ces usines qui boostent l'activité du Grand Port. "Que va-t-il se passer si l'industrie pétrochimique disparaît? Quand on voit ce qui se passe avec Kem One, victime d'un requin de la finance, on peut vraiment être inquiet. La logistique, c'est bien mais sans l'industrie, le Grand Port ne pourra pas survivre, soutient l'ancien docker. Du côté de Fos et de Port-Saint-Louis, il y a encore beaucoup d'activités pour les dockers mais à Marseille? Seront-ils condamnés à devenir exclusivement des porteurs de valises pour les croisiéristes?"

Guy Cressent a un genre. "Il travaille chez Arcelor-Mittal mais il a fait une demande pour devenir docker. Le temps presse. Il a 34 ans et la limite d'âge pour rejoindre mon ancienne corporation, c'est 35..." L.A.A.

Laurent ALEXANDRE

La presse locale lorraine faisait à l'époque du "Marseille bashing".

aujourd'hui..." "Non, ceux qui nous en voulaient de venir travailler ici, ce sont les Lorrains!", se remémore Nicolas Trierweiler, le trésorier de l'amicale. À l'entendre, le "Marseille bashing" ne date pas d'aujourd'hui: "Je me souviens que le journal local essayait de nous faire peur pour nous empêcher de partir dans le Sud. Il y avait des articles avec des photos de voitures brûlées et taguées qui disaient qu'il y avait de la violence à Marseille et que sa région était un no man's land..."

En 1973, ce bout de Camargue n'était déjà plus ce no man's land décrit par Le Républicain Lorrain mais un camping géant. Plus de 14 000 ouvriers ont été mobilisés pour la construction du site sidérurgique. "Mais c'est vrai qu'on avait l'impression d'être un peu au milieu de nulle part. Les infrastructures ont mis du temps à suivre", témoigne de concert les membres de l'amicale. "Et surtout les routes! De Châteauneuf-les-Martigues, on mettait plus d'une heure et demie

pour arriver jusqu'à l'usine", se souvient Marcel Mercier qui a commencé sa carrière à Gandrange, fermée récemment. "Pour le réseau routier, il y a aujourd'hui encore beaucoup de progrès à faire si on veut bien desservir la zone industrielle-portuaire, estime-t-il. Et c'est aussi de cette façon qu'on assurera son avenir".

"L'avenir du Grand Port Mariti-

"L'avenir du Grand Port Maritime dépendra de celui de l'usine."

me dépendra de celui de l'usine", commente de son côté Philippe Savioli. Quand je suis parti de Florange il y a trente ans, je craignais déjà

LE PRINCIPAL CLIENT DU GRAND PORT

Le site fosséen d'ArcelorMittal est le premier client du Grand Port en tonnage (10 millions de tonnes en 2012 ; en augmentation sur 2013). Son positionnement au cœur du GPMM est un atout stratégique pour ce site qui livre principalement les marchés de la Méditerranée. Cette immense usine côtière s'approvisionne en matières premières (minerais de fer et charbons) et expédie ses produits très majoritairement par bateau (69% des expéditions, 25% par la voie ferrée et 6% par la route). L'usine d'ArcelorMittal, qui emploie 4 000 personnes (2 500 salariés et 1 500 cotraitants), produit actuellement l'acier qui sert à la construction du futur plus grand paquebot de croisière du monde, dans les chantiers navals STX de Saint-Nazaire. Un paquebot baptisé Oasis of the seas qui fera peut-être escale un jour dans les bassins Est, à Marseille...

LES 3 QUESTIONS À Jean-Claude Terrier

"Fos est une richesse à long terme"

Jean-Claude Terrier est le président du directoire du Grand Port Maritime de Marseille. Un établissement public qui a succédé à l'ancien Port Autonome, lequel avait vu le jour en 1966, deux ans avant l'inauguration de la zone industrielle-portuaire de Fos en 1968.



J.C. Terrier.

Pour vous, Fos est un succès ou un échec?

Étant par nature optimiste, je réponds que c'est un succès. Plus de 10 000 emplois portuaires directs ont été créés, ce n'est pas négligeable. Il y a eu un coup d'arrêt, c'est vrai, avec le choc pétrolier de 1973. De ce fait, tout ce qui avait été prévu a changé d'échelle. Mais si on n'avait rien fait, tout cela serait ailleurs et profiterait à d'autres.

Fos est toujours un atout?

Oui, c'est une richesse à long terme que d'autres n'ont pas. Nous avons de l'espace, mais il n'est pas sans limite et il convient de l'utiliser le mieux possible. Le port est en mutation, il y a des activités qui muent, d'autres qui sont à reconverter. C'est le cas du pétrole. Mais il nous faut aussi savoir accueillir des entreprises qui ne génèrent pas forcément du trafic portuaire, mais participe à l'attractivité.

Il y a un débat sur le rôle du port dans la métropole. Quelle est sa place?

Pour moi, il est clair que l'échelle de dialogue, c'est la métropole. Attention, je ne suis pas en train de dire qu'elle doit prendre la place de l'État. Je dis que l'échelon métropolitain doit être au sein du port. La future métropole doit y trouver toute sa place, c'est une évidence. Marseille-Fos est un port de rang européen, il faut conforter ce niveau. Nous sommes une porte d'entrée pour l'Europe, il y a des orientations stratégiques prises qui vont dans ce sens.

Propos recueillis par Jean-Luc CROZEL

Fos 2XL, l'outil de reconquête pour les conteneurs

Premier port de Méditerranée, n°5 en Europe, le Grand Port Maritime de Marseille a décidé de miser sur plusieurs relais de croissance pour reconquérir des parts de marché. Parmi ces relais, figurent notamment les conteneurs. Avec notamment la réalisation du terminal Fos 2XL. La contraction de "Fos to excel". Un outil pour lequel l'établissement portuaire a lourdement investi pour allonger les quais, constituer des terre-pleins et gagner en profondeur dans la darse 2. L'une des pièces maîtresses des aménagements lancés au début des années 50. C'est grâce à elle que les grands porte-conteneurs, dont la longueur dépasse les 300 mètres et qui naviguent sur les lignes internationales, peuvent être accueillis pour décharger et charger leurs boîtes à l'aide des portiques.

Autrefois, cette manutention était opérée

16 %
Taux de progression du trafic conteneurs à Fos en 2012.

par les agents du port. Mais depuis la réforme, votée en 2008, et la transformation du statut juridique des établissements Ports Autonomes en Grands Ports Maritimes, ces opérations sont exclusivement le fait d'opérateurs privés. C'est ainsi que Fos 2XL, qui comporte en fait deux terminaux, a été concédé à deux entreprises: SeaYard dont le capital est détenu par le groupe italo-suisse MSC (n°2 mondial du transport maritime conteneurisé) et Eurofos, filiale de Portsynergy, majoritairement détenu par le groupe fa-



Fos 2XL. Une vue du terminal SeaYard qui jouxte celui exploité par PortSynergie (CMA CGM), l'autre opérateur.

/ PHOTO SERGE GUÉROULT

milial marseillais CMA CGM, n°3 mondial pour le transport maritime de conteneurs.

Objectif pour le port: traiter le plus rapidement possible au moins un million de boîtes supplémentaires. Et il faut croire que la chose n'a rien d'impossible puisque, l'an passé, le nombre des escales a fortement augmenté et le port a franchi pour la première fois le seuil du million de boîtes traitées sur ses quais, améliorant ainsi son record de 2007. Un bond global de 12% d'une année sur

l'autre, majoritairement imputable à la croissance du trafic fosséen (+16%). Confiance de Jean-Claude Terrier: "Cette année, la croissance devrait être d'environ 5%. Compte tenu de la situation économique et par rapport aux autres, le résultat sera bon". Une étape qu'il faut donc consolider pour passer à une autre, un nouveau projet de terminal, concédé à l'opération Hutchinson cette fois, étant toujours dans les cartons.

J.-L.C.

FAIT2

Silicon Valley à la Belle-de-Mai ?

La Ville est candidate auprès de l'État pour devenir l'un des 15 "quartiers numériques" français

Appelons-le... Bill Gates (ou Steve Jobs, OK). Il est jeune, c'est un geek, son cerveau bouillonne, il pense en lignes de code, il a des idées pour changer le monde et son business, et il les a ici : oui, entre la rue Loubon et la rue Guibal (3^e). Bienvenue à la Silicon Valley, bienvenue à... la Belle-de-Mai.

C'est en tout cas tout le mal que souhaite au vieux quartier ouvrier Daniel Sperling, l'adjoint UMP délégué à l'accès à internet : faire de ce secteur un vivier international du numérique, ainsi qu'il en avait déjà exprimé le souhait à Fleur Pellerin, la ministre à l'Économie numérique, en visite en septembre 2012 à Marseille. Et alors que l'État va inscrire au projet loi de finances 2014 le cofinancement de quinze "quartiers numériques" français, Marseille

"La Belle-de-Mai répond aux critères du label."

DANIEL SPERLING

a déjà posé sa candidature. Comme Lille, Bordeaux ou Nantes. L'impatience des villes est compréhensible : 200 M€ seront injectés dans ces projets de développement de la filière numérique française (aide aux entrepreneurs, création de guichets uniques sur un territoire, etc.). "En termes de moyens et de valorisation à l'international, c'est énorme", estime Daniel Sperling. Le



Il y a un an, la Ville vantait à la ministre de l'Économie numérique Fleur Pellerin son Pôle médias.

sénateur-maire, Jean-Claude Gaudin, a lui-même relancé la ministre afin de lui vanter les atouts de... la Belle-de-Mai. Car si Château-Gombert et Luminy, avec ses ingénieurs et étudiants, pèsent sur la carte du numérique local, "on pense que la Belle-de-Mai répond à tous les critères d'attribution du label quartier numérique", poursuit Daniel Sperling. Présence du Pôle

médias et de l'Incubateur national de la Belle-de-Mai, tissu diversifié de start-ups -une cinquantaine d'entreprises innovantes représentant 800 emplois, estime la Ville-, écosystème créatif (Friche, Ina, etc), accès facile, réserves foncières disponibles, régulières rencontres entre les acteurs de la filière... On le sait peut-être peu - dans le quartier, Plus belle la vie a certes

tendance à truster les projecteurs - mais mille choses excitantes mifonnent ici : on verra ainsi ici bientôt l'arrivée d'un studio d'effets spéciaux et de capture de mouvements "Mocap" (l'appel à projets a été clos le 20 septembre).

À la Belle-de-Mai, la Région ne cache pas non plus son ambition d'accompagner la création d'une École internationale du

"Ce serait une reconnaissance de la filière."

CÉLINE SOULIERS

transmédia et des nouvelles écritures. Bref, "le terreau est déjà riche", soutient Daniel Sperling qui a reçu une réponse "encourageante" du préfet quant à la candidature marseillaise.

À l'Incubateur national de la Belle-de-Mai, on veut y croire. "Même si on a peu d'éléments sur ce projet, on s'inscrit totalement dans cette initiative, s'enthousiasme la directrice de la structure, Céline Souliers. Cela nous donnerait une visibilité supplémentaire au niveau national. Ce serait une reconnaissance de toute la filière." Depuis 1999 -un siècle à l'échelle ultra-rapide des développements du numérique- une centaine de start-ups ont mûri ici. Avec, pour certaines, de beaux succès, comme Vox inzebox (audioguides) ou Bazile telecom (téléphones pour seniors). "Après, il est vrai, admet Céline Souliers, que Marseille, Toulon et Nice ont tendance à chacune vouloir tirer leur épingle du jeu... C'est normal dans une région aussi étendue! C'est moins facile de mettre en place une synergie que dans le Nord Pas de Calais où Lille tire tout le monde vers le haut!" La labellisation de l'État pourrait motiver tout le monde à travailler vraiment ensemble.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence-presse.fr

L'EXPERT

Daniel Kaplan (Fing) : "Marseille doit développer une synergie"

Daniel Kaplan est le cofondateur de la Fondation pour l'Internet nouvelle génération (Fing), un projet collectif qui se consacre à "repérer, stimuler et valoriser l'innovation dans les services et les usages du numérique et des réseaux". Après plusieurs missions nationales et internationales, il participe, depuis janvier 2013, au Conseil national du numérique (CNN).

Marseille est-elle déjà bien positionnée en matière de développement numérique ?
"Oui, surtout si l'on adopte un angle mé-

tropolitain. Il y a beaucoup d'acteurs, d'actions en Paca, des entreprises fortes, le Pôle médias, des chercheurs, le Pôle de compétitivité de Sophia Antipolis pas si loin... La Région est très active. Les ressources et la prise de conscience collective sont bien là! En revanche, tous ces acteurs ne travaillent pas encore assez ensemble, comme cela est par exemple le cas dans le Nord-Pas-de-Calais, qui mise sur la transition énergétique. Ici, chacun reste encore un peu trop dans son coin, les grandes entreprises ne sont pas assez

auprès des petites, etc. Voilà, ici, il faut encore créer une synergie commune, au-delà des clivages."

Que pensez-vous des "quartiers numériques" ?

"C'est plutôt une bonne initiative car elle dit une chose juste : ce n'est pas parce que le monde est numérique qu'on n'a pas besoin de frottements permanents entre les disciplines, de rencontres. Les gens ont besoin de se voir pour travailler ensemble! Après, ces quartiers ne doivent pas as-

pirez les énergies, mais être des nœuds de réseau qui irriguent autour. Le choix de la Belle-de-Mai me semble bon mais il est indispensable que le Pôle médias puisse élargir son champ d'action hors des médias, justement. De la même façon, il faut y associer les étudiants : Kedge ou les ingénieurs de Château-Gombert sont un vrai atout pour les entreprises du numérique, ils doivent être dans la "boucle"! On ne fera pas un Silicon Valley, mais on peut créer une autre forme de proximité, inventer autre chose."

Recueilli par D.T.A.

ENTREPRISE INNOVANTE

Evolix toujours en pleine croissance



Tout comme le chiffre d'affaires de la star-up créée en 2004, l'équipe d'Evolix s'est bien agrandie depuis ses débuts. Elle est désormais composée de huit salariés.

/PHOTO DR

Pour sa 10^e année d'existence, Evolix, une start-up créée en 2004 par trois élèves en informatique de Centrale Marseille, fait preuve de stabilité. Spécialisée dans le domaine de l'hébergement et de l'infogérance d'infrastructures de serveurs avec des logiciels libres, elle compte aujourd'hui 8 salariés. Le 25 juin dernier, elle a aussi incorporé une partie des profits réalisés ces dernières années au capital social, qui est passé de 7500 à 105 000 €. Localisée au Pôle média de la Belle de Mai, après avoir débuté son activité dans une annexe de Centrale, Evolix n'a bénéficié d'aucune aide (en dehors d'une dotation de 5000 € remportée au concours Défi Jeunes) mais surfe sur une activité pérenne et une croissance raisonnable qui devrait la mener prochainement vers un chiffre d'affaires

d'un million d'euros. De quoi satisfaire Sébastien Dubois, co-fondateur (avec Grégory Colpart, gérant et associé) de cette entreprise qui compte notamment Autoescape.com et cybercartes.com parmi ses clients : "Notre activité n'est pas liée à un unique acteur, elle est donc pérenne", estime-t-il en précisant que "techniquement, ce n'est pas compliqué de travailler depuis Marseille".

2013 est également une année de réussite pour Evolix qui a remporté le marché de l'hébergement et de l'infogérance du site MP2013.fr, lequel approche les 500 000 visiteurs uniques par jour en valeur maximale. "C'est une très belle carte de visite et ça nous sert évidemment en terme de communication", se réjouit Sébastien Dubois.

Franck MEYNIAL

L'ANALYSE

Un terrain favorable à l'éclosion de pépites

Le numérique est partout. Téléphones, télévision, transports, automobile : la révolution est en marche et notre région y apporte son lot d'idées et d'innovations. Au point d'être perçue comme l'une des deux ou trois premières de France de par son potentiel.

C'est ce qu'indique un panorama dressé autour des services liés aux technologies de l'information et de la communication pour le compte de la Mission pour le développement économique régional (MDER). On y apprend que la filière regroupe 22 000 établissements et 55 000 emplois (77 000 avec les activités liées), l'ensemble générant un chiffre d'affaires de 14 milliards. Mais surtout, ce qui frappe le plus est le rôle central que les technologies numériques jouent dans d'autres domaines qu'elles irriguent. Ainsi l'aéronautique, l'agroalimentaire, la santé, l'environnement, le tourisme ou encore la culture. Sans oublier ce qui a trait à la sécurisation des échanges et le stockage des données. Des domaines qui structurent l'économie provençale en s'appuyant sur quatre filières : la microélectronique (530 établissements, 9 000 emplois) omniprésente aux portes de Marseille pour la production, les télécommunications (1300 établissements), les logiciels et services (8 400 établissements) et les médias.

Tout cela se traduit par des points forts et l'existence de quelques fleurons internationaux. C'est ainsi que le pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées est reconnu d'envergure mondiale. Il regroupe en son sein des structures comme Gemalto (le n°1 mondial de la carte à puce est né du rapprochement de Gemplus et d'Axalto), ou STMicroelectronics qui ont un rôle moteur. Mais surtout, ces entreprises ont nourri un essaimage qui est à l'origine de l'éclosion de petites entreprises, souvent très pointues et performantes, qui ne demandent qu'à grandir. C'est par exemple le cas d'Inside Secure, groupe spécialisé dans les technologies sans contact à présent coté en bourse.

Mais au-delà des filières et des chiffres, le fait est que le terrain est favorable à l'éclosion de pépites : outre ses capacités de recherche et de création, la métropole marseillaise est un bassin de population qui génère des besoins auxquels il faut répondre. Or un Silicon Valley ne peut exister que si ce qu'on y invente trouve des débouchés.

Jean-Luc CROZEL

lccrozel@laprovence-presse.fr

Marseille-Fos : moins de pétrole, plus de conteneurs

PORT La zone industrielle de Fos a 50 ans. L'occasion de penser à l'avenir

Les principaux ports européens (chiffres 2012)

N°1 Rotterdam	441,5 Mt
N°2 Anvers	184,7 Mt
N°3 Hambourg	130,9 Mt
N°4 Amsterdam	94,3 Mt
N°5 Marseille	85,7 Mt
N°6 Bremen	84 Mt



Dans le monde

N°1 Ningbo/Zhoushan (Chine)	744 Mt
N°2 Shanghai (Chine)	736 Mt
N°3 Singapour (Singapour)	538 Mt
N°4 Tianjin (Chine)	476 Mt
N°5 Rotterdam (Pays-Bas)	441,5 Mt
N°41 Marseille (France)	85,7 Mt

En Méditerranée

N°1 Marseille	85,7 Mt
N°2 Algeiras	83 Mt
N°3 Valence	65,7 Mt
N°4 Gênes	50,2 Mt
N°5 Barcelone	41,5 Mt

*Mt : activité en millions de tonnes

Infographie Sébastien BAGNIS

Pour le Grand Port Maritime de Marseille-Fos (GPM) qui aujourd'hui se penche, à l'occasion d'un colloque, sur les voies futures de son développement, 2013 ne portera pas dans les annales la marque d'un grand cru. Crise oblige, son trafic global sera, au mieux, du même ordre que celui totalisé l'an passé, soit 85,7 millions de tonnes (Mt). "Au mieux", car à la lecture des chiffres publiés à la fin du mois de septembre, le recul de 4 % qui avait été enregistré au premier semestre, n'a pas été effacé. Il a, au contraire, atteint 5 %. Soit un trafic global de 60,6 Mt au terme du troisième trimestre, en retrait de presque 4 Mt.

Pourquoi ce repli, dans la continuité d'un autre de 3 % en 2012 ? La cause est à rechercher dans l'effondrement du trafic pétrolier, en chute de 12 % sur un an et de 24,8 % en septembre.

Une tendance qui n'est pas nouvelle et dans laquelle la responsabilité portuaire est nulle. Les racines du mal sont en effet à rechercher dans la crise du raffinage que traverse l'Europe. C'est elle qui est à l'origine du retrait de Shell de la France et de l'arrêt définitif de plusieurs raffineries, dont celle de LyondellBasell à Berre. C'est "ce choc pétrolier", comme le nomme Jean-Claude Terrier, le président du directoire du GPM (lire ci-dessous), qui impose au port de rechercher de nouvelles voies de développement. Les hydrocarbures représentent en effet à ce jour plus de la moitié du trafic global et constituent une manne financière conséquente.

Pour autant, tout n'est pas noir dans ce tableau. Car dans le même temps, l'activité marchandises diverses a progressé de 2 % depuis le début de l'année. Et en son sein, la dynamique du trans-

port conteneurisé, lui aussi amoindri par la crise qui a ralenti les échanges internationaux, ne se dément pas ici.

À fin septembre, la progression des échanges conteneurisés est de 5 %. Un résultat positif qui laisse à penser qu'en ce domaine, Marseille-Fos fera mieux qu'en 2012, ou le seuil du million de conteneurs avait été dépassé. Améliorant le record de 2007 de quelque 60 000 boîtes. 2013 devrait donc confirmer le décollage de ce segment pour lequel les bassins de Fos, avec les terminaux 2XL, jouent un rôle moteur.

Par ailleurs, passer le seuil du million de boîtes deux années consécutives serait inédit dans l'histoire du premier port de France. Qui aimerait bien que les bassins de Marseille-ville connaissent le même type de progression, ce qui est loin d'être le cas.

Jean-Luc CROZEL

Le chiffre

1^{er} ou 2^e ?

Actuellement, Marseille-Fos est le premier port de Méditerranée, Algeiras le 2^e. Au terme du premier semestre, les deux étaient au coude à coude avec chacun un trafic global de 41 Mt. Enjeu pour Marseille : garder ou perdre son rang de leader.

LES 3 QUESTIONS à Jean-Claude TERRIER Président du Directoire du GPM

"Nous devons rechercher de nouvelles voies"



Comment se porte le port de Marseille-Fos ?

Nous sortons de cinq années compliquées. La réforme portuaire a été appliquée, mais l'a été en période de crise, ce qui a rendu les choses plus difficiles. Pour ce qui nous

concerne, le bruit de fond fait autour de cette réforme a masqué l'impact de la crise du raffinage en Europe. Nous avons perdu à bas bruit entre 15 et 20 millions de tonnes de brut qui ne reviendront pas. Nous avons subi notre choc pétrolier et c'est pour compenser cela que nous devons réfléchir à d'autres voies. C'est indispensable.

Lesquelles ?

Le port a depuis longtemps songé au gaz naturel liquéfié (GNL). D'où l'importance pour nous d'avoir obtenu Fos Cavaou de GDF Suez. Mais là encore, la donne a changé. L'arrivée du gaz de schiste, moins cher, perturbe le marché. L'incident de Fukushima au Japon a aussi différé les priorités. Le GNL offrira sans doute des opportunités, mais n'est plus un relais immédiat. Le projet d'un nouveau terminal Fos Faster va être retardé. Il faut donc attendre. Le port a bien sûr pensé aux produits raffinés, mais ils voyagent sur des navires bien plus petits que les pétroliers et les gaziers que nous recevons. Cela veut dire qu'ils peuvent aller dans d'autres ports. Là aussi, il faut attendre une autre évolution. En fait, il n'y a guère que les marchandises diverses et les conteneurs qui peuvent être un relais de croissance. Cette ac-

tion a été lancée et commence à porter ses fruits.

L'avenir est donc plus que jamais d'être un port global ?

Oui. Mais attention à ne pas croire que nous savons tout faire. Ce n'est pas vrai. La question est : comment allons-nous valoriser notre domaine ? Nous pensons à la logistique, à des projets de stockage et de valorisation du CO2, à la chimie verte, au développement des autres formes d'énergie comme l'éolien. Problème : on ne construira plus de hauts fourneaux et aucun constructeur de voitures ne viendra ici. Il faut donc trouver d'autres voies, saisir des opportunités. Une chose est certaine : Marseille-Fos est la porte de l'Europe du Sud. À nous tous d'être attractifs. C'est mon message.

Propos recueillis par J.-L.C.

Stabilité sociale, infrastructures adaptées et ouverture

Le port de Marseille-Fos est-il en mesure de redevenir un grand port européen ? "Il ne l'est encore tout à fait. Mais il a à présent les cartes en main. Il est loin de son rang d'il y a 20 ans, mais les signes de reconquête sont là. J'en veux pour preuve qu'à Fos, les résultats pour le trafic conteneurisé sont meilleurs que dans les autres ports européens qui eux aussi souffrent de la crise", répond Marc Reverchon, le président du Conseil de développement du GPM.

Comment compenser le recul du pétrole et faire pour accélérer le développement du port et de sa zone industrielle de Fos-sur-Mer ? "Il faut un projet partagé par tous les acteurs, un consensus. Il y a eu une charte Ville-Port à Marseille, il faudra la même chose à Fos. Des négociations sont en cours. C'est le seul moyen d'être attractif et de bénéficier des richesses créées par le port. Il

n'est pas un trou noir d'où arrivent et partent les marchandises. Il faut des routes, des voies ferrées, des équipements, des logements", poursuit Marc Reverchon.

Le port est-il redevenu attractif ? Claus Ellemann Jensen, président du pôle de manutention SeaYard qui opère sur le terminal Fos 2XL pour le compte de MSC, Maersk et Cosco, le pense. "Fos est redevenu un port normal à qui on peut faire confiance. Depuis deux ans, nous travaillons bien et tout est fait dans les délais. Je vous confirme que nous regagnons déjà des parts de marché sur les autres ports. Mais attention : de là à dire qu'on est champion, il y a de la marge. Mais bon, les armateurs reviennent. Cela veut dire aussi qu'il faut rester fiable dans la continuité. Il faut une stabilité sociale, des infrastructures adaptées. Je pense aussi que le GPM devrait davantage accompagner les entrepri-

ses qui s'adressent à lui. Tout cela participe d'une question d'attractivité, d'efficacité."

Jacques Pfister, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence, estime pour sa part que le port doit davantage s'ouvrir sur l'extérieur. "Je tire un coup de chapeau à ceux qui ont lancé cette zone industrielle de Fos il y a 50 ans. Ils ont créé un outil qui reste d'actualité, appuyé sur l'industrie au bord de l'eau. Il faut poursuivre. Mais pour moi la question est : doit-on attirer des entreprises en pensant trafic portuaire ? Ou doit-on attirer tout confort pour créer de la richesse et consolider l'existant ? Je penche pour la seconde réponse. Il faut que le port soit plus agressif sur le plan commercial. Il faudrait aussi que les acteurs du territoire revendiquent la gouvernance au nom de la proximité. Pour moi, l'avenir passe par une ouverture." J.-L.C.

Qui a vraiment la main sur le port ?

Votée en juillet 2008, la réforme portuaire a été bouclée en juin 2011. Le GPMM va renouveler sa gouvernance

Juin 2011. Dans les bassins de Marseille, 41 agents de maintenance et portiqueurs du port intègrent l'entreprise de manutention Intramar. Un transfert qui scelle la dernière étape de l'application de la réforme qui, trois ans plus tôt, a donné naissance à sept Grands Ports Maritimes, dont celui de Marseille-Fos. La loi, adoptée par les députés début juillet 2008, lui a donné forme au terme d'une négociation âprement menée par la CGT et entrecoupée d'importants mouvements sociaux. Mais en ce mois de juin 2011 un résultat s'impose : 410 agents, détachés auprès d'une filiale pétrolière, Fluxel, ainsi que des entreprises de manutention de Marseille et de Fos, ont changé de patron.

La réforme portuaire dont la justification a été de restaurer la compétitivité des ports de commerce - "la moitié des marchandises qui arrivent en France par mer sont débarquées dans un port étranger" indique l'exposé des motifs -, a changé le paysage. Adieu les anciens Ports autonomes apparus au début des années soixante, voici les Grands Ports aménageurs. Maîtres de leurs domaines foncier et maritime, ils ont pour mission première de les valoriser.

Mais n'ont en revanche plus le droit d'être des exploitants. D'où la vente obligée des matériels et le détachement des personnels aux manutentionnaires qui acquièrent ainsi ce qu'ils revendiquaient depuis 1993, année où les dockers ont été mensualisés : l'unicité de commandement, c'est-à-dire la maîtrise totale de la filière.

Mais la réforme a aussi changé la gouvernance des ports qui, désormais, s'organise autour de trois pôles. Un direc-



Un portiqueur à Marseille. Cette activité a été externalisée et privatisée.

/ PHOTO THIERRY GARRO

toire présidé par Jean-Claude Terrier, un conseil de surveillance dirigé par Patrick Daher et un conseil de développement géré par Marc Reverchon. Le premier est l'organe exécutif, le second décide de la stratégie sous la forme d'un plan industriel à cinq ans, le troisième, doté d'un avis consultatif, se veut la caisse de résonance de la place portuaire et de son environnement économique et social. Ces trois instances élues pour un mandat de cinq ans en octobre 2008, vont être renouvelées dans les semaines qui viennent (voir ci-dessous).

Quel bilan peut-on tirer de cette réforme pleinement en vigueur depuis bientôt 30 mois ?

Le premier point qui n'échappe à personne est le retour de la paix sociale (lire ci-contre) sur les quais. S'ensuit un regain d'intérêt des armateurs pour la place portuaire. Cela étant, la crise a contrarié les espoirs de voir l'activité de Marseille-Fos rebondir rapidement. De sorte que si le trafic conteneurs va pour la seconde année consécutive dépasser le million de boîtes, la restructuration du raffinage pèse néanmoins lourdement sur la première ressource du port : le pétrole. D'où cette priorité pour l'avenir qu'ont ceux qui dirigent le port : gagner en performance et se diversifier.

Jean-Luc CROZEL

PETITE ANNÉE

Le port de Marseille-Fos devrait terminer l'année avec un trafic global proche de celui de l'an passé, c'est-à-dire alentours de 85 millions de tonnes.

Un résultat lié au repli du trafic pétrolier, malmené par la crise du raffinage.

Consolation : le trafic conteneurisé sera supérieur au million de boîtes.

Le GPMM dont dépendent 40 000 salariés, emploie directement 997 agents.

715 dockers travaillent à Fos, 407 à Marseille.

CE QU'ILS EN DISENT...

"Le premier acquis c'est la paix sociale"

Trait marquant d'un nouvel état d'esprit sur les quais du port : le retour de la paix sociale. "C'est un point essentiel. Depuis deux ans tout se passe bien et il est clair que cela nous permet d'aller à la rencontre de nos clients en étant offensif", juge Hervé Ballardur. Transitaire à la tête de l'association Via Marseille-Fos qui assure la promotion de la place portuaire, il revient d'une mission en Turquie. "Comme nous l'avons fait précédemment, quatre dockers, deux de Marseille et deux de Fos, nous ont accompagnés. C'est un changement de comportement qui montre que nous agissons maintenant de concert. Qu'il y a un nouvel état d'esprit, davantage coopératif".

L'avenir ? "Je pense que cette réforme a fait du bien au port et qu'il faut poursuivre en étant plus commercial, davantage dans la peau d'une entreprise. La réforme portuaire est achevée, mais le port a changé de profil".

"Le bilan de ces premières années est pour nous plutôt négatif, il est même inquiétant, malgré une légère amélioration", tempère Pascal Galéoté, le représentant des agents et des personnels portuaires détachés. "Les résultats sur Marseille sont très loin d'être ceux qu'on nous avait annoncés. Et sur Fos la filiale Fluxel est impactée par la crise du raffinage. Mais nous ne cérons pas à la morosité, nous voulons que le port s'en sorte". Puis Pascal Galéoté conclure : "Il y a tout de même un point positif, une lueur d'espoir : c'est la renaissance de la réparation navale avec la restauration de la forme 10. Nous l'attendons avec impatience".

À Fos, Serge Coutouris, un des cadres du syndicat CGT des dockers à la tête duquel se trouve Stephan Stamatou, explique lui aussi "que l'activité reste inférieure aux prévisions, même si Fos 2XL a permis de récolter des trafics supplémentaires". Puis de juger : "Nous avons toujours pensé que cette réforme a davantage obéi à des motivations politiques qu'à des objectifs économiques. Néanmoins, ici elle s'est faite dans de bonnes conditions et il y a la paix sociale, c'est vrai. Mais elle reste fragile, surtout quand on regarde les projets qui sont ceux de l'Europe".

J.-L.C.



Un cavalier sur le site SeaYard du terminal conteneurs Fos 2XL.

/ PHOTO SERGE GUEROUIT

Une gouvernance à trois têtes

Présidé par Jean-Claude Terrier, assisté de Chantal Helman, directrice de l'administration et des finances du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), et Renaud Spazzi, directeur de l'aménagement du GPMM, le directoire assure la direction et la gestion de l'établissement public.

Le conseil de surveillance présidé par Patrick Daher, décide quant à lui des orientations stratégiques du GPMM et contrôle la gestion de ce dernier par le directoire. À la différence du conseil d'administration de l'ancien Port autonome, qui était inondé de petits dossiers de gestion quotidienne, le conseil de surveillance est devenu un véritable appareil au service de la stratégie à moyen et long terme du port. Ce conseil, dont le mandat arrive à échéance le 3 décembre prochain, est constitué de 17 membres parmi lesquels 4 représentants des collectivités territoriales (Région, Département, Ville, Syndicat

d'agglomération nouvelle), 3 représentants du personnel, 5 personnalités qualifiées parmi lesquelles Jean-Pierre Fournier dont le nom revient souvent comme successeur possible de Patrick Daher atteint par la limite d'âge, et 5 représentants de l'État, à savoir le préfet de région et un représentant des différents ministères de tutelle du GPMM (Transports, Environnement, Économie et Budget). La Ville de Marseille a déjà fait savoir que Roland Blum serait son représentant pour la prochaine mandature.

Quant au conseil de développement que préside Marc Reverchon, il doit être obligatoirement consulté par le directoire ou le Conseil de surveillance sur les projets stratégiques, la politique tarifaire et tous les grands sujets où l'intérêt du GPMM est en jeu. Sa particularité est d'associer l'ensemble de la place portuaire, y compris le milieu universitaire, les spécialistes de protection de l'environnement et les experts en développement durable. Loin de constituer l'usine à gaz que certains redoutaient, ce conseil est décrit par un conseiller portuaire comme "un gazogène ayant fourni des orientations déterminantes".

Constitué de 40 membres dont 30% sont des personnalités qualifiées et 30% représentent la place portuaire, 30% les quatre collectivités territoriales et 10% les personnels des entreprises, son mandat arrive à échéance en février 2014. Là encore, la municipalité phocéenne a déjà fait son choix : c'est Solange Biaggi qui y siègera en 2014.

Ph.G.



Chantal Helman est l'une des quatre membres du directoire du port. / PHOTO LP ET N.B.C.

Les dix personnalités les plus influentes



De gauche à droite et de haut en bas, de Jean-Claude Terrier à Hervé Ballardur.

/ PHOTOS LP ET N.B.C.

► **JEAN-CLAUDE TERRIER**, directeur de l'ex-Port autonome puis président du directoire du GPMM depuis septembre 2008. Enarque, il a effectué l'essentiel de sa carrière au ministère de l'Intérieur avant de diriger le port de Dunkerque de 2004 à 2008.

► **PATRICK DAHER**, président du Conseil de surveillance du GPMM depuis 2009. À la tête du groupe Daher qui emploie plus de 7000 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires d'environ 925 millions d'euros, ce Marseillais ne briguera pas un nouveau mandat car atteint par la limite d'âge, fixée à 60 ans.

► **JACQUES TRUAU**, vice-président du Conseil de surveillance du GPMM depuis 2008. Capitaine puis pilote du port, il a présidé le conseil d'administration du Port autonome de 2001 à 2004. Considéré com-

me le "père" du renouveau des croisières dans la cité phocéenne, il préside depuis 1996 le Club de la Croisière Marseille Provence.

► **MARC REVERCHON**, président du Conseil de développement du GPMM depuis février 2009. Polytechnicien diplômé de l'École nationale des Ponts et Chaussées, il est le directeur général de La Méditerranée et a dirigé le développement de l'ex-Port autonome de 1989 à 1995.

► **CHRISTOPHE PILOIX**, directeur des Opérations du GPMM. Cet ingénieur en chef des Ponts et Chaussées a rejoint la direction de l'ex-Port autonome en 1998.

► **AMAURY DE MAUPÉOU**, commandant du GPMM. Ancien capitaine au long cours pendant 18 ans, a rejoint la capitainerie du port en 1999 et devient commandant du

Grand port maritime de Marseille en 2011. Il préside depuis septembre 2013 et pour quatre ans, le Comité européen des commandants de port.

► **STÉPHAN STAMATIOU**, docker, secrétaire général du syndicat des dockers du Golfe de Fos.

► **PASCAL GALÉOTÉ**, agent portuaire, secrétaire général du syndicat CGT des agents du GPMM et détachés.

► **LUDOVIC LOMINI**, docker, secrétaire du syndicat des dockers de Marseille

► **HERVÉ BALLADUR**, transitaire, patron de HBI. Ancien président de l'Union maritime et fluviale (UMF) de Marseille Fos, il entame un second mandat à la tête de "Via Marseille Fos", la structure de promotion de la place portuaire. Ph.G. et J.-L.C.

Ces interrogations qui minent l'avenir de la SNCM

Une réunion s'est tenue hier au ministère afin d'informer les salariés. La situation est grave

La SNCM prend l'eau et il est plus que temps de l'empêcher de sombrer. C'est pourquoi hier après-midi, à la demande de Frédéric Cuvillier, le ministre des Transports, s'est tenue à son ministère mais sans qu'il soit présent (le ministre est au sommet de Madrid), une réunion à laquelle ont participé les représentants des actionnaires, des salariés présents au capital de la compagnie et des syndicats représentés au conseil de surveillance.

LE BUT DE LA RÉUNION

Amorcer une nouvelle phase qui doit conduire à doter le plus rapidement possible la compagnie maritime d'un nouvel actionnariat, stable et à même de lui permettre de survivre. Déficitaire et proche du dépôt de bilan, condamnée par la Commission Européenne à rembourser 440 millions d'euros, délaissée par son actionnaire Véolia qui ne souhaite pas la conserver, la SNCM espère pourtant encore en un avenir plus serein. État des lieux.

LA SITUATION

La SNCM accuse actuellement un déficit de trésorerie évalué à 35 millions d'euros. Une situation qui a conduit la compagnie à demander au tribunal de commerce de Marseille l'ouverture d'une procédure de conciliation. 17 millions ont été apportés par Transdev, mais cet apport reste insuffisant. Si les actionnaires Véolia et Transdev ne suivent pas, le dépôt de bilan sera imminent.

LES ACTIONNAIRES

La situation est complexe. En 2006, Véolia Environnement entre au capital de la SNCM avec le fonds Butler Capital. Celui-ci se retirera deux ans plus tard, laissant Véolia avec 66% du capital. L'État conserve 25% et les salariés 9%. En 2012, Véolia a entrepris de se dégager de sa branche transport au profit de Transdev, son partenaire filiale de la Caisse des Dépôts. Las, Transdev ne veut pas de la SNCM jugée "atypique" et Véolia doit la conserver. Problème: les liens ne sont pas clarifiés. Une chose est néanmoins certaine: Véolia n'entend pas rester au capital et n'entend pas non plus payer les condamnations. Du coup, l'État est appe-



La SNCM est en proie à d'importantes difficultés financières. Pourra-t-elle assurer la continuité territoriale? / PHOTO NICOLAS VALLAURI

lé à la rescousse. Une situation dangereuse car la Commission de Bruxelles veille au grain.

440 M€ À REMBOURSER

La Commission Européenne, à la suite de deux recours introduits par la compagnie concurrente Corsica Ferries, a rendu deux décisions condamnant la SNCM à rembourser 440 millions d'euros. 220 millions au titre d'aides d'État jugées illégalement perçues dans le cadre de l'actuelle délégation de service public (DSP) qui prendra fin le 31 décembre; 220 millions au titre de la remise en cause des modalités de la privatisation de la SNCM, opérée en 2006.

CE QUE FAIT L'ÉTAT

L'État conteste les deux décisions de la Commission Européenne et refuse que la SNCM rembourse 440 millions. "Une condamnation à mort", a dit Frédéric Cuvillier (*La Provence* le 23 novembre). En fait, le ministre procède par étapes. Il a lui-même expliqué avoir travaillé sur l'environnement de la

Véolia n'entend pas rester au capital et n'envisage pas de rembourser les aides.

compagnie afin de la mettre en situation de remporter l'appel d'offres lancé par la Corse pour la prochaine délégation de service public d'une durée de dix ans qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. L'objectif est à présent de doter la SNCM d'un actionnariat stable.

LE RÔLE DE LA CORSE

La collectivité territoriale de Corse est à l'origine du cahier des charges de la délégation de service public. C'est à elle que la SNCM doit rembourser les 220 millions de la première condamnation infligée par la Commission. C'est elle qui a accordé la nouvelle délégation de service public dont les conditions financières ont été revues à la baisse. Son besoin étant le

maintien de la continuité territoriale (en fait des dessertes permanentes), la collectivité pourrait être tentée d'entrer au capital de la SNCM ou d'une future compagnie. En attendant, le président de la Collectivité territoriale de Corse, Paul Giacobbi, a obtenu la nomination d'une commission d'enquête sur les conditions de la privatisation en 2006.

LA CONCURRENCE

Elle est au cœur de la bataille pour la desserte de la Corse. Avec au premier rang, la compagnie Corsica Ferries, à l'origine des recours et des condamnations.

Le 8 novembre dernier, elle a déposé un nouveau recours devant le tribunal administratif de Bastia pour contester l'attribution de la nouvelle délégation de service public. Mais le directeur pour la Corse de la SNCM dénonce aussi "le jeu trouble" de la Méridionale, son partenaire historique. Il reproche à la concurrence de voir des subventions là où il y a rémunération de prestations. Détenue par le grou-

pe Stef TFE, La Méridionale ne commente pas.

CE QUI EST ENGAGÉ

Pour remonter la pente, la SNCM a entrepris de céder plusieurs navires et a validé un plan social portant sur 515 départs volontaires, dont 415 dès 2014.

GARE AU DÉPÔT DE BILAN

La mesure pourrait peut-être permettre d'échapper aux sanctions européennes. Mais compte tenu de l'état de la SNCM, elle risquerait surtout d'entraîner une mise en liquidation judiciaire rapide. Avec toutes les conséquences que cela entraînerait au niveau des 2000 emplois. Un séisme.

D'AUTRES SOLUTIONS?

La Corse a évoqué la création d'une société d'économie mixte lors de ses débats. Mais elle a besoin de partenaires. Le groupe Stef TFE pourrait par ailleurs aller au-delà de son partenariat actuel avec la SNCM. De simples hypothèses à l'heure actuelle.

Jean-Luc CROZEL

Pour la Commission, "il n'y a pas d'acharnement"

Pourquoi la SNCM doit-elle rembourser 400 M€? "Parce qu'au sein du marché unique européen, il existe des règles concernant les aides que les États peuvent attribuer aux entreprises. Elles permettent par exemple de financer les services publics de façon transparente, ou encore d'aider les entreprises en difficulté financière à condition qu'elles se restructurent pour redevenir viables. Ces règles sont les mêmes pour toutes les entreprises et pour tous les pays européens. Pour ne prendre qu'un exemple, la Commission a, le même jour que sa décision sur la SNCM, demandé à l'Allemagne de récupérer des sommes très importantes versées illégalement à Deutsche Post", répond Antoine Colombani, porte-parole du Commissaire Joaquin Almunia.

"Il n'y a donc aucun acharnement. Bien au contraire, la Commission avait même validé les aides à la restructuration puis à la privatisation en 2003 et 2008. Or ces deux décisions ont été annulées par le Tribunal de l'Union européenne. En particulier, le Tribunal a conclu en septembre 2012 que la Commission s'était trompée en considérant que les mesures prises par l'État en faveur de la SNCM relevaient de la démarche d'un investisseur normal. Nous avons donc dû réexaminer le dossier pour vérifier si la France avait bien respecté les règles européennes qui régissent les aides d'État aux entreprises en difficulté. Or, aucun des critères n'était rempli. Nous avons notamment constaté l'absence d'un plan de restructuration crédible qui aurait pu permettre de rétablir la viabilité de cette entreprise. S'agissant de la délégation de service public 2007-2013, nous avons approuvé toutes les sommes qui permettaient d'assurer le service public de desserte de la Corse tout au long de l'année. En revanche, les aides pour la saison touristique n'ont rien à voir avec le service public car le service est parfaitement fourni par le marché. Ces aides ne servaient donc pas à répondre à un besoin de service public, mais à favoriser un opérateur particulier sur un marché concurrentiel."

J.-L.C.

LES RÉACTIONS

Pour Jean-Claude Gaudin, "la situation de la SNCM est très grave". Le maire de Marseille regrette que lors de sa venue à Marseille, Jean-Marc Ayrault n'ait pas eu un mot pour le personnel de la SNCM et n'ait pas eu un geste pour sauver cette compagnie. "Je ne peux accepter cette attitude. Aussi, j'annoncerai et prendrai très prochainement des initiatives pour placer le gouvernement et ses représentants locaux devant leurs responsabilités face à la SNCM, à ses employés, à l'ensemble des Marseillais", tonne Jean-Claude Gaudin. De son côté, Patrick Menucci, candidat PS à la mairie, refuse de croire que la SNCM puisse être vendue à la découpe avant Noël. "Je demande au Premier ministre qu'il désigne un seul et unique pilote dans ce dossier. La seule ligne admissible est celle de la sauvegarde des emplois et des actifs de la SNCM."

LA PRIORITÉ

Trouver de nouveaux actionnaires



Paul Giacobbi, président de la Région Corse. / PHOTO AFP

Personne ne veut de la SNCM. Ni Véolia Environnement qui a entrepris de se désendetter à hauteur de 5 milliards d'euros; ni Transdev, la filiale de la Caisse des Dépôts qui a repris à Véolia son activité transport. Du coup, la SNCM se trouve dans une situation plus qu'incertaine qui rend urgente la recherche de nouveaux actionnaires. Deux solutions ont été envisagées. La première, avancée par la Collectivité territoriale de Corse, porte sur la création d'une société d'économie mixte. Que les Nationalistes et le Syndicat des Travailleurs Corses (le STC) nomment "compagnie régionale". Paul Giacobbi, le président de la Collectivité, a émis l'hypothèse d'une structure à laquelle pourraient participer la Corse soucieuse de la continuité territoriale et d'autres collectivités. Comme la Région Paca. Ce dont Michel Vauzelle ne veut pas entendre parler. Un partenaire maritime ou financier pourrait compléter l'ensemble.

L'autre projet est celui d'une reprise de la SNCM par le groupe Stef TFE, actionnaire de La Méridionale, le partenaire historique de la SNCM. Il aurait la préférence de Véolia qui serait prêt à accompagner l'opération d'un chèque de 80 M€. Mais cette opération se traduirait aussi par la séparation des activités Corse et Maghreb de la SNCM. Les salariés redoutent en outre un plan social bien plus important.

J.-L.C.

REGION

SPECIAL
MARSEILLE

LUNDI 2 DÉCEMBRE 2013

#LESECHOS.FR

PANORAMA // La publicité faite au nouveau littoral culturel phocéén a radicalement changé l'image de la ville. Avec l'arrivée des touristes, l'économie et l'urbanisme prennent un nouveau tour.

Marseille : le tourisme redessine le paysage urbain

Paul Molga

— Correspondant à Marseille

Des pédalos à la place des métaux ? Il y a encore quinze ans, cette perspective dénoncée par le groupe alternatif Massilia Sound System faisait frémir les classes ouvrières marseillaises. Cette mutation redoutée est pourtant aujourd'hui une réalité : croisière, tourisme, culture et, avec eux, économie de la connaissance et emplois de services sont désormais à l'avant-garde du renouveau économique phocéén. « Les secteurs liés aux loisirs sont encore le plus petit moteur économique, avec seulement 7 % de l'emploi total, mais ils connaissent la dynamique de croissance la plus élevée avec près d'un milliard d'emplois supplémentaires par an (+ 5 %) qui permet de recruter à tous les niveaux de qualification », explique l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise.

Des croisiéristes aux congressistes

Le groupe Hamamson en fait, en ce moment, la démonstration avec l'organisation autour de son nouveau centre commercial Les Terrasses du Port—l'un des plus impor-

sants prévus dans le pays (160 boutiques sur 61.000 m²)—du recrutement de près de 2.000 emplois pour son exploitation. Entre l'esplanade culturelle J4, qui a attiré 1,5 million de visiteurs depuis l'inauguration du MuCEM en juin, et les quais réservés aux navires passagers, qui ont vu accoster 1 million de voyageurs cette année à l'occasion de 460 escales (une centaine de plus que l'an passé), son potentiel n'a rien de symbolique. L'année dernière, les seuls croisiéristes ont représenté le quart du tourisme phocéén avec des retombées estimées à 110 millions d'euros.

« L'activité renouvelle aussi l'offre urbaine qui fonde l'image de la ville », apprécie Maxime Tissot, directeur de l'office de tourisme. A l'occasion de MP2013, année européenne de la culture, Marseille a profité chaque jour d'une quinzaine d'articles élogieux, selon le bilan dressé par Bouches-du-Rhône Tourisme, qui chiffre à 1,3 milliard le nombre de lecteurs touchés sur la planète, à l'image de ceux du « New York Times », qui a classé Marseille sur le podium du Top 50 des destinations à découvrir d'urgence. La fréquentation de l'aéroport (désormais 4 euro-

péen avec 12,7 % de progression) témoigne de ce succès, tout comme l'explosion du nombre de congressistes : 100.000 l'an passé pour 366 manifestations, deux fois plus qu'en 1996.

« Greffe urbaine »

Cette fréquentation dope les projets urbains qui participent à la mutation économique du territoire. Dans le périmètre d'Euro Méditerranée, l'un des plus vastes programmes de requalification urbaine lancé en 1995 pour rompre le mauvais sort lancé à Marseille, l'opération a déjà créé un demi-million de mètres carrés de bureaux, commerces et équipements, et 3.800 logements neufs pour accueillir 15.000 nouveaux emplois et 10.000 habitants, en opérant des synergies inédites entre urbanisme, aménagement et économie. Son extension, prévue à horizon 2020, portera à 7 milliards d'euros le total des sommes publiques et privées investies pour effectuer à Marseille la « greffe urbaine » nécessaire pour redonner vie à un secteur arrière-portuaire sinistré et reconquérir la façade maritime. Quelque 20.000 nouveaux emplois et 30.000 habitants y seront déployés. ■



L'esplanade culturelle a attiré 1,5 million de visiteurs depuis l'inauguration du MuCEM, en juin. Photo Boris Horvat/AFP

Les chiffres clés

12,7 %

TAUX DE FRÉQUENTATION
L'aéroport de Marseille, à la quatrième place en Europe, a vu sa fréquentation augmenter de 12,7 %

366

MANIFESTATIONS
Environ 100.000 congressistes ont assisté aux 366 manifestations qui ont eu lieu à Marseille l'année dernière. Soit deux fois plus qu'en 1996.

7

MILLIARDS D'EUROS
L'extension du périmètre d'Euro Méditerranée totalisera 7 milliards d'euros de fonds publics et privés investis.

3 QUESTIONS À... FRANÇOIS JALINOT
Directeur général d'Euro Méditerranée

« Notre réflexion anticipe les évolutions prévisibles à long terme. »



« En quoi l'urbanisme tire-t-il l'économie marseillaise ? L'urbanisme n'est pas seulement un moteur économique, c'est à Marseille un préalable qui fonde les nouveaux critères d'attractivité de la ville. A ce titre, le programme de reconfiguration Euro Méditerranée, qui pilote cet enjeu dans les quartiers du centre nord de la cité phocéenne, est plus qu'une opération de développement immobilier. Il favorise le cadre nécessaire à la mutation économique de cette ville autour de filières traditionnelles pour produire durablement de nouvelles dynamiques et consolider les écosystèmes naissants. Par exemple, notre établissement public accompagne l'installation d'écoles de formation spécifiques pour offrir un creuset de main-d'œuvre qualifiée à des secteurs comme la croisière, les services transmédiaux ou les métiers liés aux bâtiments durables. A Marseille, l'immobilier, le « hard », est au service du « soft », c'est-à-dire la structuration d'écosystèmes économiques. »

« Comment l'aménagement peut-il anticiper aujourd'hui ce que seront demain les besoins des entreprises ? Euro Méditerranée a été lancé en 1995 pour mettre en œuvre les facteurs empêchant la croissance économique de la capitale phocéenne après deux décennies pendant lesquelles Marseille avait perdu 150.000 habitants et 50.000 emplois. Il s'agit d'une opération totalement novatrice pour créer sur un vaste territoire urbain de 310 hectares de nouvel-

les synergies entre l'habitat, la culture et l'économie. La contrainte essentielle est le temps : la constitution de la trame urbaine et des grandes infrastructures réclame un horizon séculaire, l'immobilier colle à un cycle plus court qui se compte en années et les besoins des entreprises évoluent à quelques mois. Notre réflexion anticipe les évolutions prévisibles à long terme autour d'aménagements qui structurent durablement le territoire. Nous pensons espaces partagés, modularité, « co-working ». »

« Quel est le rôle des « starchitectes » dans cette réflexion ? Une vingtaine de grands noms de l'urbanisme et de l'architecture ont été sollicités par l'établissement public pour esquisser ce nouveau visage urbain et leur travail a propulsé la notoriété planétaire de la ville. Il n'y a qu'à constater l'incroyable appel d'air touristique qui a suscité l'architecture radicale du MuCEM de Rudy Riccio, la symbolique figure de proue maritime imaginée par Zaha Hadid pour le siège de CMA CGM, et bientôt la tour La Marseillaise signée Jean Nouvel. Au total, 3,5 milliards d'euros d'investissements publics et privés ont été consacrés à ce programme, dont les premiers effets sont la reconquête urbaine de la façade maritime, avec la création d'un demi-million de mètres carrés de bureaux, commerces et équipements et 3.800 logements neufs, qui accueillent 15.000 nouveaux emplois et 10.000 habitants. »

Propos recueillis par P. M.

La culture, nouvel argument d'attractivité économique

L'année européenne de la culture a remodelé l'urbanisme phocéén. La ville mise sur les nouvelles infrastructures pour changer son image auprès des cadres.

C'est une année médiatique faste pour la capitale européenne de la culture : depuis janvier, Marseille a été citée positivement au moins une fois par jour, selon le comptage réalisé par Bouches-du-Rhône Tourisme, parfois dans des termes particulièrement élogieux, comme dans le « New York Times » qui a placé Marseille en tête de son palmarès des 50 destinations à découvrir d'urgence.

Simple feu de paille ? Cette ville est un laboratoire qui a vu naître quantités d'innovations urbaines :

« HLM, habitat intégré, villages urbains... La culture lui offre aujourd'hui un effet de levier pour se construire une nouvelle identité », analyse Françoise Benhamou, économiste à l'université Paris-13. Pas question de retomber dans l'anonymat. « En tant qu'éminent du bien-être et du bien-être ensemble, la culture est précurseur de migrations sociales haut de gamme. C'est un enjeu vital pour Marseille », juge Laure Kaltenbach, directrice du Forum d'Avignon, think tank de la culture et de l'économie. Pour argumenter son propos, elle met la touche finale à la construction d'un indice d'« empreinte culturelle » des villes qui croiserait l'analyse d'une quarantaine d'indicateurs tels que le nombre de musées, d'emplois culturels,

d'implantations tertiaires et de localisation de cadres. « La place de Marseille va surprendre », indique-t-elle.

« Béton culturel phocéén »

De rubans tricolores en petits fours, les inaugurations de bâtiments à vocation culturelle ont en effet ponctué l'année phocéenne. Outre le MuCEM (premier musée national délocalisé), le FRAC (art contemporain), le MaMa (art moderne), la Villa Méditerranée (auditorium et expositions), le Sio (salle de spectacle), le palais Longchamp (histoire naturelle et beaux-arts), le château Borély (arts décoratifs) ou celui de la Buzine (cinéma méditerranéen), ont vu leurs collections et leur écrin renouvelés, pour créer à Marseille « une densité d'équipe-

ments culturels sans équivalents en Europe », selon Bernard Latarjet, qui a porté la candidature phocéenne. Au total, 50 nouvelles architectures pour un montant de 660 millions d'euros sont venues enrichir le catalogue du « béton culturel phocéén ».

« Grâce à ce chantier de reconfiguration urbaine, c'est la conscience même de la ville qui a été propulsée dans une dimension plus intellectuelle et plus opérationnelle », estime le géographe Boris Grésillon. Près de 60 % des résidents du département admettent ainsi avoir modifié positivement l'image qu'ils avaient de la ville, et 82 % estiment que Marseille a changé de registre, selon un sondage BVA conduit cet automne. Reste à convaincre les patrons. — P. M.

TERRITOIRES // L'économie phocéenne se redresse grâce à l'émergence de filières innovantes qui naissent dans les pôles de recherche et de compétitivité.

Une ville qui explore de nouveaux territoires économiques

Industries numériques, photonique, immunologie, technologies marines... Avec la montée en puissance des pôles de compétitivité et des pôles régionaux de développement solidaires et sociaux, une spécialité locale, « les interactions industrielles n'ont jamais été aussi bénéfiques à la croissance et à l'emploi » à Marseille, constatent les analystes de la Banque de France.

En dix ans le territoire métropolitain s'est ainsi élevé au 3^e rang national (et 19^e rang européen) pour la richesse par habitant. Les créations d'entreprises ont connu un bond spectaculaire (avec 20 créations pour 1 000 actifs) et le taux de chômage (qui reste encore plus élevé que la moyenne nationale) a baissé de presque 3 %.

« Les outils de structuration ont permis de soutenir des filières qui démarraient et d'en faire émerger

de nouvelles en gestation dans les laboratoires, les hautes écoles et les PME innovantes », observe un expert de la mission de développement économique régional. C'est ainsi que le territoire marseillais, déjà deuxième pôle aéronautique national, grâce à la présence d'Eurocopter, est devenu en quelques années le premier pôle français de simulation. À travers la réalisation de projets émanant de spécialistes de l'électronique de mesures et d'essai, réunis dans des pôles tels que PopSud (métrologie) ou Pégase (aéronautique).

Photonique, santé
Le tiers de la photonique tricolore s'est déjà installé dans sa région et le taux de chômage (qui reste encore plus élevé que la moyenne nationale) a baissé de presque 3 %.

« Les outils de structuration ont permis de soutenir des filières qui démarraient et d'en faire émerger

future championne des sciences photoniques. La filière emploie déjà 10.500 personnes dans des PME nées de l'essaimage de laboratoires (Silos Technologies, Realviz, Lumiblow, Light Technologies, Kioe...) et des leaders mondiaux (Seso dans les composants optiques pour rayons X, Cybernetix dans la robotique, Optis dans le calcul optique...). L'ensemble génère localement près de 735 millions d'euros de chiffre d'affaires et occupe plus de 1.500 scientifiques.

L'effet réseau joue également à plein régime dans les nouvelles technologies de la santé ou un tissu fourni d'entreprises bouillonne autour des médicaments du futur. Dans la pinède de Luminy, qui abrite 780 scientifiques autour d'un « immunopôle » structuré à la façon des campus américains, des centres de recher-

che stratégiques pour l'industrie ont ouvert ou sont en passe de l'être. « Ils propulsent Marseille au premier rang de l'immunologie », estime Bernard Malissen, qui a récemment inauguré son Centre d'immunophénomique (Clphe), deuxième modèle du genre dans le monde, pour déterminer le rôle des certains gènes et leur réponse physiologique face à tel ou tel agent pathogène. « En cancérologie notamment, ce décryptage va permettre de comprendre si certains tumeurs prennent leur origine

« dans le patrimoine génétique », explique-t-il.

Télécoms, mobiles
Cet écosystème de recherche est à l'origine de plusieurs start-up biotech : Immunotech, désormais filiale du groupe américain Beckman-Coulter, qui fabrique des réactifs pour l'analyse cellulaire ; Innate Pharma, société cotée en Bourse et poulain du fonds stratégique d'investissement pour ses candidats médicaments pour le traitement de certains cancers ; ou encore Qiagen Marseille (ex-Ipsogen depuis son rachat par la société allemande) devenu le leader mondial des tests de diagnostic des cancers du sang.

Les exemples d'innovation fleurissent également dans les applications mobiles, notamment sans contact, « grâce à l'organisation de la mutation des

compétences de la microélectronique », explique Georges Falassi, directeur général du pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées. Au milieu des années 2000, il a identifié de nouvelles pistes de valorisation, déploie les formations nécessaires et s'est occupé de l'élaboration de nouvelles normes télécoms. Pas loin de 270 entreprises membres du pôle sont concernées par ce marché, qui devrait équiper 3 milliards d'objets nomades d'ici à 2017. « La moitié de nos investissements dans les start-up s'est opérée à Marseille, où est en train de se créer un pôle d'excellence en matière d'applications mobiles », juge Stéphane Roussel, président de SFR. Son groupe a notamment mis la main sur DistiX (billeterie sur mobile) et Elbas (conception de box « triple play »).

— Paul Moign

735
MILLIONS D'EUROS
Le chiffre d'affaires généré par l'activité photonique, qui occupe plus de 1.500 ingénieurs.



L'appareil commercialisé depuis 2011 fait un tabac dans les salles d'opération et de réanimation. Photo ID Med



L'immuno-oncologie intéresse près de 60 % des patients pour un chiffre d'affaires de 25 milliards de dollars par an. Photo Shutterstock



La solution multimedia Frog by Wyplay couple le câble ou le satellite à du contenu Web. Photo Wyplay

Optique IDMed diagnostique la douleur en un clin d'œil

L'entreprise commercialise un pupillomètre portatif pour aider les anesthésistes à parfaire leur dosage.

Après quinze ans passés à filmer l'œil pour le compte d'une société d'optique, Thierry Bagnol et Frédéric Bernert ont acquis la certitude que l'on peut diagnostiquer objectivement la douleur en plongeant son regard dans l'iris. L'appareil qu'ils ont créé après deux ans de recherche financés par Oséo est capable de mesurer les infimes dilatations de la pupille sous l'effet de la douleur. « Les anesthésistes n'ont pas d'outils simples pour affiner précisément le dosage d'analgésiques », explique Thierry Bagnol. Notre appareil leur offre cette possibilité en mesurant instantanément le réflexe pupillaire.

Commercialisé depuis 2011 par la société IDMed, qui détient les brevets, cet Algiscan fait un tabac dans les salles d'opération, les services de réanimation et le cabinet d'ophtalmologie pour mesurer la réponse individuelle des patients aux drogues. Il pulse une source lumineuse pour provoquer le réflexe photomé-

teur de l'œil et mesurer son amplitude, sa vitesse et sa latence traduite et interprétée sur une courbe de lecture. La réactivité de la pupille est notée sur 10. Elle détermine si le niveau d'analgésie est suffisant pour une incision chirurgicale.

Levée de fonds
Dans la foulée, les deux ingénieurs se sont attaqués à la mesure des effets du curare, qui complètent ceux de la morphine dans le protocole opératoire pour empêcher les contractions musculaires. « Nous venons de signer un accord de distribution avec le groupe suisse Dräger, l'un des principaux fournisseurs internationaux de technologies médicales », explique Thierry Bagnol. C'est une étape décisive pour être distribué dans les nouveaux blocs. Grâce à cet accord, 150 unités de ce Toiscan se sont écoulées en deux mois et profitent aux ventes de son autre appareil. « Nos ventes ont augmenté cette année de 40 % », confirme le patron, qui va dépasser 300.000 euros de chiffre d'affaires en 2013.

Ses produits intéressent un marché de 150 millions d'euros en Europe, composé de blocs opératoires, de salles de réanimation et de cabinets d'ophtalmologie. Pour les conquérir, l'entreprise a levé des fonds auprès de PBA (Provence Business Angel) et a profité de l'expertise de la pépinière Marseille Innovation, où elle est hébergée pour préparer son internationalisation. L'entreprise a déjà percé dans une dizaine de pays, dont la Suisse, la Hollande, les Emirats arabes et le Mexique. Elle espère conquérir 5 % du marché du monitoring. — P.M.

« Les anesthésistes n'ont pas d'outils simples pour affiner précisément le dosage d'analgésiques. »
THIERRY BAGNOL
Cofondateur d'IDMed

Immunologie Innate Pharma, cancer profiler

La société développe une nouvelle classe de médicaments ciblant des mécanismes de régulation de notre système immunitaire.

Issu du bouillon de la recherche publique marseillaise dans la santé, Innate Pharma fabrique les médicaments qui soignent demain les cancers. « Nous produisons des anticorps pour stimuler ou inhiber le système immunitaire selon que la maladie à traiter est un cancer ou une maladie inflammatoire », explique son président et fondateur Hervé Brailly. Notre anticorps anti-KIR fait notamment parti des cinq programmes les plus avancés dans le monde, ce qui fait de notre société un leader dans ce domaine. « L'immuno-oncologie est considérée comme la prochaine génération de médicaments contre le cancer. Elle intéresse près de 60 % des patients pour un chiffre d'affaires évalué à près de 25 milliards de dollars chaque année.

Pour prendre position sur ce marché, Innate Pharma pulse dans la richesse du parcours professionnel de son fondateur, ancien directeur de la division Immunologie-oncologie

d'Immunotech, un autre fleuron marseillais du secteur, passé en 1997 dans le giron de l'américain Beckman-Coulter.

Partenariats
L'entreprise emploie 84 chercheurs, dont elle vient de confier la conduite à Nicolai Wagtmann, un ponte des anticorps thérapeutiques récemment vice-président R&D de Novo Nordisk. Elle fait appel à une trentaine de sous-traitants des biotechs et a noué des collaborations stratégiques de recherche avec l'Inserm. « La recherche en amont est un élément clef de la création de valeur chez Innate Pharma. A ce jour, nos équipes ont déjà généré trois anticorps amenés en clinique par des partenaires pharmaceutiques et nous sommes heureux de porter une seconde vague de projets vers le développement clinique », détaille Hervé Brailly. Son approche bénéficie de partenariats avec deux acteurs majeurs de la biopharmacie : Novo Nordisk dans les indications d'inflammation et Bristol-Myers Squibb dans le domaine du cancer. L'entreprise a annoncé mi-novembre le lancement d'un nouveau programme, nommé IPH43, qui pourrait révéler son efficacité dans le traitement de tumeurs solides dans le sein, les poumons ou le cancer colorectal. Ses perspectives sont énormes : Yervoy, un traitement du mélanome métastatique, qui a inauguré la nouvelle classe de médicaments à base d'anticorps monoclonaux, a réalisé 700 millions de dollars de chiffre d'affaires la première année de son lancement. — P.M.

« La recherche en amont est un élément clef de la création de valeur. »
HERVÉ BRAILLY
Président et fondateur d'Innate Pharma

Industries numériques Wyplay connecteur de télé

Dès 2006, la start-up marseillaise a mis sur la télé multimédia. Elle compte aujourd'hui une centaine de salariés.

Le pari de la télé multimédia réussit à Wyplay. Après SFR en France, Vodafone en Italie et en Espagne et Belgacom en Belgique, ce fournisseur de logiciels de gestion de box a signé un contrat de déploiement de ses solutions avec Canal+. Avec ce nouveau client dont le déploiement vient de commencer, près de 9,5 millions d'abonnés seront équipés à terme de sa technologie de télé connectée, moins coûteuse et plus performante que les solutions concurrentes. « Nous devenons le quatrième fournisseur mondial de logiciels pour décodeurs numériques », explique Jacques Bourgainaud, président et cofondateur. Wyplay espère même griller Microsoft dans le classement.

« Nous gagnons des parts de marché sur le remplacement de solutions propriétaires », explique Dominique Feral, directeur marketing.

La rupture technologique proposée par les quatre fondateurs de l'entreprise est en avance de phase

sur le marché. « Android a prouvé la pertinence de la souplesse et de la réactivité du modèle de conception "open source" qui n'attache plus les opérateurs aux mêmes fournisseurs, permet de partager les coûts de développement et de bénéficier des innovations apportées par une communauté de développeurs. Nous explorons ce modèle d'innovation pour la télé connectée », résume Jacques Bourgainaud.

Implantations à l'étranger
Avec ses solutions multimédias (Frog by Wyplay), Wyplay couple le câble ou le satellite à du contenu Web pour zapper sur des fichiers multimédias ou partager avec les réseaux sociaux. Un système de profiling enrichit automatiquement le compte des utilisateurs de programmes correspondant à leur goût et l'ensemble transite de l'écran du salon aux tablettes et smartphone des abonnés dans la famille.

Créé en 2006, Wyplay a levé 24 millions d'euros pour déployer son offre avec 140 employés, dont 90 % d'ingénieurs. De 12,4 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011, il est passé à 22 millions cette année, en abandonnant la conception de disques durs multimédias pour le compte de grandes marques, son activité historique. Après repositionnement, il ambitionne de devenir le moteur de référence des box et vise 110 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017, dont 90 % à l'export. L'entreprise est déjà présente au Brésil et en Inde. Elle prévoit de s'implanter à Singapour et États-Unis après un nouveau tour de table d'au moins 5 millions d'euros. — P.M.

« Nous gagnons des parts de marché sur le remplacement de solutions propriétaires. »
DOMINIQUE FERAL
Directeur marketing de Wyplay

MARITIME // Cinquante ans après sa création, la zone industrialo-portuaire de Marseille-Fos cherche un nouveau souffle. Elle met désormais le cap sur la transition énergétique.

Le port de Marseille-Fos fait le plein d'énergies nouvelles

Paul Molga

— Correspondant à Marseille

Après cinquante ans d'exploitation, la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer doit-elle se préparer à subir le même sort que Lacq, dont Total a fermé les vannes il y a quelques semaines ? « La fin du pétrole est posée forcément la question », admet Jean-Claude Terrier, président du directeur du Grand Port Maritime de Marseille. Depuis les crises pétrolières des années 1970, l'importation des hydrocarbures qui alimentent les torches et les colonnes de distillation provençales s'amenuise inexorablement : 103 millions de tonnes de brut ont été traités dans le Sud pendant l'âge d'or des raffineries françaises ; en 2008, les pétroliers venus de l'autre rive méditerranéenne n'en fournissent plus que deux tiers et seulement 46 millions sont aujourd'hui pompés dans leurs cales. Peu de chances que la tendance s'inverse. « Le raffinage sur les lieux de production doit nous inciter à trouver de nouveaux relais de croissance », anticipe Michel Cadot, préfet de la région.

La mutation a commencé. L'autorité portuaire s'y prépare. Après avoir dépensé 600 millions d'euros qui ont entraîné trois fois plus d'investissements privés ces dix dernières années,



Depuis 2008, le projet Vasco s'intéresse à la valorisation et de stockage du CO₂. Photo A.-C. Pouspoudat/AFIP

elle prévoit d'allouer une nouvelle enveloppe du même montant pour accompagner la transition énergétique et créer plus de liens entre le port et son Interland, selon les axes stratégiques qui seront validés en avril. Depuis cinquante ans, pas loin de 30 milliards d'euros ont été investis pour donner sa configuration actuelle à la zone. « La reconversion prendra nécessairement du temps », reconnaît le maître de Fos-sur-Mer, René Raimondi.

La mutation a commencé. Elle s'organise autour de la reconquête du trafic de conteneurs. Pour un millier d'EMP (équivalent vingt pieds, l'unité de mesure d'un conteneur) supplémentaires, ce sont 10 emplois nouveaux qui sont créés dans la logistique et le transport. Depuis la réforme portuaire et la fin des conflits sociaux à répétition, la place reconquiert des parts de marché, avec 11 million de boîtes opérées cette année. D'ici à 2030, elle pourrait

en traiter entre trois et quatre fois plus, sous condition d'investissements massifs dans les infrastructures d'accès. Au moins 20 000 emplois sont à la clé. Le secteur prive a pris sa part. Le chinois Huichuan, numéro un mondial de la manutention portuaire, a par exemple décidé un investissement de 600 millions d'euros pour exploiter 4XL, le plus gros des trois futurs terminaux qui dessine la future puissance de feu du trafic maritime phocéen.

Le site en chiffres

9.750

HECTARES dont 2.648 classés en espaces naturels préservés.

13,6

KM DE QUAIS auxquels s'ajoutent 110 km de voies ferrées et 86 km de chaussées.

78,7

MILLIONS DE TONNES de marchandises traitées, dont 66,8 % d'hydrocarbures, 15 % de vracs solides et 14 % de marchandises diverses.

Les investissements se concentrent également dans l'industrie gazière. « Grâce à 250.000 kilomètres de réseau installé pour son transport en France, le gaz naturel liquéfié a un avenir certain à Fos », est persuadé Gilles Bavuz, directeur général adjoint d'Elengy, qui exploite deux terminaux méthaniers sur les quatre opérés dans le pays. La construction d'une nouvelle canalisation de transport de gaz entre Saint-Martin-de-Crau et Saint-Avit, un programme de

500 millions d'euros porté par GRT-Gaz pour alimenter les régions du Nord à partir de Fos, pourrait motiver de nouveaux investissements susceptibles de quadrupler les capacités actuelles (lire ci-dessous).

Pistes de conversion

D'autres pistes de conversion se dessinent autour des énergies vertes. Depuis 2008, le projet Vasco planche par exemple sur le potentiel industriel de valorisation et de stockage du CO₂, dont la zone de Fos est l'un des grands émetteurs avec 14 millions de tonnes émises chaque année. « Il pourrait être transformé en adjuvant pour l'exploitation des puits africains en fin de vie, biométhane avec des saques pour entrer dans la composition de l'alimentation aquacole ou méthane pour produire de l'hydrogène », explique Magali Devèze, chargée de ce dossier au Grand Port Maritime de Marseille régulièrement remis au goût du jour quand le cours du CO₂ remonte.

« Gérer la fin du pétrole, c'est gérer la diversification et imaginer des synergies inédites pour valoriser l'existant », résume Grégory Gaviariva, délégué général de l'Institut de l'économie circulaire, à l'occasion du cinquantenaire de la zone. Les industries ont encore le temps, selon l'Union française des industries pétrolières : d'ici à 2050, la moitié des énergies traitées à Fos-sur-Mer sera encore d'origine fossile. ■

FOS FASTER

Fos Faster : plus vite, le gaz

Avec les programmes d'extension en cours, le projet de méthanier porté par Shell et Vopak permettra de quadrupler les capacités de traitement de gaz naturel liquéfié.

Le port de Marseille, futur hub gazier de l'Europe ? Avec le nouveau projet de méthanier sur la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer, projeté par Fos Faster, cette perspective géostratégique se confirme un peu plus chaque jour.

« Nous croyons aux atouts de ce site idéalement localisé entre les zones de production majeures de gaz naturel liquéfié en Afrique et au Moyen-Orient, et leur débouchés européens avec une disponibilité sans limite des accès maritimes », explique Philippe Cracowski, le président de ce consortium commun à Shell et Vopak, premier exploitant mondial de terminaux.

Avec une capacité annuelle initiale d'environ 8 milliards de mètres cubes, le terminal envisagé fournira près de 15 % de la consommation annuelle de gaz en France. La capacité des deux réservoirs cryogéniques pourra être doublée, à terme, sur une plate-forme de 90 hectares, qui s'intègre dans l'enceinte actuelle du terminal. Sur 1.100 mètres de linéaires, sa jetée en eaux profondes face au golfe de Fos pourra accueillir simultanément plusieurs navires méthaniers de très grande capacité. L'ensemble est destiné à « sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel de la France » et à « rééquilibrer le trafic entre le nord et le sud du pays », selon la synthèse du projet publiée par ses promoteurs.

Le montant de l'investissement est estimé à 700 millions d'euros, hors coût de connexion au réseau de pipeline. Sa mise en service pourrait créer entre 50 et 80 emplois et produire 20 millions d'euros de fiscalité et de redevances portuaires.

Le projet Provence Grand Large d'EDF prévoit d'installer une ferme expérimentale en mer en 2017 avec, à la clé, une nouvelle filière industrielle.

Les vents qui soufflent en Méditerranée sont souvent plus forts qu'en mer du Nord, mais les fonds plongent rapidement, ce qui empêche d'arrimer les turbines éoliennes qui culminent à plusieurs dizaines de mètres dans leur version terrestre. Le projet Provence Grand Large, porté par EDF Energies Nouvelles à Fos-sur-Mer, entend balayer ce handicap, en s'appuyant sur la technologie originale développée par la start-up française Nephthar avec le groupe paraplémentaire Technip. Il s'agit d'une éolienne à axe vertical, dans laquelle l'alternateur est placé dans la bouée plutôt qu'en tête de mât, abaissant d'autant le centre de gravité pour permettre sa tenue par n'importe quelle mer. Un prototype est en construction pour tester grandeur nature le concept développé depuis 2009 ; une autre machine sera installée en mer en 2015, puis douze autres qui formeront le site démonstrateur (26 mégawatts). La ferme, qui devrait être raccordée au réseau fin 2016, sera implantée à 20 km au large, hors des zones maritimes, où la profondeur de l'eau atteint 90 mètres, les vents réguliers et forts et l'impact visuel et

EDF PROVENCE GRAND LARGE

Fos-sur-Mer vole en tête de la course mondiale pour l'éolien flottant

Le projet Provence Grand Large d'EDF prévoit d'installer une ferme expérimentale en mer en 2017 avec, à la clé, une nouvelle filière industrielle.

auditif nul pour les populations littorales. Avantage supplémentaire : le parc palliera en partie le déficit énergétique de la zone de Fos, estimé à 500 mégawatts. Sa construction coûtera 130 millions d'euros à la filiale d'EDF dédiée aux énergies vertes qui s'est vu allouer un financement de 37 millions d'euros de Bruxelles, financé grâce à la cession de quotas d'émission de CO₂. Le projet bénéficiera de tarifs d'achat subventionnés par l'Etat français.

Autant que l'hydraulique et le photovoltaïque Cette première n'est qu'un début. « Notre objectif est de passer à un niveau industriel avec des fermes de 300 mégawatts, qui permettront d'amener le coût de ces installations au niveau des fermes éoliennes classiques », indique Yvon André, chez EDF EN, qui imagine pouvoir commercialiser ces machines à l'horizon 2020.

« En France, les eaux sont trop profondes pour espérer un développement éolien offshore comparable à celui des pays nordiques », explique Charles Smadja, directeur de la société Nephthar. L'éolien flottant permettra de s'affranchir de ces contraintes en allant conquérir le large. « Ses machines visent jusqu'à 200 mètres de profondeur. Un schéma régional adopté récemment estime que cette source d'énergie pourrait fournir en 2050 autant d'électricité que les installations hydrauliques et photovoltaïques. — P. M.

FORME 10

Forme 10, la réparation navale 2.0

La rénovation de la cale sèche la plus imposante d'Europe relance les perspectives du secteur industriel naval.

Après la disparition de la réparation navale marseillaise, envoyée dans les volutes de pneus brûlés qui ont enflammé le port dans les années 1990, l'outil au cœur des conflits sociaux d'alors va retrouver une nouvelle vie. En septembre, le Grand Port Maritime de Marseille a choisi le groupement mené par Spie Batignolles pour construire le bateau-porte qui assurera l'éanchetité de la Forme 10, une gigantesque cale sèche de 465 mètres sur 85, qui a fait naître la réputation de l'industrie navale phocéenne en Méditerranée.

Cette première phase de travaux consommera 13 millions d'euros, la moitié de l'enveloppe destinée à sa rénovation. « D'ici à 2015, nous disposerons d'un outil unique pour opérer les grands navires de commerce et de croisière », explique Pierre-Henri Beraldo, qui dirige le Chantier Naval de Marseille (CNM), signataire de la convention d'exploitation du site.

Créé en avril 2010 sur les ruines de l'Union Navale de Marseille reprise par le groupement italien Genova Industrie Navale (GIN), fusionnant le savoir-faire de familles industrielles spécialisées dans la réparation (San Giorgio) et la construction de navires de croisière de moyenne envergure (Marriotti), l'entreprise

exploite déjà deux formes de 270 mètres et 320 mètres de long, relativement courtes, ou elle a déjà traité une cinquantaine de navires (ferries, porte-conteneurs, remorqueurs...), qui, faute de place, ne pouvaient pas être opérés sur les chantiers publics qu'il exploite à Gênes. Son activité est à l'équilibre avec une quinzaine de millions d'euros de chiffre d'affaires cette année et de 20 millions et 25 millions d'euros prévus en vitesse de croisière.

Des perspectives de marché juteuses

La Forme 10 fournira un levier de croissance supplémentaire sur un marché de plus en plus avide de grandes unités flottantes. « Le choix de Marseille comme tête de ligne pour plusieurs opérateurs de croisières offre de belles perspectives », est persuadé Pierre-Henri Beraldo.

Pour les opérations d'entretien courantes, les armateurs choisissent les chantiers non marchés en Turquie, en Croatie et en Afrique. Mais seulement deux chantiers sur la rive nord de la Méditerranée peuvent traiter les demandes plus complexes de mégacapes.

Transformation des anciens théâtres en spas, agrandissement des ponts, création de suites spacieuses, ajout de piscines et de balcons... Les perspectives de marché sont juteuses. La société d'exploitation de la Forme 10 qui vient d'être créée anticipe dès la première année une centaine de jours d'occupation de navires de plus de 320 mètres, son point d'équilibre. — P. M.



Le front de mer portuaire et touristique marseillais, la zone industrielo-portuaire de Fos, l'interland technologique aixois... Les enjeux économiques de la région sont nombreux. Photo Shutterstock

INTERVIEW // **JACQUES PFISTER**, président de la CCI Marseille-Provence

« Marseille doit renouer avec ses racines commerciales en capitalisant sur les notions de flux »

- Le président de la CCI Marseille-Provence veut faire entrer le territoire dans le Top 20 des métropoles européennes.
- Son plan d'action : renouer avec les racines du négoce.

Propos recueillis par **Paul Moïga**

L'économie phocéenne est-elle suffisamment bien structurée pour se placer dans un contexte global ?

Le territoire provençal révèle une diversité d'enjeux économiques : le front de mer portuaire et touristique marseillais, la zone industrielo-portuaire de Fos, l'interland logistique et technologique aixois... Le problème, c'est qu'il manque une stratégie pour coordonner cet ensemble. La métropole peut assurer ce rôle en fournissant une vision pé-

riphérique, qui valorise chaque élément de cet archipel territorial, détermine les investissements structurants qui doivent être réalisés et diffuse transversalement les efforts de recherche et d'innovation nécessaires pour maintenir un haut niveau de compétitivité.

Ce sera suffisant ?

Il faut profiter des mutations qui touchent ce territoire pour développer de nouvelles façons d'y consommer l'industrie. L'usine du futur doit être un lieu de convergences qui conjugue sur le même site les efforts des collectivités, des chercheurs, des indus-



Jacques Pfister, président de la CCI de Marseille. Photo F. Moura / CL7MP

triels et des formateurs pour créer du sens économique territorial. C'est bien plus que de la fertilisation croisée : c'est une union sacrée qui doit créer les meilleures conditions possibles pour diffuser les technologies les plus avancées dans les entreprises. C'est le sens du projet Henri Fabre, qui entend faciliter, doper, les relations entre les PME et les grands industriels de l'aéronautique autour d'un technocentre voisin du constructeur Eurocopter. Le projet est copiloté pour les industriels, l'Etat et le pôle de compétitivité Pégase. Son ambition est connue d'avance : tout mettre en œuvre pour créer 10.000 nouveaux emplois sur dix ans dans la filière aéronautique. Ce type de cluster capable d'une organisation collective pour traiter des sujets d'expertise complexes est la meilleure garantie d'indépendance.

Il faut profiter des mutations qui touchent ce territoire

Le port a retrouvé une fiabilité qui lui permet de se concentrer désormais sur la captation de nouveaux flux.

Où se trouvent les gisements d'emplois futurs ?

Il manque 70.000 emplois sur ce territoire dont beaucoup dans les quartiers les plus défavorisés. Aix-Marseille-Provence a donc besoin de deux lignes de force pour poursuivre sa mutation économique : un plan Marshall de la formation pour hisser le niveau d'éducation de la génération qui arrivera sur le marché de l'emploi dans quinze ans et une industrie de petites mains réclamant peu de qualifications pour fournir immédiatement les emplois qui manquent. C'est possible dans le tourisme, dans le commerce mais aussi dans de nouveaux métiers tels que la logistique des services après-vente ou les services liés au méga-yachting que va réclamer la création à Marseille d'un quai des milliardaires sur le littoral du quartier d'affaires.

De grands effondrements industriels ont marqué ce territoire : la fin du charbonnage, de la réparation navale, du raffinage... Faut-il craindre de nouveaux épisodes ?
Ce serait une erreur de croire à la

solidité inflexible des grands pans économiques qui structurent ce territoire. La pétrochimie, la microélectronique, l'agroalimentaire... sont des industries fragiles et sensibles aux conjonctures. C'est d'autant plus vrai quand leur écosystème est interdépendant comme sur le pourtour de l'étang de Berre, où la faillite possible de la seule entreprise KemOne met en péril tout un édifice de relations commerciales construit comme un château de cartes.

Comment échapper à cette vulnérabilité ?

Les ressorts sont essentiellement structurels : il y a ici une tradition industrielle et commerciale liée à l'économie maritime et à la façade littorale. Marseille doit renouer avec ces racines en revisitant les notions de flux. C'est le travail que réalise EuroMéditerranée en réinventant le négoce, mais ce sont aussi les échanges liés au tourisme, aux services, aux technologies de l'information et de façon plus globale aux industries immatérielles englobant aussi les énergies nouvelles et la recherche. Cette diversité peut être une force pour le territoire, à condition d'investir massivement dans l'innovation et les nouvelles technologies.

Quel rôle peut jouer le port dans ce renouveau ?

Le port est un des principaux atouts du développement industriel et commercial de ce territoire. En la matière, le port, c'est notre « objet monde ». Ces dernières années, il a retrouvé une fiabilité qui lui permet de se concentrer désormais sur la captation de nouveaux flux, générateurs de trafics additionnels, de richesse et d'emploi. Je pense au trafic conteneur et au-delà de la logistique, mais également au trafic passager avec la montée en puissance de la croisière, l'un des leviers de l'attractivité touristique de Marseille-Provence. Cette attractivité s'appuie sur toutes les portes d'entrée du territoire à commencer par le port et l'aéroport international.

L'attractivité du territoire, c'est aussi un des bénéfices de Marseille-Provence 2013 ?

L'année 2013 constitue une rupture positive et prometteuse dans l'histoire de son territoire. La réussite de Marseille-Provence 2013, l'année capitale européenne de la culture qui s'achève dans quelques jours, c'est celle d'un sursaut, celle d'une envie d'aller plus loin, de lutter contre la fatalité d'une image dégradée. C'est aussi la volonté nouvelle d'agir ensemble pour faire rayonner le territoire. ■

VI. – LE TOURISME

✓ **1.** Les hôtels gagnent des étoiles

Marseille l'Hebdo – 24.07.2013

✓ **2.** La croisière prend le pouvoir

La Provence – 11.08.2013

✓ **3.** OK Corral, le Far West made in Provence

La Provence – 30.09.2013

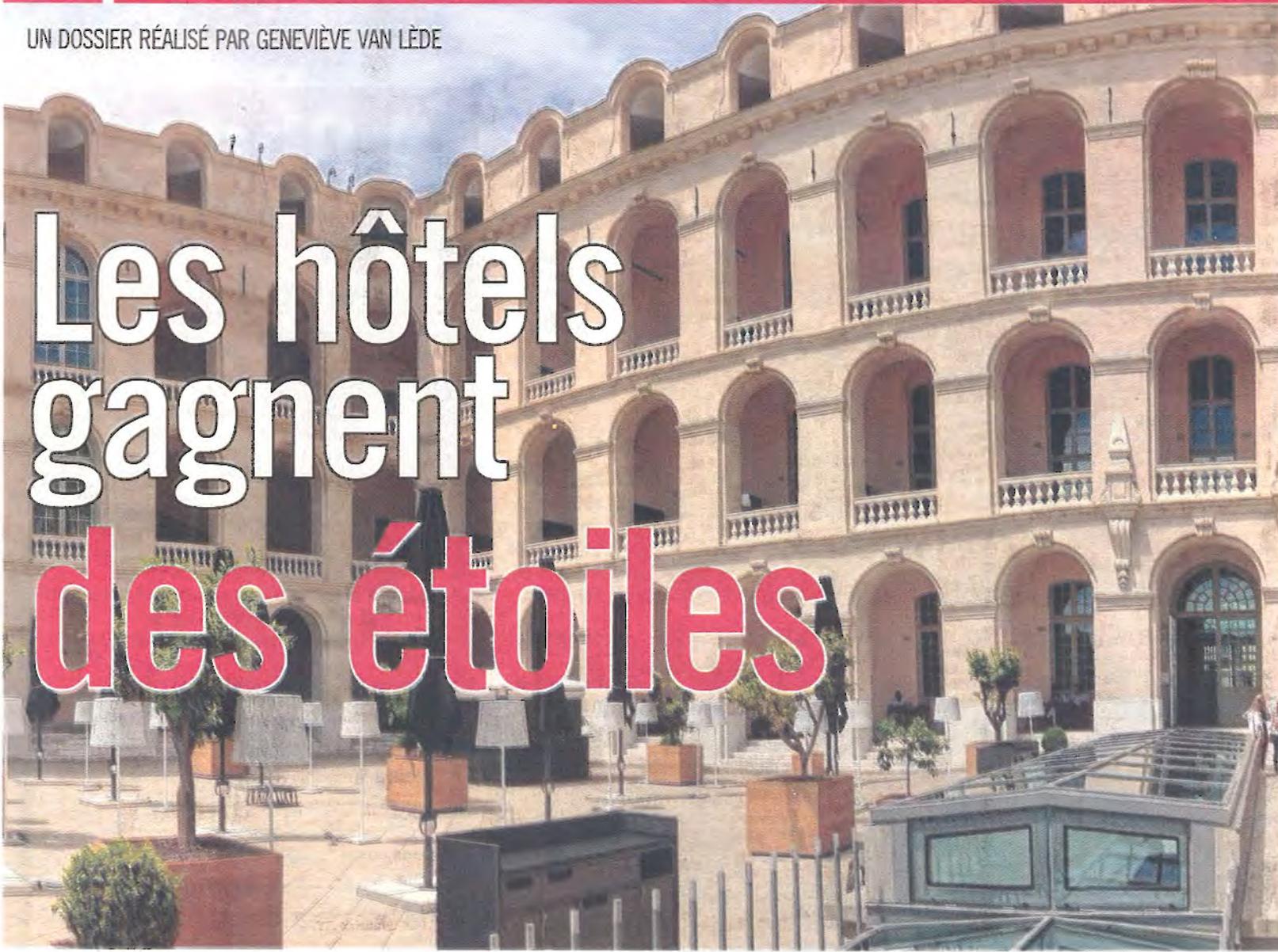
✓ **4.** Année capitale pour la croisière

La Provence – 20.11.2013

✓ **5.** Euroméditerranée – A la porte d'Aix, top départ du Toyoko Inn

La Provence – 07.12.2013

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR GENEVIÈVE VAN LÈDE



Les hôtels gagnent des étoiles

Touriste, qui es-tu ?

Les touristes séjournent en moyenne 4,3 jours dans la cité phocéenne et dépensent 69 € par personne et par jour (59 € clientèle française et 132 € clientèle étrangère), ce qui porte la consommation touristique à plus d'un milliard d'euros. 86 % de la clientèle est française, venant pour moitié de Rhône-Alpes, d'Ile-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La clientèle étrangère est surtout européenne (Anglais, Italiens et Allemands) et nord-africaine. C'est en famille ou avec des amis que séjournent près de 6 touristes sur 10. Toutefois, près de 3 touristes sur 4 qui posent leurs bagages en hébergement marchand, logent dans un hôtel. Le premier mode de transport utilisé pour venir chez nous reste la voiture, devant le train et l'avion. Cependant la part des touristes qui utilisent l'avion ou le train est supérieure à celle de l'ensemble du département. Les "raisons familiales" et "loisirs vacances" sont les deux principaux motifs de séjour (soit près de 8 séjours sur 10). Les activités pratiquées par les touristes sont très variées, avec une prédominance pour les activités de découverte, de repos et de plage baignade. ■

Et si Marseille devenait une véritable station balnéaire où l'on viendrait en vacances pour profiter du sable et de la mer ? En attendant cette "révolution", la cité phocéenne s'est ouverte au tourisme depuis une quinzaine. Autrefois, ville de passage où l'on s'arrêtait pour prendre le bateau ou rendre visite à la famille, la capitale européenne de la culture 2013 veut désormais jouer dans la cour des grands et entend développer ce secteur d'activité. Avec 33 % des séjours et près de 31 % des nuitées des Bouches-du-Rhône enregistrés sur son territoire, Marseille est le premier bassin récepteur de touristes du département. La ville accueille ainsi plus de 2,6 millions de touristes extra-départementaux qui génèrent près de 13,4 millions de nuitées (source CDT 13). Parallèlement, les habitants du département réalisent plus de 145 000 séjours touristiques dans la cité phocéenne, soit quelque 340 000 nuitées supplémentaires. Ce sont ainsi près de 3 millions de touristes qui pas-

sent un séjour dans la capitale européenne de la culture, sans compter le million de croisiéristes qui font escale chaque année.

Au cœur de l'année Marseille Provence 2013, l'ouverture de l'Intercontinental Hôtel Dieu en avril dernier -- le dernier né des 5 étoiles marseillais qui compte 194 chambres dont 22 suites -- est venu booster l'hôtellerie locale, déjà en cours de restructuration depuis quelques années. Marseille totalise désormais plus de 7 120 chambres dont 344 en 5 étoiles regroupées sur 3 hôtels et 1 600 en 4 étoiles réparties sur 17 établissements. Avec plus de 25,9 % des séjours marseillais et 14,7 % des nuitées, l'hôtellerie représente le premier mode d'hébergement marchand de la cité phocéenne. Dans un contexte national tendu, l'hôtellerie marseillaise résiste plutôt avec plus de 1,3 million de touristes accueillis en 2012 et près de 1,9 million de nuitées réalisées.

"L'activité économique a été déplorable sur le premier trimestre, constate Jean-Yves Bohé, président de syndicat des hôteliers des Bouches-du-Rhône.



GENEVIÈVE VAN LEUWEN/STUDIO GIANFRANCO

"On prépare déjà 2014. Le regard sur Marseille a changé."

Maxime Tissot, directeur de l'office de tourisme de Marseille

Le deuxième trimestre a été positif à partir de mai et juin a été excellent. Juillet tient ses promesses. On ne peut rien présager pour août. Il y a de bonnes perspectives pour septembre, octobre et novembre. Les hôteliers sont récompensés des efforts qu'ils font. 2013 sera une bonne année. Mais attention, tous les étés ne seront pas comme cela." Maxime Tissot, directeur de l'office de tourisme, en est persuadé: "2013 sera une bonne année. L'ouverture de l'Intercontinental a un effet d'entraînement. Chacun doit trouver son créneau. Le dénominateur commun est de parler de Marseille, de valoriser la ville. Professionnels du tourisme et organismes ont une relation de business, d'échanges. On est à nous tous une grande entreprise."

"L'hôtellerie marseillaise est en plein renouveau, explique Isabelle Brémond, directrice du comité départemental du tourisme des Bouches-du-Rhône. L'offre s'est améliorée, certains établissements ont changé de classement, d'autres ont entrepris des travaux de rénovation. Et le résultat est positif. L'arrivée de l'Intercontinental donne un autre statut, la ville change de registre. On trouve dans cette ville des hôtels de charme typés ou conceptuels qui attirent une clientèle de connaisseurs, à l'image du Mama Shelter. Nous avons une saison qui fonctionne bien. Le taux d'occupation a été de 72 % en mai contre 69 % en 2012 et une hausse de 7,9 % du revenu par chambre. Et ce qui est notable, c'est que les prix des chambres n'ont pas augmenté. Vous savez, il y aura sans aucun doute un après 2013".

Et d'ajouter: "Bien sûr, tout n'est pas rose. Demeurent des points à améliorer comme les déplacements. Marseille est une ville engorgée. Y circuler relève du casse-tête. Des efforts doivent également être portés sur la propreté et la sécurité.

Et on a encore du travail à faire sur le côté restauration. Il faut valoriser les professionnels qui se bougent. On a de la chance d'avoir des produits du terroir, il faut développer une cuisine simple à petits prix." Et si pour une fois, on jouait au touriste. Marseille L'Hebdo vous propose une sélection d'une quinzaine d'hôtels de charme, typés et conceptuels et de chambres d'hôtes qui vous permettront de découvrir Marseille autrement, loin des clichés des magazines nationaux... Sans oublier les têtes de pont et des établissements courus. ■

A Marseille comme dans le département, l'été est la saison favorite des touristes puisque 4 séjours sur 10 se déroulent durant cette période.

Moteur de l'économie

Avec plus de 4,1 millions de visiteurs, le tourisme génère près de 18 100 emplois à tous les niveaux de qualification phocéenne et plus de 700 millions d'euros de retombées économiques. 283 000 journées congressistes ont été comptabilisées l'an dernier ainsi que 331 manifestations en 2012 dont de très importants événements comme le Forum Mondial de l'eau et le Streatrade Med. ■

LES NAVIRES AMIRAL

Intercontinental et Sofitel version 5 étoiles



PHILIPPE LAURENSEN

Dix ans auront été nécessaires pour mener à bien ce projet. L'Hôtel-Dieu, un ancien hôpital du XVIII^e siècle, resté fermé pendant vingt ans, est désormais un hôtel Intercontinental 5 étoiles. L'hôtel compte 172 chambres et 22 suites de 28 à 160 m². Le chef Lionel Levy officie dans les cuisines. Une piscine et un spa Clarins de 1 000 m² complètent l'installation. De 200 à plus de 1 000 € la nuit. ■

1 Place Daviel (2^e),
☎ 04 13 42 42 42.

Situé en plein cœur du Vieux Port, avec 134 chambres et 3 suites, le Sofitel Marseille Vieux Port est l'hôtel 5 étoiles qui offre la plus belle vue sur le Vieux-Port. Conçu par les architectes Marc Hertrich et Nicolas Adnet, cet hôtel de luxe s'inspire de l'histoire maritime de la ville et offre des espaces aux influences du monde marin. De 189 à 1 000 euros la nuit. Mention spéciale pour le SoSpa. ■

36 Boulevard Charles Livon (7^e),
☎ 04 91 15 59 00.



FLORIAN LAUNETTE

C'EST TENDANCE... LE MAMA SHELTER

L'hôtel branché bobo



DR

Avec des prix de 49 à 200 €, cet hôtel de 127 chambres affiche 2 étoiles et le statut de résidence de tourisme.

Lancé en septembre 2008 par Serge Trigano, Philippe Starck et Cyril Auizerate, le concept a posé ses valises à Marseille en avril 2012. Attirant une clientèle de touristes et d'hommes d'affaires, le Mama Shelter est un produit à part. Pas de fioritures,

un confort fonctionnel mais un iMac dans chaque chambre. On vient au Mama Shelter pour ces espaces communs au style joyeux et métissé. C'est une bonne table et un lieu pour boire un verre ! ■
64 Rue de la Loubière (6^e),
☎ 04 84 35 20 00.

LE GRAND LUXE... AU PETIT NICE PASSÉDAT

Comme les stars

Le Petit Nice Passédat, c'est avant tout une histoire de famille. En 1917, Germain Passédat, boulanger-pâtissier achète la Villa Corinthe, une villa de style néo-grec pour en faire un restaurant. Son fils Jean-Paul la transforme en hôtel de luxe. Gérard, le petit-fils, rejoint le Petit Nice en 1985.

SERGE ASSIER



De grands artistes y ont dormi, des hommes politiques y viennent discrètement en villégiature... Le Petit Nice Passédat 5 étoiles est l'unique Relais & Châteaux de la ville avec sa table 3 étoiles au Michelin. Situé à flanc de Corniche, cet établissement

vaut par son cadre, son ambiance et sa déco. Le soir, on peut venir y prendre un cocktail au bord de la piscine avec une vue panoramique sur la Méditerranée. On aime son calme et son accueil. ■
Anse de Maldormé, Corniche Kennedy (7^e),
☎ 04 91 59 25 92.

TOUT NOUVEAU, TOUT BEAU.... L'HÔTEL 96

Aux portes des calanques

L'hôtel 96, c'est un esprit chambre d'hôte avec les services d'un hôtel. De 109 à 169 € la chambre (12€ le petit-déj).

Cette maison du XIX^e, entrée dans la famille Racine dans les années 80, a été le terrain de jeux d'Alice et de William. L'an dernier, le frère et la sœur décident de construire un hôtel de charme. Ouvert en décembre dernier, l'Hôtel 96 connaît déjà un joli succès. Composé de douze chambres et d'une suite, cet établissement propose six ambiances: Haute Couture, White Room, Rétro Colors, Marénostrum, Bois et Fer et les inévitables Marseillaise. C'est sous un platane centenaire que vous êtes accueillis. Les deux bâtiments de l'hôtel se fondent parfaitement dans cet écrin de verdure. Un vrai havre de paix. ■ 96 chemin de la Soude (9^e). ☎ 04 91 71 90 22.



AMBIANCE ANNÉES 50... À LA RÉSIDENCE DU VIEUX-PORT

Avec vue sur le Vieux-Port



Du haut de ses huit étages, cet établissement 4 étoiles construit en 1954 offre une vue imprenable sur le Vieux-Port. Tout l'hôtel est inspiré de ce style si singulier de l'après-guerre. La plupart des chambres (de 150 à 300 € la nuit) sont dotées d'une terrasse, idéale pour prendre son petit-déjeuner face à la Bonne-Mère. Sièges de velours rouges et carrelage à damier, inspiré des brasseries parisiennes des années 50, "Le Relais 50" propose légumes gorgés de soleil, poisson frais, viande tendre et vin de pays. ■ 18 quai du port (2^e). ☎ 04 91 91 91 22.

Plus qu'une simple décoration, l'hôtel est une véritable création: les couleurs vibrent, les bleus et les rouges éclatent, les bois exotiques brillent et les tissus réchauffent...

ON CROISE DES STARS... AU MUSIC HÔTEL

En mode artistique

Le lounge bar au décor tendance et épuré est ouvert 7 jours/7 de 7h à 2h. Et les soirées Dj sont régulièrement animées par les Djs résidents.

Ici, on apprécie le concept et la déco. Sur plus de 600 m², cet hôtel de huit chambres et deux suites (de 79 à 120 € la nuit), à deux pas de la Préfecture et du cours Julien, regroupe en un même lieu un univers intégralement tourné vers les artistes. Le concept a été mis en place Gilles Dozol, Claude Njoya et Richard Baheriz, connus en tant que producteurs, compositeurs et remixeurs pour des artistes tels David Guetta et Bob Sinclar. Régulièrement, des expositions y sont organisées. L'hôtel dispose également d'un studio d'enregistrement, pratique pour les artistes de passage. ■ 12 bd Louis Salvator (6^e). ☎ 04 91 02 10 21.



ON Y VA!

Hôtel Le Carré***

Pour ceux qui veulent loger à une encablure de la Canebière, cet établissement présente un excellent rapport qualité/prix. Situé en hyper centre ville, à 30 secondes du Vieux-Port, des grands lieux touristiques, des embarcadères pour les îles du Frioul, If et des transports en commun, le Carré Vieux-Port propose 49 chambres



aux formes et couleurs harmonieuses. Prix de 79 à 175 € la nuit. 6 rue Beauvau (1^{er}). ☎ 04 91 33 02 33.

L'Ibis*** Euroméditerranée

Idéalement situé pour les traversées en Méditerranée et départs en croisière, à deux pas du Silo, du Dock des Suds et du Mucem, ce 3 étoiles comprenant 192 chambres avec WiFi, est un bon compromis entre le haut et moyen de gamme. Chambre double à partir de 69 €. Comptez 9€/pers pour le petit-déjeuner. 25 bd de Dunkerque, rue des Docks, ZAC de la Joliette (2^e). ☎ 04 91 99 25 20.



LES VALEURS SÛRES

Beauvau et Oceania
style Empire

Le Grand Hôtel Beauvau 4 étoiles (73 chambres) est situé au centre de Marseille, équidistant d'Euromed et du Palais du Pharo. Cet hôtel de charme datant de 1816 a accueilli écrivains et musiciens légendaires tels Chopin ou Lamartine. Sa décoration est une belle alliance de meubles anciens et tissus provençaux. Au 1^{er} étage, le bar offre, comme certaines chambres, une vue féérique sur le port. De 125 à 269 €. ■
4 rue Beauvau (1^{er}),
☎ 04 91 54 91 00.

C'est un hôtel qu'on ne voit pas, si on le lève pas la tête, et pourtant. L'Escale Oceania situé sur la Canebière, offre le confort d'un hôtel moderne rénové et le charme d'un petit hôtel de caractère de 45 chambres. La bâtisse offre un panorama exceptionnel sur la ville. Depuis les balcons des chambres supérieures, on profite d'une vue imprenable sur Notre-Dame de la Garde et le Vieux Port. À partir de 109 €. ■
5, La Canebière (1^{er}),
☎ 04 91 90 61 61.



ON PREND AUSSI LE THÉ... AU RYAD

Ambiance orientale



L'hôtel Le Ryad propose un dîner à sa table d'hôtes (sur réservation uniquement). Au menu, tagine sucré salé d'agneau et pruneaux ou couscous du Ryad ou encore pastilla au lait et glace à la cannelle.

Ouvert en 2005, le Ryad, à deux pas de La Canebière et du Vieux-Port, tout proche de la gare Saint-Charles, propose une ambiance orientale. Chacune des neuf chambres se démarque par son originalité en intégrant des matériaux traditionnels maro-

cains comme le bois, le fer forgé, le cuir et des couleurs chaudes. Dans le patio, le salon de thé offre un cadre exceptionnel pour se reposer ou déguster un thé à la menthe. De 80 à 140 € la nuit. ■
16 rue Sénac de Meilhan (1^{er}),
☎ 04 91 47 74 54.

SEA AND SUN... AU PULLMAN PALM BEACH

On s'y sent en vacances

On apprécie cet hôtel pour son cadre, son calme et sa superbe piscine. Un lieu sympa pour décompresser le temps d'un week-end!



Apas des plages du Prado, le Pullman Palm Beach est un hôtel quatre étoiles élégant et moderne de cette partie de la côte, avec ses vues incomparables sur la Méditerranée. Un cadre parfait pour une escapade romantique et tout aussi idéal pour les réunions. On apprécie

la décoration d'inspiration maritime des 150 chambres et des 10 junior suites. Coup de cœur pour la piscine avec vue sur la mer. Un lieu idéal pour les vacances. De 175 à 325 €. ■
200 Corniche J.F Kennedy (7^e),
☎ 04 91 16 19 00.

VUE IMPRENABLE SUR LA MÉDITERRANÉE... CHEZ PERON

Un véritable hôtel de charme

On connaît le restaurant mais l'hôtel du même nom (2 étoiles), situé face à la mer, vaut également le détour. Chaque chambre (au nombre de 26) est décorée différemment : marocaine, gitane, asiatique, provençale, vénitienne, bretonne... L'établissement a conservé les détails du bâtiment original des années 1920. Cet ancien petit palace devenu un hôtel familial est géré par la même famille depuis quatre générations. Bref, on y vient pour son cadre et son style art déco. Le calme n'est pas toujours au rendez-vous, circulation sur la Corniche oblige. Prix de 70 à 110 €. ■

Hôtel Peron, 119 Corniche Kennedy (7^e),
☎ 04 91 31 01 41.



ON Y VA!

Radisson blu****

Le Radisson Blu Hotel Marseille Vieux-Port se fond au cœur de la cité phocéenne. L'hôtel compte 189 chambres, dont 6 Suites et 6 Junior Suites, décorées à la mode provençale ou africaine, au choix, et équipées des dernières technologies. Doté de deux restaurants, on peut déjeuner ou dîner sur place. On apprécie également les soirées au bord de la piscine.

38-40 quai de Rive-Neuve (7^e)
☎ 04 88 44 52 00.



Villa Massalia****

Les 140 chambres sont sobres, riches de matières naturelles et élégantes. Face à la mer, à quelques pas du Parc Borély et du Palais des Congrès, la Villa Massalia Concorde



Marseille incarne la modernité sur le thème de l'invitation au voyage. Conçu par Didier Rogeon, ce magnifique édifice qui s'inspire de l'architecture XVII^e du Château Borély, a des allures de temple grec aux couleurs de la Provence. Avec sa décoration inspirée, le Spa Siwa est à lui seul tout un voyage. A partir de 144 €.

17 Place Louis Bonnafon (8^e),
☎ 04 91 72 90 00.

UNE OASIS DE CALME ET DE VERDURE... AU BOMPARD

Ici, on oublie presque tout...



Cet hôtel 4 étoiles, situé sur les hauteurs de la Corniche Kennedy, a gardé le charme d'une vaste demeure bourgeoise et de son parc arboré. Le New Hotel Bompard bénéficie d'un cadre exceptionnel et unique, à proximité du Théâtre Sylvain, des plages du Prophète et des Catalans, du Cercle des nageurs, et du quartier pittoresque d'Endoume... Abrité par la végétation, il propose 51 chambres de caractère. On apprécie également sa table et sa piscine. De 95 à 215€. ■

2 Rue des Flots Bleus (7^e), ☎ 04 91 99 22 22.

Au calme, dans un parc arboré de 3 000 m², cet établissement séduit par sa douceur de vivre. Le restaurant L'Albert Café propose une cuisine traditionnelle.

ON MANGE AUSSI LA BOUILLABAISSE... AU RUHL

La plus belle vue sur la mer

Créé en 1948, cet hôtel-restaurant est dans la même famille depuis trois générations. Perché sur son rocher de la Corniche, le Ruhl est connu pour sa bouillabaisse. Normal puisqu'Alexandre Galligani, l'un des fondateurs de la charte de la Bouillabaisse, n'était autre que le président de cet établissement. Le Ruhl propose des chambres tout confort dotées d'une décoration raffinée. C'est le choix idéal pour un séjour de détente. La plupart des chambres offrent une vue sur la mer, et certaines sont même dotées d'une terrasse privative, où vous pourrez savourer le petit-déjeuner le matin. A partir de 90 €. ■

269, Corniche Kennedy (7^e), ☎ 04 91 52 01 77.

Prendre son petit-déjeuner sur la terrasse de l'une des chambres, avec une vue imprenable sur la mer, est un pur bonheur.



LE CONCEPT DECOH

L'alternative à l'hôtel
louer un petit appart...

Louer un appartement et se sentir chez soi, à Marseille, tel est le concept de la société Decoh, créée en 2009 par Caroline Tarnaud. Depuis 2010, avec un premier immeuble situé au 211 rue Paradis, Decoh propose des appartements entièrement rénovés, meublés et décorés avec des objets chinés, pour de la location de courte durée. C'est pratique : vous avez

l'impression d'avoir un petit chez vous, le temps de votre séjour, tout en bénéficiant des services d'un hôtel. Depuis l'automne dernier, Caroline Tarnaud propose à la location six nouveaux studios vintages et cosy, situés au 33 rue Dragon (6^e), juste en face de Edmond Rostand Hôtel, un trois étoi-

les qui dirige également la jeune femme. D'une surface de 22 à 24 m², ces studios à la décoration s'inspirant des années 50 à 70, misent sur les services inclus : location linge de maison, ménage fin de location, kit de produits d'accueil (cosmétiques, café, thé, produits d'entretien...) accès à internet illimité...

L'avantage de pouvoir intégrer des services supplémentaires : ménage additionnel pendant le séjour ou encore le nettoyage et le repassage de linge personnel. Mais le grand plus est de pouvoir prendre son petit-déjeuner à l'hôtel ou de se le faire servir en chambre. ■

Réservation centralisé à l'hôtel Rostand, ☎ 04 91 37 74 95. www.decoh.fr. Une nuit 118€, deux à partir de 235€.



Pour une nuit, préférez dormir à l'hôtel Edmond Rostand cosy et très bien placé, à deux pas du centre-ville.

Nos coups de cœur
malins et coquins

Une nuit... au château d'Eoures

Au pied des collines du Garlaban et du Ruissatèl chères à Pagnol, à Eoures, cette belle bastide du XVI^e siècle s'est transformée en chambres d'hôtes. Profitez de ce cadre magique au cœur d'un parc de 8 000 m² pour organiser un événement important (mariage, anniversaire...). Jean-Lou et Sabine Chouvet, les maîtres des lieux, se mettent en quatre pour vous offrir le meilleur. Optez pour la chambre Marguerite tout de blanc décorée. Vous serez réveillés au petit matin par le jar de la maison ou apercevrez les lapins qui courent dans la propriété. De 100 à 150 € la chambre. ■

53 rue Armand (11^e), ☎ 04 91 44 24 53.



Ce soir, on dort à la Casa Honoré



A deux pas de Saint-Victor, cette ancienne imprimerie s'est transformée en chambres d'hôtes par Annick Lestrohan, la créatrice de la marque Honoré. Dans cette maison façon riad moderne, vous découvrirez un patio intérieur avec piscine autour duquel s'articule la demeure. Les 4 chambres offrent une vue sur la piscine. De 150 à 200 €. ■

123 rue Sainte (7^e), ☎ 04 96 11 61 62.

On s'installe à la Pension Edelweiss



Bernadette Rochat vous accueille dans un grand appartement en duplex où elle a créé 5 chambres d'hôtes. Dans ce "Bed and Breakfast", l'ambiance est à la fois conviviale et urbaine, décorée de meubles et objets des années 30, 50, 60 ou 70, trouvés dans des brocantes. La Pension Edelweiss se trouve également à deux pas du Comptoir Dugommier, le café-restaurant de la propriétaire dans lequel les hôtes pourront prendre leur petit-déjeuner du matin, du lundi au vendredi (à la pension les samedis et dimanches). À partir de 75 €. ■

6, rue Lafayette (1^{er}), ☎ 09 51 23 35 11.

La croisière prend le pouvoir

Au premier semestre, l'activité a apporté davantage de passagers au port que les lignes sur la Corse et le Maghreb



Cette année, le seuil du million de croisiéristes doit être franchi grâce aux 434 escales organisées par les 27 compagnies qui utilisent les installations portuaires.

/ PHOTO GUILLAUME RUOPPOLI

Plus de 23 700 croisiéristes accueillis entre vendredi et lundi, dont 17 300 sur les seules journées de samedi et de dimanche avec les escales de l'Europa, du Norwegian Epic, du Carnival Sunshine, du Costa Serena et du MSC Preziosa: nul doute que le port de Marseille conforte son rang de leader français pour l'activité croisière. C'est d'ailleurs cette année que le seuil du million de croisiéristes doit être franchi grâce aux 434 escales organisées par les 27 compagnies qui utilisent les installations portuaires. C'est une trentaine de plus que l'an passé.

Une montée en puissance qui durant le premier semestre s'est d'ailleurs concrétisée par ce constat: pour la première

fois dans l'histoire du port, le nombre des croisiéristes (490 000) a été supérieur à celui des passagers qui fréquentent les lignes régulières sur la Corse et le Maghreb (482 000).

Commentaire du Grand port maritime: "La hausse régulière des croisières a eu raison de l'instabilité des trafics vers la Tunisie et l'Algérie", lesquels son en recul de 4% par rapport au premier semestre de 2012. Rien de tel pour la desserte de la Corse qui progresse de nouveau de 5%. Mais ce taux reste bien insuffisant pour faire jeu égal avec l'activité croisière qui a bondi de... 38%. Permettant ainsi à Marseille de totaliser un million de passagers sur les six premiers mois de l'année, et alors même que la saison estivale

n'avait pas commencé. Depuis le début du mois de juillet, le rythme s'est accéléré avec 42 escales et près de 100 000 croisiéristes débarqués et embarqués depuis le "Marseille Provence Cruise Terminal", la gare maritime dédiée aux croisières. Un outil notamment apprécié des armateurs MSC, Costa et Louis Cruise qui figurent à son capital et en assurent la gestion.

Le mois d'août s'annonce de la même veine, en témoigne ce week-end, avec là encore 42 escales programmées et un peu plus de 112 000 passagers pris en charge, 51 suivront durant le mois de septembre, puis 56 supplémentaires s'ajouteront en octobre. Attestant d'une saison estivale bien remplie dont le rythme ira ensuite décroissant

jusqu'au terme de cette année.

Mais le plus intéressant est que sur le million et plus de passagers attendus cette année, un gros tiers relève "des têtes de ligne".

C'est-à-dire qu'ils embarquent et débarquent à Marseille, point de départ et d'arrivée de la croisière. Ce qui fait de la ville une tête de pont du marché des croisières en Méditerranée. Un aspect capital, car il est à l'origine de plusieurs projets d'aménagements. Dont l'élargissement de la passerelle nord du port de commerce qu'empruntent les villes flottantes que sont les navires, dont la longueur approche les 400 mètres.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr

Un plus pour l'image de Marseille

Le développement de l'activité croisières, si elle bénéficie au port, a surtout des retombées pour la ville qui bénéficie de la fréquentation des croisiéristes. Le Club de la croisière, qui est à l'origine de ce développement, estime que 20% des passagers en tête de ligne - c'est-à-dire ceux qui débutent leur croisière dans la ville - effectuent une dépense moyenne de 156 euros avant leur départ. La majorité de cette dépense bénéficie à l'hôtellerie et à la restauration, le solde servant au transport et à des achats divers.

Il est aussi estimé que 9% des croisiéristes qui achèvent leur croisière dans la ville dépensent en moyenne 160 euros. Une somme qui se décompose pour moitié entre l'hôtellerie et des achats divers. 75% des croisiéristes qui font simplement escale à Marseille mettent eux aussi la main à la poche. Mais la dépense moyenne est bien moindre, tout juste d'une cinquantaine d'euros. Une dépense qui grimpe à 67 euros pour les croisiéristes étrangers.

À noter que, dans leur grande majorité, ils se rendent dans le centre-ville. 34% achètent une excursion hors de la ville. Leur destination préférée: Aix-en-Provence.

J.-L.C.

SACHEZ-LE

Des pass découverte

Comment visiter ou revisiter les Bouches-du-Rhône sans trou de mémoire et en se mettant dans la peau d'un ambassadeur de son département? En utilisant "My Provence". Un pass lancé il y a trois ans et qui a déjà séduit près de 9 000 personnes. Principe de base: je paie pour un, la visite se fait à deux. En prime, il permet un accès gratuit à une sélection de sites touristiques. Pour se procurer le pass, il suffit de prendre contact avec Bouches-du-Rhône Tourisme au 04 90 59 49 40 ou de se connecter sur pass.myprovence.fr.

À noter par ailleurs que plusieurs applications mobiles gratuites sont disponibles. C'est le cas de "My Provence belles routes", utile pour ceux qui veulent profiter du soleil et des paysages en voiture, à moto, à vélo ou à pied.

D'autres applications pour mobiles, également gratuites, ciblent les balades, les festivals et les bonnes tables....

J.-L.C.

Quand Américains, Espagnols ou Japonais arrivent en ville

Faire une escale à Marseille sans encore connaître les incontournables à visiter? C'est le cas de la plupart des passagers du Norwegian Epic, imposant navire de croisière qui faisait étape vendredi matin en ville, à la porte 4 du grand port de Marseille: Américains, Espagnols, Japonais ou encore Israéliens... au total quelque 4 500 croisiéristes étaient en transit.

Dès l'arrivée du navire, les employés de la compagnie se sont hâtés d'installer les passerelles de débarquement et de permettre ainsi aux visiteurs d'entamer leur visite. Des plantes en plastique de chaque côté et de la musique - Brel, Jonasz et une bonne partie du répertoire français - pour les accompagner. Les marins attendaient les touristes à la sortie pour la photo souvenir, devant une bouée de sauvetage blanche signée du nom de la compagnie. Tous les éléments étaient donc réunis pour que les passagers passent une bonne journée!

La file d'attente s'est alors allongée sur les quais pour accéder à la trentaine de bus-navettes, ponctuels au rendez-vous pour acheminer les touristes vers le centre-ville. Les chauffeurs de taxi attendaient également en grand nombre devant les grilles du terminal avant de défiler progressivement devant les croisiéristes. Alors, quel programme dans une ville encore inconnue pour la plupart des voyageurs?

Seule Notre-Dame-de-la-Garde revient dans presque toutes les bouches. Ensuite, arrivent le shopping et la balade

sur le Vieux-Port. "Nous avons demandé à la réception ce qu'il y avait à faire et on nous a dit qu'il serait mieux de prendre le petit train, affirme Ricky, une Israélienne d'une soixantaine d'années. Nous ne savons pas ce qu'il y aura dans le circuit mais Notre-Dame-de-la-Garde y est donc j'espère que je vais apprécier". Même si-

tuation pour Helen, une Écossaise en transit avec son mari. "Nous n'avons aucune idée de ce que nous allons visiter. Peut-être qu'on nous le dira dans la navette", avoue-t-elle, un peu gênée.

Les touristes qui connaissent leur programme sont rares. Christine, une Libanaise de 42 ans, sort sa liste pour la jour-

née car elle ne connaît pas par cœur les lieux à visiter. Vieux-Port, Bonne Mère, Pharo et bouillabaisse sont donc au menu.

MP 2013, un événement peu connu sur les bateaux

Et qu'en est-il de Marseille Provence 2013 pour les nouveaux venus? Presque rien. Le MuCEM est souvent oublié du programme. Une guide touristique turque, en congé pour la journée, a décidé de visiter Marseille par ses propres moyens. Mais elle ignore que la ville est Capitale européenne de la culture!

Deux cents passagers ont débarqué définitivement. Parmi eux, Sandrine et Jacques, un couple de Québécois qui avaient pris la peine de venir visiter Marseille trois jours avant le début de leur croisière. La Bonne Mère, le Vieux-Port, le Panier... Ils ont surtout admiré l'architecture de la ville. "On pense toujours à la ville décrite par Pagnol lorsqu'on est ici", constate Jacques. "Nous allons être obligés de revenir car il y a trop de choses à voir", assure Sandrine, avant de prendre son taxi.

Certains prennent le bus 35, en direction de la Joliette. "C'est beaucoup moins cher, surtout que nous avons dépassé notre budget pour les vacances, assure une touriste espagnole. Quid de son programme? "Je ne sais pas du tout ce que je ferai sur place, j'aviserais en fonction du lieu où je serai."

Magali JUDITH



Les 4 500 passagers du Norwegian Epic ont fait escale vendredi matin au port de Marseille.

/ PHOTO M.J.

OK Corral, le Far West made in Provence



Le parc qui existe depuis 48 ans est le plus ancien de la région

Dans un an, le Vaucluse devrait accueillir son premier parc à thème tout entier consacré à Spirou (lire ci-dessous). Et renforcer ainsi un secteur d'activités qui dans notre région, compte moins d'une vingtaine de parcs dont le plus connu est Marineland à Antibes et le plus ancien, OK Corral à Cuges-les-Pins. Lequel fêtera son demi-siècle en 2016.

Pour lui, tout a commencé en 1966 autour de la reconstitution de l'univers du far west. Les promoteurs de ce projet qui allait naître sous la forme d'un ranch, étaient Jacky Rex et son épouse. Ils le développeront, avant de céder le parc en 1979. "C'est là que je suis arrivé", raconte Mathijs Bembom, qui avec sa famille dirige à présent le site d'attractions. "Je suis issu d'une famille hollandaise de 9 enfants qui a toujours vécu dans le milieu des parcs d'attractions. La Hollande est le

pays qui en compte le plus. Mon père m'avait conseillé de tenter ma chance ailleurs, c'est comme cela que je suis venu en France. Nous cherchions à ouvrir un parc du côté de Bordeaux, mais Cuges-les-Pins a été une très belle opportunité. J'ai acheté et nous avons poursuivi car ce thème était une très bonne idée,

"C'est quoi un bon parc? C'est le sourire du client qui plus tard revient." MATHIJS BEMBOM

très porteuse. Et puis, je suis un passionné."

Quelques années plus tard, la concurrence se faisant plus rude, la famille Bembom a choisi de repositionner OK Corral sur un créneau "moins ados et plus familial". Avantage: "Les enfants en veulent toujours plus et

cela se traduit pour nous par une course aux investissements. Or les manèges coûtent cher et il faut pouvoir suivre. Il y a des hauts et des bas, il faut compter avec le climat. Moi je suis de la vieille école: on n'achète que lorsqu'on a les moyens financiers pour cela".

Bref, la famille Bembom a opté pour le développement à taille humaine. Avec des attractions soigneusement étudiées qui seront adaptées au site, comme ce nouveau super 8 d'un coût de 2 millions d'euros, lancé il y a tout juste un an, 27 autres manèges qui plaisent et ne se démodent pas, des spectacles avec des figurants, des trains et une cavalerie servie par 60 chevaux à demeure. Le tout dans un environnement préservé, puisque sur les 40 hectares du site, moins de la moitié sont utilisés. N'en déduisez pas qu'une gestion prudente étouffe toute évolution: "Ce n'est pas le cas. Notre métier évolue sans cesse et il faut s'adapter, montrer qu'il y a toujours quelque chose qui change. On

CARTE DE VISITE

Le parc d'attractions a son siège à Cuges-les-Pins ou il emploie 28 salariés permanents. Un chiffre qui peut monter jusqu'à 150 personnes en période de pointe avec les saisonniers.

Sa surface est de 40 hectares. Dont 15 ha dédiés aux attractions.

Le chiffre d'affaires lié aux entrées dépasse les 5 millions d'euros. Il faut y ajouter 2 millions de loyers versés par les 14 commerces indépendants.

et parvient à force de passion", insiste Mathijs.

Pour compléter les ressources, "un camping tipis" a été ouvert. Il permet l'hébergement de 400 personnes durant les week-ends et la période estivale. Par ailleurs, le parc fonctionne comme une galerie marchande vis-à-vis de ses 14 commerces indépendants. Une astuce qui permet à OK Corral de ne pas trop alourdir sa masse salariale.

L'avenir? Mathijs Bembom qui prépare déjà l'anniversaire des 50 ans, songe à quelques nouveautés. Mais le projet le plus abouti est sans doute la création d'un hôtel de 30 chambres. "Le but est de prolonger la saison, car pour l'instant OK Corral n'ouvre ses portes que durant 134 jours." Une période durant laquelle il reçoit une moyenne de 400 000 visiteurs. Pas mal.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr



PHOTO SOPHIE SPITÉRI

EN PROJET À MONTEUX

Spirou, en attendant Marsu

Le business plan est déjà calé, les futures attractions aussi. Le lieu est trouvé, ce sera l'écoquartier de Beaulieu, à Montoux dans le Vaucluse, tout à côté de Carpentras. Ne manque que le nerf de la guerre: 36 millions d'euros à réunir avant le début de l'année 2014 pour que le projet puisse vraiment prendre forme. Le parc à thème Spirou, reprenant l'imagerie des albums de la maison d'édition belge Dupuis, est annoncé pour le printemps 2015. Et en attendant, l'équipe formée pour gérer le futur parc multiplie les tractations. "Pour les professionnels des parcs d'attraction, ce n'est pas une grosse somme, certains nous demandent même si nous n'avons pas oublié un zéro...", confie Jean-Patrick Demonsang, l'un des promoteurs du parc et chargé de lever les fonds. Ces 36 millions d'euros permettraient d'ouvrir une première zone de 4 hectares sur les huit que Spirou et sa joyeuse bande pourraient investir à terme. "Cette première zone, pour la période 2015-2017, reprendrait essentiellement les thèmes des albums Spirou et Fantasio avec une forte présence du numérique et de la 3D, complète Jean-Patrick Demonsang. Même si le Marsupilami, Boule et Bill ainsi que Lucky Luke seront ponctuellement présents avant que la seconde zone soit consacrée au Marsupilami dès 2017 et la troisième à Lucky Luke en 2019". L'équipe de gestionnaires vise la barre des 500 000 visiteurs par an, convaincus de parvenir à drainer une clientèle locale, française et étrangère, friande des personnages de la maison Dupuis.

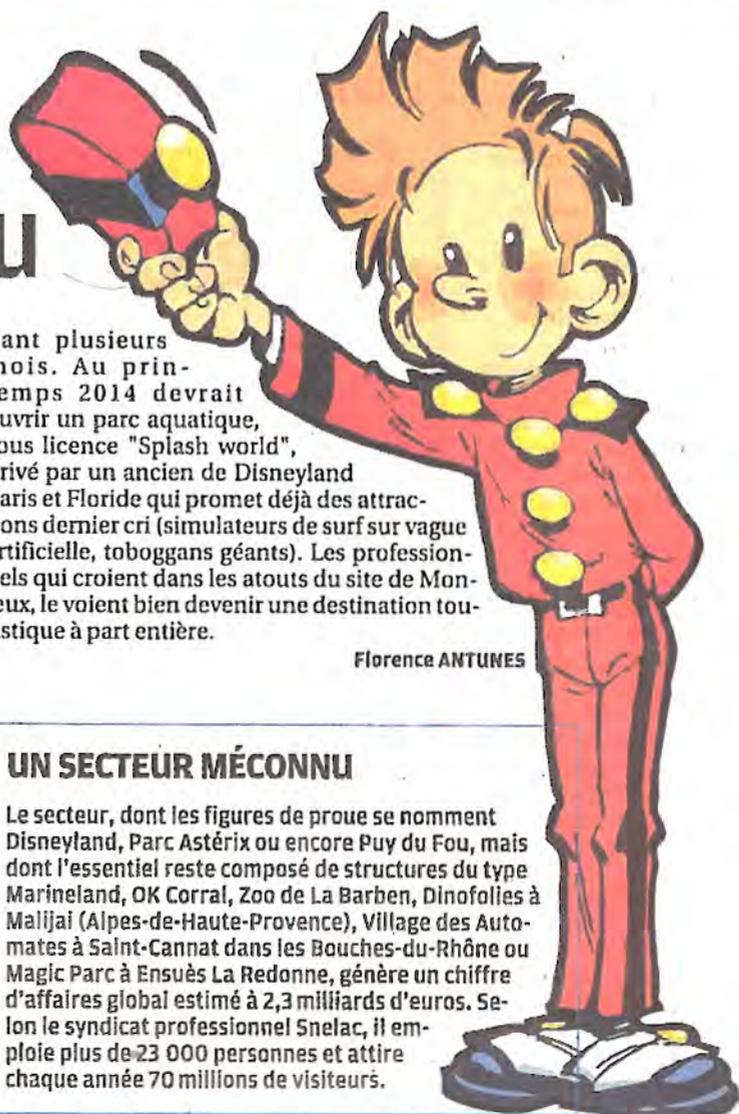
Pour Jean-Patrick Demonsang, la clé du succès résiderait dans l'offre complémentaire que le parc Spirou apporterait au site de Beaulieu, déjà tourné vers les loisirs et le divertissement. Une base nautique ouverte cet été a fait le plein pen-

dant plusieurs mois. Au printemps 2014 devrait ouvrir un parc aquatique, sous licence "Splash world", dirigé par un ancien de Disneyland Paris et Floride qui promet déjà des attractions dernier cri (simulateurs de surf sur vague artificielle, toboggans géants). Les professionnels qui croient dans les atouts du site de Montoux, le voient bien devenir une destination touristique à part entière.

Florence ANTUNES

UN SECTEUR MÉCONNU

Le secteur, dont les figures de proue se nomment Disneyland, Parc Astérix ou encore Puy du Fou, mais dont l'essentiel reste composé de structures du type Marineland, OK Corral, Zoo de La Barben, Dinofolies à Malijai (Alpes-de-Haute-Provence), Village des Automates à Saint-Cannat dans les Bouches-du-Rhône ou Magic Parc à Ensues La Redonne, génère un chiffre d'affaires global estimé à 2,3 milliards d'euros. Selon le syndicat professionnel Snelac, il emploie plus de 23 000 personnes et attire chaque année 70 millions de visiteurs.



Année capitale pour la croisière

Après avoir franchi le cap du millionième passager en octobre, la ville et son port nourrissent d'autres ambitions

Réunis à l'occasion du Salon international Top Cruise, les principaux acteurs marseillais de la croisière ont dressé hier le bilan d'une année hors du commun, marquée notamment par l'accueil, le 26 octobre, du millionième passager de la saison 2013. Selon les estimations, au 31 décembre, le trafic devrait totaliser 1 150 000 voyageurs, soit une progression de 30 % par rapport à l'an dernier.

"Un mouvement phénoménal", commente Jacques Truau, président du Club de la Croisière Marseille Provence ; lequel prophétise un résultat au moins aussi spectaculaire l'an prochain. "2014 s'annonce sous de très bons auspices avec 538 escales contre 458 cette année, ce qui devrait nous apporter 1 350 000 passagers dont 453 000 en tête de ligne (Ndlr : voyageurs qui débutent ou achèvent leur croisière à Marseille), soit une croissance de

Dans le trio des ports de croisière les plus dynamiques de la planète.



Présent dans la cité phocéenne depuis 1996, le groupe Costa va augmenter de 67 % le nombre de ses escales l'an prochain ! /PHOTO THIERRY GARRO

20 %". Et Jacques Truau de rappeler qu'en 2012, avec une progression de "seulement" 15 %, la place phocéenne pointait déjà au 7^e rang des 50 ports de croisière les plus dynamiques de la planète, "ce qui veut dire que le taux affiché en 2013 devrait nous permettre de figurer parmi les trois meilleurs".

Et tout porte à croire que 2014 confortera cette position, sinon l'améliorera. Les pro-

grammes des trois plus importantes compagnies opérant au départ de Marseille, ont en effet de quoi donner des ailes aux décideurs locaux. Leader sur la place phocéenne qu'il fréquente depuis 1996, le groupe Costa prévoit notamment de passer l'an prochain de 89 à 149 escales grâce notamment à la mise en service au mois d'octobre de son nouveau navire-amiral *Costa Diadema*, soit une hausse de

67 % ! MSC Croisières n'est pas en reste avec 129 escales au lieu de 93. Quant à Croisières de France, ses deux navires vont effectuer 44 escales au lieu de 34.

Une situation dont se félicitent bien sûr les opérateurs concernés et le port, mais aussi et surtout la Chambre de commerce (CCIMP) et la Ville de Marseille qui voient dans cette progression remarquable l'impact évident d'une année

capitale. Comme le souligne Franck Recoing (CCIMP), "les croisières génèrent actuellement entre 110 et 130 millions d'euros de retombées directes pour la ville". Selon lui, ce chiffre ne peut que croître car avec MP 2013, "Marseille a aujourd'hui beaucoup plus de choses à montrer qu'elle n'en avait hier, en particulier de nouveaux équipements hôteliers et une liaison internationale direc-

te avec les États-Unis".

Quant à Dominique Vlasto, adjointe au maire en charge du Tourisme, elle estime que "Marseille est désormais Capitale de la culture, reconnue comme telle" et que le défi de la cité phocéenne est maintenant de "faire connaître ce qui a été réalisé afin d'attirer encore davantage les visiteurs, à commencer par les croisiéristes".

Philippe GALLINI

LES CHIFFRES

▶ 1 150 000 passagers attendus au 31 décembre 2013, soit 260 000 de plus que l'an dernier (+30 %).

▶ 345 000 passagers en tête de ligne, contre 313 000 en 2012 (+10 %) avec 311 départs de Marseille.

▶ 7,7 millions de passagers reçus depuis le renouveau des croisières en 1996.

▶ 458 escales dont 45 de paquebots de luxe au J4, près du MuCEM.

▶ 76 navires différents reçus aux terminaux dont des mega-paquebots de plus de 330 mètres de long et 4300 passagers (MSC Preziosa).

▶ 38 compagnies dont 9 opérant en tête de ligne.

▶ 111 M€ d'investissements en 20 ans (1996-2016), dont 35 M€ pour l'élargissement de la passe nord du port.

▶ 100 M€ de retombées économiques annuelles, pour une dépense moyenne de 67 € par passager en escale. Toutes dépenses confondues, un croisiériste génère environ 138 € pour l'économie locale.

▶ 9^e port de croisière de Méditerranée après Barcelone, Civitavecchia, Venise, Palma de Majorque, Naples, Le Pirée, Livourne et Dubrovnik.

Les paquebots ont besoin d'espace pour évoluer

Situé à près de 6,5 km (à vol d'oiseau) de La Canebière, le Marseille Provence Cruise Terminal (MPCT) paraît bien éloigné du cœur historique de la cité phocéenne et de ses quartiers commerçants. Le choix d'un tel exil s'explique pourtant par une réalité physique incontournable : le bassin de La Grande Joliette ne peut pas recevoir de navires de plus de 180 m de long. Or cette année, 64 % des paquebots qui ont fait escale à Marseille dépassaient les 300 m. Et tout porte à croire que les prochaines générations de ces Leviathan seront encore plus imposantes. Accueillir de tels monstres au plus près du Vieux-Port nécessiterait la création d'un nouveau port et donc d'une nouvelle digue du Large, située beaucoup plus à l'Ouest. Un projet qui a déjà fait l'objet d'études poussées ; lesquelles ont conclu à sa faisabilité mais au prix d'un investissement de près de 1,5 milliard d'euros ; somme qu'aucun opérateur ne se risquerait à engager, conscient que le seuil de rentabilité d'une telle opération ne pourra jamais être atteint, même en multipliant par deux ou trois le nombre actuel de croisiéristes. Un nouveau port qui ne résoudrait d'ailleurs en rien le problème de distance puisque les quais devraient être construits très au large, éloignant les navires du centre-ville quasiment autant qu'ils le sont déjà actuellement. Et comme à Venise, il n'est pas certain que la population marseillaise à laquelle on promet de rendre accessible le front de mer, apprécierait la vue d'un mur de bateaux dont chacun aurait la taille de l'immeuble des Docks...

Autre contrainte physique majeure : la nécessité de disposer de surfaces de terre-pleins suffisantes pour traiter les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers, sachant qu'un croisiériste transporte avec lui au moins deux valises. Dans le cas de l'escale simultanée de quatre paquebots équipés chacun de 2 000 cabines, ce sont donc 35 000 à 40 000 bagages qui doivent être vérifiés, triés et chargés ou déchargés dans un temps très court. Or l'expérience acquise avec le MPCT a montré qu'il fallait au moins 20 000 m² situés au contact immédiat des bateaux pour répondre à une telle demande. D'où le choix stratégique du port de développer les croisières autour du



Les passagers des petits paquebots de luxe - Ici le "Wind Spirit" - plébiscitent les postes 95 et 96 situés au pied du MuCEM et au plus près du cœur historique de la ville. /PHOTO LP

terminal existant avec notamment le lancement d'un chantier de 35 M€ destiné à élargir la passe d'entrée Nord du port et permettre ainsi à des bateaux de 350 m d'y accoster avec des vents soufflant jusqu'à 35 nœuds (65 km/h). Un élargissement dont la livraison est prévue au plus tard dans le courant de l'hiver 2016-2017.

En revanche, le fait d'avoir déporté les paquebots vers le Nord suppose la mise en place de liaisons régulières, nombreuses et fiables entre le MPCT et le centre-ville. Ce qui n'a pas toujours été le cas. Il n'était d'ailleurs pas rare de croiser des dizaines de touristes égarés, crapahutant sous un soleil de plomb à travers le port de commerce pour tenter d'atteindre l'arrêt du bus 35 de la RTM où l'attente pouvait dépasser 20 minutes, avec un risque accru d'agression. Une insatisfaction grandissante des voyageurs confirmée par les enquêtes internes des compagnies, lesquelles menaçaient de remettre en cause l'escale marseillaise. Le GPMM a alors pris le problème à bras-le-corps, mettant en place un système

de navettes d'autobus gratuites dont la particularité est d'emprunter les voies intérieures du port épargnées par les embouteillages. Les passagers peuvent désormais rejoindre le quartier de la Major en 20 minutes. Dans le même temps était mise en place une navette maritime reliant le terminal croisières à la darse du MuCEM.

Le MuCEM et l'esplanade du J4 qui d'une certaine façon, ont permis de rapprocher une partie des paquebots du centre-ville en leur offrant l'un des lieux d'accostage les plus pittoresques de Méditerranée. Après trois ans d'interruption liés aux travaux d'aménagement du site, 45 escales y ont été comptabilisées en 2013, pour des unités d'une longueur inférieure à 200 m ; catégorie de bateaux qui correspond à la croisière de luxe. Un moyen efficace d'attirer au plus près du centre-ville une clientèle des plus fortunées dont les nuitées d'avant et après croisière sont généralement réservées dans les nouveaux palaces marseillais, à commencer par l'Intercontinental Hôtel-Dieu. Ph.G.

LE TÉMOIGNAGE de trois grands armateurs

"Marseille est une envie avant un choix technique"

"Pour nous, Marseille est d'abord une vraie envie avant d'être un choix technique. C'est un port qui fait ce qu'il annonce, qui est à l'écoute de ses clients et qui sait se mobiliser pour résoudre les problèmes."

Ce véritable cri du cœur pour la place portuaire phocéenne poussé hier à l'occasion du Salon Top Cruise par Antoine Lacarrière, patron de Croisières de France, n'est pas un propos isolé. Cet avis semble en effet partagé par les principaux opérateurs de croisière, à commencer par les deux "majors" que sont les groupes Costa et MSC, cogestionnaires du terminal du môle Léon-Gourret dont ils ont obtenu la concession.

"En France, pour les croisières en Méditerranée, nous avons Marseille ; une ville qui s'est embellie", insiste George Azouze ; un patron du groupe Costa dans l'Hexagone apparemment satisfait des prestations offertes comme de la situation géographique des escales, car convaincu que "ce n'est pas le port qui va se rapprocher de la ville mais la ville qui va se rapprocher du port parce que les croisières vont s'insérer progressivement dans le plan d'urbanisme". Quant aux difficultés rencontrées ces derniers mois par ses navires et leurs passagers en raison des caprices de la météo ou des liaisons routières avec le centre-ville, le patron de Costa se veut optimiste : "Les problèmes sont résolus au fur et à mesure. Pour nous, le plus important est que la ville fasse preuve de créativité dans ses offres à terre. Il faut que le produit proposé aux passagers soit au niveau de celui que nous leur fournissons à bord".

"Marseille, c'est la croisière en France, confirme Erminio Eschena, directeur général de MSC Croisières. Et c'est donc par Marseille que passe notre croissance. Les infrastructures portuaires ont largement participé à notre développement et les travaux à venir afin d'élargir la passe Nord vont nous permettre d'être présents de manière encore plus stable, en nous permettant de garantir à nos clients près de 100 % des escales."

Erminio Eschena tient d'ailleurs à souligner que "le fait que le millionième passager ait été accueilli en 2013 n'est pas un hasard. Les croisiéristes savent maintenant qu'en venant à Marseille, ils vont pouvoir trouver tous les nouveaux équipements dont ils ont entendu parler, issus de l'année où la ville a été Capitale européenne de la culture."



Erminio Eschena (MSC Croisières)

/PHOTO J.-L. CROZEL



George Azouze (Costa Croisières).

/PHOTO FREDERIC SPEICH

Ph.G.

À la porte d'Aix, top départ du Toyoko Inn

250 chambres, un service raffiné et fonctionnel, typique de la culture japonaise, une vue sur le (futur) parc : planté sur la Porte d'Aix, l'hôtel Toyoko Inn, ne sera pas seulement un nouvel établissement sur la zone, ou un investissement à 20 millions d'€. Il est tout un symbole, première pierre de l'édifice d'un secteur cher à Euroméditerranée : la Zac Saint-Charles, celle qui se doit de révolutionner un quartier en berne, notamment via un campus.

La signature hier de la vente du terrain de 6500m² de l'Établissement public au groupe nippon Toyoko Inn, pour 3 millions d'euros, est ainsi une victoire. À plusieurs titres. Le projet de (très) longue haleine a

Il s'agit de la première implantation en Europe du groupe japonais.

mis cinq ans à voir le jour, plombé par trois recours. La signature concrétise l'aboutissement d'un projet majeur de l'entrée de ville, et un sacré apport financier à la Zac. Et c'est enfin, une porte royale du Japon en Provence puisqu'il s'agit de la première implantation de cette chaîne -équivalente aux Ibis français- en Europe. Autant dire que le président fondateur Norimasa Nishida, qui va même y implanter son siège européen, a été très chaleureusement accueilli hier au sein de l'école de Management EMD voisine du futur site, par le maire Jean-Claude Gaudin, qui a salué

sa patience face aux recours. *"Marseille n'est pas une ville ingrate. Elle sera toujours là pour vous aider à concrétiser tous vos projets"*. Le sénateur-maire n'a pas dit cela par politesse. Comme le confirme François Jalinot, directeur d'Euroméditerranée, *"Le groupe va poursuivre son implantation à Marseille, notamment dans l'extension d'Euromed II"*. Pas un mot de plus. Mais on imagine bien un Toyoko Inn vers la gare multimodale Gèze...

La stratégie du groupe est d'ailleurs claire. À l'image (plus luxueuse) de l'Intercontinental du Panier, Toyoko Inn utilise tout son porte-feuille clients pour promouvoir ses nouveaux établissements. Comme l'a précisé Norimasa Nishida, *"toutes les télévisions des chambres de nos hôtels diffusent des images de Marseille"*. Objectif : booster la venue des voyageurs nippons, hommes d'affaires ou touristes, comme ceux en escale à Paris qui en trois heures de train viendront à Marseille, rassurés par une enseigne connue. L'hôtel, signé par le Marseillais Emmanuel Dujardin (Tangram), permettra un recrutement local. À noter que souvent les établissements japonais ont un personnel essentiellement féminin... Pour François Jalinot, c'est aussi la récompense d'un long travail de prospection -comme dans de nombreux pays- qui a permis cette installation. La livraison est prévue fin 2015. Le début d'une histoire d'amour nipponne. *"Elle ne date pas d'hier. Avant l'avion, Marseille et son port ont toujours été pour le Japon la porte d'entrée de l'Europe"*, rappelle François Jalinot. Agathe WESTENDORP



250 chambres, des prix équivalents à un deux étoiles : le Toyoko Inn, prévu pour fin 2015, est une victoire...

/ PHOTO TANGRAM

VII. – LA CULTURE

- ✓ **1.** MP 2013 – Venet donc au nouveau musée
Marseille l'Hebdo – 03.07.2013

- ✓ **2.** Le MaMo, « un vrai coup de folie » pour Ora-ïto
Marseille l'Hebdo – 31.07.2013

- ✓ **3.** Voilà... l'été !
La Provence – 10.08.2013

- ✓ **4.** Le Gymnase s'ouvre sur la Canebière
La Provence – 01.09.2013

- ✓ **5.** Enfin le retour de César au musée
La Provence – 14.09.2013

- ✓ **6.** Avis de « Métamorphoses » en ville
La Provence – 22.09.2013

- ✓ **7.** La Minoterie a du grain à moudre à la Joliette
La Provence – 28.09.2013

- ✓ **8.** Le J1 rouvre avec Le Corbusier
La Provence – 11.10.2013

- ✓ **9.** Il était une fois le rap marseillais
La Provence – 02.11.2013

- ✓ **10.** Le MuCEM, star chaque week-end
La Provence – 10.11.2013

- ✓ **11.** Les arts de la rue ont pris la cité
La Provence – 01.12.2013

Bernar Venet avec la maquette de quelques-unes de ses sculptures exposées au Pharo. Il espère que ces œuvres resteront à demeure dans ce parc.



NICOLAS VALLAURI

EXPOSITION. Le plasticien new-yorkais originaire des Alpes expose chez Regards de Provence.

Venet donc au nouveau musée

Ses arcs d'acier rouillé, emblématiques de son œuvre, sont exposés jusqu'au 13 octobre au parc du Pharo et voilà, déjà, une nouvelle exposition qui lui est consacrée au musée Regards de Provence. A 72 ans, Bernar Venet montre pour la première fois les maquettes de ses sculptures monumentales accompagnées de dessins-collages et d'œuvres de jeunesse. Ce natif de Saint-Auban dans ce qui était encore à l'époque les Basses-Alpes a débuté sa carrière en 1961 en enduisant ses toiles d'une couche de goudron, en se photographiant au milieu d'un tas d'ordure et en exposant une sculpture composée d'un simple tas de charbon. On retrouve toute la créativité jaillissante de sa jeunesse dans l'exposition qui a ouvert au musée Regards de Provence. Une créativité qui se refusait alors et se refuse toujours à toute composition. *"Le plus important pour moi, confie l'artiste, c'est le concept"*. Tenant de l'art minimal qu'il découvre à New York où il s'est installé dès 1966, il mêle l'art et les sciences et

notamment les mathématiques et décline des formules à travers des séries de lignes indéterminées, courbes, angulaires ou effondrées, des arcs qui mettent en espace les degrés. Ses sculptures géantes font de son art minimal, également un art paysager. En 2011, Bernar Venet, artiste cosmopolite, ex-

pose dans les jardins de Versailles. De la capitale à celle européenne de la culture, l'exposition s'impose. ■

A.D.

Jusqu'au 13 octobre tous les jours de 10 h à 18 h, nocturne le vendredi jusqu'à 21 h (fermé le 15 août) au musée Regards de Provence, rue Vaudoyer (2^e). Tarifs : 6 €, 5 €, 4 €, 2 € (réduit). ☎ 04 96 17 40 40.

Et aussi à voir, "Cassis, port au tournant de la modernité"



Le même musée Regards de Provence expose des toiles des années 1845 à 1945, des tableaux qui font de Cassis un des lieux privilégiés où s'est inventée la modernité. Derain, Manguin, Friesz, Ambrogiani (photo), Camoin... Les peintres de tous horizons ont afflué avec l'ouverture de la route de Marseille en 1840 et de la voie ferrée en 1859. ■

Jusqu'au 6 octobre tous les jours de 10 h à 18 h, nocturne le vendredi jusqu'à 21 h (fermeture le 15 août) au musée des Regards de Provence, rue Vaudoyer (2^e). Tarifs : 6 € (plein), 5 €, 4 € et 2 € (réduits). Visites commentées sur réservation dimanche et lundi à 10 h 30. ☎ 04 96 17 40 40. Egalement à Cassis, au musée et aux salles voûtées.

INTERVIEW. Le designer marseillais revient sur l'ouverture de ce centre d'art haut perché sur le toit de la Cité Radieuse, un véritable hommage rendu au travail de Le Corbusier.

Le MaMo, "un vrai coup de folie" pour Ora-ïto

Le plus célèbre des designers marseillais, Ora-ïto, propriétaire du centre d'art le MaMo, pour Marseille-Modulor (unité de mesure instauré par Le Corbusier) revient sur cette folle aventure. Situé sur le toit-terrasse de la Cité Radieuse et ouvert depuis le mois de juin, sa création tient du parcours du combattant. Un nouveau lieu qui attire bon nombre d'amateurs d'art et de curieux.

Comment le MaMo est-il né et qu'avez-vous ressenti lors de son inauguration?

"Le MaMo est avant tout né d'une opportunité. J'ai entendu dire que le gymnase était à vendre. J'ai immédiatement sauté sur l'occasion. Passionné de Le Corbusier depuis tout-petit, je n'ai pas pu m'empêcher de me projeter dans ce lieu, sans savoir véritablement ce qu'il deviendrait. Un vrai coup de folie! J'ai ensuite eu l'idée d'y installer un centre d'art, et c'est quand j'ai appris que Le Corbusier lui-même avait envisagé cette affectation pour le lieu que j'ai su que j'avais pris la bonne décision. J'ai été très heureux lors de l'inauguration."

Comment avez-vous pensé ce lieu? Qu'est-ce qui était important pour vous de mettre en avant? "Il était essentiel pour moi de retrouver l'état originel



Propriétaire du MaMo, le designer Ora-ïto, amoureux du travail de Le Corbusier rend hommage à ce dernier.

du lieu, de mettre en avant le patrimoine légué par Le Corbusier. Cela a commencé par un véritable combat pour détruire une extension construite *a posteriori* et malheureusement classée en même temps que le bâtiment. Il a ensuite fallu restaurer le gymnase et cela a pris trois ans. Pour l'exposition inaugurale, il était aussi indispensable pour nous de mettre en place un véritable dialogue entre les œuvres et l'héritage du Corbu, ce qui

est exactement ce que fait Xavier Veilhan avec son projet *Architectones*."

Qu'avez-vous envie de transmettre à travers le MaMo?

"J'ai voulu un lieu où l'on pourrait voir le travail de jeunes artistes à la fois confirmés et émergents sur la scène contemporaine. C'est comme ça qu'est née l'idée d'une programmation en deux temps: l'été, l'exposition d'un artiste confirmé tel que Xavier

Veilhan et l'hiver, à l'intérieur du MaMo, une sélection des talents de demain."

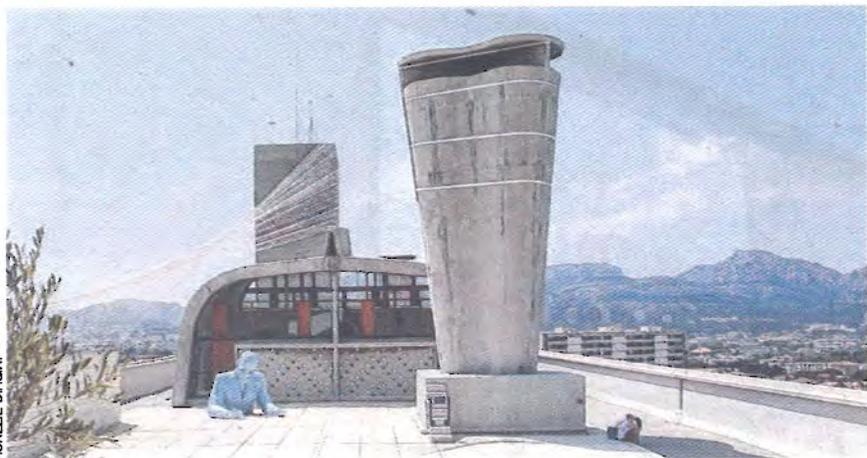
Un peu plus d'un mois après l'ouverture, quel regard portez-vous sur le MaMo?

"Les gens s'emparent du toit-terrasse et y créent une nouvelle dynamique, instaurant un vrai rapport avec les œuvres comme avec le lieu. C'est quelque chose de très satisfaisant pour moi."

Quels sont les projets d'avenir pour ce lieu à moyen ou long terme? Comment le voyez-vous évoluer?

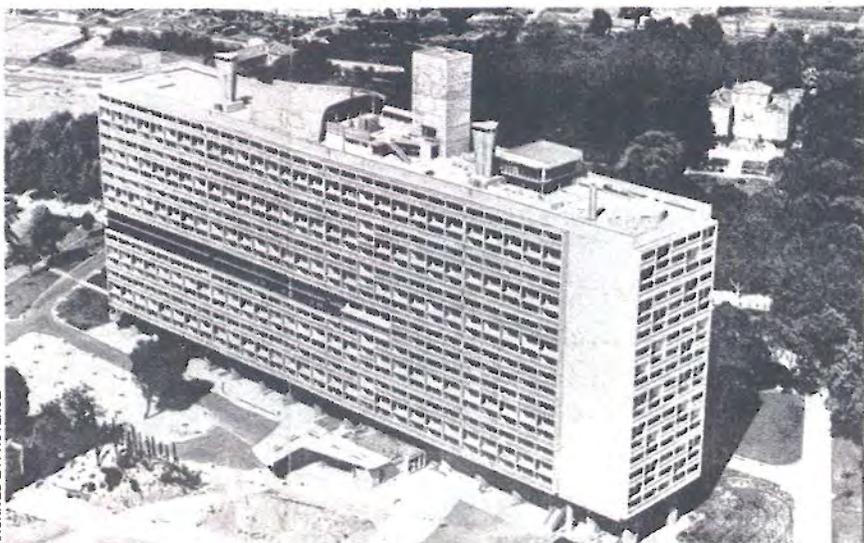
"Dès le 11 octobre, nous allons exposer une rétrospective des lauréats du Audi talents awards depuis la création du prix, il y a 7 ans. Pour l'été prochain, nous sommes très avancés mais devons malheureusement attendre quelques dernières confirmations avant de pouvoir en parler." ■ Lire aussi en page 37.

Sur le toit de la Cité Radieuse, le MaMo offre une vision de Marseille à travers les yeux de Le Corbusier. Une double découverte !



AURELIE BIACINI

La construction achevée en 1952, la "Maison du fada" était perçue comme un véritable ovni dans le paysage architectural.



ARCHIVES LA PROVENCE

Le buste de Le Corbusier, dessinant sur le toit de sa propre création est une des pièces maîtresses de l'exposition de Xavier Veilhan.



CYRIL SOLIER

Voilà...



...l'été!

LES TROIS RENDEZ-VOUS À NE PAS RATER

AMBIANCE SALSA

Le samedi, c'est danse "M"

Place Bargemon, on danse, on danse... Dans le cadre de l'année Capitale 2013, le Pavillon M invite l'association Marseille Danse Academy, connue pour promouvoir la culture sud-américaine aux quatre coins de la ville, pour des soirées véritablement tourbillonnantes. Au programme, des cours d'initiation à la salsa porto, la salsa cubaine, la bachata et la kizomba offerts par mister Kirt et toute son équipe, suivis d'une fiévreuse soirée latine en plein air. Une bonne manière de découvrir ces danses en étant à la fois spectateur et acteur. Dernier point: cette manifestation va se reproduire, gratuitement, tous les samedis du mois d'août. On n'aime pas, on adore!

Place Bargemon. 19 h-19 h 30 : cours d'initiation offert. 19 h 30-22 h : soirée latino. / PHOTO GUILLAUME RUOPPOLO



EN TERRASSE

Au Toursky, c'est l'Afrique

Plus qu'un théâtre, une grande famille. Et une association, celle des ami(e)s de Richard Martin, le directeur historique de l'institution. La fine équipe accueille le public en début de soirée sur la terrasse du théâtre et dans l'espace Léo Ferré pour une animation culturelle. En concert, le groupe "Main noire d'Afrik", composé de 5 artistes, chanteurs, danseurs, compositeurs pour un show sous influence dombolo et coupé décalé. Forcément chaleureux. 17 h. 16, promenade Léo-Ferré (3'). / PHOTO ÉDOUARD COULOT



EN L'AIR

Qui est là? Pink!

Du bon son à savourer en live et avec de la hauteur ce soir sur le toit-terrasse de la Friche. Aux platines, jusqu'à 23 heures, l'homme qu'on connaît sous le nom de "Why Am I Mr Pink?" Un expert des pépites soul, funk ou rap qui se targue de proposer un set "d'electro mutante à l'esprit décadent, flirtant avec des délires disco crasseux et barrés, des bizarreries new-wave, des mini-tubes synthétiques punk burlesques". Tout est dit. Reste à prendre le bon vol!

De 19 h à 23 h. 41, rue Jobin (3'). / PHOTO DR



Prenez le large sur la digue

Depuis le mois de mai et jusqu'en octobre, la digue du large est ouverte. Tous les week-ends, des navettes gratuites s'y rendent.

Elle était fermée au public depuis 2001. Et a rouvert grâce à Marseille Provence 2013. La digue du large, tant aimée des Marseillais, leur est rendue entre mai et septembre. Soit 19 week-ends au cours desquels il sera possible de rejoindre la digue gratuitement grâce à des navettes à fréquence de vingt minutes.

Médiatrices culturelles affectées à la digue, Julie et Raphaëlle parlent d'une "bonne chose pour Marseille. 700 mètres de digue sont ouverts, au grand bonheur des Marseillais comme des touristes. Nous faisons des journées à 1 000 personnes par jour en moyenne, mais il nous est arrivé de monter jusqu'à 1 500 personnes quelques fois. Une preuve de la satisfaction que procure la réouverture de la digue du large".

Une satisfaction qui se lit sur tous les visages des personnes dans la navette, que ce soit à l'aller ou au retour. Laurent, Marseillais de naissance, connaît bien la digue puisqu'il y pêche. Mais cette fois, c'est pour l'exposition de Kader



Sur les 700 mètres de digue ouverts au public, une partie est occupée par l'exposition de Kader Attia. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

Attia qu'il s'y est rendu. Une exposition qu'il trouve "mieux de loin. Les installations sont curieuses, mais le tout reste agréable à regarder. Surtout la nuit, avec le coucher de soleil, qui lui donne un certain charme".

Même son de cloche, du côté de Darren et Raymond, deux touristes londoniens venus visiter Marseille. "La digue est sympa, elle offre une vue unique de la ville. Mais l'exposition est assez curieuse... Elle nous laisse perplexe."

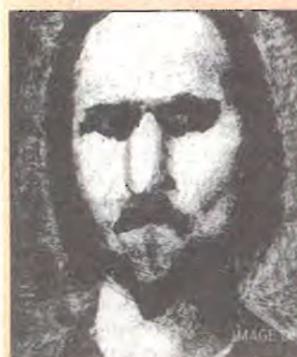
Des avis mitigés, donc, sur l'exposition de l'artiste franco-algérien, parmi les plus cotés du marché de l'art contemporain. Une renommée qui surprend quelque peu Isabelle et Guillaume, pour qui "la proposition artistique reste assez sobre. Les formes géométriques des figures rappellent celle de la digue : elles sont plutôt linéaires. Nous aimons en revanche l'idée des escaliers, qui permettent de prendre de la hauteur. Une idée renforcée par le fait que certains escaliers ne

sont pas accessibles. En revanche, la vue de la digue est magnifique. Elle offre une vision de la cité phocéenne qu'on ne peut avoir nulle part ailleurs".

La réouverture de cette parcelle du patrimoine marseillais semble donc satisfaire tout le monde, locaux comme étrangers. L'exposition qui y est installée peut-être un peu moins en revanche. On le voit, à la digue du large, tout est question de point de vue.

Arthur BERDAH

PAROLES DE MARS



Tous les jours, une citation sur Marseille.

"La mer, à Marseille, ne connaît pas le flux ni le reflux (...). Mais la libération des masses humaines n'a pas de moindres effets sur l'espèce que les balancements du satellite sur les fluides de la planète. L'anarchie de Marseille est sa marée: le flot des races monte et, vague sur vague, il semble submerger la vieille Phocée. En vain: l'antique et toujours jeune Marseille, repère femelle de joie et d'énergie, rétablit son ordre, reprend son équilibre: l'instinct de vivre est un jusant plus puissant que l'anarchie. Le fond (...) de ce peuple repousse les houles du chaos. Nul peuple ne croit plus fortement à la vie."

André Suarès

TOURISTE 2013

"Je constate une nette amélioration"



Claude, originaire de Tours, est à Marseille pour la journée. Il n'y était pas revenu depuis quelques années.

"J'ai visité le Panier et c'est un quartier très sympathique. C'est un village dans la ville, en somme! Sinon, grâce à Marseille Provence 2013, je constate une nette amélioration par rapport aux immeubles et aux animations. La rénovation du Vieux-Port apporte une plus-value à la ville et l'ombrière est spectaculaire."

TERRASSES D'ÉTÉ

Grand bol d'air au Petit Pernod

Le soleil bat son plein du côté de la Plaine. Et pour se rafraîchir, après une petite balade estivale, rien de mieux que la terrasse du Petit Pernod. Ombragée toute la journée, la terrasse du Petit Pernod est ventilée par le courant d'air créé par les deux rues qui lui sont transversales. De l'ombre donc, qui contraste malgré tout avec l'intérieur assez sombre, dont l'ambiance rappelle celle d'une boîte de nuit. Le gérant et sa femme, présents derrière leur bar, vantent leur terrasse. Nassima considère que sa terrasse, déjà élue plusieurs fois meilleure terrasse du quartier, est très agréable, que son "personnel est sympa et que son bar est bien fréquenté. Elle parle d'une terrasse intime puisque pas immense, et familiale puisque surtout occupée par des habitués".

Version confirmée par la présence de Michel, 48 ans, pour "prendre l'apéro tranquillement après le boulot". Lui qui habite juste à côté du lieu, passe "assez souvent prendre un verre avant de rentrer. Je connais bien les serveurs qui sont très agréables, et les prix ici sont ceux de partout". Un avis que ne partage pas Nassima, pour qui les prix du Petit Pernod sont très attractifs. La bière coûte 2,50€, les sodas 3€, et le pastis aussi. "Nous sommes nette-



ment moins chers que les autres commerces", assure la gérante. Une terrasse agréable, donc, que nous recommandons vivement à tous ceux qui passeraient par la Plaine. Que ce soit pour y boire un verre à la fraîche en plein après-midi, dans une ambiance populaire et chaleureuse, familiale et conviviale, ou pour passer la soirée entre amis, le Petit Pernod saura vous satisfaire!

→ Bar Le Petit Pernod, 10, quai du Port - 13002 Marseille ☎ 04 91 90 50 04

ÇA BUZZ À L'OMBRE

Tako-San ou la vraie cuisine japonaise

En plein cœur du Panier se cache un petit bout de Japon. Après avoir fait du théâtre au pays du Soleil-Levant, Vinciane s'associe avec Niho pour créer le Tako-San. Depuis trois ans, les deux femmes cuisinent les mets les plus populaires et traditionnels du Japon. Ici, pas de sushis ni même de yakitori. "Le challenge c'était de faire découvrir autre chose", répond Vinciane, toujours avec le sourire.

Au menu, on trouve des takoyaki, petites bouchées au poisson sous forme de beignets sans huile, saupoudrées d'algues et de poisson séché. Un régal! Sans parler des origami, boules de riz fourrées aux crevettes et agrémentées de sauce soja. Des nouvelles saveurs parfois très surprenantes. Les mochi, petits desserts, sont notamment fabriqués avec de la pâte de haricots rouges et adoptent une texture un peu gélatineuse. Étonnant mais pas mau-



La fabrication des takoyaki. / PHOTO M.K.

vais. Il faut laisser le palais s'y habituer. Le restaurant propose aussi des bentos, sur place ou à emporter. Le rêve fou de Vinciane et Niho? "Ouvrir un restaurant français de soupes au Japon."

M.K.

→ Tako-San, 36, rue du Petit-Puits (2'). Ouvert du mardi au dimanche de 11 h à 14 h 30 et le soir le vendredi et le samedi. Réservation : ☎ 06 17 62 00 19



Avec la Pachollette, sa dernière sculpture en fer forgé (1965), une cigale mais aussi des compressions et son célèbre pouce donnés à la Ville en 1998 par César.

/PHOTOS CYRIL SOLLIÈRE

Enfin le retour de César au musée

EXPO Jusqu'en janvier à Cantini

Le plus célèbre des ferrailleurs marseillais est aujourd'hui célébré. Pour l'année Capitale européenne de la culture, la ville ne pouvait pas passer à côté d'un hommage à César, titi de la Belle-de-Mai et sculpteur exubérant. Le musée Cantini expose donc rue Grignan une trentaine de pièces données en 1998 par le fameux barbu à sa cité natale, et quelques prêts. Une exposition modeste, dans les salles basses de l'ancien hôtel particulier, qui donne à voir les différentes périodes créatives de cet artiste qui laissait une grande place au hasard et travaillait avec passion les formes et matières. Des vidéos permettent d'apercevoir son geste, d'entendre sa façon de pendant que l'on retrouve ses hits, notamment son pouce en bronze poli. Un autoportrait plein d'humour pour César Baldaccini, né en 1921 à la Belle-de-Mai et devenu plasticien radical. Un doigt qui a marqué l'histoire de l'art autant qu'une œuvre désormais intemporelle, érigée, a affirmé hier le maire Jean-Claude Gaudin lors de l'inauguration, en "véritable icône de la ville". Un pouce à découvrir ici aussi en cristal aux côtés du masque de son visage et de la main de Gaston Defferre. L'occasion pour Jean-Claude

"Je suis fondamentalement un autodidacte absolu." CÉSAR

Gaudin d'entamer un "je me souviens", en se remémorant les mots de l'architecte de la décentralisation: "Prenez ma main et dites qu'elle a beaucoup signé pour Marseille". Avant ces empreintes humaines, le parcours veut "montrer le génie de César, dit Christine Poullain, directrice des musées municipaux. Tout ce qu'il a apporté à la sculpture. Un grand artiste qui représente l'essence même de Marseille". Au centre trône donc sa compression d'une Renault VL 06 et les panneaux des anciennes portes de la bibliothèque Saint-Charles. Autant d'œuvres (en jeans, cageots ou journaux) qui font pénétrer le sculpteur dans une "nouvelle aventure de l'objet", avant-gardiste, et qu'il retourne à nouveau en se lançant dans des expansions (coulées de mousse de polyuréthane dont il disait: "C'est exactement le phénomène du lait qui bout"). Des pièces qui semblent figer le temps, un condensé postmoderne et joueur. **Gwenola GABELLEC**

Jusqu'au 5 janvier. 19, rue Grignan, 5/3 €.



Des expansions de mousse polyuréthane de César à voir au musée Cantini.

/PHOTO CYRIL SOLLIÈRE

César et sa ville, une histoire qui "n'est pas finie"

Le sculpteur César est né dans le quartier de la Belle-de-Mai, le 1^{er} janvier 1921 où son père tenait un bar au n° 71 de la rue Loubon. Il suit dès 1935 des cours aux Beaux-Arts et reçoit en 1943 "le premier prix de la Ville de Marseille". Il travaille différents matériaux et crée le trophée en bronze de la cérémonie des César du cinéma français. César meurt à Paris en 1998. Le projet d'un musée César initié de son vivant ne verra jamais le jour, une histoire qui date de 1992 lorsque l'artiste a choisi d'offrir

l'essentiel de son œuvre (60 compressions, 23 expansions, 4 empreintes, 85 bronzes) à la ville en échange de quoi elle réalisait un musée place Bargemon (2 600 m² conçus par Jean-Marie Wilmette). Malgré les doutes du service régional de l'archéologie en 1993 les travaux avaient commencé jusqu'à l'apparition de vestiges et de fissures sur l'hôtel de ville. En même temps qu'un don d'une vingtaine d'œuvres au musée Cantini, le projet est donc

enterré dans les méandres du dossier de legs, qui doit se régler cette année (quinze ans plus tard). Christine Poullain, directrice des musées municipaux espère "demander quelques œuvres en dépôt". Et ajoute: "L'histoire de César à Marseille n'est pas finie, tout est possible". Quant à la création d'un espace muséal dédié au sculpteur, l'adjoint à l'action culturelle Daniel Hermann juge "aujourd'hui, telle qu'est la collection, ce n'est pas nécessaire".

G.G. avec le service documentation

Avis de "Métamorphoses" en ville

Après la déambulation de KompleXKapharnaüm, "Le Grand bavardage" invite à un vaste banquet artistique

Ce sera une immense table ouverte de 300 mètres de long, dressée sur la Canebière, conviant plus de mille personnes. C'est ce qu'a imaginé Lieux publics pour *Le Grand bavardage*, aujourd'hui de midi à 16h. Après la déambulation urbaine de KompleXKapharnaüm (vendredi et hier soir), ce rendez-vous marque l'entrée dans une période de *Métamorphoses*, temps fort marseillais des arts de la rue pour cette année Capitale européenne de la culture. Sur la Canebière donc, axe symbolique et bel endroit pour une rencontre, ce *Grand bavardage*, annonce Pierre Sauvageot, directeur de Lieux publics, "est un vaste banquet artistique et convivial auquel le public est convié". Artistes et compagnies marseillaises vont faire vivre chacune des parties de la légendaire artère marseillaise.

"Une vingtaine de compagnies marseillaises vont inviter les passants à leur table, la transformant ainsi en scène ou en tréteaux, afin d'y faire entendre les palabres et la tchatche si emblématiques de Marseille."

Les spectateurs, qui seront les convives de ce drôle de banquet, iront d'une table à l'autre écouter les saveurs contées par des artistes bavards. Le tout se mêlera pour se combiner en une recette pleine de surprises.

Pour nourrir le débat et l'échange culturel, les spectateurs sont également invités à répondre à un "appel à tarte" très malicieux (lire ci-dessous). "En plus de partager de la nourriture, les spectateurs partageront de la parole avec les artistes. Toutes les 30 minutes, ce *Grand bavardage* sera secoué par une volée de cloches, un déboulé d'acrobates, jusqu'au grand démontage final, en danse et en mouvement."

"Le *Grand bavardage* mêle 20 spectacles, des créations d'artistes éclectiques, souligne le grand "cuisinier" de *Métamorphoses*. Tous partageront la Canebière transformée en table géante afin de rendre hommage avec les mots aux saveurs de la table."

Aujourd'hui de midi à 16h sur la Canebière. Gratuit. 04 91 03 81 28.



Le "Grand bavardage", un vaste banquet animé par des compagnies régionales comme ici Ilotopie. 20 créations éclectiques. / PHOTO VINCENT LUCAS

EN TROIS ACTES

"Métamorphoses" se décline en deux autres actes jusqu'au 6 octobre.

ACTE 2

Il se déroule autour de la gare Saint-Charles sous l'intitulé "Forain contemporain" du 25 au 29 septembre. On y verra *Stars on stairs* ou 5 duos pour une embrouille chorégraphique emmenés par Jany Jérémie, sur les escaliers de la gare. En parallèle, *Stars on Stairs/ Defis* invite tous les descendeurs d'escaliers qui s'ignorent à se livrer à cet exercice acrobatique. On découvrira aussi le voyage musical de Pierre Sauvageot Igor Hagard, un *sacre ferroviaire* (du 26 au 28), la galerie d'art contemporain à ciel ouvert (*Streetwalker Gallery*), le théâtre en suspension de Rodrigo Pardo (*Flat*) ou la parade haïtienne de Rara Woulib (*Deblozay*), la beauté version ZimmerFrei.

ACTE 3

"La ville éphémère", c'est le nom du dernier mouvement qui s'installera place Bargemon, du 1^{er} au 6 octobre. Là, Olivier Grossetête construira (avec la complicité de tous) une ville utopique. On y écouterait vibrer le chœur urbain de Wilfried Wendling (*Artaud Cité*), le forum citoyen de l'agence Monik Lézart (*Dazibaos Anonymes*), la nuée vocale de *Provocé...*

→ www.lieuxpublics.com

VENEZ AVEC VOTRE TARTE!

Pour nourrir les convives de ce banquet de 300 mètres de long, les participants sont invités à apporter chacun une tarte, salée ou sucrée, le but étant de la partager. Les mauvais cuisiniers trouveront de quoi se ravitailler sur la place avec les grandes carioles de la Friche Belle-de-Mai.



ANALYSE

Un festival en écho à la ville qui change



Pierre Sauvageot, directeur de Lieux publics: "Métamorphose est aussi un mot poétique, qui a une belle couleur". / PHOTO P. NOSETTO

Où sont les endroits pour faire la fête à Marseille? Comment l'art, la performance, le spectacle trouvent-ils leur place et leur public dans l'espace commun? Comment les Marseillais investissent la rue pour y voir s'exprimer la magie, la créativité portée par les artistes? Alors que s'annonçait l'année Capitale, la question de l'espace public, la "problématique" disait-on alors, devait être observée comme s'il allait s'agir d'une expérience de laboratoire.

La fête d'ouverture de l'année Capitale, *Entre flammes et flots* sur le Vieux-Port, *TransHumance*, la grande Parade maritime, le show vertigineux de la Patrouille de France... Tous ses événements ont rencontré le succès. Les Marseillais ont profité du plaisir de la flânerie, ont renoué avec cet exercice familial en toute tranquillité jusqu'aucun incident n'est venu troubler les déambulations.

Pour Pierre Sauvageot, directeur de Lieux publics, *Métamorphoses* s'inscrit dans ce plaisir retrouvé et sera l'occasion de regarder encore la ville autrement. "Ce qui s'est joué sur l'espace public a davantage créé l'événement que les spectacles en salle même s'il y en a eu d'incroyables. Avec les manifestations sur l'espace public, on a intéressé le plus grand nombre à la question artistique et culturelle. On retiendra aussi que la Capitale a servi de poisson pilote dans la manière dont les villes du territoire ont appris à travailler ensemble."

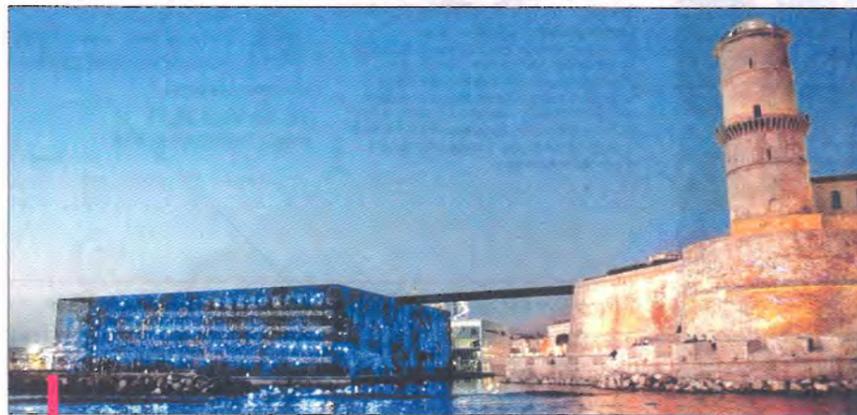
En écho aux transformations que Marseille connaît depuis la préparation et l'ouverture de l'année Capitale, *Métamorphoses* suggère que tout peut naître à nouveau en se nourrissant de l'ancien. "C'est aussi un mot poétique et beau qui a une belle couleur", souligne l'artiste. O.B.

Mutations urbaines

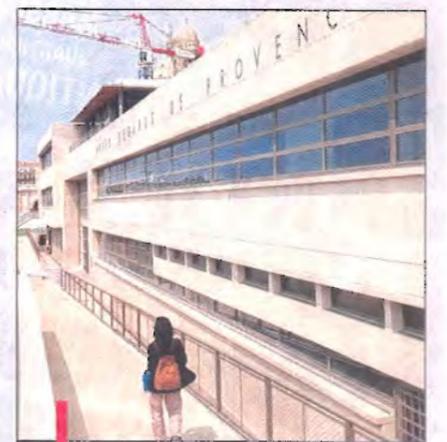
La métamorphose de la ville inspire des réflexions contrastées chez les Marseillais. Pour l'architecte Rudy Ricciotti, "Marseille n'a surtout pas besoin d'être métamorphosée. Elle est parfaite en l'état. Elle n'a besoin que d'une chose: de l'emploi et seulement de l'emploi." Au contraire, pour le sociologue Jean Viard, la métamorphose doit davantage s'opérer dans nos inconscients: "Métamorphoser la ville ne signifie pas la transformer. Mais c'est faire en sorte que les gens soient plus ouverts sur les interrogations, sur leur diversité et sur leur ville. Au fond, c'est ça qui crée de la force. Le désir change plus le monde que les capacités gestionnaires. On peut toujours faire des routes, gérer des budgets etc. Mais il faut travailler sur le désir que les gens ont des choses et plus particulièrement de Marseille". Instigateur des métamorphoses des véhicules de La Poste, le graphiste Stephan Muntaner pense qu'il est "difficile de métamorphoser la ville dans son ensemble. Ce n'est d'ailleurs pas le rôle d'un artiste. En revanche, il est intéressant de changer la perception de certains objets ou de certains lieux de la ville pour interpeller la population afin de créer des réactions et susciter le débat". M.B.



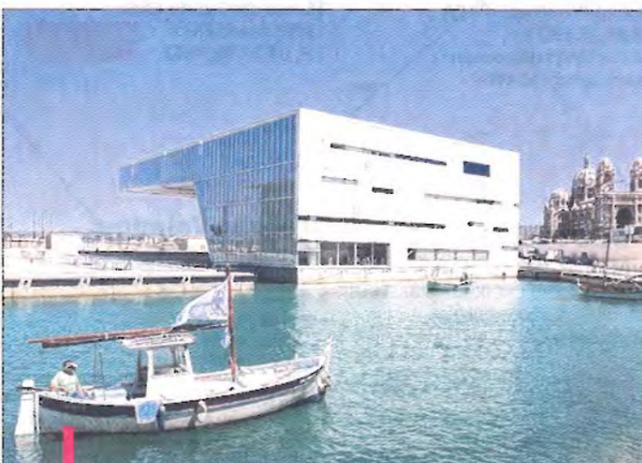
Les Marseillais ont redécouvert le Vieux-Port et l'ombrière, témoin de sa métamorphose, est le lieu des rendez-vous. / G.R.



Le Mucem participe du changement de la ville: le geste architectural de Rudy Ricciotti a dessiné la nouvelle façade maritime marseillaise. / PHOTO CYRIL SOLLIER



Le nouveau musée Regards de Provence.



Près de la Villa Méditerranée et devant le Mucem, la darse du J4 et son esplanade sont un nouveau lieu de promenade et de manifestations. Avec le J1 et le boulevard du littoral, la Capitale européenne de la culture a boosté une occupation joyeuse de l'espace public. / C.S. ET N.V.



La Minoterie a du grain à moudre à la Joliette

Plus grand, mieux équipé, le théâtre a été inauguré hier avant un spectacle ce soir

Voici une épopée théâtrale qui finit bien. Et même, plus que ça. Avec un nouveau théâtre de 3 000 m² de surface étendus sur deux étages sur la place Henri-Verneuil, le nouveau théâtre n'a plus grand-chose à voir avec l'ancien moulin. Créé en 1985 à la rue d'Hozier par Haïm Menahem et Pierrette Monticelli, la Minoterie avait dû s'incliner face à l'appel de promoteurs immobiliers. Après une année de programmation hors les murs (au Pôle média de la Belle-de-Mai), la Minoterie a été relogée sur un terrain - initialement destiné à devenir un parking ou un bassin de rétention d'eau - cédé par Euroméditerranée. Pour un coût total de 13,9 millions d'euros largement financés par la Ville de Marseille (lire ci-dessous), ce nouvel espace culturel est doté d'un bar dans un vaste hall d'accueil, d'un sous-sol comprenant deux salles de spectacles de 280 et 100 places, de deux studios de répétitions, d'un foyer et de loges. La bibliothèque de théâtre contemporain s'agrandit et demeurera un lieu de ressource et



Scène conventionnée pour les expressions contemporaines, le nouveau théâtre de la Minoterie a été relogé dans un espace à la fois brut et chaleureux de 3 000 m² entendus sur deux étages. /PATRICK NOSETTO

Sur deux étages, le théâtre est doté de deux salles de 280 et 100 places.

de prêt. Conçue par l'architecte Guillaume Beccaria, la Minoterie s'ouvre largement sur la place Henri-Verneuil à travers de larges baies vitrées, alors que la rue pavée semble se prolonger le dalage du hall du théâtre. Implanté entre le Silo, le Frac et le Dock des Suds dans un périmètre de rénovation urbain menée par Euroméditerranée, "le théâtre de la Minoterie-Joliette, complète une offre culturelle forte dans l'épicentre d'un axe de développement stratégique", soulignait hier le maire Jean-Claude Gaudin en présence de Jean-Noël Guérini, président du Conseil gé-

néral, de Guy Teissier, président de l'Établissement public d'aménagement Euroméditerranée et de Aïcha Sif, présidente de la Commission culture au Conseil Régional. La nouvelle Minoterie "s'inscrit de manière permanente dans l'activité du quartier, précise Pierrette Monticelli. Elle sera donc ouverte toute la journée. Les gens pourront venir boire un verre devant des spectacles courts". La saison s'ouvre ce soir avec *Une flûte enchantée* mise en scène par Peter Brook.

Mounia BACHTARZI

Place Henri-Verneuil (2^e). 04 91 90 07 94.

Un théâtre à 13,9 millions d'euros

Le coût total des opérations du nouveau théâtre de la Joliette s'élève à 13,9 millions d'euros (dont 4,5 millions pour le coût des travaux de coque et 4,7 millions pour le coût des travaux d'aménagement du théâtre). Ces travaux ont été subventionnés à hauteur de 2 millions d'euros par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM); de 6,6 mil-

lions par la Ville de Marseille, de 2 millions par le Conseil général et d'1 million d'euros par le Conseil régional.

Le budget de fonctionnement s'élève à 819 000 euros. La Ville de Marseille a participé à ce budget à hauteur de 510 000 €, le Conseil général: 178 000 €, le Conseil régional: 55 000 €; la Direction régionale des affaires culturelles (Drac): 76 000 €.

Le J1 rouvre avec Le Corbusier

EXPOSITION Dans le hangar sur le port rouvert au public, l'architecte trouve un cadre à sa mesure

Si, comme il en est question, le J1 ferme ses portes à la fin décembre (voir encadré), Marseille aura perdu sa plus belle salle d'exposition. Le dernier étage du vaste hangar situé sur le Grand Port Maritime, en face de la place de La Joliette, sert à partir d'aujourd'hui d'écrin à l'exposition *Le Corbusier et la question du brutalisme*. Un écrin de béton brut et de poutrelles d'aciers qui s'ouvre sur trois côtés sur un panorama à couper le souffle: Marseille, la cathédrale de la Major, le port avec ses bateaux en partance, le vaste horizon, promesse d'ailleurs, au-delà de la digue du large.

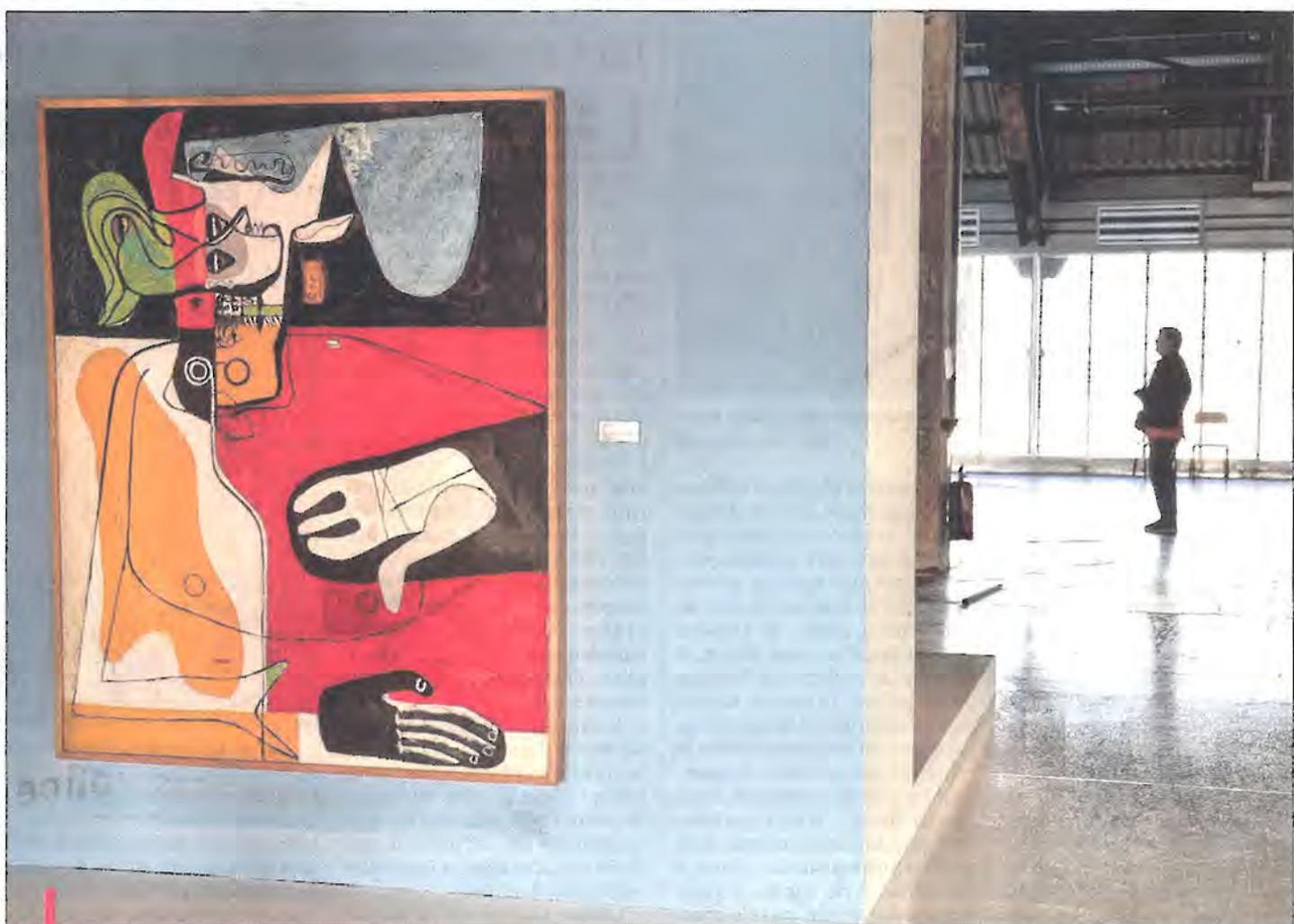
C'est au milieu de ce panorama sublime et parfaitement adéquat que Jacques Sbriglio, architecte, commissaire et scénographe de l'exposition, a choisi de placer Le Corbusier, architecte et artiste. Face à la Méditerranée dont il ne cessait de se réclamer, en face de l'Algérie où il découvrit, entre autres, les toits terrasses de la casbah qui l'inspirèrent et où il imagina le

La Méditerranée, Marseille, l'Algérie ont beaucoup compté pour Le Corbusier

"plan obus" pour Alger en 1933, l'architecte suisse prend toute sa dimension. Un petit film rappelle que c'est de ce port même qu'il embarqua, en 1933 sur le *Patris II*, pour se rendre à Athènes pour le Congrès international des Architectes modernes.

Outre sa scénographie très réussie, et l'emploi des films d'archives, le grand mérite de l'exposition est de restituer Le Corbusier dans toutes ses dimensions: architecte novateur et artiste, chantre de la modernité et profondément influencé par les modes de constructions archaïques. Elle rassemble quelque 250 œuvres, plans, maquettes, peintures, sculptures, émaux, tapisseries, dessins et aquarelles... Du jamais vu.

Le Corbusier ne s'est jamais



"Taureau", la dernière toile peinte, en 1963, pas Le Corbusier. L'exposition qui s'ouvre largement sur le paysage du port, fait la part à une facette méconnue de l'architecte, sa production artistique.

/PHOTO THIERRY GARRO

réclamé du "brutalisme". Le terme a été inventé par un critique anglais pour qualifier un mouvement architectural dans l'immédiate Après-Guerre en opposition au mouvement moderniste considéré comme un nouvel académisme. Mais l'Unité d'habitation de Marseille (Cité radieuse), construite entre 1947 et 1952 a tout d'un manifeste brutaliste: l'usage de béton brut, l'absence d'éléments décoratifs sur la façade, la rationalité des formes... Mais comparé à ses confrères anglo-saxons Le Corbusier apparaît comme un "brutaliste romantique". Il s'inspire de la nature, du minéral, et des architectures très anciennes, convoque les autres arts, marie technologie et artisanat. Évidemment

cette Unité d'habitation marseillaise est le pivot central de l'exposition. Mais on peut aussi voir d'autres réalisations de l'architecte, de la maquette du cabanon en bois d'une simplicité monacale qu'il s'était construit à Roquebrune Cap Martin aux plans de la cité de Chadigarh, capitale sortie du néant de l'État du Penjab dans le nord de l'Inde. En passant par l'impressionnant pavillon Philips construit pour l'Expo 58 à Bruxelles, premier bâtiment multimédia de l'histoire, ou le nouvel hôpital de Venise, dessiné juste avant la mort de Le Corbusier et ne verra jamais le jour.

Jacques COROT

Jusqu'au 22 décembre au J1.
Tous les jours sauf le lundi de midi à 18h

UN SITE PARTICULIÈREMENT CONVOITÉ

Idéalement situé dans un quartier en pleine mutation, le J1 fait l'objet de deux appels à concurrence visant à désigner les futurs occupants du hangar et l'exploitant d'une base d'accueil pour la très grande plaisance. Le Grand port maritime de Marseille (GPMM) s'est donné jusqu'à la fin du mois pour sélectionner les meilleurs candidats auquel il dévoilera alors l'intégralité du cahier des charges. La désignation des lauréats pourrait intervenir dans le courant du 2^e semestre 2014. La première procédure vise à attribuer des lots de 2000 à 21 000 m² en privilégiant des activités du tertiaire, de l'événementiel, de la recherche, de l'innovation et de la formation, en liaison avec le monde maritime et portuaire. La seconde doit déboucher sur l'attribution d'une délégation de service public à un opérateur qui aura en charge l'aménagement et l'exploitation d'une base d'accueil dimensionnée pour recevoir jusqu'à 25 super-yachts de plus de 60 m de long. Comme le souligne le GPMM, ce périmètre ouvert à la concurrence constitue "une opportunité rare sur la façade méditerranéenne française" avec 2 000 m² au rez-de-chaussée, 10 000 m² de terre-pleins, 750 m de quais et 40 000 m² de plan d'eau... Ph.G.

À LA CITÉ RADIEUSE

LA PAROLE EST AUX USAGERS

50 ans après sa construction, l'immeuble du Corbusier continue d'inspirer des artistes et les passionnés d'architecture. Mais comment vit-on aujourd'hui dans ces Unités d'habitation? Imaginée par le compositeur américain Bill Dietz et la scénographe et metteuse en scène berlinoise Janina Janke, "La Parole est aux usagers" propose une nouvelle manière de visiter La Cité: De 15h à 19h au cours de quatre promenades architecturales, le visiteur, muni de petites enceintes, sera embarqué par les artistes et les habitants de la Cité Radieuse à une découverte originale du bâtiment. Quatre performances sonores et visuelles seront proposées par les artistes berlinois à l'intérieur et à l'extérieur. Une performance musicale aura lieu à 15h45 sur le toit-terrasse avec l'Ensemble Zwischentöne et de 20h à 22h une table ronde avec les habitants des Unités d'habitation de Berlin et de Marseille, des architectes, des scientifiques, des musiciens et des artistes...
→ 04 96 20 60 10 / www.gmem.org

ANALYSE

"Un des bâtiments les plus importants du XX^e siècle"

"Je voudrais que les Marseillais se rendent compte qu'ils ont chez eux une des œuvres architecturales les plus importantes du XX^e siècle". Marseillais, architecte et ancien résident de "l'Unité d'habitation de Grandeur Conforme", Jacques Sbriglio, commissaire de l'exposition du J1 est intarissable sur Le Corbusier et sur le bâtiment du boulevard Michelet. "Il y a d'autres constructions remarquables comme le Centre Pompidou à Paris, mais ce sont souvent des musées ou des édifices publics. Le bâtiment réalisé à Marseille entre 1947 et 1952, est la seule de ces réalisations remarquables qui est habitée, le seul immeuble de logement collectif", explique-t-il avec passion.

Enfant du boulevard Baille, Jacques Sbriglio se souvient encore avec émotion de sa première visite à ce que les Marseillais appelaient "la Maison du fada".

"J'étais venu avec mon père. À l'époque on ne connaissait guère comme architecture que le fameux "trois fenêtres marseillais". Tout à coup avec Le Corbusier on se retrouvait dans un film américain. Il y avait un gardien qui disait "bonjour, que puis-je pour vous".

Plus tard il a été un des résidents de l'immeuble. "On a dit que Le Corbusier voulait la vie des gens en aménageant les cuisines et les salles de bains à l'avance. Mais moi, j'avais 25 ans et je trouvais formidable qu'on puisse s'installer dans un appartement en apportant simplement un matelas. D'ailleurs Le Corbusier pensait que nous sommes tous des nomades qui habitent différents logements au cours de leur vie".

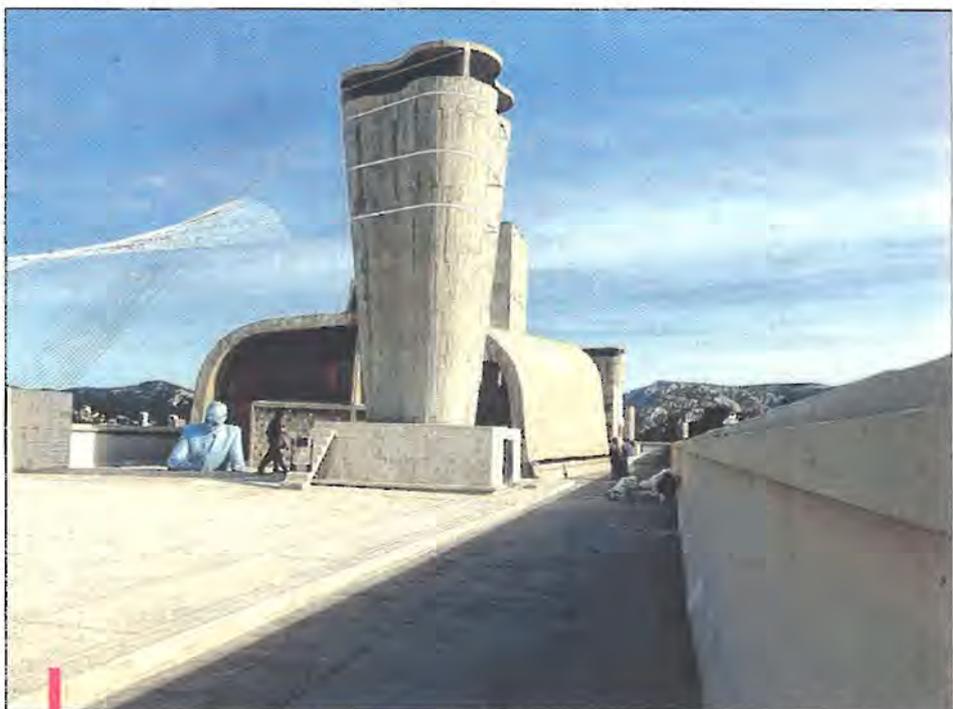
Pendant toutes ces années des centaines de touristes étrangers venaient visiter

l'immeuble. "C'était un peu embêtant quand, ils sonnaient à votre porte pour voir l'intérieur d'un appartement. Après la parution de ma première monographie sur Le Corbusier, c'était même un défilé incessant".

"Le Corbusier avait toujours un regard d'avance. Sur le toit terrasse, par exemple, il a dessiné une piste pour la course à pied alors que le jogging n'était même pas inven-

té. Les brise-soleil des loggias, qu'il a observés en Algérie, permettent de laisser entrer le soleil en hiver et de les arrêter en été. Après l'incendie de février 2012, on s'est aperçu que l'immeuble correspondait aux normes actuelles du développement durable. L'unité de Marseille c'est archaïque et brut dehors et très technologique à l'intérieur".

J.C.



Le toit terrasse du bâtiment du boulevard Michelet, inspiré par les voyages de l'architecte à Alger.

/PHOTO CYRIL SOLLIER

Il était une fois le rap marseillais

SAGA L'historien Julien Valnet vient de publier "M.A.R.S", premier ouvrage retraçant l'histoire du hip-hop phocéén

Personne n'aurait misé un centime sur eux. Et pourtant. Ces jeunes qui, au milieu des années 80, squattaient les rampes du métro Vieux-Port, et effrayaient les passants, sont, en 30 ans, devenus les figures de proue d'un mouvement d'ampleur internationale : le hip-hop.

Ils s'appelaient Philippe, Karim, Djellali, François, Geoffrey, Malek, ces minots vêtus de pantalons larges, de bobs et de casquettes de base-ball, qui se regroupaient autour d'un vieux poste, pour écouter cette musique engagée venue d'outre-Atlantique. Aujourd'hui, ils sont connus du grand public sous les noms d'Akhenaton, Sat, Shurik'n, Dj Rebel, K-Rhyme Le Roi...

Avec, à leur actif, des disques d'or en pagaille, des Victoires de la musique, des Olympia, des Zénith, qui ont jalonné des tournées européennes couronnées de succès. Si leurs élucubrations faisaient bien souvent rire les passants, au Cours Julien, à Belsunce, ou Félix-Pyat, les rappers marseillais peuvent se targuer d'avoir donné ses lettres de noblesse au hip-hop hexagonal, au même titre que les Parisiens de NTM, qui, dès le début, lorgnaient vers la cité phocéenne pour puiser leur inspiration. Car ce que la capitale n'avait pas, c'était une connexion directe avec les États-Unis, et New York, la source du hip-hop, la Mecque du rap. Une connexion permise, grâce au port, qui voyait chaque mois débarquer des Marines en escale. Ces types venus du Queens, de Brooklyn, de Harlem, ou de Chicago, déboulaient sur la Canebière avec, dans leur besace, des cassettes d'artistes répondant aux noms de Grandmaster Flash,

Big Daddy Kane, ou Kool Moe Dee. Malgré la barrière de la langue, il n'en fallait pas plus pour que les soldats US fraternisent avec les puristes locaux, qui avaient ainsi une prise directe avec l'objet de tous leurs fantasmes.

Sur scène grâce aux punks et aux rockeurs...

Encore fallait-il pouvoir se produire sur scène pour en donner un aperçu au public... Là encore, Marseille la multiculturelle a très bien joué son rôle.

Les punks (oui, ceux que les rappers français ont si souvent dénigrés par la suite) ont été les premiers à se pencher sur le phénomène. À Notre-Dame-du-Mont, la Maison Hantée, salle punk-rock-reggae emblématique, a commencé à ouvrir ses portes aux rappers, deejays, et autres breakers (danseurs) à la fin *eighties*... Donnant ainsi à IAM l'occasion de faire ses premiers pas sur les planches. À la fin des années 90, les groupes marseillais, qui ne sont plus des enfants mais des pros rodés à la scène, sont à leur apogée. Les majors comme Sony, EMI, Warner, multiplient les contrats avec les mc's phocéens, et la Fonky Family, le Troisième Oeil, et évidemment les Imperial Asiatic Men écoulent des centaines de milliers de disques. D'une pratique marginale, le rap marseillais devient un courant culturel. De cet âge d'or, il reste aujourd'hui des récompenses, des souvenirs, des albums cultes, et un héritage que la nouvelle génération d'artistes tente de s'approprier. *La Provence* a interrogé deux acteurs majeurs du mouvement.

Lionel MODRZYK



Soul Swing N Radikal, de gauche à droite : Def Bond, Faf Larage, Dj Majestic, Dj Rebel, K-Rhyme Le Roi
/ PHOTO JEAN-PIERRE MAERO



La Fonky Family, de gauche à droite : Le Rat Luciano, Don Choa, Sat, Dj Djel, Pone
/ PHOTO JEAN-PIERRE MAERO

K-RHYME LE ROI (SOUL SWING)

"On a ouvert des portes et construit là où il n'y avait rien"

K-Rhyme Le Roi est un personnage à part dans le paysage du hip-hop phocéén. Issu d'une famille nombreuse de Belsunce, d'origine algérienne, il a d'abord été un danseur réputé avant de se saisir d'un micro et de devenir un rappeur reconnu. Son album "Le Palais de justice", en duo avec Freeman d'IAM, a fait date, s'écoulant à plus de 300 000 exemplaires en 1999.

Un destin hors du commun pour le rejeton du centre-ville, qui a découvert le "breakdance" dans un cinéma de la Canebière.

"C'était en 1984. Il y avait une projection du film *Beatstreet*, en présence du réalisateur Harry Belafonte. Moi et mes potes, on s'est pris une gifle monumentale. On voyait ces types tourner sur la tête, avancer tels des robots sur des sons américains. C'était ça qu'on voulait faire ! À la fin de la projection, on a été invité à danser sur scène, et on a tout retourné !", se remémore Karim, sourire aux lèvres.

Le Vieux-Port, l'Opéra, la Plaine, la place de la Fac, non loin de la rue Colbert... Le jeune homme écumait toutes les places publiques. Une bâche, un ghetoblaster (énorme poste cassette), et le voilà parti pour des heures de danse à même le bitume. Il rejoint très vite deux collectifs : les Marseille Ci-

ty Breakers (MCB), et la X-Mob.

"Le MCB était le meilleur groupe de danse du secteur. On était connu même à Paris. Avec la X-Mob, c'était différent. On affrontait les skinheads du Cours Ju', c'était parfois très chaud. Quand ils nous ont vus débarquer, ils ont compris que le vent avait tourné pour eux", souligne l'artiste. Après avoir fait ses armes comme danseur, il est devenu "MC", rappeur, dans le jargon.

D'abord au sein du Soul Swing N Radikal, aux côtés de Faf Larage, Rebel et Def Bond, puis avec les MC Arabica. Il poursuit aujourd'hui sa carrière en solo, et vient de sortir le projet "Blacktape", qui regroupe ses tubes et des inédits.

La quarantaine passée, et toujours passionné... L.M.



/ PHOTO ORIANNE OLIVE

SAT (FONKY FAMILY)

"Au début, les gens nous prenaient pour des extraterrestres"

Avant de connaître la consécration au début des années 2000 au sein de la Fonky Family, Karim Haddouche, alias Sat, était un minot du parc Bellevue, dans le 3^e arrondissement de Marseille.

Il se remémore avec nostalgie l'arrivée de cette musique américaine sur le sol phocéén...

"On s'est reconnu immédiatement dedans, même si on ne comprenait pas les paroles il y avait un côté revendicatif, militant, qui nous plaisait. Pour nous, la génération Top 50, c'était une alternative à la variété, que ressassaient sans arrêt les médias. Et puis, on a pu faire le lien avec la musique qu'écoulaient déjà nos grands frères, que ce soit la soul ou le funk. Les rappers américains utilisaient des échantillons de Marvin Gaye, ou James Brown dans leurs morceaux, alors, on s'est dit : "tiens, ça on connaît".

Avant de prendre le micro et de s'adonner au rap, Sat s'est d'abord essayé aux autres disciplines de la culture hip-hop.

"C'était aussi la danse, le graffiti et les dj's. Je crois que chacun a un peu tout testé, jusqu'à ce qu'on trouve la voie dans laquelle on était le plus performant. Moi, j'ai choisi le rap, car mine de rien, il ne suffisait que d'un bout de papier, et d'un stylo ! C'est aussi pour ça que cette pratique

a frappé de plein fouet les milieux dits "défavorisés". Les jeunes pouvaient enfin créer, se montrer, s'affirmer, avec trois fois rien. Notre force, c'était ça", explique-t-il.

Avant d'être reconnu du grand public, Sat et ses acolytes passaient, à leurs débuts, pour des originaux.

"Les gens hallucinaient ! On portait des jeans hyper larges, des grosses boots aux pieds, et ne parlions pas des coupes de cheveux... Certains avaient les dreadlocks des rastas, d'autres étaient rasés sur les côtés avec la brosse. On nous prenait pour des extraterrestres, s'amuse l'artiste. Mais on s'en foutait, on était libre."

Aujourd'hui père de famille, et journaliste sportif, Sat avoue "qu'il ne se passe pas une semaine sans que je repense à ces années". L.M.



/ PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

"La culture hip-hop va continuer à vivre"



Originaire de Belfort, Julien Valnet, 32 ans, est l'auteur de "M.A.R.S.", histoires et légendes du hip-hop marseillais. Chargé de communication de l'AMI, à la Friche, il est le premier à avoir rédigé un ouvrage sur le thème. Entretien.

Comment avez-vous eu l'idée de vous attaquer à l'écriture de ce livre ?

Ca part d'un défi que m'a lancé mon ami Baptiste Lanaspèze, patron des éditions Wildproject. On était au restaurant, et il m'a lancé : "Il n'y a jamais eu de bouquin sur l'histoire du hip-hop à Marseille. Si tu l'écris, je l'édite". Au final, je me suis pris au jeu. Je suis un passionné de musiques noires, comme la soul ou le funk, et le rap

phocéén occupait déjà une grosse part de ma discothèque.

Vous avez interviewé plus d'une centaine d'artistes. Quelle rencontre vous a le plus marqué ?
Celle avec Keny Arkana, au Panier. Cela devait durer une heure, on est resté quatre heures à bavarder. Quand on sait qu'elle accorde très peu d'entretiens, c'est pas mal ! Il y a aussi la visite à la Solidarité, pour rencontrer MOH et les membres du label SoliMuzik. Sans oublier les liens forts que j'ai tissés avec Imhotep d'IAM et Dj Rebel, qui est devenu un ami.

Vous consacrez plusieurs chapitres à l'âge d'or du rap marseillais (1995-2000). Mais quel re-

gard portez-vous sur son futur ?

C'est difficile à dire. Il y a du potentiel, de nombreux artistes, mais l'époque est différente. La culture hip-hop va continuer à vivre quoi qu'il en soit.

Les décideurs et le milieu rap entretiennent des relations difficiles. Les artistes pointent souvent le doigt, par exemple...

Le hip-hop a toujours eu des rapports compliqués avec les institutions. Il y a une grosse incompréhension dans les deux sens. Les décideurs ne comprennent pas les rappers, mais les rappers ne savent pas comment s'adresser à eux, demander des aides... L.M.

"M.A.R.S. histoires et légendes du hip-hop marseillais" de Julien Valnet, aux éditions Wildproject. 24, 90 euros.

Notre top 5 du rap marseillais

1 "L'école du micro d'argent" IAM (1997)

2 "Si dieu veut" Fonky Family (1998)

3 "Métèque et Mat" Akhenaton (1995)

4 "Où je vis" Shurik'n (1998)

5 "Block Party" Psy 4 de la Rime (2002)



Infographie BA



Comme tous les samedis, grosse journée pour les équipes du MuCEM qui accueillent les hordes de visiteurs. La plupart y passe la journée entière avec pause déjeuner dans le jardin de l'esplanade...

Le MuCEM, star chaque week-end

Tel un aimant, le musée a attiré 1,5 million de visiteurs. Ses deux librairies et ses restos cartonnent. Incontournable!

C'est comme un signe de ralliement. À l'intérieur du majestueux cube de résille noire planté sur le J4, tous les visiteurs qui viennent d'acheter leur billet ont deux points communs. Le sticker MuCEM (dont la couleur change tous les jours pour éviter les fraudes) collé sur le t-shirt ou la veste, aussi précieux que la Légion d'Honneur ou l'insigne d'un club d'initiés. Et cette banane, ce sourire XXL, plaqué sur les visages des minots comme des grands. Très vite, on sent cette fierté palpable au sein de la foule, provençale ou internationale (lire ci-dessous). Le MuCEM, *the place to be*, où l'on se balade le week-end mais aussi site incontournable que l'on présente à ses proches en vadrouille, comme la pièce maîtresse des richesses de Marseille.

Véronique, guide conférencière, savoure d'ailleurs le plaisir des visiteurs à chacun de ses tours de piste: "C'est l'engouement, il n'y a pas

"On a fait le chiffre d'affaires de l'année... en cinq mois!"

LA LIBRAIRIE DU MUCÉM



Farniente au cœur de l'œuvre de Rudy Ricciotti. Le MuCEM et le fort Saint-Jean sont plébiscités à volonté!

/PHOTOS NICOLAS VALLAURI

d'autres mots". La preuve, son groupe l'attend. Trois couples qui ont décidé de s'offrir un petit voyage... à deux pas de la maison: "Nous passons le week-end à l'Intercontinental. Nous allons déjeuner au Bistrot de Passédat et ce soir nous dînons à l'Alcyone".

48 heures très difficiles donc pour ces six amis venus d'Avignon, Carry et Valence. Mais pas besoin de se retrouver dans un restaurant gastronomique pour avoir le sourire. Un couple d'amoureux admire les volumes, subjugué comme en plein

cœur de la Chapelle Sixtine. Juste à côté, au petit Kiosque des saveurs de Passédat, c'est déjà l'émeute en fin de matinée. Normal avec en moyenne plus de 600 clients par jour. Pas facile pour les employés comme Rocco qui gère des clients parfois

pas vraiment avenants... "C'est le dimanche le plus dur: on est seul et les gens sont parfois mal polis!" À la librairie, l'atmosphère feutrée et douce, propice à la lecture, cache bien son jeu. Car ici aussi, c'est le carton plein depuis l'ouverture début juin. Carole, la

responsable de cette adresse créée par Maupetit, confirme, ravie: "Cela dépasse tout ce que l'on avait imaginé. On a réalisé que faire une vraie librairie, qui travaille dans tous les domaines, est vraiment apprécié. On vend très bien les catalogues des musées,

mais aussi tous les ouvrages d'art, de littérature, d'architecture, de photographie aussi. Bref, entre le site MuCem et celui du Fort Saint-Jean, on a fait le chiffre d'affaires de l'année... en cinq mois".

Les visiteurs craquent aussi pour les petits objets dédiés comme cette petite carte pop-up du MuCEM en or et noir mais aussi des magnets ou même les cartes de la ville de Philippe Doro. "On souhaite en faire aussi une librairie de quartier pour que chacun découvre notre fonds dédié au bassin méditerranéen. C'est ça notre spécificité au sein du musée de la Civilisation."

En grim pant les étages, entre ombres et lumière, on découvre le "bureau" d'Éric, l'agent de sécurité le plus chanceux de France. De sa chaise, il surveille les visiteurs du Bazar du Genre en contemplant... la mer. "Dans l'ensemble, ça va. Tout le monde respecte les œuvres. Il y a des consignes comme le sac à dos devant, et pas de flashes!". Un sacré changement pour cet agent plus habitué aux chantiers du BTP, aux grandes surfaces ou à la gare Saint-Charles. "C'est vrai que le cadre est sympa..." Direction la passerelle côté Fort Saint-Jean. C'est encore l'extase collective: "Je n'oublierai jamais cette vue", murmure Viviane, Bordelaise saisie par la splendeur du panorama. Son mari se prélassait sur les chaises longues en bois au pied de la Tour du Roi René. Et là encore, les yeux fermés, le sourire est XXL...

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr

IL FAUT QUE CELA CHANGE...

Carton rouge côté snack!

DES PANNEAUX, SVP!

"Je suis un peu perdue", avoue Monique, la cinquantaine, qui n'a pas réussi à trouver l'entrée de la Tour du Roi René. Ça paraît bête mais la porte est toute petite et je croyais qu'elle était condamnée!" En lisant les remarques de beaucoup de visiteurs sur les livres d'or, le MuCEM a dû revoir sa copie en matière de signalisation ne serait-ce qu'à l'approche du site du J4. "C'est mal fléché", confie Jean-Claude. Résultat, le MuCEM va rectifier le tir et ajouter quelques panneaux.

VIVE LE PIQUE-NIQUE...

Ok, la (petite) salade bié complet, artichauts, zeste de citrons et pignons dorés est délicieuse. Mais 4,20€ la salade de fruits à emporter, non. 2€ le café, non plus. Et 7€ le pan-bagnat, même signé Passédat et même dégusté sur les gradins bois du fort Saint-Jean au soleil, c'est la pré-révolution! On évoque à peine



C'est délicieux... mais un brin onéreux. Les quatre points de restauration de Passédat sont néanmoins victimes de leur succès, notamment le self, très demandé.

les 6 huîtres et le verre de vin à 15€... Beaucoup ont trouvé la solution, le pique-nique, quitte à s'offrir une glace au Panier en empruntant la passerelle vers l'église Saint-Laurent! Là aussi

une nouvelle organisation est prévue, notamment au niveau du temps de services de restauration. Ouf. Il fallait bien trouver quelques défauts à ce site... (presque) parfait. A.W.

L'ANALYSE de Cécile DUMOULIN, responsable des publics du MuCEM

"J'ai même vu des visiteurs faire leur jogging sur le site!"

Sur 1,5 million de visiteurs, 470 000 ont découvert les expositions. Les deux tiers des nouveaux fans du MuCEM et du Fort Saint-Jean se baladent donc surtout dans ce lieu unique qui allie l'œuvre de Rudy Ricciotti et le site historique restauré. "Notre objectif sur quatre mois était entre 350 et 400 000 visiteurs pour les expositions. Donc nous avons déjà dépassé l'objectif! Nous avons plusieurs profils. La moitié des visiteurs viennent de la région et 25% sont Marseillais. Un visiteur sur 10 vient d'île de France. Sachant que 30% des visiteurs sont des touristes français", explique Cécile Dumoulin, responsable département public au MuCEM. 78% des personnes viennent pour la première fois. Ainsi, les autres sont déjà venus, ce qui implique que les gens fréquentent le lieu de manière assidue. Le visiteur vient souvent en famille et il a environ quarante ans". Seul hic: il vient souvent en période de vacances et pendant le week-end. Logique sauf que c'est un vrai casse-tête. "En semaine, nous avons entre 5 et 6 000 personnes pour les expositions et 8 000 personnes sur le site. On peut doubler ces chiffres le week-end! Donc le meilleur plan c'est la nocturne du vendredi soir!". Résultat, le mercredi 11 août, 19 000 visiteurs ont été enregistrés presque autant que le jour de l'ouverture. "Samedi

2 novembre, on a dû fermer les entrées pendant près d'une heure. On avait atteint les jauges de sécurité soit 8 000 personnes sur le site en même temps". Pour les horaires, pas de mystère. Si le musée n'accueille pas les visiteurs individuels avant 11h, c'est pour donner la priorité aux groupes et aux scolaires. "On a jusqu'à 600 personnes par jour en groupes le matin. Cela peut poser des soucis de bouchons si on ouvre le musée à tous. À noter qu'au musée du Quai Branly ou au Centre Pompidou à Paris, c'est pareil. On n'est pas une exception... Mais on réfléchit à trouver une solution pour l'été prochain. On commence à chiffrer ce que cela pourrait coûter d'ouvrir plus tôt". En attendant, le paquet est mis aussi sur les scolaires via une convention avec le Rectorat, des fiches pédagogiques sur le site internet, ou même le partenariat avec le Collège Jean-Claude Izzo et des élèves de Tanger, Croatie, Grèce. Pour Cécile Dumoulin, le plus joli pari c'est bien cette appropriation du site par tous ses visiteurs. "J'ai même vu des gens qui font leur jogging ici maintenant". Sans oublier au printemps prochain les nouvelles propositions avec le Carnaval de Marseille dans le cadre de l'exposition "Le Monde à l'envers". Entrée gratuite pour les personnes costumées? Chiche! A.W.



Peu après l'ouverture officielle de l'espace et toute l'après-midi, des animations ont été proposées gratuitement aux Marseillais par les sept compagnies qui investissent la Cité des Arts de la Rue. / PHOTOS CYRILL SOLLIER

Les arts de la rue ont pris la cité

L'ensemble hébergeant sept compagnies, agitateurs de l'année Capitale, a été officiellement inauguré hier

Is n'auront pas attendu cette inauguration officielle, que l'on devine calquée sur le calendrier politique, élections municipales en vue, pour être les principaux animateurs et agitateurs de l'année Capitale. Des compagnies d'art de la rue qui disposent, désormais, d'une cité de 36 000 mètres carrés au cœur des Ayalades, dans les quartiers Nord. Un espace foutraque et gigantesque à la hauteur de la vitalité d'une discipline, qui, dit Jean-François Chougnat, le directeur de MP2013, aura révélé le "formidable potentiel de l'art dans l'espace public marseillais".

On pense là à la Folle Histoire contée par Karwan, à la parade mécanique de Sude Side, aux féériques champs harmoniques proposés par Lieux Publics, ou encore, parmi d'autres, au Quartier Utopique bâti par Generik Vapeur. Tous sont les habitants d'une cité rêvée par une bande d'utopistes, aujourd'hui confortés par la réalité. Hier, ces éclair-

eurs pouvaient se délecter en écoutant les politiques de tous bords, parfois réticents par le passé devant cet art incontrôlable, se rallier à leur cause. "La rue est le cordon ombilical qui relie l'individu à la société", lançait le maire Jean-Claude Gaudin (UMP), en citant Hugo, avant d'encenser ceux qui, "par leur geste artistique", ont "enchanté" la ville. "Que tous ceux qui sont à l'origine de projets audacieux et séduisants en soient remerciés", appuyait le président socialiste du CG, Jean-Noël Guérini. De ceux-là, Pierre Sauvageot, directeur de Lieux Publics, se félicitait, lui, de l'édification d'un "laboratoire de création à ciel ouvert", tout en ne cachant pas son "inquiétude pour la suite". Une fois les lampions de 2013 éteints et les budgets resserrés. Un avenir que Jean-François Chougnat, à un mois de la fin de sa mission, imagine "radieux". Enfin, précisait-il, malicieusement, "si les gens ne se disputent pas".

Laurent D'ANCONA



Le maire de Marseille Jean-Claude Gaudin, le président du Conseil général Jean-Noël Guérini et la maire du huitième secteur Samia Ghali, ont assisté à cette inauguration. / PHOTO CYRILL SOLLIER

LA SNCM S'INVITE

La présence inattendue de l'ancien président de la banque européenne, Jean-Claude Trichet, y est-elle pour quelque chose? Toujours est-il que Jean-Claude Gaudin, en habit de campagne, n'a pas manqué d'inviter le sort de la SNCM dans cette journée d'inauguration. "L'État doit faire pression sur Bruxelles pour sauver la SNCM et ses 2 000 emplois" s'est emporté le maire. Avant de pointer du doigt, fait rare, la société Veolia "qui a suffisamment de contrats en cours dans la ville et à la communauté urbaine pour donner un coup de main". Sur la même longueur d'onde, Jean-Noël Guérini a également dénoncé le "refus de l'État de respecter ses engagements" dans ce dossier.

L'INTERVIEW de Pierre BERTHELOT, cofondateur de la compagnie Generik Vapeur

"Ce lieu de création est unique au monde!"

En 1995, Pierre Berthelot lançait, au côté de Michel Crespin, la folle idée d'une "Cité de la Rue". En ce jour d'inauguration officielle, le cofondateur de la compagnie Generik Vapeur pouvait savourer.

On vous sent très ému...

C'est un jour très particulier, oui. Aujourd'hui, on vient d'asseoir un boulot qui aura duré 18 ans. Un labeur qui aura consisté à interpeller les politiques sur la nécessité de cette cité unique au monde. C'est encore la victoire de l'utopie. Celle de l'abnégation d'un tas de créateurs et de leur force de cohésion. Le plus important, c'est que nous disposons désormais d'un outil exceptionnel pour travailler. J'ai envie de dire: voilà, ça, c'est fait! Oui, je suis fier d'avoir participé à ce regroupement unique de sept entités. Comme quoi, à Marseille, tout est possible.

En quoi ce lieu était-il nécessaire?

Pour commencer, cet espace offre une autre manière de parler des quartiers Nord. Cette cité est ouverte sur sa ville et son quartier. C'est n'est pas une verrue posée au milieu du paysage urbain. Au-delà, elle va per-



Le cofondateur de Generik Vapeur, Pierre Berthelot. / PHOTO RICHARD COLINET

mettre aux artistes de rester sur le chemin de la création. Depuis près de 40 ans, des compagnies portent les arts de rue. Désormais, c'est un art qui compte, comme on a pu le voir en cette année Capitale où le public a constamment été au rendez-vous. Avec cette structure, nous aurons durablement la possibilité d'exister à l'intérieur de Marseille.

N'existe-t-il pas un risque

d'institutionnalisation de cette discipline, qui se voulait subversive?

Je ne suis pas inquiet. La force des arts de rue, c'est justement de questionner. Et parfois, de faire avancer le schmilblick. On l'a récemment constaté avec le savon géant imaginé par Generik Vapeur, qui a contribué à la reconnaissance de cette fabrication locale. Je crois que c'est aussi ça, notre force.

L'autre danger, c'est une baisse conséquente des aides publiques une fois l'année Capitale terminée...

Vous savez, une compagnie comme Generik Vapeur va bientôt fêter ses 30 ans d'activités. Alors... il va juste falloir attendre la fin de la bataille municipale, et ensuite, les choses vont se rétablir. Je suis également optimiste dans le sens où à Marseille, même quand les choses ne vont pas, il y a toujours cette capacité à rebondir. Et souvent avec de bonnes surprises. On bénéficie ici d'un multipluralisme extraordinaire. C'est pour cela que j'aime tant cette ville. Aujourd'hui, l'heure n'est pas à l'inquiétude du lendemain, mais à se dire: déjà, on est là!

Propos recueillis par L.D'A.

LE PORTRAIT

Crespin et des jeux...

Modeste et porté sur l'autodérision, Michel Crespin pourrait se résumer en une anecdote. "En 2003, raconte le fondateur historique de la Cité, un ministre m'a demandé si j'accepterais la Légion d'Honneur. Quelques semaines plus tard, il m'a rappelé pour me dire qu'il était désolé, que son quota était épuisé. Et il m'a proposé de me faire Chevalier de l'Ordre du Mérite. J'ai dit oui, à une condition: qu'on me la remette le jour où la Cité sera terminée!" Hier, des mains de Jean-Claude Gaudin, la promesse a été tenue. Sous un tonnerre d'applaudissement. À 73 ans, l'inventeur du festival



Michel Crespin a été décoré pour son mérite. / PHOTO C.S.

d'Aurillac n'a rien perdu de sa verve et de son goût du collectif. "Je ne suis qu'un récipiendaire", glisse-t-il, "cette médaille appartient à tous ceux qui se sont battus pour cette idée, à laquelle personne ne croyait. C'est un outil nécessaire pour fabriquer des œuvres, qui, ensuite, vont transformer la ville en espace de jeu". Un jeu, oui. Mais toujours avec "du sens". Plus que tout, en effet, Michel Crespin est un militant de l'art partagé, qui émeut et bouscule: "Seulement 15% des Français vont une fois l'an au théâtre, souffle-t-il, en faisant du spectacle à ciel ouvert, on permet de faire pleurer le grand-père, d'écarquiller les yeux du petit-fils et d'interroger le politique". Et de livrer un conseil fougueux à sa descendance: "L'artiste doit tendre sur la corde. Car une corde non tendue ne produit pas de son." L.D'A.

VIII. – LES 3 ELEMENTS : CIEL - TERRE - MER

- ✓ **1.** Les calanques – Une zone sous haute-protection

Marseille l'Hebdo – 03.07.2013

- ✓ **2.** Calanques : un statut à éprouver

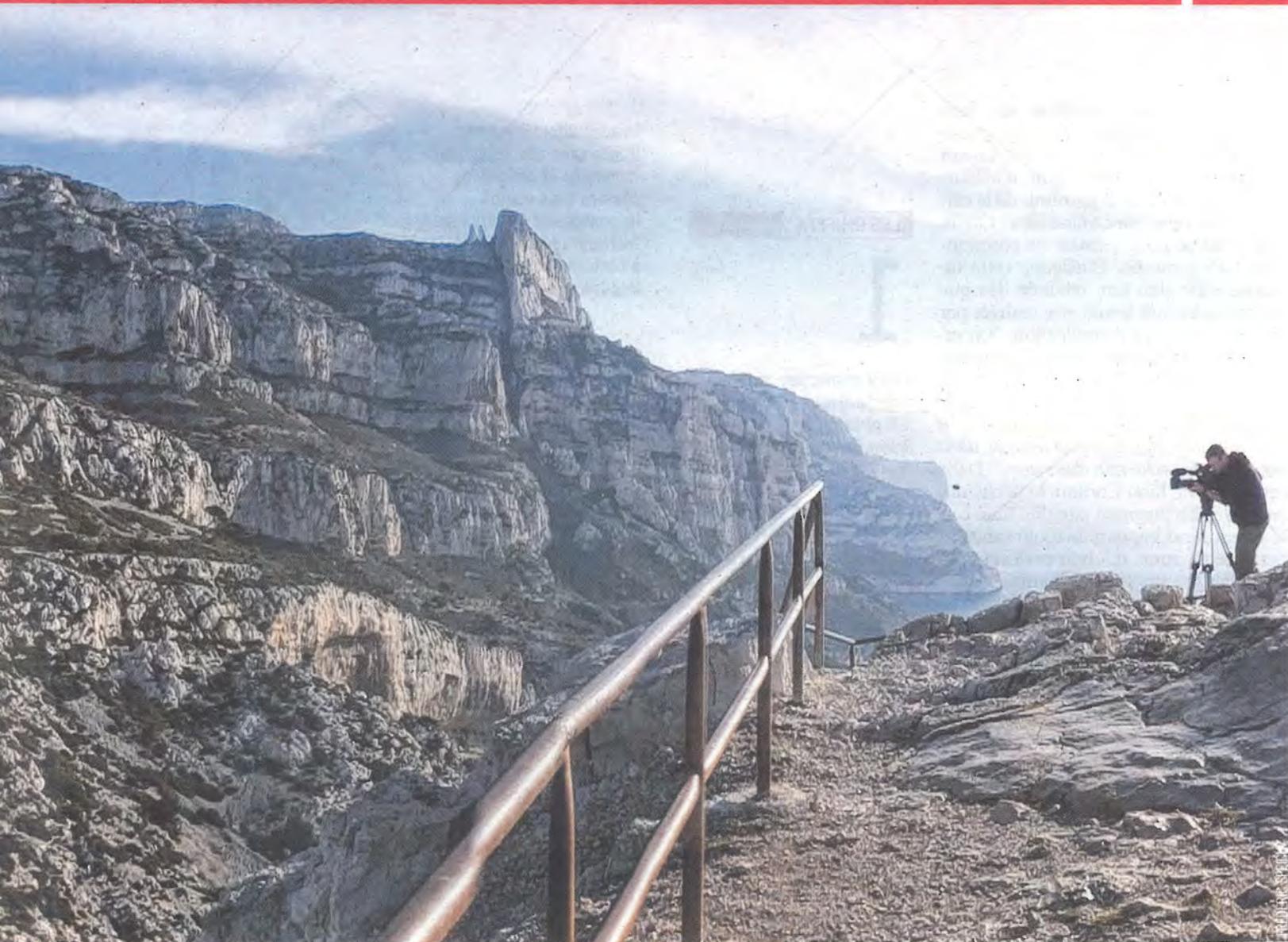
La Provence – 13.08.2013

- ✓ **3.** Le ciel leur est tombé sur la tête !

La Provence – 31.08.2013



Les calanques une zone sous haute-protection



Des fous de Bassan, des aigles, des baleines, des dauphins, as-tragales de Marseille, herbiers de posidonie et même des hippocampes... Sur le territoire du premier parc national créé en métropole depuis 1979, on dénombre 140 espèces terrestres animales et végétales et 60 espèces marines. Autant dire un trésor naturel à portée de mains mis à mal par une urbanisation galopante, une pollution intense et un tourisme de masse. C'est pour le protéger au mieux que cet outil de gestion à la hauteur de sa biodiversité remarquable et de son patrimoine culturel unique existe depuis avril 2012. Mais son démarrage laisse à désirer. Au-delà des querelles concernant la présidence de Danielle Milon (lire par ailleurs) ; au-delà du recours déposé au conseil d'État par l'association "Les amis de la rade" qui dénonce une sanctuarisation du site et des irrégularités dans le décret d'application dont la nouvelle mouture devrait être rendue publique sous peu, ces questions juridiques intéressent peu ou prou vraiment le promeneur préférant les chemins caillouteux de cette dentelle de calcaire façon-

née par les embruns et les vents contraires. En revanche ce qui se rapporte au dit promeneur sont les limites de ce territoire et ses spécificités qui pour l'instant ne sont nullement portées à sa connaissance.

"Aujourd'hui nous n'avons pas de police d'environnement propre, à l'exception d'agent commissaire sur l'archipel de Riou."

"Il n'y a pas de démarrage spectaculaire, ce que l'on pouvait attendre, ce sont des panneaux qui indiquent clairement les règles. Avec une hiérarchisation de pictogrammes notamment celui concernant l'interdiction formelle de fumer. J'ai encore vu il y a quelques jours des étrangers en train de fumer et de me dire qu'ils ignoraient ce fait, regrette Bernard Hamel, administrateur au parc au nom du Club alpin français. Ce qui est regrettable surtout, c'est qu'il n'y ait pas de garde-moniteurs. Non

pas que je sois partisan de la sanction à tout prix, mais pour ceux qui ne veulent pas comprendre, il faut taper au porte-monnaie." Et c'est justement parce que les finances du parc sont maigres que seuls 36 éco-gardes quadrilleront le terrain et assureront des permanences matinales dans les offices de tourisme de La Ciotat, Cassis, Marseille et à la gare maritime du Frioul. "L'an passé, ils étaient une vingtaine sur le terrain entre les patrouilles vertes et bleues, c'est déjà mieux, ils vont être notre relais et avoir un rôle d'écoute, de conseil et d'éducation, explique François Bland, le tout nouveau directeur du parc. Aujourd'hui, nous n'avons pas de police d'environnement propre, à l'exception d'agent commissaire sur l'archipel de Riou. Il faut que nous en ayons une impérativement, l'an prochain." Si eux ne sont pas assermentés, d'autres le sont : ce qui veut dire que les contrevenants aux règles applicables dans le parc sont susceptibles d'être verbalisés que ce soit, en mer, par la gendarmerie maritime ou sur terre par l'ONF, ou l'office national de la

Très sollicités pour des films et des prises de vue, les équipes du parc devront déterminer précisément ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire.



Alors, pas question de faire n'importe quoi sur la vingtaine de sentiers balisés qui serpentent sur 250 kilomètres... Mieux vaut d'ailleurs rester sur ces tracés et se munir de la carte IGN des calanques Marseille et Cassis, sauf si on se perd à cause de coordonnées GPS erronées. D'ailleurs, cette fameuse carte doit être rééditée dès que les points locaux seront réactualisés par le nouveau décret d'application. *"On espère que les erreurs seront corrigées, s'agace Joseph Russo, président de l'association "Les amis de la rade". Un de nos membres pêcheurs en a rentrées et il s'est retrouvé quasiment à terre et dans des zones de pêche non autorisées.*" Dans cette zone de Riou-Cortiou, la pêche devrait être effectivement interdite mais cette erreur rend impossible toute sanction dans cette zone de non-prélèvement. Une faille dommageable. Comme la pollution des eaux par les résidus de bauxite produite par l'industriel ex-Pechiney devenue Alteo depuis près de 50 ans ou les eaux usées de Marseille. Déjà trop abîmé, ce patrimoine culturel auquel 2 millions de Marseillais, Cassidains, Ciotadens et autres visiteurs annuels sont viscéralement attachés, doit d'une manière ou d'une autre être préservé. *"Certains lieux sont sacrifiés sur l'autel de la fréquentation. Pour autant, on doit vraiment veiller à ne pas perdre le massif sous les flammes, insiste impatient Bernard Hamel. On a bien vu en février que l'on a failli tout perdre avec le feu qui a ravagé la calanque du lieu-dit Malvallon, on suppose que c'est parti d'un brasier fait par un SDF qui avait élu domicile là-bas. Ça, ce n'est pas possible."* Une sauvegarde à laquelle s'attache et va s'attacher la nouvelle équipe à la tête du parc qui se réunit en conseil d'administration, le 5 et le 29 juillet, avec *"une volonté d'écoute, de gestion, de police et de sensibilisation"*, selon le directeur François Bland. Un mode opératoire valable sur terre comme sur mer qui rejoint le commandant Cousteau: *"Les gens protègent et respectent ce qu'ils aiment et pour leur faire aimer la mer, il faut les émerveiller autant que les informer"*. La messe est dite. ■

LES CHIFFRES

1

Il est le premier parc périurbain terrestre et marin d'Europe et le 6^e périurbain après Cap Town, Sydney, Bombay, Rio et Nairobi.

158 100 ha

C'est le nombre d'hectares dont 90 % représentent la surface maritime. Le parc se répartit en trois zones: le cœur du parc (8 500 ha et 43 500 ha); l'aire optimale d'adhésion (8 200 ha terrestres) et l'aire maritime.

7

7 communes de ce territoire Marseille, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Roquefort-la-Bedoule, La Penne-sur-Huveaune accueillent chaque année 1,5 million de visiteurs dont 300 000 par voie maritime.

La zone littorale est très fragile avec une végétation vulnérable et des grands canyons sous-marins. Ils constituent un véritable "hot spot" de la diversité à l'échelle de toute la Méditerranée.



PATRICK NOSETTO ET GUILLAUME RUOPPOLO

"La présidence" au tribunal

Didier Réault, conseiller municipal délégué à la Mer conteste la légalité de l'élection de Danielle Milon et a porté l'affaire en justice. La mairesse de Cassis aurait dépassé sur le fil l'âge maximum pour. Le tribunal administratif devait suivre ou pas, le mardi 2 juillet, les conclusions du rapporteur public selon lesquelles la requête de Didier Réault était irrecevable. ■

Les grandes dates

- 18 avril 2012 : signature du décret de création du Parc national des Calanques par le Premier ministre.
- 19 septembre 2012 : arrêté préfectoral stabilisant le périmètre de l'aire d'adhésion du Parc national.
- 14 janvier 2013 : réunion du premier conseil d'administration et

- élection de sa présidente, Danielle Milon et de ses deux vice-présidents: René Olmeta et Cyril Gombert.
- 31 mars 2013 : dissolution du Groupement d'intérêt public (GIP) des Calanques.
- 23 avril 2013 : nomination du directeur du Parc François Bland. ■

FRANÇOIS BLAND, DIRECTEUR DU PARC

Concilier préservation d'un patrimoine exceptionnel et usages

C'est par arrêté de la ministre de l'Écologie daté du 23 avril dernier que le nouveau directeur du Parc national des Calanques a été nommé : François Bland, ingénieur général des Ponts, des Eaux et des forêts, et anciennement directeur territorial de l'ONF pour l'Île-de-France et le nord-ouest, a posé ses valises à Bonneveine depuis le 1^{er} juin.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous porter candidat ?

"Travailler à la fois sur la préservation de la biodiversité, les enjeux du territoire périurbain et la conciliation des usages et usagers est un vrai défi. Je voulais revenir dans le Sud aussi d'une manière plus personnelle. Et enfin, tout mettre en œuvre pour préserver la double dimension terrestre et marine avec un environnement unique est passionnant. L'idée étant, pour y arriver de privilégier l'écoute et la concertation avec tous les partenaires et d'être exigeants. Si on applique cette méthode de travail, cela sera profitable. Le plus grand challenge étant de concilier la préservation d'un patrimoine exceptionnel et ses usages. Ici, c'est un beau laboratoire de la concentration des enjeux."

Quelles sont les actions mises en place depuis votre arrivée ?

"En externe, je rencontre progressivement nos partenaires : les élus, les collectivités, les professionnels, les usagers, les habitants. J'ai commencé, mais il me reste encore bon nombre d'acteurs à voir. Je sais que beaucoup sont impatientes et attendent des réponses concrètes, tout ne peut pas se faire en un jour. En interne, on prépare les deux prochains conseils d'administration qui ont lieu le 5 et 29 juillet. Et nous travaillons à la création d'un organigramme, à rendre obligatoirement dans trois mois et constituons les équipes."

Justement en parlant d'équipe où en êtes-vous aujourd'hui ?

"La première équipe va se faire avec les 12 membres de l'ex-Groupement d'intérêt public (GIP) des Calanques et les 7 salariés du Conservatoire des espaces naturels de Riou dont l'intégration est en cours. Pour la saison, nous disposons de 36 écogardes saisonniers, déployés sur terre et en mer. Je reconnais, cela reste insuffisant. Ensuite nous avons à construire notre projet d'organisation, à négocier ensuite avec le ministère de tutelle pour la ligne budgétaire. Là, le budget comme l'équipe est resserré, avec ses 2,2 millions d'euros. On compte sur une montée en puissance très rapide : pour être efficace il faut doubler cette enveloppe."



Agé de 50 ans, cet originaire du Mâconnais et des Hautes-Alpes a participé à la création de celui de Guadeloupe et piloté un projet ministériel sur la réglementation Natura 2000.

En parlant d'efficacité, on note que pour l'heure, rien n'indique que nous entrons dans le territoire du parc, c'est étonnant...

"Je suis d'accord, matérialiser les limites du parc, autant sur la partie terrestre que maritime est une priorité. Il faut que, quand on pénètre dans son enceinte, on le sache immédiatement, notamment par rapport à la réglementation. Une quarantaine de panneaux indiquant ce qui est autorisé ou pas, est en cours de fabrication. Comme les bouées et les balises. En mer, cela ne pourra pas se faire avant fin 2013, début 2014. Dans le massif, les panneaux vont être posés en toute urgence aux entrées du parc en cette première semaine de juillet. Puis plus tard, nous devons agir sur ces portes d'entrée, penser à la maison du parc comme interface ville-espaces naturels, au niveau social et environnemental. Nous devons être compris, si nous voulons travailler efficacement et dans la durée."

Concrètement qu'est-ce que cela va changer pour les usagers ?

"Ces mesures sont plus exigeantes que celles

qui étaient déjà en cours. Le niveau de protection est renforcé notamment pour le feu. Il est totalement interdit sur toute la zone et en toute saison de fumer, griller des saucisses... Le bivouac comme le caravaning aussi. La cueillette de fleurs aussi est interdite sauf certaines espèces pour un usage personnel comme le thym, le romarin, la sauge... Mais la liste définitive reste à définir, elle doit être validée lors du prochain conseil d'administration. Côté mer, les prélèvements des coraux sont interdits. Et certaines zones de pêche aussi, elles sont portées à la connaissance des plaisanciers grâce à une plaquette plastifiée qui sert aussi de guide de bonne pratique. Elles seront disponibles à partir de début juillet dans les capitaineries ou les sociétés nautiques."

Que change le parc pour les navettes des bacheliers ?

"Ils perdent environ 50 mètres de pénétration dans les calanques. Il y a un travail de sensibilisation et de responsabilisation sur les lignes à ne pas dépasser et le niveau de bruit à respecter de façon à ne pas déranger la quiétude des lieux."

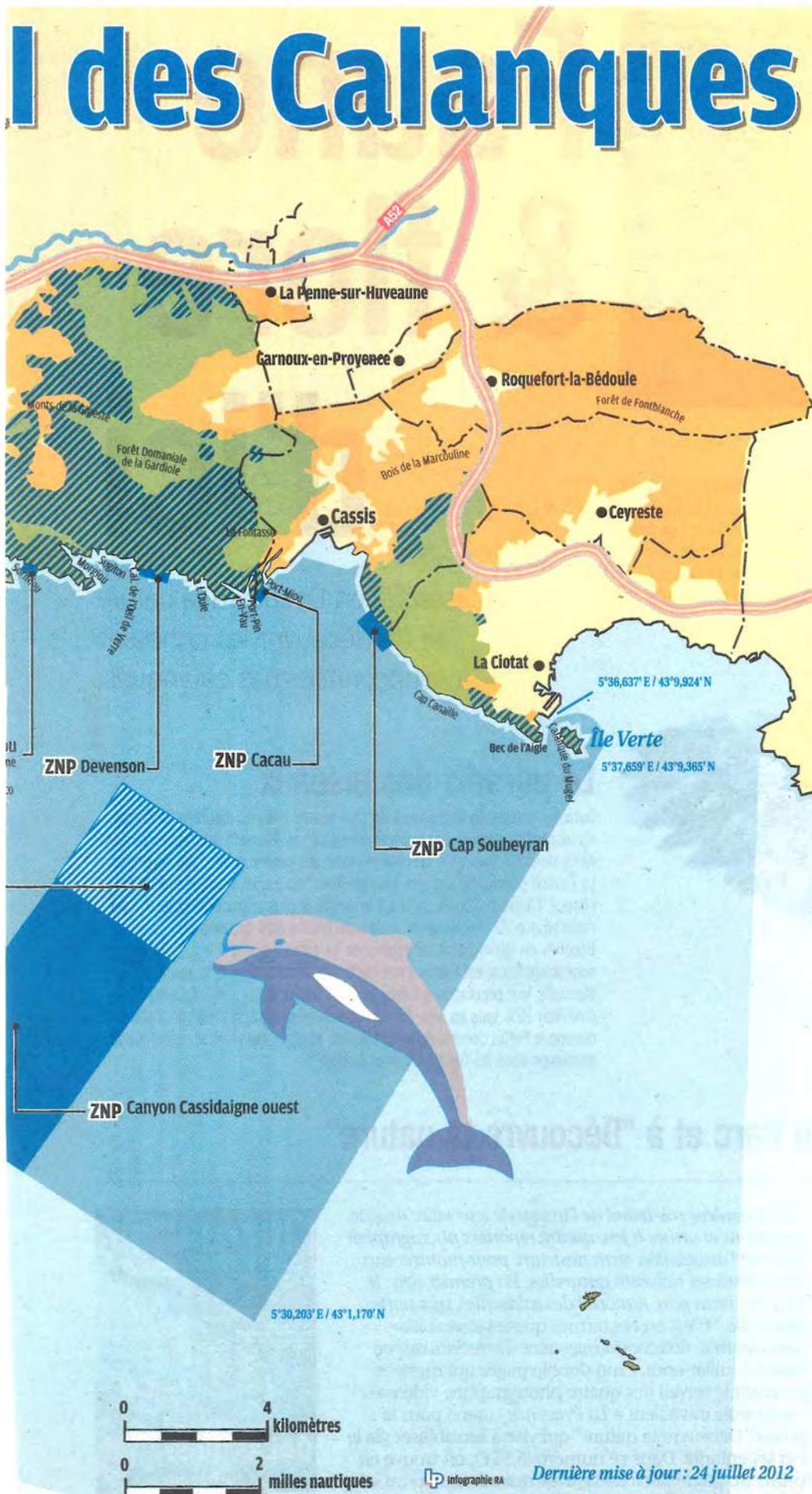
Vous parlez de quiétude... une gageure quand on sait la surfréquentation dans certaines zones, non ?

"La question de la surfréquentation est un vrai sujet avec des inconvénients et des impacts sur le milieu. Il faut le délester d'une manière ou d'une autre et surtout porter à connaissance les chemins qui existent ou en créer d'autres. Cela fait partie des alternatives possibles et cela se travaille avec la signalétique, la mise en avant de l'intérêt des boucles, avec des éléments d'informations sur la flore et la faune."

Un trésor pour la Méditerranée à protéger alors que la pollution est latente...

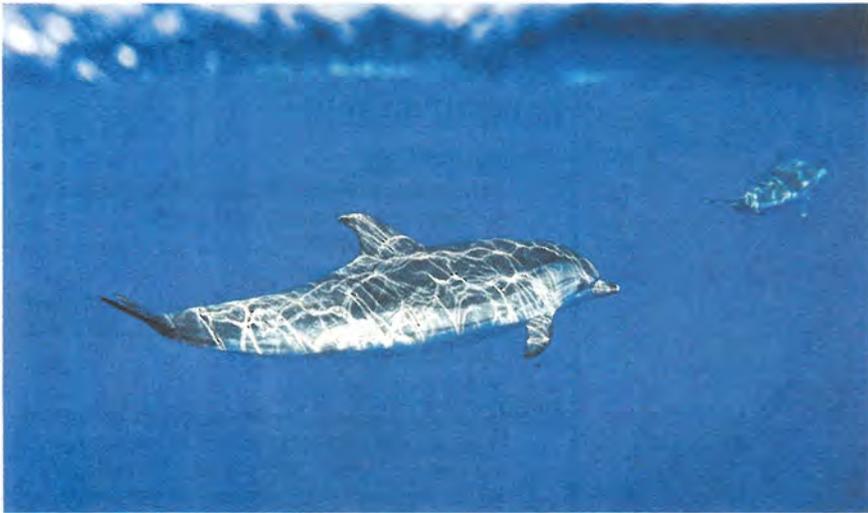
"Le sujet sur lequel nous travaillons activement et qui occupera la quasi-totalité de notre conseil d'administration : la qualité des eaux et les boues rouges. Nous héritons d'une situation existante. Le parc doit être un levier pour avancer plus vite. L'objectif est de parvenir un jour à "zéro rejet". Une première étape importante est prévue fin 2015 avec l'arrêt des rejets solides de bauxite en mer au niveau de la tête du canyon de la Cassidaigne. Le parc jouera son rôle aux côtés des autres acteurs que sont l'État et l'industriel. Autre dossier sur lequel nous travaillons : le rejet des eaux usées à Cortiou. Mais chaque chose en son temps pour bâtir le parc." ■

des Calanques



La réglementation dans le cœur marin

- 
La plaisance
 Accès interdit pour les navires de plus de 20 m hors tout dans les calanques d'En-Vau et Port-Pin (sauf dérogation). Les régates restent autorisées.
- 
La pêche maritime de loisirs
 Interdiction de mécanismes d'assistance électrique et hydraulique (moulinets électriques) et interdiction de pêcher dans les zones de non-prélèvement (cf. carte).
- 
La pêche professionnelle
 Encadrement de la pêche au corail rouge; emploi de filets traînants de type gangui, chalut benthique ou pélagique interdit en cœur, avec dérogation décadente pour les 8 chaluts de Marseille et La Ciotat exerçant à la date de création; interdiction de pêcher dans les zones de non-prélèvement.
- 
La plongée sous-marine
 L'activité reste autorisée avec un encadrement de la pratique (mouillage écologique, charte de bonne pratique...).
- 
Le canoë et le kayak de mer
 Cette activité reste autorisée avec un encadrement de la pratique (charte de bonne pratique).
- 
La batellerie
 Diffusion sonore interdite; développement de l'activité commerciale soumise à autorisation. Accès interdit pour les navires de plus de 20 m hors tout dans les calanques d'En-Vau et Port-Pin (sauf dérogations). Interdiction d'éclairage nocturne des fonds sous-marins et des falaises. Débarquement des passagers sur le littoral et dans les petits ports interdits.
- 
Concours de pêche
 Interdit
- 
Jet ski et loisirs nautiques à traction motorisée
 ski nautique, parachute ascensionnel, bouée tractée... interdits.
- 
Porter atteinte au patrimoine
 Interdiction de débarquement et piétinement sur les trottoirs de l'algue encroûtante Littophyllum lichenoides; interdiction de nourrissage de la faune marine depuis les navires, sauf l'appâtage pour la pêche.
- 
L'observation des cétacés
 Interdiction de nager avec les cétacés, de les perturber et de les nourrir depuis les navires.



Le dauphin bleu et blanc

Le *Stenella coeruleoalba* est le cétacé le plus abondant dans le bassin méditerranéen. Avec ses 2 m et ses 100 kg, les observateurs le croisent souvent dans la rade sud de Marseille, comme le rorqual commun (ci-dessous). Menacé par les filets dérivants, ce mammifère, curieux et acrobate, doit à présent faire face à la pollution, à la surpêche de ses proies – sardines et anchois – et à l'augmentation du trafic maritime. Aussi ne se plaindra-t-il sans doute pas d'une augmentation de la surface du sanctuaire Pélagos (87 500 km²) afin d'intégrer les eaux phocéennes. La Ville a demandé, fin juin, l'extension du périmètre du sanctuaire marin pour y inclure le Parc national des calanques.



Faune & flore d'ici

L'association Découvre ta nature fait (re)découvrir les richesses insoupçonnées des calanques.

Le paradis des oiseaux

Dans les calanques se dressent les plus hautes falaises maritimes d'Europe, s'y nichent de nombreuses espèces d'oiseaux, qu'ils soient migrateurs ou non. Ainsi, dans les garrigues, on peut entrevoir des perdrix rouges, des fauvettes, Le Faucon pèlerin, "le Circaète Jean-le-Blanc" ou encore, avec beaucoup de chance, l'Aigle de Bonelli car il est le rapace le plus menacé de France. Il ne resterait que 30 couples de ce rapace en France dont 14 dans les Bouches-du-Rhône, dont les calanques. Le gâbian, goéland leucophée de son nom scientifique, est l'espèce marine la plus représentée dans le massif. À Marseille, leur population est estimée à 23 500 couples. Elle augmente d'environ 10% tous les ans. Autres espèces en danger, les oiseaux marins comme le Puffin Cendré, de la famille des albatros qui vient se reproduire au printemps dans les îles du Frioul et de Riou.

Terre Sauvage fait la part belle au Parc et à "Découvre ta nature"



"Ils en avaient ras-le-bol de l'image de leur ville: drogue, agressions et armes à feu, quatre reporters photographes ont créé l'association terra nostrum, pour montrer aux Marseillais ses richesses naturelles. En premier lieu: le tout nouveau parc national des calanques, aux portes de la ville." C'est en ces termes que les journalistes annoncent le dossier du magazine *Terre Sauvage* en kiosque juillet-août. Cinq double pages qui mettent en avant le travail des quatre photographes-vidéastes - dont trois travaillent à *La Provence* - mené pour le projet "Découvre ta nature" qui vise à sensibiliser via le net les enfants. Dans ce numéro (5,95 €), on trouve en prime un guide détachable avec quatre sentiers au sein du parc national des calanques. ■





Quand le mérou est là, tout va

Poisson emblématique des fonds littoraux méditerranéens, le mérou brun (*Epinephelus marginatus*) constitue un excellent indicateur de la qualité d'un milieu écologique. Dans la rade et autour des îles de Marseille, l'espèce avait complètement disparu au cours de la seconde moitié du siècle dernier, victime notamment d'une pêche intensive et du développement de la chasse sous-marine. Depuis une dizaine d'années, un retour progressif du mérou brun est observé le long des côtes provençales. Sous l'égide à l'époque de feu-le GIP, une campagne en 2011 a été menée. En une seule journée de comptage, cinquante mérous ont pu être observés, dont trois au Frioul et quarante-sept dans le périmètre du cœur marin du parc national des Calanques. Sa population a certainement encore augmenté.



Une orchidée unique au monde

Il y a dans les calanques une orchidée quasi unique au monde : l'*Ophrys massiliensis*. Cette orchidée est une espèce décrite en 2000 à partir de populations étudiées dans le massif. On la connaît désormais sur le littoral provençal entre Marseille et Toulon, ainsi que dans les Alpes-Maritimes françaises et italiennes, entre Nice et Vintimille. Elle figure dans le Livre rouge. D'autres espèces végétales sont endémiques comme la sabline de Provence ou encore l'*Astragalus* de Marseille. En outre, les calanques sont tapissées de cistaies, des arbustes qui ont la particularité de se régénérer et de se multiplier après un incendie.

RANDONNÉE

Une balade dans la calanque d'En-Vau



FRANCK FERRANT

Au départ du col de la Gardiole, le sentier d'En-Vau est facile et prometteur. Entre hautes falaises et pins d'Alep, le chemin mène droit aux eaux turquoise de la calanque. Le sentier commence au parking du col de la Gardiole (269 m d'altitude). On y accède par la très belle route de la Gineste (D559), en prenant à droite au niveau de la caserne de Carpiagne, sur la route Gaston Rébuffat. Attention, la route sinueuse. Garez votre voiture, puis empruntez la petite route goudronnée qui part vers la maison forestière.

Le paysage se dégage et entre les aiguilles blanches, la mer est à perte de vue... Longez ensuite le grillage de la maison. À quelques mètres, un sentier part vers l'est en direction de Cassis et un autre descend vers l'ouest, dans le vallon d'En-Vau. Continuez tout droit dans le vallon de la Gardiole : l'air est plus sec et le sentier est caillouteux. L'air se fait plus humide en approchant de la calanque et les chênes verts bordent le chemin. Vous arrivez alors au bord des eaux limpides de la calanque encaissée et sauvage. Ses hautes falaises sont un site d'escalade apprécié des débutants comme des experts. À gauche s'élève le Doigt de Dieu, haute aiguille de 50 m.

Pour le retour, ce sentier sera plus facile pour les enfants que le sentier du vallon d'En-Vau. Pour retourner par le vallon d'En-Vau, remontez le bas du vallon, puis empruntez le premier sentier à gauche, puis à droite. Vous arrivez par un sentier sinueux et très rocailloux à la maison forestière.

Pratique :

À 23 km/32 mn de Marseille par la D559. Environ 10 km aller/retour : comptez 2 h, soit environ 50 mn à l'aller pour 1 h 15 au retour. Dénivelé : 260 m, sentier bien entretenu et accessible à toute la famille. Plus facile à pied qu'en VTT en raison des passages rocailloux. Attention au chemin du retour, plutôt raide.

Cette balade est une proposition du site internet <http://www.weezigo.com>.

Calanques : un statut à éprouver

Les gardes du Parc national font remonter leurs observations estivales : fréquentation, infractions et doléances...



Destination incontournable de l'été, le Parc national des Calanques (PNC) refait à nouveau le plein après un mois de juillet mitigé, sans doute perturbé par une météo peu clémente. Un regain de fréquentation que constatent en premier lieu les 36 écocardes saisonniers récemment recrutés par l'établissement public afin d'assurer une surveillance de ses 52 hectares, dont 43 500 ha situés en mer, entre les îles du Frioul à La Ciotat.

Des écocardes dont la connaissance du terrain et le contact permanent avec les usagers permettent de faire remonter de précieuses informations au gestionnaire. À commencer par les suggestions et doléances des visiteurs qui attendent toujours qu'une signalétique digne de ce nom soit installée aux entrées du parc afin d'en indiquer clairement les limites géographiques et qui réclament également une organisation des mouillages en mer dans les zones les plus fréquentées. "Nous travaillons à une signalétique prioritaire qui sera mise en place dès l'automne", souligne Emilie Drunat, chargée de mission Tourisme durable au sein du PNC. Quant aux mouillages, nous y réfléchissons mais tous les plaisanciers ne sont pas encore prêts à payer pour pouvoir

en bénéficier." Les observations des écocardes portent également sur les infractions commises en cœur de parc, avec parmi les plus récurrentes, la présence de VNM (motos des mers) et de bouées tractées pourtant totalement interdites, des excès de vitesse importants dans la bande des 300 m où les bateaux n'ont pourtant pas le droit de naviguer à plus de 5 nœuds (moins de 10 km/h), des bivouacs (eux aussi strictement interdits) que trahit la présence de randonneurs au cœur du massif à des heu-

Cigarette, feu, bivouac ; le risque "incendie" est encore trop souvent négligé.

res étonnamment matinales, et enfin l'usage de cigarettes et de feux (tous totalement prohibés) comme l'attestent les restes de foyers observés le matin, notamment sur les plages.

C'est d'ailleurs le message principal que le Parc des Calanques tient à faire passer auprès de ses visiteurs alors que canicule et sécheresse constituent à nouveau un cocktail explosif. L'incendie reste en effet la principale

menace qui pèse sur ce vaste espace protégé où se concentrent de nombreuses espèces animales et végétales à très grande valeur patrimoniale.

"Le fait qu'il y ait eu très peu de journées classées "rouge" (1) en juillet, a un peu démobilisé les gens qui ont du mal à admettre que l'accès aux calanques puisse être fermé certains jours", fait remarquer Emilie, tout en soulignant que "les altercations sérieuses sont devenues rares, de même que les négociations sans fin avec certains récalcitrants". Et de conclure : "Le parc commence à entrer dans les méeurs."

Le PNC en profite pour rappeler "les bons gestes" qui permettent de profiter pleinement d'une promenade dans ce décor somptueux. Il est recommandé aux marcheurs de se munir d'une carte des sentiers (en vente dans les magasins de sport), de bien étudier l'itinéraire avant le départ, de porter des chaussures adaptées (baskets ou chaussures de randonnée) et de prévoir un chapeau, de la crème solaire ainsi qu'une réserve d'au moins 1,5 litre d'eau par personne.

Philippe GALLINI

(1) 20 811 201 313 ou sur smartphone, "My provençe balade". www.bouches-du-rhone.gouv.fr.



Sur l'eau ou sur terre, les 36 écocardes du parc sont les interlocuteurs privilégiés des visiteurs. Ils en ont abordé 31 000 depuis le début de l'été. /PHOTOS PNC

Un parc encore discret sur ses sentiers

La calanque de Sugiton a pris un nouvel essor à la fin avril 2012, s'intégrant tout naturellement au Parc national des Calanques nouvellement créé. Quelques mois plus tard, au cœur de la saison estivale, l'absence totale de signalisation sur le site œuvre malheureusement à le desservir quelque peu. Ni panneau, ni surveillance ou indication particulière, rien n'indique en effet que le parc a pris ses droits sur le site. Alors, entre les habitués qui sont bien évidemment au fait de ce changement et les novices loin de s'imaginer le prestige du sol qu'ils foulent, le Parc national des Calanques est dans une situation d'entre-deux.

Nicolas et Penelope, des Bordelais en vacances dans la région avec leurs trois enfants, sont venus "passer la journée dans le parc. Nous savons qu'il s'agit désormais d'un Parc national grâce aux médias. Mais il est vrai que les journalistes ont fait le travail de communication de ceux qui ne l'ont pas fait. Cela dit, il s'agit peut-être d'un mal pour un bien, car s'il y avait eu des indications, il y aurait beaucoup plus, sinon, trop de monde." Pour Muriel, Alix, Floriane et Hélène, un groupe d'amies venues des quatre coins de la France, les choses sont différentes. Elles qui croyaient savoir que le



Des agents de la Ville sont tous les jours en poste à l'entrée du parc pour en distribuer les dépliants. /PHOTO PHILIPPE LAURENSEN

Parc des Calanques était classé Parc national, se sont vite aperçues qu'elles ne connaissaient pas le sens même de la terminologie. "Oui, nous étions au courant qu'il s'agit d'un Parc national. Enfin, par Parc national, on entend bien réserve naturelle, n'est-ce pas?", interrogent-elles.

Un manque d'information que les jeunes filles mettent sur le compte d'un défaut de communication et de signalisation de la part de L'État. "D'autant

que le prestige qu'apporte ce classement du parc ne peut et ne doit pas être desservi par une négligence au niveau de l'information", pestent-elles après avoir jeté un coup d'œil aux dépliants, distribués à l'entrée de la calanque de Sugiton, seul lieu où des agents de la Ville de Marseille les donnent.

Un manque d'indication qui ne dérange pas plus que ça Stéphane. À 23 ans, le jeune homme aime venir dans les calan-

ques marseillaises. S'il sait qu'il s'agit bien d'un parc naturel, puisqu'il y a eu "pas mal de bruit dans les médias autour de l'événement", Stéphane ne voit "pas bien l'intérêt de mettre des panneaux partout. On n'atterrit pas là par hasard, donc ceux qui viennent savent pourquoi ils sont là, et ce sur quoi ils marchent". Analyse qui prend du sens lorsque l'on sait que l'Office de tourisme renseigne quiconque cherche à le faire sur le statut des calanques. Encore faut-il se renseigner.

Car si Christian est membre de OVS (On Va Sortir), et est donc tenu informé, ce n'est pas le cas de 7 personnes sur 10 dès lors que l'on quitte la zone des calanques. "Grâce à OVS, je peux non seulement maintenir ma ligne en pratiquant un sport que j'adore, mais je peux aussi être tenu informé d'événements comme le classement du site en Parc national, tout en bénéficiant d'explications plus précises apportées par les guides de randonnées." Aux abords du parc, on trouve donc "naturellement" une majorité de personnes informées sur le site. En revanche, presque tous s'accordent à dire que l'absence de signalisation depuis plus d'un an pose problème.

Arthur BERDAH

DES DÉBUTS DIFFICILES

Avancer sans présidence et avec un budget réduit

Créé le 18 avril 2012 après plus d'une décennie de débats souvent houleux, le Parc national des Calanques aborde cette année sa véritable première saison estivale dans des conditions qui sont pourtant loin d'être optimales. En effet, seize mois après sa naissance, le plus récent des dix parcs nationaux français ne dispose toujours pas de président en exercice ; l'élection très controversée le 14 janvier dernier de la maire UMP de Cassis Danielle Millon ayant été récemment invalidée par le tribunal administratif de Marseille à la suite d'un recours de son concurrent portant sur la limite d'âge imposée aux présidents d'établissements publics. Un nouveau scrutin devrait donc être organisé à la rentrée, vraisemblablement lors du prochain conseil d'administration prévu début septembre, dans un climat sans doute peu propice à l'apaisement. D'autant que plusieurs autres recours formés contre le parc ou ses décisions par des groupements d'usagers mécontents, doivent encore être examinés par le juge administratif. Une situation dont on peut craindre d'ailleurs qu'elle nuise à la crédibilité, la visibilité et l'efficacité du parc.

Ce nouveau rebondissement ne l'a pourtant pas empêché d'aborder l'été en se donnant les moyens, sinon d'asseoir ses ambitions, du moins de marquer le terrain avant l'arrivée des juilletistes. Nommé par le gouvernement et agissant d'abord sous la présidence de Danielle Millon, puis sous celle du député PS René Olmeta qui assure l'intérim, le directeur François Bland a pu prendre les décisions les plus urgentes comme le recrutement des 36 écocardes saisonniers ou encore le vote du budget du parc. Budget dont le directeur estime qu'il est deux fois inférieur à celui que nécessite la poursuite de l'ensemble des objectifs fixés par le parc en matière de préservation des patrimoines naturel, paysager et culturel de son territoire, sur terre comme sur mer. Le dernier conseil d'administration qui s'est tenu le 29 juillet a permis quant à lui d'adopter le schéma d'organisation et de fonctionnement du parc ; étape indispensable pour sécuriser les 19 emplois permanents qui lui sont actuellement affectés.

Ph.G.

Le ciel leur est tombé sur la tête !

Malgré les promesses de réduction des pollutions aériennes, 30 000 habitants ont vécu un été d'enfer. Colère...

Ils croyaient bien avoir remporté une victoire "historique". Mais après un mois d'août "d'enfer, le pire que l'on ait jamais vécu", les 30 000 habitants concentrés dans la zone de l'Estaque ont vu leurs illusions se fracasser en vol, avec la puissance sonore d'un avion qui franchit le mur du son. Déçus et usés, ces Marseillais menacent désormais de passer "à l'action", et cette fois, "pas comme des boy-scouts, grincent-ils, mais en bloquant l'aéroport!"

Pour comprendre cette poussée de fièvre, il faut remonter plusieurs mois en arrière, au 21 mars dernier précisément. Ce jour-là, devant une assistance ravie, l'annonce conjointe du député socialiste Henri Jibrayel et du directeur de L'Aviation civile, Philippe Guivarch, sonne comme la fin d'un long cauchemar. Les nouvelles sont réjouissantes : après 15 ans de combat acharné contre les pollutions sonores - quelque 70 décibels au quotidien dans les oreilles - le mi-

"S'il le faut, j'interpellerai le Premier ministre!"

HENRI JIBRAYEL, DÉPUTÉ



Avec une fréquence record de passages d'avions au-dessus des habitations, l'Estaque et ses habitants ont passé un sale été. / PHOTO F. LAUNETTE

nistère des Transports a fini par trancher en faveur du "petit village gaulois", dicit Henri Jibrayel. Et a validé la mise en place, d'ici l'été, d'une nouvelle trajectoire pour les avions, contournant par la mer les zones d'habitation de l'Estaque, Saint-Henri, Saint-André et Verduron. "Ce nouveau couloir va permettre de mettre un terme à 70% des nuisances!", pavane alors Henri Jibrayel (PS). "Les habitants des quartiers Nord pour qui le vivre-dehors n'était plus possible ont été écoutés!"

Quelques mois plus tard pourtant, ce même député fait grise mine. Normal: il croule sous les plaintes de ses administrés. "À ce jour, rumine-t-il, nous constatons que la nouvelle trajectoire, pourtant officielle, n'est respec-

"Quand on reçoit des amis, on a honte..."

Du genre scrupuleux. l'homme âgé d'une soixantaine d'années a consigné dans un classeur d'écolier chaque passage d'avion, en août, au-dessus de sa maison de Mouréplane. Un décompte qui donne le tour: "Regardez, lance-t-il, les yeux braqués sur ses données, entre midi et minuit, j'ai constaté en moyenne 47 vols! Parfois, on en est arrivé à un avion toutes les trois minutes! C'est infernal, invivable..."

Un ras-le-bol partagé par la plupart des habitants du secteur, à bout de nerfs. "On croyait que ça allait s'améliorer avec la nouvelle trajectoire, peste Michelle, mais au contraire, ça a empiré. J'ai l'impression qu'on nous méprise. Ça fait 15 ans qu'on se fait balader (1)! Si on habitait dans le 8^e arrondissement, on ne nous ferait pas subir un tel sort." Un autre, visage fermé, envisage carrément de "déménager". "Je ne suis pas le seul dans ce cas", assure-t-il, "Et encore, le reprend son voi-



Réunis hier, les habitants ont exprimé leur ras-le-bol. / PHOTO NICOLAS VALLAURI

sin de table, toi, l'année où t'es venu habiter à l'Estaque, il y avait déjà des avions. Nous, quand on a acheté, ce problème n'existait pas!" Des nuisances sonores, qui, au quotidien, et encore plus en période estivale, "pourrissent" la vie des habitants. "Chaque fois qu'on reçoit des amis, maugrée Sylvain, on a honte. On ne peut pas discuter, manger dehors, regarder la télé. On ne s'entend pas!"

Ingénieur d'une quarantaine d'années, Wilfrid cherche, lui, à comprendre pourquoi "un pilote suit la consigne et un autre pas... C'est désolant". Collée à son père, sa petite fille, Clara, donne timidement son sentiment. Également dépitée: "Je n'aime pas les avions, ils font trop de bruit", tranche-t-elle. Au point que, cet été, quand elle téléphonait le soir de chez ses grands-parents où elle passait ses vacances, la fillette n'arrivait pas "à entendre ce que disait maman". Ton nostalgique, Odile, Estaquéenne depuis des lustres, s'épanche: "Vous savez, j'ai connu une époque, où, quand un avion passait dans le ciel, on prenait du plaisir à le regarder". Un temps définitivement révolu.

L.D'A.

(1) L'année de la mise en place, pour des raisons de sécurité, de la trajectoire incriminée avec système d'atterrissage aux instruments.

tée que par 10% des avions. C'est incompréhensible! On a l'impression que certains pilotes font l'effort et que d'autres non. C'est un vrai foutoir!" Et de montrer les muscles, dans un double rôle d'élu de proximité et de candidat à la primaire socialiste: "S'il le faut, j'interpellerai le Premier ministre comme je viens d'écrire à celui des transports, Frédéric Cuvillier. Les gens de nos quartiers font aussi partie de la République. Je ne lâcherai pas!"

Une incompréhension que Philippe Guivarch, de retour à l'Estaque, a tenté de dissiper hier, dans un face-à-face viril mais correct avec le député et un collectif d'habitants. S'il dit attendre fin septembre pour "dresser un vrai bilan", l'homme concède que l'objectif initial "est loin d'avoir été atteint". L'explication de ce cafouillage? "L'approche à vue ne peut être utilisée que dans des conditions particulières: une bonne visibilité et un vent de face sur l'aéroport qui ne doit pas être inférieur à 10 nœuds (environ 18 km/h), car sinon, un vent arrière sur l'Estaque impose aux pilotes de vol de devoir s'y reprendre à deux fois pour atterrir. Or, en août, on a eu un peu de vent. Ou du moins, faute d'outil de mesure fiable, les tours de contrôle, très à cheval sur la sécurité, ont pu donner l'autorisation d'utiliser le nouveau couloir." Au passage, Philippe Guivarch tient à dégommer l'idée d'une "mauvaise volonté des pilotes". "Quand c'est autorisé, insiste-t-il, la consigne est suivie par tous!" Bien... Mais dans ces conditions, faudrait-il oublier la promesse de réduction des nuisances? "On peut arriver à la baisse de 70%, promet Philippe Guivarch, pour cela, on va installer d'ici l'an prochain un capteur météo pour mesurer avec exactitude la force du vent. Ce qui permettra, techniquement, d'améliorer le taux d'utilisation de la procédure..."

D'ici là, 30 000 Marseillais peuvent toujours compter sur un rafraîchissement du climat. Pour vivre mieux, volets fermés.

Laurent D'ANCONA

AILLEURS

À Endoume aussi, la fréquence n'est pas bonne



Dans une moindre mesure, le septième arrondissement est également touché par la pollution sonore. / PHOTO CYRIL SOLLIER

Certes, ici, les nuisances sonores n'atteignent pas les proportions observées à l'Estaque et ses proches alentours. Mais dans le quartier d'Endoume (7^e), particulièrement au niveau du Vallon des Auffes et du Vallon de l'Oriol, la gêne existe. "Cela fait également des années que l'on proteste contre une fréquence trop régulière d'avions au-dessus de nos habitations", confirme Jean-Claude Rostaïn, président du CIQ du septième arrondissement. "Mais malgré les promesses formulées par l'aéroport de Marseilles d'emprunter un nouveau couloir, on ne constate pas d'amélioration sensible." Et de pointer "des avions qui volent relativement bas". "Alors oui, termine-t-il, les gens se plaignent. Il suffit de passer une soirée au théâtre Silvain pour voir qu'on n'invente pas." Un constat également dressé par Patrick Mennucci, le maire socialiste du secteur. "On n'atteint pas le niveau de l'Estaque, précise l'élu, mais en restant là tout l'été, j'ai pu constater que, le soir, on a beaucoup de passages..." Un candidat à la candidature socialiste qui a également pris sa plume pour demander à l'Aviation civile "une plus grande prise en compte de la tranquillité des populations".

L.D'A.

IX. – DOSSIER LE POINT

✓ Aix-Marseille - Pourquoi tant de haine ?

Le Point n°2144 – 17.10.2013

AIX-MARSEILLE

POURQUOI TANT DE HAINE ?



Il a décidé de ne pas m'aimer. Il me trahit tout le temps!

C'est « Je t'aime » quand elle m'embrasse mais, dès que j'ai le dos tourné, elle critique ma gestion.

II **Actu** Le point sur Marseille et Aix

IV **Rétro** Un duel de... 22 siècles!

VIII **Interview** Maryse Joissains et Jean-Claude Gaudin

X **Paradoxe** Je t'aime, moi non plus

XII **Acteurs locaux** Ce qu'ils en disent

XVI **Le carnet gourmand** de Gilles Pudlowski

XVII **Spécial immobilier**

Dossier coordonné par Christine Rigollet

Le point sur Aix et Marseille

PAR THIERRY NOIR, CHRISTINE RIGOLLET ET FRANÇOIS TONNEAU



Gaudin pris dans les filets du Vélodrome

Alors que les travaux du futur Stade Vélodrome (*vue d'architecte*) – 75 000 places et un complexe commercial à l'horizon 2014 – avancent vite, son financement, lui, apparaît comme une grosse épine dans le pied de Jean-Claude Gaudin. A six mois des municipales, le sénateur maire UMP de Marseille est la cible de toutes les critiques. En cause : un plan de remboursement du consortium Arema (Bouygues) par la ville de 12 millions d'euros par an sur trente-cinq ans. A gauche, on hurle à « l'étranglement » des contribuables alors que la dette par habitant est déjà de 2 250 euros. A droite, on assure que « la ville ne paiera rien ou presque ». Pour éviter d'avoir à régler l'addition publique, elle envisage le *naming* , soit 3 millions d'euros de loyer récupérés en échange d'un sponsor privé, comme cela se fait à Nice avec l'Allianz Riviera, par exemple. Elle voudrait surtout faire passer le loyer de l'OM, actuellement de 1,5 million par an, à 8 millions à partir de l'année prochaine. Ce qui n'aurait rien d'extraordinaire au regard de ce qui se fait ailleurs en France. **Mais l'OM, qui dit avoir perdu 25 millions d'euros – manque à gagner à cause du chantier démarré il y a trois ans –, n'a pas l'intention de mettre la main à la poche.** Le bras de fer est engagé, la municipalité envisageant de faire payer au club une redevance sur les spectacles comme au Grand Stade de Lille (8 % du montant brut des recettes) ■ F.T.

EN VUE



Isabelle Reiher l'éclat du verre

Elle planche sur la grande exposition qui se tiendra à la Vieille Charité en 2015. Née à Montréal, passée par

l'École nationale du patrimoine à Paris, Isabelle Reiher dirige à Marseille le Centre international de recherche sur le verre et les arts plastiques (Cirva). Une structure qui a pris son envol avec la capitale européenne de la culture, multipliant les expositions autour du couturier Christian Lacroix ou d'artistes comme Pascal Martinez.



Yves Moraine successeur de Gaudin en 2017 ?

A l'UMP marseillaise, on glisse sans rire qu'il est « le meilleur d'entre nous ».

Avocat, patron du groupe majoritaire dans l'hémicycle municipal, Yves Moraine a été élu par les siens maire des 6^e et 8^e arrondissements fin septembre. Il remplace Dominique Tian, parti défier le socialiste Patrick Mennucci aux municipales. Il se murmure qu'Yves Moraine pourrait prendre en 2017 la succession du maire si ce dernier, réélu en mars 2014, se retirait au profit du Sénat, non-cumul oblige.



Hélène Grimaud Brahms et les loups

Elle n'habite plus à Aix, mais garde une place à part dans le cœur des mélomanes aixois. La pianiste Hélène Grimaud

vient de sortir deux CD, dans lesquels elle revisite ses interprétations des deux concertos de Brahms. Elle vient aussi de publier chez Albin Michel son troisième roman, « Retour à Salem », du nom de cette ville des Etats-Unis où elle a créé un centre de conservation des loups.



Le plus grand aquarium de France à Marseille ?

C'est l'un des serpents aquatiques qui revient toujours à l'approche des municipales. Dans le cadre du futur Technopôle de la mer, le conseil municipal de Marseille a voté, lundi 7 octobre, le projet de construction d'un aquarium, le plus grand de France, du côté de l'Estaque. Il est aussi question d'une université, d'un centre d'études sous-marines et de recherches archéologiques.



Suivez l'itinéraire

Ils s'appellent Akinoa, Cé-sa ou Zoé la Fée et présentent jusqu'au 30 novembre leurs créations de prêt-à-porter, accessoires ou décoration dans 22 boutiques d'Aix et de Marseille. Chaque automne, l'itinéraire mode permet à de jeunes talents de la région de se faire connaître. Une

initiative de la Maison méditerranéenne des métiers de la mode qui vient d'inaugurer en grande pompe son nouvel espace à Euroméditerranée.



15,16/20

C'est la note obtenue par Les Pennes-Mirabeau au baromètre de l'Association des

paralysés de France. La commune obtient ainsi la palme parmi 28 villes de plus de 10 000 habitants des Bouches-du-Rhône. Ont été retenus un cadre de vie adapté, des équipements municipaux accessibles et une politique volontariste. Au même baromètre, Aix se classe 8^e et Marseille 15^e.

Les nouveaux bandits

Le réalisme économique, Internet et la mondialisation ont mis fin à l'ère des parrains

et accéléré l'atomisation du milieu, pour laisser place aux caïds. Leurs pratiques criminelles sont expéditives et aveugles. Les règlements de comptes de Marseille seraient la préfiguration de la délinquance de demain en France. C'est ce que veulent montrer les journalistes aixois Bruno Aubry et Séverine Pardini dans « Les nouveaux bandits », à paraître le 7 novembre.

A Arles, le futur Guggenheim est sur les rails

Un investissement de 100 millions d'euros pour une révolution culturelle à Arles. Cinq ans après avoir été retoqué par la



Commission nationale des monuments historiques, le projet de Fondation pour l'image, vaste centre d'art contemporain dessiné par Frank Gehry (*maquette ci-dessus*), a réussi à passer l'obstacle des permis de construire. La Fondation Luma, dirigée par Maja Hoffmann, héritière des laboratoires Roche, a laissé l'architecte imaginer – sur le site des anciens ateliers ferroviaires – une rotonde de verre surmontée

d'une tour en forme de roc de 56 mètres en briques d'acier inoxydable.

Ils vont réinventer le réel

Des écrivains, « immergés » à Notre-Dame-de-la-Garde ou au Cercle des nageurs, qui retransmettent leurs impressions par



textes et images dans le hall du théâtre de la Criée; Charles Berling lisant dans le même théâtre des extraits du « Premier homme » d'Albert Camus; des projections et des « siestes littéraires »... « L'invention du réel », temps fort de Marseille-Provence 2013, se déroulera du 17 au 20 octobre.

Marseille, célébrée par le « New York Times »

Habituellement comparée à Naples pour sa saleté ou à Chicago version Al Capone, Marseille ne pourra qu'apprécier la vision qu'en a le *New York Times*. Dans un dossier publié début octobre, les journalistes américains trouvent au Vieux-Port des airs bohèmes « dignes de Berlin » et des « similitudes avec les avenues de Vienne ». Déjà, en début d'année, le NYT avait classé dans son palmarès Marseille deuxième sur les 46 villes « à visiter absolument en 2013 ».

L'aéronautique, un axe marseillo-aixois ?

Les élites aixoises refusent majoritairement le projet de métropole du gouvernement tout en affirmant que des coopérations au cas par cas sont possibles avec Marseille. On va voir, dans les semaines qui viennent, si de tels accords, rares dans le passé, peuvent désormais se réaliser. Le projet Henri-Fabre (du nom du Marseillais qui inventa l'hydravion) entre dans sa phase opérationnelle. Il vise à développer l'industrie aéronautique autour des entreprises Eurocopter (*photo*), Daher, Thales, et leurs très nombreux sous-traitants, installés autour de l'aéroport Marseille-Provence. L'une des clés du projet est l'amélioration des accès routiers entre la gare TER de Vitrolles et les entreprises de Marignane. Or la première ville dépend de la communauté urbaine du pays d'Aix quand la seconde est membre de la communauté urbaine de Marseille. La CPA et Marseille Provence Métropole réussiront-elles à s'entendre ? ■ T. M.



Un duel de... 22 siècles !



Rétro. César défendait Aix, Pompée supportait Marseille. La rivalité dure toujours.

PAR THIERRY NOIR

Pour les Marseillais, c'est un fait entendu : il y a depuis des siècles trois fléaux en Provence, la Durance (à cause de ses inondations), le mistral (dont les rafales violentes sont glacées) et le Parlement d'Aix (qui levait les impôts sous l'Ancien Régime). De leur côté, les Aixois regardent leurs voisins avec condescendance, quand ce n'est pas avec mépris.

Cette rivalité, dans des villes de taille pourtant très différente – 860 000 habitants pour Marseille, 140 000 pour Aix –, se constate au quotidien. Il n'est pas rare de voir deux collègues se chamailler gentiment parce que l'un vit dans la cité phocéenne et l'autre dans la ville du roi René. Elle a fait naître de folkloriques anecdotes. Dans « Marius et Jeannette », Robert Guédiguian fait dire à son héroïne, dont la fille quitte Marseille pour étu-

dier à Paris, qu'elle aurait bien « mis Paris à la place d'Aix-en-Provence ». Réplique d'une amie : « Remarque, ça nous aurait permis d'éliminer Aix une bonne fois pour toutes. » On a aussi pu entendre un Aixois dire un jour que « Marseille est à Aix ce que le Pirée est à Athènes », c'est-à-dire un port avec des quais et des bateaux, mais dont le cœur et l'âme sont situés à 30 kilomètres à l'intérieur des terres.

Tout le monde le sait : Marseille est bruyante, volontiers gueularde et brouillonne. Aix est ordonnée, propre, policée... L'annonce, puis la création d'une métropole unique fusionnant de force six intercommunalités, dont celles d'Aix et de Marseille, a forcément exacerbé les tensions. Et, depuis quelques mois, le « campanilisme » est monté d'un cran chez les édiles politiques et dans le monde économique, tandis que les esprits s'échauffaient.

Cette exaspération, l'historien Pierre Echinard (1) en analyse les causes : « Pendant plus de vingt-cinq siècles, Marseille n'a regardé que vers la mer. Dans sa tour d'ivoire, protégée de l'arrière-pays par ses montagnes, forgeant son identité avec les vagues d'immigration successives, elle faisait fortune en commerçant avec le Levant,



Partage des rôles. Au XV^e siècle, Aix devient le relais local du pouvoir central, la ville de la politique, de la justice et des tribunaux. Marseille se tourne vers le négoce (à g.).

la Méditerranée, l'Afrique, l'Orient. Hostile à tout pouvoir extérieur, elle laissait à Aix le soin d'être capitale du comté de Provence, puis siège du Parlement du roi de France. Mais, après la décolonisation et la crise du port, elle s'est découverte pauvre et a commencé à regarder vers le nord, demandant même l'aide de Paris. Elle s'est aperçue que, seule, elle n'atteignait pas la masse critique pour peser économiquement à l'heure de la mondialisation. » Aix, bien sûr, n'a pas accepté ce renversement de perspective.

« L'ironie de l'histoire, ajoute le journaliste et historien Gabriel Chakra, c'est qu'au départ Aix fut créée pour défendre Marseille. En 124 avant J.-C., le consul romain Gaius Sextius Calvinus démantèle l'oppidum d'Entremont, où vivent les Gaulois qui harcèlent Massilia, et installe deux ans plus tard au pied de cette colline son pouvoir et ses légions dans un lieu qu'il baptise Aquae Sextiae, la future Aix. » Et déjà cela commençait mal : « Pour des questions politiques, les Marseillais, de culture grecque, étaient obligés d'aller à Aix demander les autorisations à des gens de culture latine », reprend Pierre Echinard.

Depuis la plus profonde origine, le partage des rôles est donc ■■■

A Aix, les gens cultivés, la noblesse et la haute bourgeoisie. A Marseille, les boutiquiers, les marins, les pue-la-sueur.



■■■ défini. « Aix est le relais local du pouvoir central, Marseille, c'est le négoce, raconte le romancier marseillais Jean Contrucci (2). Aussi, quand le comté de Provence est rattaché au royaume de France après 1481, Marseille est considérée comme une "terre adjacente", ni tout à fait française ni tout à fait étrangère. Le Parlement s'installe à Aix. Le pli est pris. Aix est la ville de la politique, de la justice et des tribunaux, donc du droit et des lettres, donc des universités. Ici sont les gens cultivés, la noblesse et la haute bourgeoisie. A Marseille sont les négociants, les boutiquiers, les marins, les portefaix, les pue-la-sueur. » Un épisode illustre bien la rivalité entre Aix et Marseille. En 1660, le duc de Mercœur, gouverneur de Provence, qui siège à Aix, n'arrive pas à reprendre en main Marseille, qui s'est rebellée contre Louis XIV. Le Roi-Soleil vient lui-même à Aix, prend la tête de 6 000 soldats pour marcher sur Marseille, qui se rend. La suite, on la connaît. « Louis XIV refuse les clés de la ville, fait détruire une partie des murs d'enceinte pour pénétrer dans la cité, un geste d'une violence inouïe, estime Jean Contrucci, et il fait construire le fort Saint-Nicolas, moins pour défendre le port des Barbaresques que pour éviter de nouvelles révoltes contre le pouvoir cen-

tral. » C'est l'Aixois Mirabeau qui, au début de la Révolution, en 1789, fait de Marseille une ville tout à fait française en la convainquant d'abandonner ses privilèges royaux et d'entrer dans le droit commun de la République.

trali. » C'est l'Aixois Mirabeau qui, au début de la Révolution, en 1789, fait de Marseille une ville tout à fait française en la convainquant d'abandonner ses privilèges royaux et d'entrer dans le droit commun de la République.

Rébellion. En 1660, le duc de Mercœur, gouverneur de Provence, qui siège à Aix, ne parvient pas à reprendre en main Marseille, qui se rebelle contre le pouvoir royal. Louis XIV prend la tête de 6 000 soldats pour marcher sur la ville, qui se rend.

Affront. Un premier chambardement se fait au XIX^e siècle. Marseille voit sa population quintupler, pour atteindre 500 000 habitants. Et surtout, lors de la création des départements, Charles Delacroix (le père du peintre Eugène) choisit Marseille comme préfecture,

« volant » ainsi le rôle de relais du pouvoir traditionnellement dévolu à Aix. La petite histoire veut que Charles Delacroix ait fait ce choix parce que les préfets étaient payés en fonction du nombre d'habitants de la préfecture... Les Aixois le vivent mal et c'est peut-être pour montrer qu'elle demeure la capitale intellectuelle de la région qu'elle se rebaptise officiellement Aix-en-Provence en 1932. « Le maréchal Pétain voudra laver l'injure faite à Aix. Son projet de Constitution de l'Etat français prévoyait qu'Aix, et non Marseille, serait le siège de la province de Provence », rappelle l'historien Robert Mencherini.

« Du fait de cette concurrence historique, Marseille est aujourd'hui une ville incomplète, conclut Pierre Echinard, une ville qui concentre la pauvreté et les charges de centralité quand les richesses se trouvent à l'extérieur. » Et qui attend donc beaucoup de la métropole. Une métropole que la prospère Aix repousse, elle, énergiquement. Le conflit n'est pas près de s'apaiser ■

Derniers ouvrages parus :
1. « Marseille pour les nuls », de Pierre Echinard (Editions générales First, 2013).
2. « La vengeance du Roi-Soleil », de Jean Contrucci (JC Lattès, 2013).



« S'il faut lui marcher dessus, je n'aurai aucune hésitation »

Le Point: Aix et Marseille ont des rapports conflictuels depuis longtemps. Quelles en sont les raisons ?

Maryse Joissains: Aix est une ville romaine dont le peuplement s'est fait par l'intérieur des terres. Marseille, la Grecque, est tournée vers la mer. Mais je ne parlerais pas de rivalité entre deux villes dont l'une a 150 000 habitants, l'autre plus de 800 000. Je dirais plutôt que Marseille ne se sent pas concernée par Aix et vice versa, même s'il y a beaucoup de flux entre les deux.

Quelles sont vos relations avec Jean-Claude Gaudin ?

Il ne m'aime pas. J'ai tout fait pour lui démontrer que j'étais quelqu'un de loyal, mais il a décidé de ne pas m'aimer. Je le considère comme mon patron politique, je le respecte, mais je n'ai aucune appétence à devenir son amie. Aux élections, il a toujours soutenu en sous-main contre moi des gens en dissidence, sans caractère et sans talent. Il me trahit tout le temps !

Pourquoi avez-vous pris la tête de la fronde contre la métropole ?

J'étais déjà contre la loi de Sarkozy. Mais celle de Hollande est bien pire. Nous ne voulons pas d'une métropole intégrée à unité fiscale !

C'est-à-dire ?

Les maires vont se retrouver sans vrais pouvoirs sur leur territoire, déresponsabilisés. Les chefs d'entreprise et les habitants n'auront plus d'interlocuteurs de proximité. Les décisions seront prises pour l'essentiel par la métropole. Pourquoi croyez-vous que 109 maires sur 119, de droite comme de gauche, la refusent ?

Qu'ont à craindre les Aixois de l'unité fiscale ?

Les Aixois, qui ont une fiscalité largement inférieure à celle des Marseillais, vont devoir payer beaucoup plus d'impôts avec moins de services. Car Marseille se taillera la part du lion. Il suffira que Gaudin ait trois, quatre maires à sa botte pour emporter la majorité.

Les Aixois ne vont-ils pas enfin accéder à des transports dignes de ce nom ?

Nous n'accepterons pas d'être gérés par une structure à forte dominante mar-



Maryse Joissains,
députée et maire d'Aix-en-Provence

seillaise. Nous voulons bien être solidaires, mais il y a là-bas des systèmes de fonctionnement – je ne dis pas qu'ils sont illégaux, mais... – qui ne sont pas les nôtres. Et qui voudrait intégrer une collectivité qui a 3 milliards de déficit ?

Vous défendez l'idée d'une coopération métropolitaine. Quelle différence ?

Je suis d'accord pour gérer, au niveau d'un pôle métropolitain, l'aménagement du territoire, l'université, les ports, les transports ferroviaires et interurbains, l'environnement et la coordination économique. Mais si la métropole se met en place, c'est Marseille qui va décider de tout. Vous vous rendez compte que Gaudin veut y mettre la gestion des cimetières et de l'eau. Il veut nous mettre Veolia, alors que nous avons une régie directe ! S'il faut lui marcher dessus pour gagner, je n'aurai aucune hésitation.

Vous avez refusé de participer aux réunions de concertation avec le préfet

Laurent Théry. Cette politique de la chaise vide ne vous a-t-elle pas desservie ?

Il n'y avait rien à négocier, car le préfet Théry n'avait aucune capacité pour cela. Aix ne quémande pas ses droits et je ne vais pas aux convocations d'un préfet, si charmant soit-il, pour discuter de ce qu'il m'impose.

Et maintenant que la loi est votée ?

Nous n'avons pas dit notre dernier mot. J'ai écrit au président de la République. Je lui propose que, par des textes à venir, il corrige ce que cette loi a d'outrancier et de contre-productif. Sinon, on reviendra à la féodalité.

L'année culturelle 2013 n'a-t-elle pas permis de rapprocher Aix et Marseille ?

Non ! Si Aix n'avait pas mis de l'huile de coude, nous n'aurions rien obtenu du tout, comme nous n'aurons rien du tout si nous avons le malheur de passer sous la férule marseillaise.

« Nous sommes habitués aux excès de Mme Joissains »



Jean-Claude Gaudin,
sénateur et maire de Marseille

Le Point : La métropole Aix-Marseille-Provence verra le jour le 1^{er} janvier 2016. Une étape clé dans les relations entre Aix et Marseille ?

Jean-Claude Gaudin : En 1966, le général de Gaulle et Olivier Guichard ont proposé à cinq villes – Paris, Lyon, Strasbourg, Bordeaux et Marseille – de se constituer en communauté urbaine. Seul Defferre a refusé. Ce fut une erreur historique, car Marseille s'est retrouvée seule pour affronter des crises successives. En 2000, à l'occasion de la loi Chevènement, nous avons créé la communauté urbaine à 18 communes, mais toujours sans Aix.

Puis est venue la loi Sarkozy de 2010...

Que le gouvernement socialiste a reprise. Mais, pour que la métropole ne lui soit pas politiquement défavorable, il a vu plus grand en mariant de façon autoritaire 92 communes et 6 intercommunalités.

D'où une fronde des maires, de droite comme de gauche, menée par Maryse Joissains.

Pour calmer la dame d'Aix – mais qui est de toute façon incalmeable –, nous avons privilégié l'ordre alphabétique dans l'intitulé de la métropole. Quant aux maires de la communauté du pays d'Aix, ils renâclent à voir dissoudre une intercommunalité dont ils sont tous vice-présidents... avec les émoluments afférents ! Comment s'est passée la bataille au Sénat ?

Sophie Joissains et Jean-Noël Guérini ont déposé 80 amendements pour vider le texte de substance. L'un visait à installer le siège de la métropole à Aix ! Tous ont été rejetés. Seuls les 7 amendements Gaudin ont été adoptés, à une majorité écrasante.

De quoi s'agit-il ?

Notamment de donner aux communes une représentation conforme à leur poids démographique. Marseille aura ainsi 106 sièges sur 238 et Aix, 17.

Comprenez-vous la crainte des 109 communes – sur 119 – qui renâclent ? Maryse Joissains dit que Gaudin aura tout le pouvoir. Mais comment aurais-je

le pouvoir sur le maire communiste de Septèmes-les-Vallons ? Nous avons fait des efforts considérables pour donner des gages aux élus en place, en prévoyant des conseils de territoire qui se verront dotés de compétences de proximité.

Aix se rebiffe aussi à l'idée de partager avec Marseille ses ressources fiscales.

La richesse est en périphérie et nous, nous avons toutes les charges de centralité ! La métropole fera naître une solidarité à l'échelle du territoire. 69 % des Marseillais la souhaitent.

Quelles compétences lui seront dévolues ?

Sensiblement les mêmes que celles de la communauté urbaine, élargies à des compétences détenues par le conseil général, comme les transports scolaires et la voirie départementale. Les choix de la métropole se feront exclusivement à l'aune des besoins du territoire.

Que diriez-vous aux Aixois pour les rassurer ?

Qu'ils ne perdront rien de leurs avantages actuels. Les prérogatives des maires sur les sujets d'intérêt local resteront.

Ne craignez-vous pas des tentatives de blocage d'ici au 1^{er} janvier 2016 ?

Il y en aura. Mme Joissains a déjà écrit au président de la République ! Mais nous sommes habitués aux excès de Mme Joissains. C'est une oratrice talentueuse, une femme intelligente et travailleuse, mais je m'étrangle quand elle dit que Marseille est en déficit. Depuis mon arrivée à la mairie, en 1995, j'ai fait baisser la dette. C'est « Je t'aime, je t'embrasse » quand elle me voit, mais, dès que j'ai le dos tourné, elle critique ma gestion. Elle pense qu'en noircissant Marseille elle gagnera quelque chose, qu'en s'opposant à la métropole elle se fera réélire.

Cette rivalité ne s'inscrit-elle pas dans la longue histoire, plus de deux mille ans, des relations conflictuelles entre Aix et Marseille ?

Dans la famille Joissains, où règne le népotisme, seul compte son avenir politique. Il prime sur l'Histoire ■ PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY NOIR ET CHRISTINE RIGOLLET



JE T'AIME, MOI

Paradoxe. Malgré leur rivalité, les deux villes ont besoin l'une de l'autre pour se développer.

PAR FRANÇOIS TONNEAU

De son local de 20 mètres carrés écrasé par une barre HLM, dans les quartiers Est de Marseille, Bernard Puggioni a trouvé la solution. Plutôt que de perdre des heures chaque jour dans les embouteillages entre Aubagne, Aix et la cité phocéenne, il n'a gardé, dans le quartier où il est né, que le siège de son entreprise de transports frigorifiques. Le reste, chambres froides et camions, est stocké dans les zones industrielles aixoise et aubagnaise. « La métropole, elle existe déjà », sourit-il. Autant être clair : la rivalité entre le Vieux-Port et la cité du roi René, le petit entrepreneur n'en a cure. « Ce sont des histoires de politiques. Je connais beaucoup de PME qui travaillent dans la région. Aixois, Marseillais, Aubagnais, franchement, c'est pareil. » En dehors des heures de travail, Bernard concède qu'il préfère rester chez lui. Aix ? « Il n'y a rien à y faire », élude-t-il. De

quoi hérissier le poil des accros de shopping ou de culture. Moins du monde économique.

« Des deux côtés, il existe une frange de partisans. Cela s'entend dans les discours et se vérifie avec les élus locaux, qui ressassent les mêmes statistiques », pointe Jacques Pfister. Coïncé sur l'autoroute entre Marseille, où il préside la chambre de commerce et d'industrie, et Aix, où il habite, il est persuadé que les vieilles habitudes s'estompent. Certes, le débat sur la métropole a relancé la polémique, deux députés marseillais provoquant une nouvelle colère des Aixois en voulant inverser l'ordre des villes dans la dénomination de la future structure administrative, mais la réalité économique est tout autre. « Le développement d'Aix résulte en partie de l'implantation d'entrepreneurs marseillais pour des raisons liées au foncier, reprend Jacques Pfister. Ce n'est pas une fuite, mais une recherche naturelle d'espace. » Difficile, effectivement, de trouver trace d'une société ayant quitté les quartiers Nord, ses deux zones franches, ses avantages fiscaux, ses aires industrielles bien desservies, proches des autoroutes, pour s'installer à Aix. Même si les avantages sont multiples.

En regroupant 45 % de la population et 43 % des salariés

Activités. Le port de Marseille (à g.) et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée à Aix pèsent lourd dans l'économie du département.

du département, Marseille reste le poumon économique des Bouches-du-Rhône. Bien que le tissu d'entreprises soit essentiellement constitué de PME-PMI, elle concentre l'activité et les flux. Une étude de l'Agence d'urbanisme de la ville indique en outre que Marseille irrigue les autres territoires. Pas seulement grâce au million de croisiéristes qui y font escale chaque année, utilisant les sociétés de transport locales pour acheter à Aix, Arles ou dans le proche Luberon. La communauté de communes du Pays d'Aix (CCPA) est celle qui tire le plus net avantage des allers-retours avec Marseille : les 18 % d'actifs de la CCPA qui travaillent sur le territoire marseillais rapportent à Aix 510 millions d'euros par an, soit 9,5 % du revenu disponible brut des ménages de la CCPA (contre 3,5 % pour les habitants de Marseille travaillant dans ce territoire). Cette relative « dépendance » de la CCPA vis-à-vis de Marseille amuse Jacques Pfister. Au mois de juin, agacé des sorties à répétition de Maryse Joissains, la maire d'Aix, contre la vieille rivale marseillaise, il avait catapulté Aix au rang de « nain économique ». « Marseille est indispensable à Aix parce qu'elle est une réserve d'entreprises et de clients, note-t-il. Aix est plus dynamique,



Provocateur. Jacques Pfister, président de la CCI, a qualifié Aix de « nain économique ».



NON PLUS

mais il faut comparer en termes de quartiers. C'est un peu comme Versailles et Paris. Il y a des caractères différents, mais Versailles ne conteste pas la suprématie de Paris.»

Abandon. On pourra rétorquer que le contexte n'est pas le même. Si Marseille est six fois plus peuplée qu'Aix, elle est plombée par une population vivant pour un tiers au-dessous du seuil de pauvreté et par un taux de chômage de 21,1 % chez les jeunes. « Or, souligne le sociologue marseillais Lamine Touchrat, la hausse du chômage chez les jeunes correspond à une hausse des chiffres de la délinquance. L'actualité a tendance à le montrer et crée ce sentiment que Marseille est une ville laissée à l'abandon, ce qui n'est pas le cas. On observe, dans le nord et l'est de la ville, la création de groupements d'entreprises dans les domaines de la technologie numérique, des services ou de la cosmétique. »

Cela ne suffit pas, en attendant l'éventuel miracle métropolitain, à inverser les tendances. Si, par exemple, le grand port maritime s'étendant de Marseille à Fos avance une croissance de 13 %, elle n'est que de 1 % sur les bassins marseillais, l'essentiel de l'activité se trouvant à Fos et autour de l'étang de Berre. Ce dont profite Aix. Si elle ne concentre, avec 142 000 habi-

tants, que 7,2 % de la population du département, Aix en regroupe 12,3 % des salariés. Son taux de chômage relativement bas (12,1 %) et son pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur (27,9 %), nettement plus élevé que chez la grande voisine (15 %), indiquent son dynamisme. Une étude récente de l'Insee va plus loin. S'intéressant à la CCPA, communauté de 34 communes où sont installés 340 000 habitants, les statisticiens constatent que, sur la période 2000-2010, le Pays d'Aix a réalisé la plus forte progression départementale en termes d'emplois salariés pri-

vés (27 500). A titre de comparaison, le territoire de Marseille et des 17 communes qui composent son agglomération (MPM), comptant un peu plus de 1 million d'habitants, n'a créé que 30 300 emplois au cours de la même période. De quoi donner des ailes à Aix. Qui se rêve plus grande. Alors que Marseille envisage la construction d'une arena pour accueillir des compétitions sportives internationales, Aix cherche discrètement à attirer les championnats de handball. Elle justifierait ainsi la construction de sa propre arena au nez et à la barbe des Marseillais ■

La métropole, ce cauchemar aixois

Après avoir maintes fois répété que la métropole n'était que l'absorption des communes par l'ogre marseillais et ses bataillons de pauvres, Maryse Joissains avait eu cette formule en janvier : « Pourquoi n'a-t-on pas choisi le Pays d'Aix comme moteur pour que ce soit le meilleur qui absorbe les autres ? » Puis d'ajouter : « Les océans montent de combien chaque année ? Eh bien, Aix restera debout et annexera le port de Marseille ! » La sortie n'était pas passée inaperçue ! « Aix est un nain économique », s'était ainsi emporté Jacques Pfister, président de la chambre de commerce et d'industrie, début juin. Si le vote de la loi a calmé les ardeurs, les inquiétudes restent. Pas à Marseille, où l'on espère que la nouvelle péréquation proposée par l'Etat permettra d'apporter un peu d'argent (entre 35 et 54 millions d'euros) et un rééquilibrage par rapport aux communes riches. Ces villes où, justement, les premiers magistrats craignent de perdre bon nombre de prérogatives. Ce ne sera pas forcément le cas. Les communautés de communes, en revanche, verront leurs pouvoirs politiques et financiers s'amenuiser fortement. Pas de quoi faire plaisir à Maryse Joissains, présidente de la CPA, ce Pays d'Aix moteur économique des Bouches-du-Rhône ■ F. I.

Chiffres clés

Marseille, poumon économique des Bouches-du-Rhône avec :

- 45 % de la population (860 000 habitants)
- 43 % des salariés hors fonction publique
- Un million de croisiéristes en 2013

Mais :

- 16,1 % des actifs sont au chômage (21 % chez les jeunes)
- 29,8 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté
- 15 % des actifs sont diplômés de l'enseignement supérieur

Aix, moteur économique du département avec :

- 7,2 % de la population (142 000 habitants)
- 12,3 % des salariés hors fonction publique
- 12,1 % des actifs au chômage
- 27,9 % des actifs diplômés de l'enseignement supérieur.



Ce qu'ils en disent

Acteurs locaux.

Ils donnent leur point de vue sur Aix, Marseille et la métropole.

PAR THIERRY NOIR ET CHRISTINE RIGOLLET

Corinne Brenet. DG de Courtage de France, assureur culturel.

Je suis une militante de la métropole. C'est une chance extraordinaire donnée à notre territoire. Songez que nous avons dix autorités organisatrices de transports. Résultat: il n'y a que deux trains pour aller de Marseille à Fos! C'est un frein à la mobilité et à l'emploi. Nous avons un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, mais Eurocopter doit chercher des salariés à l'extérieur du territoire! Et les ressources fiscales vont de 413 euros à Marseille à 2 213 à Istres. Nous sommes condamnés à partager ressources et compétences. Au sein de la communauté entrepreneuriale [Courtage de France assure notamment des entreprises et des établissements culturels, NDLR], nous sommes nombreux à être séduits par cet objectif de

70 000 emplois sur l'aire métropolitaine. Mécènes du Sud, que je préside – 43 entreprises réunies pour soutenir la création artistique contemporaine –, a défendu la candidature de Marseille Provence 2013. C'est une magnifique réussite. Nous avons montré que nous pouvions conduire un projet structurant avec une forte exigence culturelle et porteur de développement économique. La métropole va permettre de dynamiser une aire de 1,6 million de personnes. Elle va nous hisser au niveau de Milan et Barcelone

Didier Bonnet. Entrepreneur social.

J'ai créé dans les années 80 à Marseille une régie de quartier qui employait les chômeurs des cités à l'entretien des espaces extérieurs. Je monte aujourd'hui à Aix une



structure périscolaire pour des enfants de CM2 autour du rugby et de l'aide aux devoirs. C'est difficile de comparer les cités HLM et les copropriétés dégradées des deux villes. C'est vrai qu'il y en a moins à Aix et que c'est plus facile à gérer. Mais j'ai le sentiment que la ville d'Aix met plus de moyens dans la dynamique associative et les centres sociaux. Là-bas, il n'y a pas de quartiers abandonnés, il y a plus de mixité sociale, un moins grand nombre de chômeurs... En fin de journée, on peut se promener à Corsy ou à Besson. C'est plus compliqué à la Castellane ou à la Bricarde, où l'inconnu est vu comme un acheteur de drogue ou comme un flic. Les cités de Marseille sont plus hautes en couleurs, plus agitées avec leurs rodéos à scooter, elles sont aussi plus violentes et les spots de deal assez visibles. A Aix, il y a sans doute aussi de la drogue et des armes, mais c'est moins affiché, je dirai même que c'est moins revendiqué.

Fabienne Crepy. Coprésidente du Groupement d'entreprises du pays d'Aix.

J'adore Marseille, mais la ville doit régler ses propres difficultés avant d'envisager de s'allier avec d'autres. Il y a un énorme problème d'insécurité dans la cité phocéenne. C'est une ville pauvre, très endettée. Les dettes cumulées de la ville et de sa communauté urbaine dépassent 3 milliards d'euros. Il y a un grave problème



de chômage, quand Aix ne cesse de créer des emplois. Et puis, Marseille, ce sont des systèmes, des pratiques et des habitudes qui font, par exemple, que le port, magnifiquement situé en Méditerranée, se fait concurrencer par celui de Gênes, pourtant moins bien placé. Or ces systèmes ne font pas partie de notre

■■■ culture. Je suis d'accord pour qu'il y ait des projets entre les deux villes, en concertation avec les acteurs locaux. Mais nous ne voulons pas être absorbés, perdre nos atouts économiques. Oui, il faut hisser Marseille au top niveau, mais pas en tirant Aix vers le bas. Et la métropole ne fera que grossir le millefeuille administratif, augmenter les charges, donc les impôts, alourdir les procédures quand les entreprises ont besoin de fluidité.

Yvon Berland.

Président d'Aix-Marseille université.

En fusionnant au 1^{er} janvier 2012 nos trois universités, nous avons réalisé la métropole des savoirs ! Elle rassemble 72 000 étudiants et 7 680 personnels. Nous avons mis fin à une compétition difficilement compréhensible, à une grande



dispersion et à la fuite d'étudiants vers d'autres universités. Nous avons pu rationaliser et favoriser l'interdisciplinarité. Bien sûr, ce ne fut pas un long fleuve tranquille – Mme Joissains n'était pas favorable à cette fusion – et il a fallu être très attentif à assurer un équilibre entre Aix et Marseille. La maire d'Aix peut voir aujourd'hui que sa crainte d'être absorbée par Marseille n'était pas fondée. Mieux, nous avons bénéficié, grâce au processus de fusion, du Grand Emprunt, mais aussi de l'opération Campus: une dotation de 500 millions d'euros, dont 57 % iront à Aix. On a impulsé une dynamique qui va bénéficier à tout le territoire. Ainsi, c'est parce que le jury du plan Campus avait souligné l'insuffisance criante des transports que les collectivités locales mettent en place des bus à haut niveau de service entre Saint-Jérôme et Château-Gombert, entre la Castellane et

Luminy. La fusion a permis une accélération des décisions. J'espère qu'il en sera de même avec la métropole, à laquelle je suis très favorable.

Dominique Bluzet. *Directeur du Théâtre du Gymnase, du Théâtre du Jeu de Paume et du Grand Théâtre de Provence.*

L'antagonisme entre Aix et Marseille date de deux mille ans, lorsque l'une a choisi César et l'autre Pompée. Elles se sont construites dans une hostilité teintée d'indifférence. Et en même temps avec une jalousie mutuelle: Aix souhaiterait être une grande ville, Marseille voudrait être riche. Aix veut attirer, mais a peur de se dissoudre dans le couple. Marseille a besoin d'être aimée, mais oublie parfois de se raser ! Si Marseille réussit, elle le devra à sa troisième génération d'immigrés, et c'est ce qui fait peur à Aix. Il faut lutter contre les peurs et les fantasmes. Ce sont deux villes formidables et complémentaires.

En ce qui concerne la métropole, Defferre est éminemment coupable de ne pas l'avoir réalisée quand Aix ne s'était pas encore réveillée. Il ne faut pas stigmatiser les élus d'aujourd'hui. L'Etat aurait dû donner aux communes les compétences du département pour compenser celles qu'elles perdaient. Cela aurait permis de retirer une strate. Sans l'inconvénient majeur des transports, le problème de la métropole ne se poserait pas avec autant d'acuité. Si les Marseillais vont facilement



au Grand Théâtre à Aix, les Aixois ne viennent plus au Gymnase, car les parkings à Marseille sont rares et chers. L'année culturelle a pourtant tissé des liens. Elle a donné l'obligation de réfléchir à ce qu'est une métropole.



Elisabeth Coquet-Reinier.

Vice-présidente de l'Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône (UPE 13).

Je suis absolument favorable à la création d'une métropole, en tant que dirigeante de l'entreprise Onet et de l'UPE 13. La métropole est une nécessité. J'ai des collaborateurs qui habitent à Marseille, travaillent à Aix et vice-versa. Les problèmes de transports, de logements sont insolubles. Paris n'a pas ici d'interlocuteur unique. C'est ainsi que l'implantation de la gare TGV sur le plateau de l'Arbois a été une hérésie. La métropole peut nous

éviter de refaire ce genre d'erreur. Aix dit qu'entrer dans la métropole lui coûtera cher, mais personne n'a de chiffres fiables à ce sujet. Il faut créer des synergies dans tous les domaines pour devenir ou rester un pôle qui compte dans l'Hexagone, sinon on deviendra le village d'As-térix. Je ne nie pas la rivalité histori-

que. En tant que partenaire du Théâtre du Gymnase et du Grand Théâtre de Provence, j'ai du mal à faire venir des Aixois à Marseille et des Marseillais à Aix. La métropole peut contribuer à faire évoluer les mentalités ■

Marseille

Version kasher

Yoni Saada, natif de Marseille, a appris la cuisine en Israël. Revenu en France, il s'est perfectionné au Perron, au Miramar, ainsi qu'à La Villa Madie. Ce qu'il propose, dans sa fraîche adresse, est le reflet de ce qu'il a appris ailleurs en version kasher. Le cadre est clair dans les tons blancs, l'accueil et le service alerte assuré par sa mère Joëlle et son frère Rudy. Carpaccio, brouillade à la

truffe, thon mi-cuit, rouget et méli-mélo de légumes safranés ou barbue meunière sont bien vus. Il y a aussi la tarte Tatin et le mille-feuille au coulant au chocolat minute. Un lieu à découvrir.

Un sourire sous l'olivier, 4, rue Lacydon (2^e). 04.91.52.75.42. Menus: 19 € (déj., formule), 23 € (déj.). Carte: 35-55 €.

Fish & Marseille

Voilà une formule amusante mise en place par trois amis: Denis Di Mondo, Cécile Hiber-

nac et enfin Mickael Wigfall, natif de Millwall, dans le sud de Londres. C'est ce dernier qui peaufine le concept en cuisine: fish & chips au cabillaud, burger avec un bœuf extra, cheese-cake avec Philadelphia cream cheese et tiramisu font plaisir. *Kitch'n'rock*, 30, rue Pavillon (1^{er}). 04.91.54.46.04. Fish and chips: 12 €. Carte: 22 €.

Le marché de Yann

Yannick Stein, qui a travaillé à Une table au sud et à L'Arpège, s'est installé dans la modes-

tie au pied du Panier. La salle au rez-de-chaussée n'est pas grande, les menus sont pondérés, l'ardoise du marché attire. Gratin d'oignons des Cévennes au jambon, terrine de crabe, mousseline de topinambours et fricassée de cèpes ou macaron à la mandarine sont puisés aux meilleures sources. *L'Escapade marseillaise*, 48, rue Caisserie (2^e). 04.91.31.61.69. Menus: 13 € (formule déj.), 17 € (déj.), 32 €.



La cuisine est une histoire de famille chez les Saada.



Le fish & chips version française chez Denis, Cécile et Mickael.



Rendez-vous au Panier chez Yannick.

Aix-en-Provence

L'événement Dandine

Etoilé à Bormes-les-Mimosas, formé chez Gedda, Raimbault, Chibois, Bruno et Tarri-dec, Mathias Dandine vient de s'installer avec brio dans un hôtel moderne entre vignes et oliviers, sur la route Cézanne.



Mathias Dandine propose un menu sans faute: tout est parfait.

Ce Provençal fidèle à ses racines enchante avec une cuisine au goût vrai. Gnocchi aux truffes, parmesan et sauge, loup de ligne aux artichauts et giroles, «pèi» du jour (bourride de saint-pierre aux coques) donnent envie de prendre pension. Le service est attentif, la carte des vins suit et les desserts sont gourmands, comme ce mille-feuille framboise/pistache. Réservez!

Le Saint-Estève, aux Lodges Sainte-Victoire, 2250 route Cézanne, Le Tholonet. 04.42.24.80.40. Menus: 40 € (formule, déj.), 68, 75, 135 €.

Le bon coût de Reboul

Etoilé du cœur d'Aix, Pierre Reboul a ouvert, à côté de sa demeure chic, une annexe relax qui accueille le tout-venant dans un cadre étriqué avec quelques tables sur la rue. On vient pour les propositions du jour à prix sages. Croustillant de saumon, salade César, tatin aux cèpes, moules-frites se mangent sans faim. Les gourmandises (vacherin aux pommes, parfait au café)



Dans l'annexe de Pierre Reboul, on mange bien et pour pas cher.

font retomber en enfance. 11, Petite-Rue-Saint-Jean. 04.42.20.58.26. Menus: 18 € (formule, déj.), 26 € (déj.) 39 €.

Fromages et Cie

Une boutique moderne de fromages fermiers, une table d'hôtes, deux étages, dont l'un en terrasse sur le vieux Aix: voilà ce qu'on découvre au détour d'un bucolique passage. Jérémie Etienne et Guillaume Wauquier, qui ont rénové La Mado,

servent toute la journée des fromages de belle tenue, tout en proposant des dinettes sérieuses. Tartare de saumon, poêlée de giroles, loup à la plancha, tiramisu aux spéculoos passent comme une lettre à la poste. *La Fromagerie du passage*, 55, cours Mirabeau. 04.42.22.90.00. Menu: 20 € (formule). Carte: 30 €.



Bienvenue dans le temple du fromage fermier.



Profitez de la baisse !

Etat des lieux. Faibles transactions, recul des prix... Marseille et Aix corrigent leurs excès.

DOSSIER COORDONNÉ PAR BRUNO MONIER-VINARD ET RÉALISÉ PAR COLETTE SABARLY

Le marché de l'ancien poursuit son repli dans la capitale phocéenne. « Le climat reste morose et les volumes peuvent baisser de 20 % selon les secteurs », lance Frédéric Alazard, expert au Crédit foncier. « Le repli atteint parfois 30 % », s'inquiète Bruno Di Lodovico, chez MeilleursAgents. Comme ces biens des années 60-70 aux charges trop

élevées. « Débourser 200 € par mois pour un appartement familial ne passe plus », détaille Gilbert Cassini d'Espace Immo Service. Résultat, l'offre enflé et les prix baissent. De 3 % sur un an (2 420 €/m²) selon les notaires mais de 5 à 10 % d'après MeilleursAgents. Et pour vendre vite, il faut faire des concessions, même dans les secteurs très cotés, comme le 8^e arrondissement, qui dévissent désormais franchement. Alors que les biens au juste prix patientent jusqu'à six mois pour trouver preneur, ceux avec défauts ne partent qu'avec une décote. Le neuf (3 984 €/m² au 1^{er} semestre) ? « Après un rude début d'année, la situation s'améliore doucement depuis le printemps », poursuit Frédéric Alazard. Mais le stock qui grimpe fait valser les étiquettes avec des remises dépassant parfois 5 %.

A Aix, où les acquéreurs se sont clairsemés, la pénurie d'offres contient la baisse des prix dans l'ancien : - 4 % sur l'ensemble de l'agglomération, mais - 8,8 % dans le centre-ville. En couronne urbaine : - 13,6 % ou - 11,6 % sur le Grand Sud. A l'inverse, les quartiers sud et ouest sont à la hausse (respectivement + 6,8 % et + 13,2 %) ■

Morosité. Aucun secteur de la capitale phocéenne n'est épargné par la baisse : jusqu'à 10 % sur un an.

	LOCATION ET VENTE		
	Prix du m ² (€) août 2013	Evolution sur	
		3 mois	1 an
LOCATION			
Marseille	13,58 €	0,06 %	0,36 %
Aix-en-Provence	16,55 €	0,78 %	- 0,69 %
VENTE			
Marseille	3 183 €	1,48 %	2,05 %
Aix-en-Provence	4 083 €	0,72 %	1,27 %

Source : www.seloger.com.

Disparate.
Sur la Canebière,
un appartement se
négocie entre 1 700
et 2 500 €/m².

Ce qui s'est vendu à Marseille

- **La Blancarde** (4^e), 3-pièces de 55 m², 123 000 € (2 250 €/m²).
- **Montolivet**, maison neuve de 90 m², terrain de 320 m², 380 000 € (4 200 €/m²).
- **Saint-Barnabé**, maison de ville de 60 m², 3 pièces, parcelle de 360 m², 215 000 € (3 600 €/m²).
- **Camoins**, maison années 30 de 100 m², rénovée, dépendance, terrain de 1 000 m², 400 000 €.
- **Prado**, immeuble récent de standing, 7-pièces 120 m², 700 000 € (5 800 €/m²).

Ce qui s'est vendu à Aix

- **Rue des Cordeliers**, studio de 22 m², travaux d'électricité, plomberie, cuisine, salle de bains, 128 000 € (5 800 €/m²).
- **Centre historique**, studio 20 m² à rénover, 75 000 € (3 750 €/m²).
- **Centre historique**, 4-pièces de 100 m², refait à neuf, sans ascenseur ni parking, 650 000 € (6 500 €/m²).
- **La Torse**, 4/5 pièces de 100 m², terrasse de 100 m², garage, 840 000 € (8 400 €/m²).



Écart. A Aix comme à Marseille, tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne.

Marseille: la cote par quartiers

« Il aura fallu attendre que Marseille devienne capitale européenne de la culture pour que les élus s'intéressent enfin au centre-ville », soupire Michel, un habitant de la Canebière. Des bénéficiaires qui, pour l'heure, valorisent surtout le Vieux-Port, agrémenté d'une nouvelle esplanade (Michel-Desvigne) et de l'« ombrière » de Norman Foster. Mais d'autres quartiers devraient suivre. Car l'aménagement du Vieux-Port n'est que la première phase d'un projet local plus ambitieux. Toutefois, hormis les quais, dont la rareté de biens propulse parfois leurs prix à 6 000 €/m², les quartiers centraux baissent nettement. -11 % sur un an, dans le 1^{er} arrondissement, selon les notaires, mais de façon inégale selon

les bâtis, très disparates. Sur la Canebière, on déniché aussi bien un appartement à 1 700 qu'à 2 500 €/m². « Dans un très faible volume de transactions », indique Riccardo Da Cruz, de l'agence Connexion Lieutaud. Même fourchette de prix à Belsunce, Noailles ou Saint-Charles. Quartier du Chapitre, le repli plus net (-18,4 %) plafonne les valeurs à 2 000 €/m². Le ticket d'entrée du quartier de l'Opéra est plus élevé, d'autant que son prix moyen grimpe de 10,7 %.

Dans le 2^e aux valeurs comprises entre 2 000 et 2 600 €/m², une adresse à la Joliette ou au Panier se négocie 6,1 % de moins que l'an dernier. « Au Panier, on trouve des biens à moins de 2 000 €/m². Seules des vues mer atteignent 3 000 €/m². » Tel ce 2-pièces de 42 m² avec terrasse face aux flots, parti à 125 000 €. Rue de la République, les immeubles haussmanniens réhabilités par Atemi partent entre 3 500 et 4 000 €/m². Le voisinage réserve quelques opportunités comme ce 3-pièces de 70 m² cédé 200 000 € rue Henri-Fiocca (2 850 €/m²). Le 3^e, qui chute de 13 %, reste un secteur idéal pour ménages modestes. « Si on a des comptes nickelés et au moins 10 % d'apport, plus les frais de notaire », note Nicolas Philippe, de

l'Immobilière Ergon. Des quartiers comme la Belle de Mai (-19,9 %) et la Porte d'Aix devraient toutefois prendre du galon. « Les aménagements menés sur Euroméditerranée redonneront de l'attrait au secteur », note Thierry Bogtchalian, chez Connexion Vieux-Port. Pour l'heure, boulevard des Dames (2^e), près de la Porte d'Aix, un 35-m² s'est négocié 65 000 €. Dans le prolongement du centre-ville, les 4^e et 5^e tirent mieux leur épingle du jeu, les prix étant quasi stables (-1,7 à -3,2 %). Le quartier des Cinq-Avenues gagne 2,9 % mais les Chartroux perdent 8,7 %. Deux zones comprises entre 2 000 et 2 500 €/m². « Ici, les candidats à l'achat sont plus rares et très au fait des prix », remarque Lionel Bilione, d'Era Sudestimmo.

Dans le 6^e, le quartier Préfecture baisse sévèrement de 7,1 %. Castellane est moins touché (-6,4 %) alors que Vauban se valorise de 1,6 %. « Ici, les négociations vont bon train, pouvant atteindre 10-12 % quand le vendeur est pressé », observe Jean-Luc Lieutaud. Pour qui le marché s'est bloqué lorsque le régime des plus-values est passé à trente ans. Et ni le retour à vingt-deux ans ni l'abattement supplémentaire de 25 % n'ont dégrillé les roua- ■■■

■ ■ ■ ges. Parmi les valeurs sûres, le 7^e conserve des prix en hausse de 3 % mais ceux du 8^e se replient légèrement (-0,6 %). Endoume, Roucas-Blanc, Prado, Pointe-Rouge... « Autant de quartiers où la demande reste faible, sélective et hésitante », reconnaît Frédéric Alazard. Les pourparlers vont bon train. « Les acquéreurs négocient déjà au premier coup de fil », s'exclame Christine Couder, à l'Immobilière de l'Abbaye. Idem dans le 9^e (-1,2 %), secteur très aéré, qui regorge de plaisants noyaux villageois agréables comme Sainte-Marguerite (2 000 à 2 500 €/m²), Mazargue (2 500 à 3 500 €). Le 10^e offre un habitat plus dense, notamment vers la Capelette, en pleine mutation. Les prix y baissent de 3,6 %, entre 2 000 et 2 700 €. Dans le 11^e, la stabilité règne du côté des Camoins et de la Valentine (-4,9 %). « Seul un bien sans nuisances ni défaut majeur trouve facilement preneur », note Gilbert Cassini. Ce que confirme Laurence Le Guillou, chez Laure Immobilier. Dans le 12^e, en baisse de 5,6 %, Saint-Barnabé résiste beaucoup mieux (+ 22,2 %), car le tramway dessert désormais cet agréable village. Châteaueu-Gombert, Malpassé, les Olives, Saint-Jérôme... Une image négative pénalise encore les quartiers Nord.

Aix : la cote par quartiers

Douceur de vivre, facilité d'accès, proximité de la mer et de la montagne... Aix-en-Provence reste l'une des villes les plus chères de France, où beaucoup souhaitent s'installer. Mais, compte tenu des prix, c'est un rêve que peu réalisent. Les



Prisé. Les immeubles modernes du quartier de Sextius-Mirabeau attirent toujours les acquéreurs.

primo-accédants ont disparu, relégués en grande périphérie. Seuls se posent ici les budgets aisés projetant un achat/revente ou ciblant une résidence secondaire. Cette dernière étant souvent achetée dans l'optique d'une installation définitive, une fois la retraite venue. Mais, à hauteur de 3 660 €/m², ce secteur prisé baisse de 4 % (contre 5,2 % dans le bassin d'Aix). Dans le centre-ville, les valeurs dévissent plus fort : 4 000 €/m² (-8,8 %). Toutefois, d'une rue ou d'un immeuble à l'autre, les prix diffèrent de 3 000 à 4 500 €/m². Goûter au charme du centre historique coûte plus cher. « Entre 4 500 et 5 500 €/m² », estime

Immociale Transaction. Sauf que la vieille ville n'est pas adaptée à tous. Car les nombreuses petites surfaces issues d'immeubles découpés sont surtout la proie des investisseurs attirés par la présence de 35 000 étudiants. Et même en trouvant l'appartement de son choix, « le centre-ville n'est pas pratique pour les familles, explique Valérie Barthélemy, chez Laforêt Hôtel de Ville. Peu d'ascenseurs ou de places de parking, pas plus d'espace extérieur, généralement recherchés des ménages avec enfants. » Qui préfèrent s'installer en périphérie.

Quartier bourgeois, Mazarin-Mirabeau est un autre secteur du cœur de ville couru par ceux qui en ont les moyens : 7 000 à 8 000 €/m², voire davantage. Et là encore, ascenseurs et parkings ne sont pas la règle. En retrait du centre-ville, Sextius-Mirabeau n'est guère meilleur marché. Les acquéreurs y apprécient les commodités d'immeubles modernes. Proche du centre-ville, la Torse est une solution de repli pour ceux qui cherchent un habitat individuel dans un secteur résidentiel. A Aix, les maisons s'échangent en moyenne à 528 400 € et, contrairement aux appartements, leur valeur a gagné 5,7 % sur un an. Pour une villa de belle dimension, prévoyez 800 000 € à 1 million. Mais attention, beaucoup restent surévalués. A cinq minutes du centre-ville, une maison de 500 m² sur un terrain de 5 000 m² ne trouve pas preneur depuis deux ans. « Affichée à 2,7 millions, elle ne partira sans doute qu'à 2 millions », conclut le professionnel qui la vend ■

« LES ACQUÉREURS RESTENT ATTENTISTES »

AVIS D'EXPERT : DOROTHÉE MARTEL-REISON*



Le Point : Comment se porte l'immobilier à Marseille et Aix ?

Dorothee Martel-Reison : Globalement, dans un contexte économique et fiscal difficile, les acquéreurs sont attentistes. Résultat, nous sommes sur un marché baissier sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône. Marseille et Aix-

en-Provence n'y échappent pas. A fin mai 2013, les transactions avaient dévissé de 18 %. Et je crains que la faible reprise d'activité de ces dernières semaines ne dure pas.

Que vous inspire la forte baisse des prix ?

Le marché très hétérogène de Marseille connaît de grands écarts sur un même secteur. Les prix baissent dans tous les arrondissements sauf dans le 7^e, où le mètre carré gagne 3 %. On peut aussi s'étonner que, dans le 8^e,

Saint-Giniez (3 120 €/m²), auparavant le quartier le plus prisé et coûteux de la ville, passé désormais derrière Bompard (3 160 €/m²). Et se demander aussi pourquoi le prix moyen du 1^{er} arrondissement chute de 11 %. Il s'agit sans doute d'un secteur dont la cote a grimpé de façon très artificielle. A Aix, où les ventes se sont aussi raréfiées, il est logique que les prix baissent de 4 %. Mais cela reste un marché cher.

Quel pronostic pour les mois à venir ?

Marseille et Aix devraient stabiliser leurs prix et cherchent à trouver un juste équilibre. Il n'est pas forcément sain qu'un marché soit toujours à la hausse ; il est normal que les prix puissent se stabiliser, surtout après une période de très forte augmentation. Il y a une dizaine d'années, Marseille partait de très bas et a vu ses prix flamber au point de rattraper des villes comme Lyon ou Bordeaux. Cela ne pouvait pas durer ■

* Notaire à Marseille.



Quoi de neuf ?

Dynamisme. Marseille continue sur sa lancée avec de nombreux programmes neufs.

Floraison de chantiers à Marseille. Après la livraison d'équipements phares (Mucem...), la capitale européenne de la culture, qui a rajeuni son Vieux-Port, persiste et signe. Rénovation du Stade Vélodrome, aménagements de la Porte d'Aix, nouvelles ZAC (Capelette, Sainte-Marthe...), la cité phocéenne ne chôme pas. Porte d'Aix, un parc urbain verra le jour en 2015, parachevant cette entrée de ville. En front de mer, la tour CMA CGM fait désormais partie du paysage et la tour H99 de Constructa, en cours de commercialisation, devrait démarrer l'an prochain (40 % de précommercialisation). Les Terrasses du port, projet porté par Hammerson, prennent aussi tournure. Euroméditerranée, qui en tirera profit, met en œuvre la deuxième phase de son aménagement, notamment avec la création d'une ZAC qui a reçu le label Eco-cité du ministère de l'Ecologie. Plus au nord, la ZAC Sainte-Marthe (14^e) va

construire 3 000 logements et accueillir 10 000 nouveaux habitants. Aix n'est pas en reste. « *Conduite par la Semepa, la ZAC de la Duranne est une opération de haute qualité qui doit accoucher de 2 000 nouveaux logements dans les six à huit ans* », indique Marc Speisser, de Kaufman & Broad. Près du centre-ville, la ZAC de Ravanas bâtira 350 logements, des commerces, un hypermarché. Autres grands projets : un nouveau conservatoire et la requalification de la Rotonde.

La promotion va bon train à Marseille, d'autant que les rythmes de ventes s'allongent. Le prix moyen ? 3 984 €/m² (+ 3,1 %). Avec un choix très diversifié : moins de 3 000 €/m² dans les quartiers Nord (avec 7 % de TVA au lieu de 19,6 %), jusqu'à plus de 8 000 €/m². Le ralentissement des commercialisations incite les promoteurs à consentir des rabais sur les queues de programmes. Fini le temps où les investisseurs achetaient tous azimuts pour réduire leurs impôts. « *La part du Scellier a fondu de moitié, à hauteur du quart des achats neufs* », souligne Kaufman & Broad. Aussi, les promoteurs recentrent leur offre sur les accédants à la propriété, voire les primo-accédants. « *Aujourd'hui, il faut être très attentif aux prix*, indique Olivier Orsuto, de Nouveaux Constructeurs. *Notre offre se concentre surtout sur des produits entre 2 750 et 3 500 €/m².* » Des exemples ? Rue

Chantiers. A gauche, la construction des tours du quai d'Arc en dans le cadre du projet Euroméditerranée. Ci-dessus, la tour H99 de Constructa.

Saint-Pierre (5^e), des 2-pièces coûtent 123 000 € et des 3-pièces 178 000 €.

Rabais. Même discours chez Constructa, qui a mené une grosse opération sur la ZAC Saint-Charles autour de 3 100 €/m², proposant aussi le luxueux programme de la tour H99 au ticket d'entrée à 4 600 €/m². Sur Euroméditerranée, des opportunités. Boulevard de Paris, Nexity propose des 4-pièces de 68 m² dès 273 000 €. « *Mais nous commercialisons aussi des opérations en périmètre de zone Anru à des prix imbattables* », note Christian Dubois, de Nexity Marseille. Boulevard National (3^e), comptez entre 75 000 et 210 000 € (TVA à 7 %). Rue Peyssonnel, Bouwfonds Marignan vend de 115 000 à 300 000 €, avec des rabais à la clé. Comme Bouygues Immobilier, qui affiche un 3-pièces dès 250 000 €, boulevard de Paris. Kaufman & Broad est présent à la Capelette et à la Canebière, où il vient d'achever une résidence étudiante. Cogedim a lancé une opération aux Camoins (11^e) dans un parc fermé avec piscine, le tout à 4 500 €/m². Les amateurs de neuf trouveront moins d'opportunités à Aix. Dans la ZAC de Ravanas, K & B commercialise 29 logements à 5 200 €/m². BNP Paribas propose à la Gardanne un mètre carré autour de 3 500 €. « *En Duflot, les réservations décollent un peu, passant de 22 à 32 %* », conclut Gilles Hautrive ■

X. – DOSSIER COURRIER INTERNATIONAL

✓ Marseille vue par la presse étrangère

Courrier International n°1196 – Du 03 au 09.10.2013

DOSSIER — GASTRONOMIE POUR TOUS!
ITALIE — L'ÉCONOMIE EN PÉRIL



Courrier international

N° 1196 du 3 au 9 octobre 2013
courrierinternational.com
France : 3,70 €

Afrique CFA 2 800 FCFA Algérie 450 DA
Allemagne 4,20 € Autriche 4,20 €
Canada 6,50 \$ CAN DDM 4,40 €
Espagne 4,20 € E-U 0,95 \$ US G-B 3,50 €
Grèce 4,20 € Irlande 4,20 € Italie 4,20 €
Japon 750 ¥ Maroc 32 DH
Norvège 57 NOK Pays-Bas 4,20 €
Portugal cont. 4,20 € Suisse 6,20 CHF
TOM 740 CFP Tunisie 5 DTU

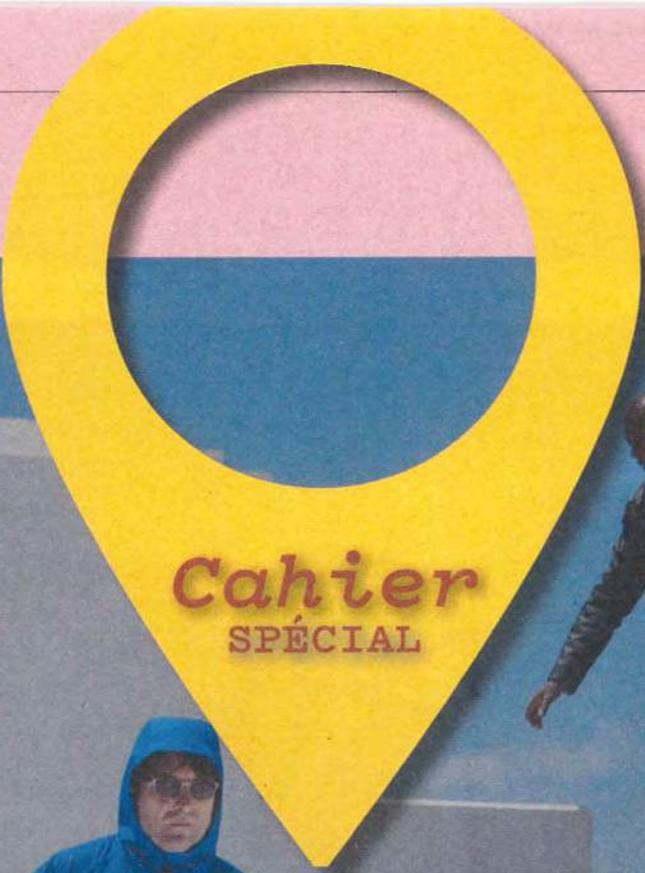
**Cahier
SPÉCIAL**

Marseille

vue par la presse
étrangère

M 03183 - 1196 - F: 3,70 €





Cahier
SPÉCIAL



Marseille

vue par la presse
étrangère



LA VILLE DE TOUS LES MYTHES

Ne dites pas aux touristes que la trilogie de Pagnol a été largement tournée en studio ou que le comte de Monte-Cristo est une pure fiction.

— La Vanguardia Barcelone

Qu'est-ce que je vous sers, Monsieur ? — *Un pastis, s'il vous plaît.* Il est 9 heures du matin, en ce dimanche 7 juillet et, à la terrasse du *Bar de la Marine*, le soleil dévoile déjà toute sa splendeur. «*Un pastis à cette heure ?*» me demanderez-vous. Et pourquoi pas ? J'ai toujours été quelqu'un de très religieux, c'est-à-dire attaché aux rituels : au Havre, après le petit déjeuner, je prends un petit calva. Et à Marseille, un pastis. Comme le font la majorité des Marseillais bien nés.

Le *Bar de la Marine* (15, quai Rive-Neuve) est un des lieux les plus emblématiques (ça a y est, j'ai dit

le mot) du Vieux-Port. Depuis le temps que je le fréquente (près de cinquante ans), je suis tombé plus d'une fois sur un couple de touristes qui voulaient savoir si c'était bien là qu'avait été tournée la célèbre partie de cartes de la non moins célèbre trilogie (*Marius, Fanny et César*) de Marcel Pagnol. En général, je leur réponds que non, que le *Bar de la Marine* apparaît effectivement dans la trilogie de Pagnol, mais que la scène de la célèbre partie de cartes — «*Si on ne peut plus tricher entre amis, ce n'est plus la peine de jouer aux cartes*» — a été tournée en studio.

Mais il arrive parfois que le couple soit si délicieusement cinéophile que j'ai pitié d'eux : comme

↑ **Marché au poisson sur le Vieux-Port** (2012).

Photo France Keyser/Myop

← **Page précédente : face au MuCEM, Les Terrasses, œuvre de l'artiste Kader Attia.** Photo Matthieu Colin/Divergence

le ferait n'importe quel Marseillais, je leur mens éhontément et je leur dis que oui, la célèbre partie de cartes a bien été filmée ici même. Et ils sont tout contents.

Le Vieux-Port a beaucoup changé depuis la première fois où j'y ai mis les pieds. En bien et en mal. Aujourd'hui, il est propre et le métro arrive juste au pied de l'embarcadère où, en ce moment même, une bonne poignée de touristes fait la queue pour prendre le petit bateau qui les conduira en moins d'une demi-heure dans les îles du Frioul et au célèbre château d'If, seule prison au monde où l'on peut visiter les cellules de deux prisonniers de fiction : Edmond Dantès, futur comte de Monte-Cristo, et l'abbé Faria, les créatures immortelles du grand Alexandre Dumas. Inutile de dire que l'immense majorité des touristes croient dur comme fer qu'Edmond Dantès et l'abbé Faria ont vraiment été prisonniers dans ces cachots, et pour le cas où ils en douteraient les propriétaires de la forteresse ont même fait creuser une galerie reliant les deux cellules, comme dans le récit de Dumas.

Oui, le Vieux-Port est plus propre et plus facile d'accès depuis n'importe quel endroit de la ville et de sa périphérie. Mais ce qui était autrefois un quartier de pêcheurs, de petits commerces, avec

ses restaurants et ses bars de toujours, a subi le même sort que nos Ramblas barcelonaises : il est devenu un secteur scandaleusement touristique. A côté du *Bar de la Marine*, ont ouvert le *Havana Club*, l'inévitable brasserie Maitre Kanter, le Shamrock, un pub irlandais, et l'on annonce l'ouverture imminente d'un immense McDonald's (le deuxième en quelques années à peine).

Résultat : de 18 ou 19 heures jusqu'à minuit passé, ce quai autrefois paisible devient un enfer qui empêche de dormir ce bon Vincent Scotti, compositeur de "Le plus beau de tous les tangos du monde/C'est celui que j'ai dansé dans vos bras...", dont la statue se dresse sur la petite place aux Huiles, à deux pas de mon cher *Bar de la Marine*.

"Vous êtes d'où ?" Quand on me pose la question à Bordeaux, à Grenoble ou à Strasbourg, je réponds en général que je suis de Paris (et c'est vrai puisque j'y suis né). Mais si on me la pose à Marseille, je réponds que je viens de Barcelone. Pourquoi ? Eh bien parce qu'entre les Marseillais et les Parisiens le courant ne passe pas très bien à ce qu'on dit. Pour des raisons diverses et variées, mais surtout pour une question de ballon : le Paris-Saint-Germain est l'éternel rival de l'Olympique de Marseille. Et, en un sens, l'OM est pour les Marseillais ce qu'est pour nous le Barça : "bien plus qu'un club de foot". Avec 9 millions de supporters, l'OM est le club préféré de 11 régions françaises sur 22. Ainsi, quand vous dites à Marseille que vous êtes de Barcelone (ce qui, pour les Marseillais, revient à dire que vous êtes du Barça) et qu'en plus vous connaissez un peu les figures légendaires de l'OM – de Josip Skoblar (44 buts en championnat 1971) à Franck Ribéry et Didier Drogba, en passant par Marius Trésor, Basile Boli, Fabien Barthez, Laurent Blanc –, il est fort probable que le patron du bar vous offre un pastis. C'est ce qui m'est arrivé la dernière fois au *Bar de la Marine*. Nous avons bu un pastis en trinquant à nos équipes respectives. Vive l'Olympique ! Visca el Barça !

Il est bientôt midi et c'est l'heure de songer au déjeuner. A Marseille, un dimanche, pour un Barcelonais comme moi, la bouillabaisse s'impose. Tous les dictionnaires et guides touristiques vous diront que c'est l'un des symboles de Marseille. Et symboliquement c'est vrai, ce qui ne veut pas dire que les Marseillais en mangent tous les jours, ni même tous les dimanches. Aujourd'hui le plat préféré des Marseillais c'est... la pizza. Il faut dire que la bouillabaisse n'est pas vraiment un plat bon marché. Rien que certains des poissons de roche qui entrent dans sa composition coûte la peau des fesses. Une bouillabaisse à 20 euros par personne, comme celle que proposent certains restaurants du Vieux-Port, c'est louche. Tous les chauffeurs de taxis de Marseille vous diront où manger la meilleure bouillabaisse. Ils ne sont jamais d'accord entre eux. Les uns recommandent celle du *Miramar*, sur le quai du Port, les autres celle du *Rhul*, sur la corniche, et ainsi de suite. Je reste fidèle à celle de *Chez Fonfon* (140, rue du Vallon-des-Auffes), un vieux restaurant situé dans une ravissante calanque. Hélas, il est fermé le dimanche, et j'irai donc au *Miramar* où on la prépare très bien (55 euros par personne). Ce n'est pas tous les jours dimanche.

—Joan de Sagarra
Publié le 14 juillet

→ Dessin de
Mix & Remix paru dans
Le Matin, Lausanne.



DES MÈRE COURAGE

"Les mères des quartiers nord de Marseille, la deuxième ville de France, qui abrite une forte population immigrée originaire du Maghreb, se demandent trop souvent si leurs fils vivront au-delà de l'âge de 20 ans", écrit le quotidien d'Abou Dhabi *The National*. "Certaines d'entre elles ont décidé de contre-attaquer. Déterminées à briser le cycle du trafic de drogue et des petites guerres mortelles qui absorbent adolescents et jeunes hommes, elles dénoncent l'omerta, la loi du silence, qui protège traditionnellement les criminels. En décidant de sortir de l'ombre pour se dresser contre les tueurs, les femmes ont créé le Collectif du 1^{er} juin, l'initiative la plus audacieuse que Marseille ait connue."



CITÉ MALFAMÉE

Règlements de comptes et guerre des clans font de Marseille la capitale de l'insécurité, souligne le quotidien de la gauche italienne.

—La Repubblica (extraits) Rome

Qui a dit que Marseille était la "capitale de la culture" ? la "perle de la Méditerranée" ? La cité phocéenne semble être redevenue la capitale du crime, comme dans les années 1970, lorsque la French Connection produisait et commercialisait une bonne partie de la drogue consommée en Europe et aux Etats-Unis. C'est vrai, les grands chefs mafieux ont disparu. Mais aujourd'hui, dans cette Sin City provençale, on viole, on vole à la tire, on vole tout court et on tue à une cadence digne des grandes métropoles du crime. Nommée Capitale européenne de la culture en 2013, l'ancienne Massalia a pourtant bien essayé de se débarrasser de sa réputation de ville malfamée et sale où règne l'insécurité.

La dernière victime en date est un jeune délinquant qui, après avoir volé à l'arraché le collier d'une touriste, est allé s'écraser en scooter contre un mur. Quelques jours auparavant, deux hommes qui s'étaient donné rendez-vous pour un règlement de comptes entre bandes rivales s'étaient entre-tués en tirant des dizaines de projectiles. Depuis le début de l'année, la guerre des clans a déjà fait plus de victimes que pendant toute l'année 2012. Manuel Valls, l'énergique ministre de l'Intérieur, fait de son mieux pour trouver un remède à la dérive criminogène de la ville. En tant que grand patron de la police, il peut se permettre d'augmenter les effectifs des forces de l'ordre.

Cela dit, même si la grande délinquance a disparu de Marseille, bon nombre de délits et d'infractions semblent ne pas régresser. Comme au temps où l'on entendait résonner dans la ville les surnoms tonitruants des mafieux, ces Jo Lomini dit le Toréador, Ansan Bistoni surnommé l'Aga-Khan, ou encore Jean-Claude Kella alias Yeux bleus. Ou comme lorsque, au début des années 1920, sévissaient les tueurs à gages de la première mafia marseillaise, celle de Paul "Bonnaventure" Carbone et Francesco Spirito dit Lydro, deux sympathiques canailles restées dans les annales pour avoir passé en contrebande 34 tonnes de parmesan de

Gênes à Toulon [durant le boycott de produits italiens sous le régime fasciste].

A Marseille, comme dans d'autres villes françaises, la police intervient le moins possible dans les cités, ces quartiers dégradés de banlieue, afin de maintenir l'illusion d'une certaine paix sociale. Il y a aussi des quartiers complètement "arabisés", où les autres Marseillais n'osent pas se rendre. En retour, nombreuses sont les discothèques qui refusent l'entrée aux Maghrébins.

Cependant, la ville a essayé de faire peau neuve, comme Gênes et Barcelone, pour devenir une ville touristique, balayée par le mistral et baignée d'une mer bleu de Prusse, presque violacée, car profonde, dès le rivage. Marseille a aussi eu l'ambition de délocaliser l'activité portuaire afin de faire de la place à l'architecture urbaine et à la culture, et pour relancer le tourisme.

Mais le chômage atteint 22 %, un chiffre record comparé à la moyenne nationale. Si personne n'y affiche sa richesse, ce n'est pas tant par pudeur religieuse que par peur d'être immédiatement volé. La mythique Cannebière est désertée dès 20 heures, seuls quelques kebabs restent ouverts. La ville semble victime de son multiculturalisme, ce creuset né au fil des vagues migratoires successives, à commencer par l'immigration de notre Mezzogiorno [sud de l'Italie], qui l'a peuplée dès la fin du XIX^e siècle. Les Italiens furent rejoints par des Corses et des Portugais. Vinrent ensuite des Russes, des Arméniens, des Espagnols, des Maghrébins, des pieds-noirs et des Comoriens.

En juin dernier, le MuCEM a enfin été inauguré. C'est le grand architecte Rudy Ricciotti, fer de lance de la renaissance culturelle et urbaine de Marseille, qui l'a dessiné. Ce musée au modernisme audacieux et captivant surgit à l'extrémité du Vieux-Port. On a appris que ce même Ricciotti, enfant prodige de l'architecture française, fait depuis trois mois l'objet d'une enquête pour fraude fiscale et infraction au code de l'urbanisme dans sa villa de Cassis.

—Pietro Del Re
Publié le 27 août

DU SANG SUR LA CARTE POSTALE

Au-delà du pittoresque, Marseille, après trente ans de ghettoïsation, est gangrenée par le trafic de drogue.

—Le Temps (extraits) Genève

Au port de l'Estaque, des plaisanciers prennent l'apéro sur le pont de leur voilier. La carte postale est si belle qu'on se croirait dans un film de Robert Guédiguian. Aux "impasse de la Sardine" et autres ruelles aux noms pittoresques, aux jolies façades pastel bordées de lauriers-roses s'ajoute encore cet été l'une des fiertés de Marseille : une navette maritime qui relie le Vieux-Port à cette enclave des quartiers nord. On en oublierait que c'est au cœur de ce paradis touristique qu'un jeune de 25 ans a été criblé de balles la semaine dernière. Il était connu pour trafic de drogue. C'était le treizième règlement de comptes de l'année dans la deuxième ville de France, qui s'est taillé une réputation de Bronx de la Méditerranée. Jonathan, médiateur social, finit sa journée avec trois autres animateurs. Son job : occuper les gosses pendant les vacances. "Des règlements de comptes, il y en a toujours eu, s'agace-t-il. Mais il faut éteindre la télé. Marseille, ce n'est ni ce qu'on voit dans Enquête exclusive ni ce qu'on nous montre dans Plus belle la vie." Au bout d'un moment, l'animateur, qui vient d'une cité voisine, confie pourtant : "J'ai plusieurs copains qui sont tombés dans des fusillades..."

Il y a quelques jours, le gouvernement s'est déplacé en nombre (six ministres !) pour annoncer de nouveaux renforts policiers. "Ça ne suffira pas", estiment trois agents de la police des chemins de fer qui protègent la gare de l'Estaque. Explosion des incivilités et des agressions : ils vivent la délinquance au quotidien. Tous trois sont originaires de Marseille, tous trois ont quitté la ville pour des villages éloignés. "Pendant la semaine, vous interpellez des gens. Et, le week-end, vous les croisez quand vous êtes en civil avec votre femme et vos enfants au supermarché. Je ne vous fais pas de dessin." L'insécurité ne résume pas tout. Il y a aussi un immense retard dans les transports, l'éducation, le logement, les équipements. Marseille, c'est trente ans de ghettoïsation. Et un chômage qui atteint jusqu'à 50 % dans certains quartiers.

Sociologue marseillais, Jean Viard connaît par cœur le ballet des petits trafiquants. "Les villes portuaires ont toujours été des foyers de délinquance. Relisez Dickens, avance-t-il. Le problème de Marseille, c'est qu'à l'inverse de New York, de Londres, de Hongkong ou de Shanghai elle n'a pas encore achevé sa mutation. Et puis, ce n'est pas une capitale. C'est frappant : les gens d'ici ne disent pas qu'ils sont fiers de Marseille, mais qu'ils sont fiers d'être marseillais."

La cité phocéenne et le grand banditisme, c'est une vieille histoire mille fois racontée. D'ailleurs,

Jean Dujardin y tourne en ce moment un film sur la French Connection. Les temps ont changé, mais la ville est toujours gangrenée par les trafics de drogue. Du moins dans certains quartiers (les quartiers nord), qui, à l'inverse d'autres grandes villes de France, ne sont pas situés en lointaine banlieue.

A dix minutes à peine en métro du Vieux-Port, la cité du Clos-la-Rose a triste mine. Des barres d'immeubles jouxtent de petits pavillons. Les rares commerces ont baissé leurs volets métalliques. Dans un square, un gamin gare sa moto flambant neuve et s'assoit sur un banc. Mais pas question de lui parler. "Tu vois pas ? J'écoute les cigales, madame !" Un vieil homme observe la scène. "Ce sont des gueuteurs, dit-il. Ils gagnent 100 euros par jour pour faire ça. Pourquoi voudriez-vous qu'ils cherchent du boulot ? Ça leur rapporterait trois fois moins et, de toute façon, il n'y a pas de travail."

—Joëlle Meskens
Publié le 2 septembre

↓ Terrain de foot au milieu des cités HLM.
Photo Patrick Gherdoussi/Divergence



COUP DE CŒUR

Message d'amour à une ville trop décriée par les Parisiens.

—Prospect (extraits) Londres

Quand j'ai dit à des amis français que je me rendais à Marseille en vue de préparer un livre, ils ont poussé un cri d'horreur. Ils m'ont fait remarquer que les Marseillais n'étaient célèbres que pour trois choses : le football (auquel ils trichent), le savon (dont ils ne se servent jamais) et l'hymne national (qui vient en fait d'Alsace). De nos jours, la plupart des Marseillais vivent selon eux des allocations ou de la vente d'héroïne, quand ils ne font pas partie d'un réseau djihadiste. "Fais attention, m'a mis en garde un Parisien, Marseille est une ville explosive."

Le choix de Marseille comme capitale européenne de la culture 2013 surprend donc côté français. On n'y a jamais beaucoup encouragé le tourisme et, des années durant, la ville a été boudée par les compagnies aériennes low-cost. Dans les guides de voyage, la cité phocéenne apparaissait plus comme un enfer que comme un lieu de villégiature.

Mais les Marseillais n'ont pas l'air inquiets de cette disgrâce et recherchent leur salut dans la bonne chère : on trouve des mets délicieux jusque dans les recoins les plus hostiles de la ville. Malgré tous ses défauts, Marseille est devenue l'une de mes villes préférées. J'avais beau être horrifié de me sentir à l'aise parmi ses joyeux habitants au langage vert et à la mine grimaçante, je n'ai pu m'empêcher de fondre de plaisir dans leur univers, aussi chaotique et vulgaire soit-il. J'ai eu le coup de foudre pour ses voitures repeintes à la main, ses allées de tilleuls, sa corniche voluptueuse, ses innombrables chiens et ses marchés aux puces où l'on trouve de tout, y compris des sabots et des vieilles massues. Je me suis pris d'affection pour cette ville qui, pendant la journée, croule sous la chaleur et les détritiques, et ouvre chaque matin les bouches d'incendie pour tout faire disparaître à grandes eaux. J'éprouve un amour maladif pour Marseille : me voilà confessé.

—John Gimlette
Publié dans le numéro de janvier

"Le coup de foudre pour ses voitures repeintes à la main, ses allées de tilleuls, sa corniche voluptueuse, ses innombrables chiens et ses marchés aux puces"



DERRIÈRE LES FAÇADES

La capitale européenne de la culture s'est offert de grandes signatures de l'architecture. Pas toujours à bon escient, même si la ville y gagne en sensibilité et en charme.

— **Financial Times** Londres

Paris, qui a longtemps accaparé les musées nationaux, fait depuis peu des efforts pour répandre plus largement la culture dans le pays. Il y a eu, à Metz, l'annexe du centre Pompidou – réalisation mastoc de l'architecte japonais Shigeru Ban (2010), mais dotée de riches collections –, puis le premier satellite du Louvre à Lens, inauguré l'année dernière dans un magnifique édifice dû au cabinet Sanaa, japonais lui aussi.

Et en juin dernier est né le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), dont le nom semble la création d'un algorithme informatique conçu expressément pour attirer les fonds européens – il a coûté près de 200 millions d'euros. Le musée semble parfaitement à sa place à Marseille, qui est cette année l'une des capitales européennes de la culture. Conçu par l'architecte méridional né en Algérie Rudy Ricciotti, le MuCEM est la dispendieuse pièce maîtresse d'un vaste programme de réhabilitation de la façade maritime de Marseille.

Le bâtiment a quelque chose d'étrange et presque de sinistre, avec son lacs de béton gris ardoise qui absorbe le soleil méditerranéen : ce paravent de dentelle sombre recouvrant le grand carré de verre ressemble à une burqa posée sur le bâtiment. Sa noirceur contraste vivement avec le scintillement éblouissant de la mer et les tons miel des murailles du fort Saint-Jean, auquel il est relié par une passerelle noire et élancée. Malheureusement, l'intérieur du musée ignore largement le spectacle

qu'offre la façade et se résume peu ou prou à un cube de verre. Les collections sont, pour certaines, fascinantes, mais le sujet abordé est si vaste que le parcours en devient épuisant, et le papillonnage pesant.

On respire mieux sur la rampe qui s'enroule autour de l'édifice, entre la façade de verre et son voile de béton – qui semble bien grossier vu de près et présente déjà des éclats. C'est une agréable promenade ombragée qui ménage de beaux panoramas sur la mer, mais la progression devient rapidement pénible sur ce faux plat qui semble interminable. Le musée culmine, au sens propre, avec son restaurant sur le toit, entouré du voile de béton qui crée des zones d'ombre sous lesquelles le soleil vient tacher les tables, et d'où l'on peut admirer Notre-Dame de la Garde, extraordinaire basilique de style romano-byzantin perchée sur son promontoire.

Un intellectuel médiatique. Avec sa crinière poivre et sel indisciplinée, ses yeux de cocker, ses traits chiffonnés et ses pantalons serrés, Rudy Ricciotti, 60 ans, est la parfaite incarnation de l'intellectuel médiatique français. Son édifice, dit-il, "est l'expression de la question existentielle de l'architecture, à savoir la difficulté d'être". Mais c'est évident... Lors de la conférence de presse, Ricciotti a d'ailleurs dit sa difficulté d'être en quittant théâtralement la scène parce que son micro avait des ratés.

Le voile lourd et le contenu d'un mondialisme transparent du MuCEM manquent de

↑ **Le nouveau musée de l'Europe et de la Méditerranée, le MuCEM.**

Photo Frane Keyser

substance. Le travail accompli pour ouvrir le fort Saint-Jean, dont certaines parties datent du XII^e siècle, est bien plus consistant : c'est un dédale d'espaces, colonisés par le musée ou bien laissés généreusement vides, dont la diversité se révèle plaisante, franche et consistante comparée au bâtiment principal du MuCEM, avec sa pseudo-transparence fuyante.

Voisine du MuCEM [sur l'esplanade J4], la Villa Méditerranée de l'architecte milanais Stefano Boeri lui volerait presque la vedette. Une spectaculaire avancée en porte à faux élève les niveaux supérieurs au-dessus de l'eau – mais on a du mal à comprendre l'intention. Avec son nom ambitieux, ce Centre international pour le dialogue et les échanges en Méditerranée est une petite prouesse de l'architecture et du génie civil, qui pâtit malheureusement d'espaces étriqués aux fonctions mal définies dans une forme si ostensiblement sculpturale.

Plus loin sur le Vieux-Port, le cabinet Foster & Partners a conçu une structure énigmatique : une étincelante canopée d'acier montée sur des colonnes grêles qui ressemble à un élégant Abribus qu'on aurait croisé avec une œuvre miniaturisée d'Anish Kapoor. Dépourvue de sièges et sans vocation identifiée, cette construction pourrait, comme la Villa Méditerranée de Boeri, se résumer à un gros bibelot urbain inutile. Mais sa beauté est indéniable. La Méditerranée semble tirer le meilleur de Norman Foster : sa réalisation la plus raffinée, le Carré d'art, à Nîmes, interagit avec le même panache subtil avec son cadre à la fois urbain et antique.

Des sites étonnants. Dans la partie plus industrielle des docks, un autre architecte britannique a œuvré sur le Silo : le Studio Andrew Todd, installé à Paris, a collaboré avec Roland Carta, qui a aussi travaillé sur le MuCEM, pour faire renaître cet ancien silo à grains qui, dans une architecture Art déco de 1927, accueille aujourd'hui une salle de concerts dont l'excellent auditorium contre-balance les contraintes d'une bâtisse aux formes incongrues.

Loin de la mer, le long de l'une des nombreuses voies ferrées de Marseille, la Friche de la Belle-de-Mai est un immense centre culturel installé dans un autre complexe industriel désaffecté. Brassant large, du skatepark au théâtre, en passant par le marché de produits frais, la Belle-de-Mai est un lieu vivant et très ancré dans son quartier.

Et là ne s'arrêtent pas les nouveautés architecturales de Marseille : il y a aussi une incroyable création pixellisée du Japonais Kengo Kuma pour le Fonds régional d'art contemporain (Frac) et un espace d'exposition pensé par le Français Ora-Ito, qui vient coiffer ce grand jalon de l'architecture qu'est l'Unité d'habitation de Le Corbusier [ou Cité radieuse].

Aucune de ces nouveautés ne change aussi radicalement qu'on pouvait l'espérer la cité phocéenne, et toutes doivent mieux définir leurs fonctions. Mais elles disséminent la culture vers des sites étonnants, rendant plus vivables des quartiers auparavant inaccessibles ou malfamés. Marseille y gagne en sensibilité et, quoi qu'on pense de certains de ces lieux, en charme.

— **Edwin Heathcote**
Publié le 21 juin



EN VOGUE AU PANIER

À la rencontre de jeunes artistes et créatrices de mode dans le quartier le plus mythique de la ville.

—The Guardian (extraits) Londres

Une petite confusion a conduit à un heureux accident. Nous pensions rencontrer Eva, fondatrice du réseau d'artistes "Les Femmes du Panier", à la mairie de Marseille, à 3 heures et demie de l'après-midi. Elle croyait qu'il s'agissait de 4 heures. Mais, pendant que nous l'attendions, mon mari et moi-même avons pu assister à plusieurs mariages locaux, un phénomène

à la fois international et très marseillais. Les couples étaient originaires d'Afrique du Nord, et la tradition musulmane était présente à travers les joyeux sons des tambours et des cymbales concluant les cérémonies civiles. Les mariées portaient des robes blanches vaporeuses et se faisaient photographier dans une vieille voiture de sport américaine.

Marseille attire des migrants depuis des siècles. Aujourd'hui, cette ville construite sur la diversité

← Chaque année, fin juin, se tient la fête du Panier, le plus vieux quartier populaire de Marseille.

Photo Patrick Gherdoussi/Divergence



D'OU VIENT LE VIN ?

"Objet d'orgueil national, la tradition vinicole française est une importation.

La pratique de la culture du raisin et de sa transformation en vin est arrivée en France vers 600 ou 500 avant J.-C., lorsque des colons grecs, les Phocéens, ont fondé la ville de Massilia, l'actuelle Marseille", rappelle le quotidien suisse **Le Temps**. Toutefois, une étude publiée dans la revue scientifique américaine **PNAS** propose une piste alternative à l'arrivée de la viticulture en France. Elle affirme l'existence d'une viticulture au V^e siècle avant J.-C. sur le site de Lattara, qui correspond à l'actuelle ville de Lattes, au sud de Montpellier. "Des Etrusques, via Lattara, ou des Grecs, via Massilia, lesquels sont à l'origine de cette introduction ?" Le quotidien suisse choisit... la neutralité.

Economie

6 MILLIONS DE TOURISTES EN 2013

En 1985, l'initiative de choisir chaque année une capitale européenne de la culture a été lancée par Melina Mercouri, alors ministre grecque de la Culture. Depuis cette date, de nombreuses villes européennes ont bénéficié de ce label. Cela a souvent été l'occasion d'entreprendre de grands travaux et de dynamiser l'économie locale. L'enjeu était de taille pour Marseille, durement frappée par la crise. "La ville mise, a minima, sur un retour sur investissement comparable à celui de Lille en 2004, avec 6 euros récoltés par l'économie locale pour 1 euro investi, soit une manne financière estimée à 600 millions d'euros", souligne **La Libre Belgique**. Cette année, plus de 6 millions de touristes se sont déjà rendus dans la cité phocéenne, affirme la mairie de Marseille.

cultive sa différence par rapport au reste du pays. Son statut de capitale européenne de la culture 2013 a été l'occasion d'un grand nettoyage de printemps. Mais nous n'avions pas l'intention de visiter les musées : nous venions voir la créativité telle qu'elle se manifeste dans la plus ancienne partie de la ville, le Panier. Quartier populaire depuis le XVII^e siècle, le Panier a reçu, du fait de sa proximité avec le port, les premières vagues d'immigration. Ses façades en pierre colorées, ses rues étroites, ses escaliers raides et ses cours ensoleillées en font tout le charme.

Dans une autre ville, un tel quartier aurait été colonisé par les classes moyennes et autres bobos, mais le Panier a conservé son caractère. Des anciens, d'origine algérienne, vietnamienne, corse ou grecque, bavardent sur des chaises au soleil, tandis que les enfants jouent bruyamment. On trouve ici peu d'appartements chics. Dans les ruelles, les étages inférieurs sont sombres, même en été. Autant d'espaces prêts à être colonisés par une nouvelle vague d'arrivants – de jeunes artistes et créateurs de mode, souvent des femmes.

Napoléon Bonaparte. La rue de la Caisserie a été tracée par les colons grecs il y a plus de deux mille ans et, depuis lors, elle a toujours grouillé d'acheteurs, de flâneurs et de buveurs. Elle abrite notamment une maison où Napoléon Bonaparte a vécu lorsqu'il était jeune officier de l'artillerie côtière. Non loin de là, au 28 de la rue de l'Evêché, nous arrivons à l'atelier Cécile aux Etoiles, flanqué d'une épicerie et d'une charcuterie. On y propose toutes sortes de vêtements somptueux dessinés par Cécile, qui peut vous les retoucher sur place. Au 38 de la même rue, voici Le Galhia Noir, une mine de petits cadeaux. La maison a ouvert en 2012, sous la direction d'un collectif de créatrices comprenant Kiko (peintures, meubles, textiles), Sacha (patchworks contemporains et

autres éléments de décoration) et la céramiste Aurore Guillemin.

Même dynamisme à l'Atelier Céladon, au n° 40 de la rue Sainte-Françoise. On peut non seulement y musarder, mais aussi y acheter du beau verre contemporain, de la céramique et des mosaïques étonnamment expressives ; des cours y sont également proposés dans ces trois spécialités. En haut des marches raides de la rue des Repenties (en référence aux femmes "tombées" dans la prostitution, qu'on a fini par ramener dans le droit chemin de l'Eglise), nous arrivons à UnderArtground, une boutique tenue par un homme, une rareté. Elle a été ouverte par l'artiste marseillais Julien Cassar, qui a d'abord lancé une galerie éphémère en 2010 pour y présenter ses œuvres et celles de ses amis. Aucune d'entre elles n'était vendue plus de 100 euros et elles ont toutes trouvé preneur. Cassar a donc décidé de trouver un local permanent et a ouvert en 2012 cette caverne d'Ali Baba regorgeant d'idées de cadeaux insolites et d'œuvres d'art qui attirent l'œil. Au coin de la rue du Petit-Puits, un artiste qui se fait appeler Miguel a transformé la devanture de son domicile en un extraordinaire étalage d'objets en papier mâché : des plantes et des animaux richement colorés, aux formes fantastiques. Une note manuscrite proclame qu'au Panier l'art est public ; une autre demande poliment des dons d'amateurs et de photographes.

Hôpital reconverti en garage. Mais, pour moi, ainsi que pour la très élégante Eva, qui dit shopping dit vêtements. Elle adore le travail d'Adjanass, une étonnante jeune femme d'origine togolaise qui rapporte le tissu de son pays natal — une variante du batik, découvert par les soldats africains enrôlés dans la guerre d'Indochine — pour en faire des robes, des jupes et des hauts qui ont l'air indonésien, mais utilisent les vives couleurs africaines. Dans sa boutique de la rue du Panier, nous la voyons attraper une robe à fleurs rouges, un peu trop grande pour une cliente, et la reprendre en deux minutes sur sa machine à coudre. Les coussins et les housses de couettes aux motifs africains sont eux aussi très tentants. Ma boutique préférée s'appelle Birdsong. Elle est située au coin de la rue de l'Evêché. On y trouve des vêtements et des bijoux ravissants. Ils sont l'œuvre de la créatrice My-Linh Mary, une jeune femme à moitié vietnamienne qui nous sourit depuis le fond du magasin. Elle s'inspire de la mode française vintage et de ses voyages en Asie. De l'autre côté de la rue, Eva et moi avons exploré une curieuse boutique pleine d'antiquités et de mobilier rétro, ouverte par le compagnon de My-Linh.

Après cette longue promenade, nous avons très envie de nous asseoir pour prendre un verre, et Eva nous a conduites au *Place Lorette* [situé place de Lorette]. Ancien hôpital reconverti en garage, c'est devenu un salon de thé doublé d'un showroom où l'on peut admirer du mobilier et des accessoires pour la maison d'inspiration marocaine, fabriqués par la propriétaire, Sarah Nawi. Ici, tout n'est que sofas profonds, luminaires, beaux tissus. Et les jeudis à midi, la maison propose le couscous traditionnel.

— Liz Boulter
Publié le 4 janvier

SOURCE



ALGÉRIE-FOCUS

Alger, Algérie
Webzine
www.algerie-focus.com

Lancé en novembre 2008, ce webzine est le premier journal interactif créé en Algérie. Francophone, il affiche sur sa page d'accueil le slogan : "Le devoir de savoir". Fort de 900 000 visiteurs uniques par mois et de plus de 59 000 fans sur Facebook, *Algérie-Focus* est lauréat de l'Algeria Web Awards 2013 dans la catégorie pure player. Indépendant et participatif, le webzine offre un espace où les internautes sont invités à débattre. En plus de l'équipe basée à Alger, la rédaction d'*Algérie-Focus* dispose de correspondants à Paris. Elle couvre l'actualité algérienne dans les domaines politique, économique, social et culturel, et propose des dossiers thématiques.

↓ Marché de Noailles, dans le centre-ville.
Photo Benjamin Béchet/
Odessa/Picturetank



UNE ALGÉRIE REINVENTÉE

Les immigrés, leurs enfants et leurs petits-enfants perpétuent les traditions tout en empruntant à la France sa culture.

—Algérie-Focus (extraits) Alger

Odeurs de coriandre, olives en pagaille et darija [arabe dialectal] des quatre coins d'Algérie. Alger ? Non, nous sommes dans un ersatz de la capitale algérienne d'une Algérie réinventée de l'autre côté de la Méditerranée... Mais si, réfléchissez, celle que l'on nomme la 49^e wilaya... Marseille ! [L'Algérie compte 48 wilayas, "départements"].

La cité phocéenne a depuis bien longtemps un parfum algérien, qui flotte surtout dans les quartiers de son centre-ville. L'immigration puis les enfants de cette immigration ont conservé le charme algérien même dans leur quotidien français. Malgré les générations, l'identité algérienne de la ville n'a pas pris une ride. L'Algérie est dans le cœur des chibanis [les anciens] comme des petits-enfants d'immigrés. Pourquoi Marseille est-elle restée si influencée par la communauté algérienne ?

Une mer n'aura pas suffi à séparer des Algériens de leur terre natale. Migrants pour mille raisons, ces Algériens ont laissé leur cœur arrimé au port de Marseille pour surveiller au loin leur chère Algérie. Même si la plupart ne regrettent pas d'être partis de leur pays, les "zimmigrés" n'ont pas oublié leur pays et leurs proches restés là-bas.

"Ils sont scolarisés dans un établissement privé et catholique, mais ils restent musulmans et algériens"

Ils se sentent français, mais ont fièrement gardé cette identité algérienne qu'ils tentent tant bien que mal de faire vivre sur une terre française. Et c'est réussi : un petit tour dans les quartiers de Noailles ou de Belsunce nous transporte immédiatement vers l'Algérie. Les vendeurs de meubles et de vaisselle vous accueillent à coups de "Sabah el kheir [Bonjour]" et vous vendent tout ce que vous trouverez en Algérie : les tajines, les "sni", ces plateaux argentés, les lampes mauresques, les services à thé... vous en avez pour tous les goûts. Les cuisinières tentent de faire revivre les senteurs de notre cuisine, du traditionnel couscous jusqu'aux pâtisseries orientales. A quelques mètres, les coiffeuses s'occupent de leurs clientes qui se préparent pour le mariage du soir. Elles laquent et coupent les cheveux au rythme du raï qu'elles mettent à fond dans leurs salons.

La société marseillaise est à l'image de notre chère Algérie, on trouve quelques hitistes [jeunes chômeurs] dans les quartiers nord, sur le cours Belsunce et au marché des Capucines. Même le marché informel a trouvé sa place à Marseille, quelques cigarettes ramenées d'Algérie sont vendues à prix d'or à Noailles, où des "Marlboro, Marlboro" sont discrètement soufflés aux oreilles des passants.

Ce serait presque un cliché, l'Algérie marseillaise est devenue une image d'Epinal, une Algérie d'antan, fondée sur un souvenir. Mais la Marseille algérienne a également emprunté à la France sa culture et les Algériens ne s'en plaignent pas. "Je suis heureux d'avoir élevé mon fils ici et pas au pays, ils ont eu plus de chance ici. Tous mes enfants adorent l'Algérie et ne se sont pas reniés. Ils sont scolarisés dans un établissement privé et catholique ! Mais ils restent musulmans et algériens", explique Moncef, originaire d'Alger, marchand aux Capucines.

Plus facile donc de s'intégrer à Marseille, dont les milliers d'Algériens tentent de perpétuer leurs traditions, même si la ville ne ressemble pas parfaitement à l'Algérie, notamment lors des fêtes religieuses, que les expatriés préfèrent passer dans leur pays de naissance. Toutefois la culture algérienne a réussi à se faire une place dans le quotidien de ces néo-Français. Moncef explique qu'il a toujours inculqué à ses enfants cette histoire algérienne et musulmane. "Nous avons tellement peur que nos enfants tournent le dos à nos origines que nous tenons à ce qu'ils connaissent notre pays et notre religion, alors nous sommes toujours derrière eux, et ça fonctionne. Et d'ailleurs j'ai remarqué qu'ainsi nous sommes plus pratiquants ici qu'au pays."

—Amina Boumazza
Publié le 18 avril



LA PAROLE AU STREET ART

L'exubérance méditerranéenne s'exprime à travers graffs, tags et interventions urbaines.

—L'Orient-Le Jour (extraits) Beyrouth

Bizarre, cette méduse “scotchée” sur les murs de Marseille ! De taille et de couleur variables, elle promène son drôle de regard interloqué à travers les quartiers de cette cité méditerranéenne comme un clin d'œil complice aux flâneurs qui en sillonnent les rues. Signée Olo, un graffeur non encore démasqué, dame méduse n'est jamais bien loin d'un autre motif graphique, plus paradoxal : le rouleau de papier cul rose. Cet élément visuel récurrent, créé par un collectif d'artistes – évidemment baptisé PQ –, semble aussi baliser à la manière d'un jeu de piste le parcours urbain de la ville. Tout cela donne la vague impression de se promener en territoires subversifs et codés ! Le pastis et l'aïoli aidant, c'est une ville à la pétulance créative qui se dévoile au regard du promeneur.

Car, parallèlement aux sculptures, installations et interventions conçues in situ pour l'événement Marseille-Provence 2013 capitale européenne de la culture, la ville offre à ses visiteurs du street art à s'en pourfendre les mirettes ! En particulier dans l'enclave du cours Julien. Ce quartier, qui fut celui des artistes au XIX^e siècle, est aujourd'hui l'un des lieux essentiels de la culture alternative et indépendante de la cité phocéenne.

Reconverti en secteur bobo, avec ses galeries d'art, ses librairies, ses ateliers d'artiste, ses bouquinistes, ses boutiques de créateur et autres

“concept stores” aménagés dans les entrepôts et chambres froides qui entouraient l'ex-marché de gros des fruits et légumes jusque dans les années 1970, le cours Julien reste articulé autour de l'ancienne Académie d'art. Une belle bâtisse à l'architecture néoclassique – qui, outre l'école d'art, a également abrité les salles de répétition des fameux Ballets de Marseille créés par Roland Petit, avant d'être reconvertie en bibliothèque publique – dont l'immaculée blancheur tranche sur les mille et une couleurs des ruelles et des petites places alentour.

Dans ce lieu qui a gardé le charme pittoresque d'un quasi-village, les artistes urbains ont apposé leurs empreintes, évidemment frondeuses, tout en développant avec les riverains une certaine complicité ! Une sorte de pacte tacite de collaboration semble “orienter” les créations des graffeurs-tagueurs vers des thèmes en adéquation avec les devantures des commerçants. Ainsi, les façades taguées de scènes aux motifs et symboles des cultures chinoise, indienne, italienne, allemande, cubaine ou encore libanaise, dans une rue alignant toutes sortes de cuisines du monde, déclinent instantanément l'identité du restaurant ! “Il ne s'agit plus de vandalisme, mais d'expression artistique”, estime d'ailleurs le propriétaire d'un petit commerce du quartier dont la devanture a été entièrement ornée de fresques réalisées au pochoir, reprenant les motifs et les couleurs de son décor intérieur. Cette démarche

↑ Friche de la Belle-de-Mai, espace glisse et skateboard.

Photo Matthieu Colin/
Divergence

artistique, qui est l'un des grands mouvements du XX^e siècle, est ainsi pleinement reconnue et appréciée à Marseille. Question de mixité et de tempérament méditerranéen sans doute !

Même la municipalité a fini par dédier quelques pans de murs à l'intervention urbaine. L'un d'eux – toujours dans l'enceinte du cours Julien – est actuellement occupé par les Shooting Angels. Ce duo, un photographe et un graffeur, fait poser les passants devant des ailes d'ange dessinées sur un coin de rue pour élaborer une œuvre participative. L'ensemble des polaroids qu'ils ont shootés formant au final une mosaïque de portraits présentés en accrochage virtuel sur leur site web.

Outre les photographies géantes de JR, commandées spécialement pour Marseille-Provence 2013, une autre œuvre monumentale de street art, signée Remède – un grapheur désormais rentré dans le rang –, se déploie sur tout le mur du toit-terrasse de la Friche de la Belle-de-Mai (10 x 40 mètres), comme un hommage à Marseille.

Côté design, c'est inspiré par l'esprit bobo et “street méditerranéen” qui nimbe tout le quartier que Philippe Stark a signé l'aménagement du tout nouveau *Mama Shelter*, hôtel, bar-restaurant et lieu de concert avec sa miniscène ! La chaîne de restaurants Les Grandes Tables l'a bien compris, qui, dans le cadre de Marseille-Provence 2013 et dans le but d'amorcer un rapprochement entre culture et gastronomie, a lancé le concept des Grandes Carrioles. Il s'agit de huit étals ambulants, au design conçu par divers artistes et créateurs, qui sillonnent la ville pour servir chacun un menu unique artistiquement élaboré par des chefs expérimentés. Marseille, théâtre de prédilection des artistes graffeurs, est aussi en passe de devenir le haut lieu du melting-pot artistique.

—Zéna Zalzal
Publié le 26 juin

XI – LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE

✓ 1. La News

La 7^{ème} Journée et 10^{ème} Nuit de l'Immobilier

Jun 2013

news!

7^{ème} journée de l'immobilier... 10^{ème} nuit de l'immobilier... 16^{ème} année du club immobilier marseille provence



Le 6 juin dernier, ils étaient près de 200 à partager cette nouvelle Journée de l'immobilier et un millier à se presser pour LA soirée marseillaise de l'année ! Il y a ceux qui y étaient... et les autres...

Le Village branché, la gare St Charles, la Canebière, le Musée de l'histoire de Marseille, le Pavillon M, l'Intercontinental Hôtel Dieu... après Euromed 2, le Pays d'Aix, de Fos au Vieux-Port, Marseille Nord, l'Est de Marseille et l'industrie de l'immobilier culturel, le CIMP a offert à 200 décideurs de l'immobilier une journée de visites privilégiées et d'easy-business, au cœur d'un Marseille qui bouge.

le in...

dans les coulisses du centre-ville



Save the date

Aucun ne manquerait pour rien au monde ce grand rendez-vous de partage et de découverte du «nouveau Marseille». Dès 8 heures du matin, membres du Club, partenaires et invités partageaient un petit-déjeuner sur le toit terrasse de l'École de management. Un choix en accord avec l'esprit du club. Si le CIMP cultive sa différence au quotidien, via des actions singulières et un travail de fond pérenne, cette école fait de même et entend «apporter une dimension éthique au monde des affaires». A l'image du Club qui dépoussière les relations business, cette école oublie les clivages management/culture générale. Ses étudiants suivent des cours de théâtre, d'histoire de l'art, de rhétorique, d'anthropologie. Niché au cœur du quartier de la Porte d'Aix, l'EMD a offert à cette 7^{ème} Journée un point de départ chargé de sens et d'espoir. Car oui, Marseille est en mouvement, Marseille étonne encore et tient ses promesses.

Un hyper centre en chantier

Entre interventions choisies et visites de chantier, cette longue matinée a offert un panorama synthétique de ce qui bouge dans les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements de la ville. Si les Marseillais et régionaux de l'étape ont ainsi bénéficié d'une piqûre de rappel sur l'actu urbaine, les autres, nationaux et européens, ont découvert l'étendue des ambitions d'une ville, désireuse de changer son image en profondeur. Pour certains, c'était le baptême du feu. Une première expérience à la fois exaltante et déroutante. Certains participants n'en sont pas encore revenus de voir combien chacun joue le jeu de la convivialité. Si le business n'est jamais loin, les poignées de main et les accolades sont franches, les retrouvailles sincères et les rencontres réelles. La détente est là, comme une bulle d'oxygène dans un emploi du temps toujours surchargé. La descente de la Canebière, dans le fameux Petit-train marseillais a fait son effet, donnant un air de colo' à cette joyeuse troupe. Vers midi, c'est à l'Office de tourisme et des congrès que les participants assistent à un nouvel exposé sur le secteur Canebière/Vieux-Port.

Mission réussie

Le temps passe vite, le timing déborde et les intervenants ont de plus en plus de mal à maintenir l'attention d'une assistance un brin dissipée. Il semble devenu difficile de stopper des échanges largement nourris. Tant mieux ! Le Club fait tout pour ! S'il donne du contenu à cette découverte de l'hyper-centre, l'essentiel reste ailleurs, dans ces cartes de visite échangées, ces appels d'offre proposés et ces contacts transmis. La recette du succès est là : rassembler sur une journée le nec plus ultra de l'immobilier et faire confiance à la bonne humeur des anciens pour que la mayonnaise prenne. Le dernier temps fort de cette journée ne pouvait avoir comme plus bel écrin que l'InterContinental Hôtel-Dieu, le palace tant attendu ouvert en mai. Pour beaucoup, Marseillais compris, ce fut une découverte. Le Club Immobilier aime défricher, être là où on ne l'attend pas. Quoi de mieux qu'un cinq étoiles pour terminer ses travaux ? Entre interventions et cocktail, échanges et café, la 7^e Journée de l'immobilier a une nouvelle fois remplie sa mission de partage et réussi comme personne à montrer l'un des nouveaux visages de Marseille.

le off... party time aux terrasses du port



Les Terrasses en folie !

Seul le Club Immobilier Marseille Provence pouvait le faire : transformer l'immense chantier de Terrasses du Port en un nightclub géant ! Cette 10^e nuit de l'immo se devait d'être mémorable, unique, étonnante, incroyable, magique... Qui aurait cru en 2003 que cette soirée, initiée par une bande de copains, acteurs importants (et engagés) de l'immobilier du territoire, allait devenir LA soirée de l'année de la région ? Le film de la décennie, projeté durant la soirée, a résumé ces dix années de vie, de complicité, de chantiers et de challenges. Car oui, organiser cette 10^e Nuit de l'immo' sur LE chantier qui va transformer Marseille relevait d'un vrai pari. A quelques mois de leur ouverture, au printemps 2014, Les Terrasses du Port ont fait rêver un millier d'invités triés sur le volet, des VIP ultra chanceux d'avoir pu y faire la fête et célébrer ainsi l'un des clubs les plus actifs de son territoire...

Un défi de taille

Le Club Immobilier Marseille Provence aime la compéti', adore se faire peur et ose s'engager sur des paris fous. Organiser cette soirée restera sans doute l'un de ses plus souvenirs. Après le musée Monticelli, le Mémorial la Marseillaise ou encore, le terminal croisière, la soirée ne pouvait se passer ailleurs qu'aux Terrasses du Port, le futur centre commercial aux 160 boutiques, avenir incontestable de tout un quartier, mais aussi de toute une ville...

Quelques chiffres

- 4 containers
- 8T de matériel
- 1 grue mobilisée
- 37 heures non-stop de montage & démontage
- 950 kg de nourriture consommée
- 450 bouteilles de vin rouge, rosé, blanc et 325 L de soft

questions à...

Antoine Viallet, président du Club

A quoi tient le succès de la Journée de l'immo' ?

« La recette tient au fait que nous emmenons sur le terrain les décideurs immobilier, d'ici et d'ailleurs, pour comprendre les mutations de notre territoire. La plupart d'entre eux ne vont plus vraiment sur les chantiers et pourtant, ils aiment toujours « sentir le béton » comme ils disent ! Avec nous, ils découvrent la réalité. On ne travestit rien, le concret est là. En tant qu'acteur de son territoire, le Club reste un rouage actif et complémentaire de la promotion existante ».

Un souvenir de cette journée ?

« Ce sera plutôt une image, celle des containers, à la fois un symbole fort de Marseille et l'allié indispensable pour inventer cette nuit aux Terrasses du Port ».

Fabrice Alimi, membre du Club

Qu'est-ce qui unit les membres ?

« Sans aucune hésitation, je dirais la passion de leur territoire et l'amour de leur métier. Notre particularité est d'être un vrai club de lobbying, où la transversalité est de mise, ce qui induit une complémentarité unique entre les membres. C'est aussi pour cela que le Club porte des actions spectaculaires ».

Un souvenir de cette journée ?

« Celui de notre escorte ! Carole (Lains) doit être une grande prêtresse, parce que mobiliser la police pour nous encadrer, durant nos visites à pied, ce n'est quand même pas rien ! Et je me souviens aussi quand mes copains m'ont jeté sur le podium, durant la soirée, je ne m'y attendais vraiment pas ».

Dominique Goudard, partenaire du Club

Pourquoi soutenir le Club ?

« Le CIMP est un des rares lieux de rencontres et d'échanges entre professionnels, dans le cadre d'une démarche prospective des marchés immobiliers de Provence ».

Un souvenir de cette journée ?

« La visite à pied du centre-ville en rénovation, la « seule bonne échelle » pour apprécier les transformations de notre centre-ville ».

les partenaires

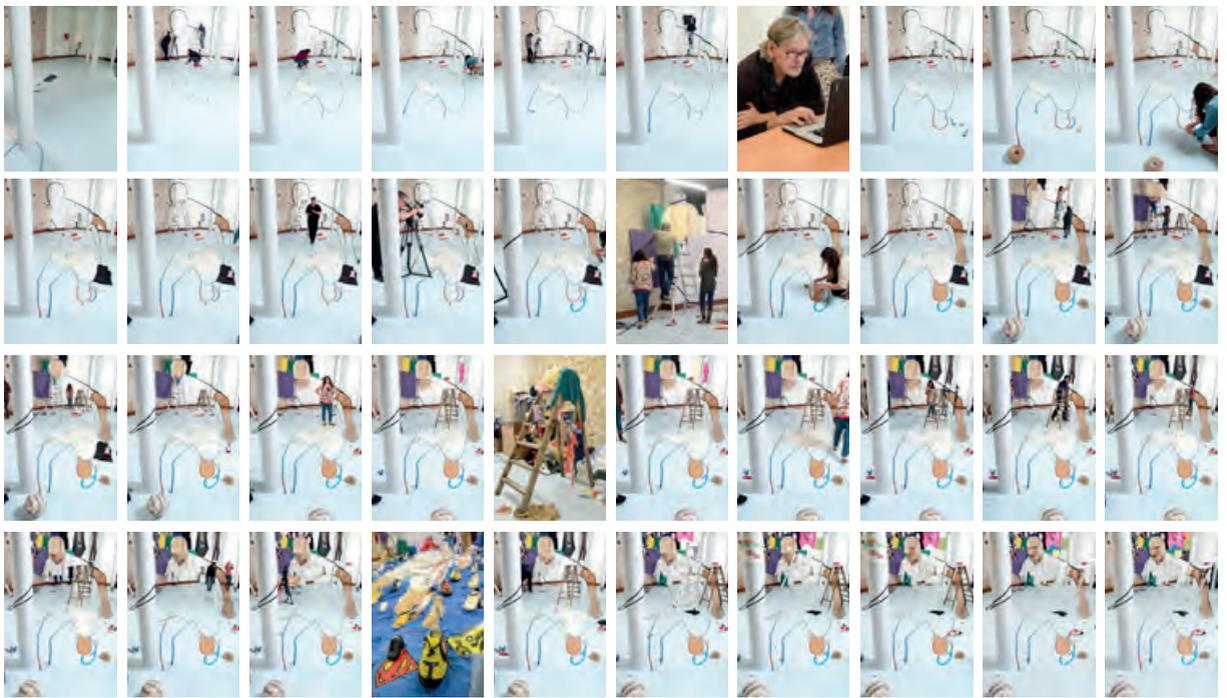
partenaires... afim méditerranée...
alma provence... altarea cogedim...
ametis paca... astime méditerranée...
atemi méditerranée... abriboxe... banque
martin maurel... barjane... beterem
tpf france... bouwfonds marignan...
bnp paribas real estate... bouygues
immobilier... bureau veritas... cabinet
rosenfeld avocat... cabinet thinot...
cfa méditerranée... cirmad... corner
immobilier... cpn - compagnie phocéenne
de négociations... eaux de marseille
environnement... eiffage immobilier
méditerranée... ekos ingénierie... espi...
euroméditerranée... fnaim 13... foncière
des régions... forum point p... grontmij
france... goodman... grdf... hammerson
les terrasses du port.. immostone... lc2i...
les notaires des docks... map - marseille
architecture partenaires... novelis immo
groupe a & associés... redman...sci midi
patrimoine... septime paca... siab immo...
siarem... socotec... sogeprom sud...
sportimmo... tangram...vinci
construction france... vinci facilities...
vinci immobilier... viveris... partenaires
référents, leur savoir-faire au service
du club... carocom... la hulotte...
quadrissimo... sécurité industrielle...
swaton recoing boilletot... partenaires
médias... business immo... e-mobilier...



les membres

du club immobilier marseille provence

alimi fabrice novelis immo groupe a
& associés... barlatier léo barjane...
béan guillaume icade promotion...
bernardin nadège ametis paca...
brenet corinne courtage de france
assurances... cartagena cyril immexis
siab immo - cabinet thinot...
cavataio sauveur sas cavataio...
chalinet-merenda sandra hammerson
asset managment...charpentier grégoire
erilla... chauvin jean-luc otim immobilier...
colombani paul euroméditerranée...
de garam marie immostone... demesy
jacques alma provence... fornier bruno
renov'maison sud... fornos marc bureau
veritas... galle romain sogeprom sud...
garcin thierry transactions immobilières
& foncières... gard emmanuel optemis
partners... gatineau hervé eiffage
immobilier méditerranée... girard martel
reison stéphanie groupe pmr gestion
conseil... grassi michel corner immobilier...
grenon henri newtown... jaubert isabelle
altarea cogedim...lains bruno centre
immobilier groupe oxylane... langlois
geneviève cfa méditerranée... laroussinie
pierre searl... le chaud stéphane
sté le chaud - lpc... lespinat pascalle
bouygues immobilier... lucas jean-marc
banque martin maurel... mathoulin laurent
sarl mathoulin & jardin architectes
associés... moschetti Frédéric smm events...
natalucci patrick cpn - compagnie
phocéenne de négociations... ponson
nicolas redman... rosenfeld grégoire
cabinet rosenfeld avocat... rosenfeld
benoit cube développement...
schori pascal bnp paribas real estate...
stefanini philippe provence promotion...
streit Frédérique lexis conseils... tarrazi
renaud map marseille architecture
partenaires... viallet antoine astime
méditerranée... wattinne hervé wattinne...



BERNARD PRAS

Résidence du
27 mai au 12 juin

Marseille Provence 2013

